

Partie serrée pour M. Papandréou

Une bavure policière qui a coûté la vie, dimanche, à un adolescent de quinze ans, et voilà Athènes aux prises avec les turbulences d'une jeunesse en colère. L'engrenage est classé : rassemblement de protestation, nouvelles échauffourées et nouvelles manifestations. Mardi 19 novembre, une soixantaine d'étudiants restaient encore retranchés dans les locaux de l'Ecole d'architecture, tandis que les groupes anarchistes et autonomes, après une nuit d'insulte, appelaient à une nouvelle manifestation dans l'après-midi.

Ces groupes sont en réalité tout à fait marginaux et aucun grand mouvement politique ou syndical ne les soutient. Mais il n'empêche : dans le climat de tension qui prévaut depuis trois mois en Grèce, ces troubles tombent au plus mal. Le gouvernement a d'ailleurs réagi avec une rare vigueur à la mort du jeune Mihailis Kalantzis. Le ministre de l'Intérieur et son adjoint ont immédiatement proposé leur démission. Elle a été repoussée, mais le premier ministre, M. Papandréou, a condamné sans réserve cet « acte abominable » et ordonné le limogeage de trois hauts responsables de la police.

Cette bavure de la police d'Athènes appelle en effet une comparaison du plus mauvais effet sur le plan symbolique. En 1980, un an avant que les socialistes arrivent au pouvoir, deux personnes étaient mortes dans des circonstances similaires : des affrontements avec la police lors de la manifestation qui, chaque année, commémore le soulèvement des élèves de l'Ecole polytechnique contre le régime des colonels le 17 novembre 1973 et sa répression sanglante. Aucune sanction n'avait alors été prise contre les responsables.

Il fallait éviter cette comparaison très gênante, à un moment où le gouvernement, mettant en œuvre une politique de rigueur qui va se faire lourdement sentir sur le pouvoir d'achat, s'expose à l'hostilité de larges secteurs de l'opinion.

Dans cette épreuve, un soutien important est venu de Bruxelles, où les ministres des finances de la Communauté européenne ont approuvé lundi l'octroi à la Grèce d'un nouveau prêt de 1,4 milliard de dollars. Ce geste de solidarité envers le pays le plus pauvre de la Communauté est cependant assorti de conditions sévères. Plus rigoureuses par exemple que celles qui avaient été imposées à la France en 1983, elles portent sur le freinage de l'évolution des salaires et de l'inflation ainsi que sur la réduction des dépenses publiques. Ces conditions sont proches des mesures d'austérité annoncées le mois dernier par le ministre de l'économie, M. Simitis, qui les avait conçues en accord avec M. Jacques Delors.

L'aide de la CEE est donc à double tranchant : M. Papandréou pourra certes faire valoir qu'elle fait échapper son pays à l'intervention du Fonds monétaire international, mais les syndicats proches de la droite comme du Parti communiste, mais comme un seul homme depuis quelques semaines, dénonceront le contrôle de l'étranger sur la Grèce. La partie est serrée pour le premier ministre, qui, pour la première fois, fait appel au réalisme d'une gauche dont il n'avait jusque-là exalté le côté émotionnel. Malgré les difficultés de la situation, il dispose cependant d'un important crédit et peut compter, en dernier ressort, sur un très vif réflexe anti-droite. Mais peut-être son meilleur atout sera-t-il, dans cette affaire, la très grande facilité d'adaptation dont a su faire preuve ces dernières années le peuple grec.

PREMIER TÊTE-A-TÊTE PROLONGÉ ENTRE M. REAGAN ET M. GORBATCHEV

La réduction des armements, principal sujet à l'ordre du jour du sommet de Genève

Le sommet soviéto-américain a débuté ce mardi 19 novembre à dix heures par un entretien en tête-à-tête qui, au lieu des vingt minutes initialement prévues, s'est prolongé plus d'une heure.

De notre envoyé spécial

Genève. — C'est ce mardi matin 19 novembre qu'a eu lieu la première séance du sommet Reagan-Gorbatchev. La rencontre a commencé à 10 heures dans la villa « Fleur d'eau », une résidence mise à la disposition de la délégation américaine, et a duré deux heures environ. C'est le président Reagan qui a joué le rôle du maître de maison. M. Gorbatchev lui succédera mercredi dans ces fonctions, puisque les entretiens auront lieu ce jour-là à la mission soviétique.

L'entrevue de mardi matin a débuté par un vrai tête-à-tête au coin du feu, au cours duquel, selon les indications données à l'avance par ses collaborateurs, le

président Reagan a lu à son interlocuteur un texte résumant les fondements de la politique américaine et, proposant un cadre général pour régir les relations avec l'URSS.

Ces relations ne devraient être dominées « ni par la complaisance ni par la confrontation, mais par le réalisme », a expliqué M. Reagan, tout en précisant qu'il restait en « désaccord fondamen-

tal » avec le régime soviétique. Le président des Etats-Unis aurait également souhaité que l'URSS « restreigne son recours à la force et à la subversion ».

Qu'a dit pour sa part le secrétaire général, qui devait, selon le protocole, parler en premier ? On ne le savait pas encore à Genève ce mardi en fin de matinée.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 4.)



L'ÉCONOMIE FRANÇAISE SE PORTE MIEUX

Le temps des aubaines et celui du mérite

L'économie française traverse une période exceptionnelle, une de ces périodes dont on dira plus tard qu'elle fut gouvernée par les dieux tant les événements s'enchaînent en bon ordre et semblent presque tous concourir à l'amélioration de la situation.

En cet automne 85 dont les flamboyantes couleurs succèdent à l'implacable sécheresse de l'été — un symbole — l'activité économique progresse, le pouvoir d'achat s'élève, le commerce s'anime, le chômage se stabilise. Tout cela alors que l'inflation continue de régresser.

La conjoncture s'améliore, parce que la France bénéficie d'une rare conjonction de facteurs très favorables : les aubaines tombées du ciel ; les autres, récompenses méritées d'une politique courageuse et souvent intelligente.

La première aubaine pour la France est de vivre en commun cette période heureuse. Nous étions seuls en 1981-1982, et l'on sait ce qui advint de la victoire. Nous sommes cette fois en bonne et forte compagnie : l'Europe entière vit cette reprise qui rappelle un autre moment favorable, celui de 1978-1979. Mais cette phase de redémarrage, qui prit fin brusquement avec le deuxième choc pétrolier, était menacée par de fortes ten-

sions inflationnistes. Les gouvernements des pays industrialisés n'avaient pas encore pris toute la mesure de la crise et des problèmes qu'elle posait. On le vit lorsque la RFA, pour aider ses voisins à reprendre souffle, stimula maladroitement son économie avec pour seul profit d'attiser les hausses de prix et d'aggraver les déficits publics.

Cette fois-ci, rien de semblable : un environnement international sans inflation fournit aux pays industrialisés une occasion unique d'exploiter la situation pour contrecarrer le chômage.

S'il y eut en 1979 un choc pétrolier au cours duquel se cumulèrent des effets négatifs et bien sûr pervers (hausse des prix, stagnation économique, déficit extérieur important), l'Europe bénéficie actuellement d'un contre-choc pétrolier aux effets bienfaisants et qui déjà dans certains pays comme la RFA dénouent leurs enchevêtrements vertueux : regain de croissance (un taux de 3,5 % est probable outre-Rhin l'année prochaine), assainissement financier, forte progression des investissements. Sur la longue liste de ses chances actuelles, la France peut inscrire en bonne place le fait d'avoir un voisin en bonne santé.

Deuxième aubaine tombée du ciel : la conjonction d'une baisse

des prix du dollar, des matières premières, de l'énergie et des taux d'intérêt.

La monnaie américaine sera passée d'un taux moyen de 4,22 francs en 1980 à 8,74 francs en 1984. On sait déjà que sa parité avec le franc sera comprise entre 9 et 9,10 francs en moyenne cette année (voir graphique). Cette hausse a été générale vis-à-vis de toutes les monnaies (1), même si trois dévaluations ont davantage creusé l'écart avec le franc. L'extraordinaire perte de compétitivité qui est résultée de cette valorisation du dollar a entraîné un déferlement d'importations et provoqué des réactions très profondes au sein de la nation américaine. Des industries entières menacées dans leur existence par la concurrence étrangère ont fait pressions sur le Congrès pour que soient prises des mesures protectionnistes. Convaincu de la nocivité de celles-ci, M. Reagan a préféré voir le dollar baisser.

ALAIN VERHOLLES.

(Lire la suite page 42.)

(1) Le DM s'est déprécié de 59 % par rapport au dollar entre 1980 et 1985. Un dollar valait en moyenne 1,817 DM en 1980 et 3,06 DM, en moyenne également, pour les neuf premiers mois de cette année.

Le devoir de coexistence

par ANDRÉ FONTAINE

Il paraît que les Français, mis en appétit par le match Chirac-Fabius, ne souhaitent rien tant que de voir s'élever sur le petit écran Le Pan et Marchais. Ce dernier ne veut pas en entendre parler, vont-ils se passionner du coup pour la rencontre Gorbatchev-Reagan ? Le peu d'intérêt soulevé dans le public par la visite à Paris, en octobre, du numéro un soviétique permet malheureusement d'en douter.

Manquait totalement à ce rendez-vous, il est vrai, l'aspect sportif qui aurait pu lui donner du piquant. Les deux interlocuteurs étaient convenus d'avance d'oublier les préalables qui avaient si longtemps empêché toute reprise de contact : d'un côté, l'évacuation de l'Afghanistan et la libéralisation de la

Pologne ; de l'autre, le retrait des euro-missiles. Pas de politique donc, aucune intention homicide, mais l'exploration méthodique des chances de cette cohabitation qui, souhaitée par la majorité de nos compatriotes pour ce qui concerne l'Hexagone, est une nécessité absolue entre les deux puissances qui dominent aujourd'hui le monde.

Eisenhower, Kennedy, Nixon, du côté américain ; Khrouchchev et Brejnev, du côté soviétique, en étaient déjà venus, l'un après l'autre, à cette conclusion : il n'y a pas de solution de rechange à ce que, faute d'oser parler de paix, on appelle la coexistence.

(Lire la suite page 5.)

Les oppositions se multiplient contre le projet Seydoux-Berlusconi

La presse écrite, les producteurs et les réalisateurs de films craignent que le magnat italien n'utilise en France, pour une chaîne de télévision privée, les mêmes armes que dans la péninsule.

PAGE 10

(Lire également pages 11 à 17 notre supplément « L'Europe de la communication »)

Dix ans après Franco l'Espagne réconciliée

Un anniversaire sans crispation : franquistes ou anti-franquistes, personne n'a vraiment intérêt à rouvrir les plaies.

PAGE 3

A gauche et à droite les clubs en goguette

Chez les socialistes, M^{me} Françoise Castro, l'épouse du premier ministre, brandit le drapeau de la reconquête. A bord de l'« Eugenio-Costa », l'opposition met le cap sur le libéralisme.

PAGE 8

Débats : le juge administratif (2) • Étranger (3 à 7) • Politique (8 et 9) • Communication (10) • Société (21 et 22) • Culture (23 et 24) • Économie (39 à 45)

Programmes des spectacles (24 et 25) • Radio-télévision (26) • Informations Services : Météorologie, Mots croisés, Loto (18) • Carnet (22) • Annonces classées (27 à 38)

DANS « LE MONDE DE LA MÉDECINE »

Les comas de laboratoire

Pour la première fois, des médecins français viennent d'annoncer officiellement qu'ils avaient réalisé une expérimentation sur un malade plongé dans le coma depuis trois ans.

Cette initiative — qui pourrait valoir à ses auteurs une inculpation pour coups et blessures volontaires — transgresse toutes les règles éthiques. Les hôpitaux français comptent plus d'une centaine de malades qui ne retrouveront sans doute jamais leur conscience et leurs facultés intellectuelles.

Pour les médecins favorables à cette expérimentation, il s'agit là de « modèles humains presque parfaits » dont l'utilisation pourrait rendre les plus grands services à la recherche médicale.

Est-ce la rançon à payer au progrès de l'anesthésie-réanimation ?

Cette expérience pour le moins contestable soulève de graves questions éthiques. Mais elle témoigne aussi d'une évolution des esprits à l'égard de la souffrance et de la mort.

Même l'Eglise est amenée à réexaminer ses positions : à Rome, l'académie pontificale des sciences n'est plus totalement opposée à l'arrêt des traitements pour les malades en coma irréversible. Preuve, si besoin était, que la morale catholique ne peut rester immuable face à des progrès scientifiques qui la bousculent de plus en plus.

(Lire pages 19 et 20.)

Berl, ce "méconnu..."

Auteur d'une vingtaine de livres et de plusieurs centaines d'articles, parent de Bergson et de Praust, ami de Drieu La Rache et de Malraux, Emmanuel Berl a occupé une place importante dans la littérature de l'entre-deux-guerres. Il est aujourd'hui très injustement oublié. Voici l'occasion de découvrir un des « grands méconnus » de ce siècle.

À travers mille anecdotes, portraits, souvenirs et citations, il s'interroge sur l'oubli, le progrès, le langage, la culture, la révolution, la mort.

Il faut lire les écrivains morts non pour les juger, mais pour la nourriture qu'ils nous apportent. Lire Berl, c'est rencontrer l'un des esprits les plus complets, les plus intelligents, les plus justes de notre temps.



هكذا من الأصل

débats

Sauver le Conseil d'Etat

L'assemblée du Palais-Royal est menacée d'étouffement.
Sa réforme n'est ni trop téméraire ni insuffisamment audacieuse.

par JACQUES ROBERT (*)

LE JUGE ADMINISTRATIF

La réforme du Conseil d'Etat dont l'Assemblée nationale va être prochainement saisie paraît fort bien venue à Jacques Robert, dans la mesure où elle soulagera les sections contentieuses surchargées. Mais Daniel Chabanol et Isabelle Haussaire-Duclos soulignent les dangers de confier à du personnel intérimaire une sorte de « sous-traitance ».

Des réformes contestables

Il est étrange qu'une juridiction fasse appel à des juges qui ne font pas partie de ses effectifs.

par DANIEL CHABANOL (*)
et ISABELLE HAUSSAIRE-DUCLOS (**)

DANS les sociétés démocratiques, une juridiction ne peut être reconnue comme telle que si l'indépendance de ses membres est garantie et si les plaideurs bénéficient devant elle d'une égalité de traitement quel que soit l'objet de leur litige.

De telles évidences n'auraient pas à être rappelés si le gouvernement ne venait d'adopter deux projets de loi relatifs, l'un, au Conseil d'Etat, l'autre aux tribunaux administratifs, qui méconnaissent cette double exigence et sont au surplus d'une efficacité technique contestable.

Pour augmenter la capacité de jugement du Conseil d'Etat, on envisage de créer des « chambres ad-jointes » à la section du contentieux. Ces chambres spécialisées, destinées à « évacuer » certains contentieux réputés simples ou techniques, seraient constituées, outre de membres du Conseil d'Etat, de magistrats des tribunaux administratifs recrutés à cet effet. Ainsi voit-on une juridiction faire appel, pour juger ses affaires, à des juges qui ne font pas partie de ses effectifs.

Cette sorte de sous-traitance à du personnel intérimaire, qui fera coexister dans les mêmes formations de jugement des magistrats de relevant pas du même statut, porte atteinte dans les faits à l'indépendance des juges qui n'appartiennent pas au Conseil d'Etat. Les membres des tribunaux administratifs seront-ils créés par leur président ou les autres assesseurs, membres du Conseil d'Etat, du poids intellectuel nécessaire pour préserver leur indépendance d'esprit au moment du délibéré ?

Il y a plus : lorsque l'affaire réputée simple, confiée pour cette raison à une chambre adjointe, se révélera plus complexe à l'examen, lorsque surtout une majorité de la formation estimera qu'il convient, pour lui donner une solution juste, de s'écarter de la jurisprudence antérieure du Conseil d'Etat, alors l'affaire sera transférée devant les « vraies » formations du Conseil d'Etat, composées exclusivement de membres de la Haute Assemblée. Curieux juges qui n'auront le droit de juger que s'ils appliquent la jurisprudence antérieure et auxquels on dénie la possibilité de s'interroger sur le droit qu'ils appliquent ! L'arrivée dans les délibérés du juge administratif de l'argument d'autorité est antinomique avec l'idée même de délibéré et de fonction juridictionnelle.

La situation de dépendance ainsi faite au juge des chambres adjointes appartenant aux tribunaux administratifs est, dans ces conditions, très proche de celle des « référendaires » que, en 1982, le gouvernement dut renoncer à créer devant l'opposition déclarée de sa propre majorité.

On ne peut que s'interroger sur les raisons qui l'ont poussé à dans cette voie. Il n'est écrit dans aucune table de la loi que les effectifs du Conseil d'Etat ne doivent pas augmenter. Le prestige que ses membres tirent d'appartenir à une

élite restreinte devrait-il en souffrir, il faut, s'il est nécessaire de disposer d'un plus grand nombre de juges d'appel, augmenter les effectifs de la section du contentieux.

Dans le même temps, le gouvernement va soumettre aux assemblées un second projet de loi, dont l'objet est en principe, par application de l'article 9 de la loi du 11 janvier 1984, de « garantir l'indépendance des membres des tribunaux administratifs ». On attend avec curiosité et intérêt les réactions des parlementaires de toutes tendances face à un texte qui subordonne le déroulement de la carrière des magistrats concernés à l'intervention d'une commission dans laquelle l'administration est majoritaire. Le juge administratif du premier degré serait ainsi moins bien traité que le plus humble des fonctionnaires dont on sait qu'il bénéficie de la garantie d'une commission administrative paritaire.

Efficacité ?

Le mécanisme des chambres ad-jointes serait-il au moins efficace ? Il pourrait l'être si le développement du flux contentieux ne concernait que le Conseil d'Etat et s'il ne devait être que temporaire. Or la vague qui, depuis quelques années, grossit dangereusement les stocks du Conseil d'Etat n'est que la suite d'une poussée de première instance qui se manifeste depuis plus de dix ans : la croissance de ce dernier, mesurée sur la dernière décennie, est de 10 % par an, ce qui se traduit par une multiplication par 2,7 dans la période. C'est donc tout le système qui est submergé, et on ne voit point que cela se stabilise, bien au contraire. La situation confine aujourd'hui au déni de justice et entame l'idée même d'Etat de droit.

Répondre à cette situation en renforçant la seule capacité de juger du Conseil d'Etat, c'est vouloir régulariser le cours d'un fleuve en commençant par son embouchure. Croit-on même si les paratants sont remplacés nombre pour nombre, que le prélèvement de magistrats des tribunaux administratifs invités à aider le Conseil d'Etat, prélèvement dont on peut, sans grand risque, estimer qu'il se fera par écartement des plus expérimentés, va permettre aux tribunaux administratifs, comme il est nécessaire, de raccourcir leurs délais de jugement, en maintenant la qualité de leurs décisions ?

Ces deux projets ne se situent pas dans la ligne de l'œuvre entreprise en matière de justice par l'actuelle majorité ni de la philosophie qui l'inspirait. Ils ne vont pas davantage dans le sens de l'évolution des idées sur les rapports entre l'administration et ses administrés.

(*) Président du Syndicat de la juridiction administrative.
(**) Secrétaire général du Syndicat de la juridiction administrative.

LES chiffres parlent d'eux-mêmes. Ils sont aujourd'hui alarmants. Environ 21 400 affaires en stock au Conseil d'Etat au 15 septembre 1985, soit un délai moyen de jugement supérieur à trois ans ! Après avoir quelque peu marqué le pas, l'augmentation du nombre des affaires enregistrées au greffe de la haute juridiction a eu effet repris ces dernières années. De 8 350 au cours de l'année judiciaire 1981-1982, elles sont passées à 9 660 au cours de l'année 1984-1985. Cela signifie que, si des mesures draconiennes de restructuration ne sont pas prises au Palais-Royal, le Conseil d'Etat risque, dans un avenir maintenant très proche, de ne plus répondre à sa mission et de périr petit à petit par étouffement.

Il est urgent de mettre une juridiction — qui suffoque sous le poids grandissant des dossiers — dans des conditions nouvelles et mieux adaptées de fonctionnement, qui lui permettent de continuer à être à la fois — c'est sa raison d'être et son indispensable spécificité — conseiller du gouvernement et juge de l'administration.

Rien ne serait en effet plus préjudiciable à la vocation profonde du Conseil d'Etat que d'amputer ses sections administratives pour étoffer davantage ses formations contentieuses encombrées, et ainsi de sacrifier son rôle de conseil au bénéfice exclusif de sa mission contentieuse.

La réforme proposée repose sur une idée simple. Pour soulager les formations actuelles du contentieux, il est prévu de leur adjoindre trois nouvelles chambres qui auront respectivement à connaître de trois contentieux facilement identifiables : le contentieux fiscal (impôts, taxes et redevances) ; le contentieux de la fonction publique (statut des agents et anciens agents de l'Etat, des collectivités territoriales et des éta-

blissements publics) ; le contentieux des marchés et dommages de travaux publics.

Ces trois chambres adjointes, dont chacune sera — pour affirmer l'unité de la juridiction — présidée par le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat, seront composées de membres du Conseil d'Etat affectés auprès de chacune d'entre elles et de membres des tribunaux administratifs recrutés par deux procédés différents.

Les premiers, déjà conseillers, seront, sous certaines conditions de grade et d'ancienneté, nommés par décret du président de la République sur proposition d'une commission paritaire.

Les seconds, fonctionnaires civils ou militaires de l'Etat de catégorie A, seront intégrés dans le corps des tribunaux administratifs, en vue d'être immédiatement nommés dans les chambres adjointes, par décret du président de la République sur proposition d'une commission de sélection.

Réponses à des objections

Les trois griefs qui sont actuellement avancés contre cette réforme ne nous paraissent pas pouvoir être sérieusement retenus.

— Le projet — entend-on dire parfois — aurait pour objet de favoriser, dans les procédures de recrutement, un certain népotisme politique.

Il est aisé de répondre que l'intégration éventuelle de fonctionnaires dans le corps des tribunaux administratifs (procédure la plus « visée ») ne se fera qu'après concours, sur proposition d'un jury de sélection dont la composition même devrait écarter tout soupçon. Présidée par le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat, elle comprendra

en effet deux membres du Conseil élus par l'assemblée générale, un membre de la Cour de cassation élu par l'assemblée générale de cette Cour et deux présidents de tribunal administratif désignés par l'assemblée des présidents de tribunal administratif, chefs de juridiction.

— On avance — en second lieu — qu'une telle réforme « démembrera » le Conseil d'Etat. Il n'est pas difficile d'affirmer énergiquement que non.

D'abord les membres du Conseil d'Etat affectés aux trois chambres adjointes conserveront leurs attributions contentieuses au Conseil et par conséquent continueront à participer aux travaux de celui-ci. Chargés d'encadrer un temps les conseillers administratifs des nouvelles chambres, leur vocation est, petit à petit, de réintégrer complètement le Conseil d'Etat.

— Surtout, le projet prévoit que le président de ces nouvelles chambres (qui n'est autre que le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat ou l'un des présidents adjoints de cette section) pourra toujours porter une affaire directement devant l'assemblée générale du contentieux ou la section du contentieux du Conseil d'Etat lorsqu'il l'estimera nécessaire pour assurer l'unité de la jurisprudence (dans le cas d'un revirement prévisible ou dans l'hypothèse de l'application, pour la première fois, d'une nouvelle loi qui poserait de nouvelles questions...) ou lorsque le litige présentera à juger une exception tirée de l'illégalité d'un texte réglementaire.

Il n'est donc pas question de dépeupler quoi que ce soit des compétences ni d'organiser une sorte de « dépossession » quelconque.

(*) Professeur de droit public à l'université Paris-III.

COURRIER DES LECTEURS

La mort de Jeanine Piu

Depuis des jours, sans que personne l'ait suggéré, des inconnus des anonymes viennent fleurir dans une rue d'Antibes le lieu où est tombée la jeune assistante sociale qui a été tuée le 8 octobre pour avoir voulu protéger sa mère et ses enfants. Cette information n'a pas été reprise, hélas ! par les journaux parisiens.

Il ne s'agissait pas d'une débâcle, d'une jeunesse, qui aurait pu perdre son sang-froid devant la menace : avant de devenir assistante sociale, Jeanine Piu avait été infirmière volontaire en lidoche sur un navire-hôpital. Dès le début de sa vie professionnelle, elle avait eu l'expérience de la détresse et de la misère humaine, elle avait assez souvent côtoyé la mort pour n'en plus avoir peur.

La chronique des faits établit que Jeanine Piu, venue en voiture avec une collègue, est arrivée à 13 h 30 à la permanence sociale qu'elle devait assurer seule et isolée, où l'attendait l'homme dont elle connaissait l'agressivité et dont elle savait qu'il allait lui demander où s'étaient réfugiés sa femme et ses enfants.

L'entretien a duré une quinzaine de minutes. Jeanine Piu a été tuée à 13 h 45 dans la rue, près de sa permanence.

Assistants sociaux, médecins, pédiatres, sages-femmes, éducateurs et autres professionnels médicaux-psychosociaux qui avertis de la chance de travailler avec Jeanine Piu, nous devons à sa mémoire de ne pas accepter l'indifférence, l'oubli.

Dr MARC BEAUDET (Nice).

Les raisons d'espérer

Aux raisons d'espérer que donnent (comme le Monde du 27 octobre le signale) les chrétiens qui s'accrochent dans la montagne maronite, il conviendrait d'ajouter celles qui justifient le courage de ceux qui se réinstallent au Sud, dans les villages dévastés de la région de Saida, majoritairement musulmane : déjà mille cinq cents familles chrétiennes fin septembre.

PIERRE RONDOT, auteur de *Les Chrétiens d'Orient* (Feytaud, 1955).

Allocation scolaire et traitement des enseignants

Dans le Monde du 7 novembre, page 2, M. Camous prône le recours à « l'allocation annuelle scolaire que chaque famille responsable a droit d'employer à bon escient ». J'aimerais que nos bons théoriciens libéraux nous expliquent comment — les parents ayant utilisé — à bon escient — l'allocation perçue — il sera possible d'accorder un traitement décent aux institutrices et instituteurs des 24 classes uniques ayant de 6 à 10 élèves, voire des 34 classes du même type ayant de 11 à 15 élèves maintenues — essentiellement pour des raisons de relief, de climat et de faible densité de l'habitat — dans certains secteurs du département du Doubs, qui n'est cependant pas l'un des plus mal placés de France !

J'imagine par ailleurs facilement qu'à bon escient les moyens remis aux « familles responsables » vont gonfler les caisses des collèges des beaux quartiers, tandis que ceux des banlieues où l'on a entassé pendant les « Trente Glorieuses » des familles souvent immigrées se contenteront des maigres ressources transmises par des parents peut-être « irresponsables ».

Un très grand nombre d'élus, parmi lesquels MM. Baudis, Colomb, Debré, Guichard, Médecin, Noir, d'Ornano, Rausch, ont signé un appel en faveur du recours à « l'allocation scolaire couvrant les frais réels de la scolarité, attribués aux parents pour chaque enfant ». Ces élus estiment que « ce système serait moins coûteux pour la collectivité nationale », mais il est facile d'imaginer quel serait le préjudice causé à nombre de ruraux et d'habitants de banlieues peu attractives.

JOSEPH PINARD, député PS du Doubs.

Consulter l'héritage arabe

Suite à l'article de Mohamed Alt Arab publié dans le Monde du 23 octobre, je pense, comme beau-

coup d'Arabes, que la culture arabe n'est pas en panne d'inspiration, mais plutôt en panne d'esprit arabe pur. La stratégie est plus subtile qu'elle ne paraît.

L'influence très marquée qu'ont les penseurs accrédités auprès des instances officielles, ceux qui, pour protéger leur pouvoir d'une vague de fond, restent très en quête de « westernisation ou d'orientalisation » (pardonnez cette entorse au français), empêche de respirer, c'est inimaginable. Tout le monde s'est mis

subitement à parler d'identité, ce qui a provoqué une identité confuse. L'héritage est très riche ; il faut le consulter. Ceux qui s'estiment en panne doivent certainement être bloqués derrière ceux qu'ils imitent et qui, eux, sont en crise. Pour reprendre le début d'un autre de vos articles en le retournant : « *Li fhet ma mort* ». Non, ce qui est passé n'est pas mort, il peut ressusciter.

ABDELHAFID EL-OUARDIRI (Genève).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. MONDIPAR (1) 45-23-66-81
Tél. (1) 42-46-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principales sociétés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde »

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Varnet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

LE MONDE PUBLICITE SA

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. (1) 45-55-91-43 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ETRANGER

Algérie, 30 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 F. ; Canada, 1,80 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,20 \$; G.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,250 DL ; Luxembourg, 90 F. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 F. ; Yougoslavie, 110 din.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messenger)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. - SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

DURAS LA DOULEUR

« La Douleur est l'une des choses les plus importantes de ma vie »

MARGUERITE DURAS

P.O.L.

En volume 206 pages - 69 F

صلى الله عليه وسلم

étranger

EUROPE

DIX ANS APRÈS LA MORT DE FRANCO

L'Espagne réconciliée

De notre correspondant

Madrid. — Qui aurait pu imaginer une telle scène il y a quelques années encore ? Sur le petit écran de la télévision espagnole, à une heure de grande écoute, M. Jorge Semprun, l'ancien « Federico Sanchez » clandestin du Parti communiste, M. Narciso Perea, un des fondateurs de la Phalange, le sénateur M. Jose Prat, dirigeant « historique » du Parti socialiste, et M. Blas Pinar, leader de l'ancienne formation d'extrême droite Fuerza Nueva, descendent courtoisement, entre hommes du monde, de la figure historique de Francisco Franco.

C'est un symbole : à Madrid, des hommes politiques hier encore ennemis acharnés peuvent désormais débattre sans en découdre de celui qui personnifiait, pendant quarante ans, la coupe entre les « deux Espagne ». Voilà qui illustre bien le climat exempt de crispation dans lequel les Espagnols, sur le point de s'intégrer à l'Europe communautaire, s'apprentissent à vivre le 20 novembre (et à célébrer pour quelques-uns) le dixième anniversaire de la mort du général Franco.

A l'exception de quelques pêcheurs en eau trouble, personne, à droite ni à gauche, n'a d'ailleurs vraiment intérêt à rouvrir à cette occasion des plaies à peine cicatrisées. Du côté du gouvernement socialiste, on affecte le détachement. « Franco a été le protagoniste d'un épisode très dur de notre passé, mais il appartient déjà à l'histoire de l'Espagne ; et nous ne pouvons pas effacer l'histoire », avait pu affirmer, l'an dernier, le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, sans susciter trop de remous au sein de sa formation.

Il y a quelques semaines à peine, après une polémique entre leurs deux formations, M. Felipe Gonzalez et le président du parti d'opposition Alianza popular, M. Manuel Fraga, qui fut durant sept ans ministre de Franco,

concluaient un étrange pacte : chacun s'engageait désormais, lors des débats parlementaires, à ne pas faire allusion au passé politique de l'autre ! Nouvelle manifestation de cet étonnant consensus entre vainqueurs et vaincus d'hier qui n

Qu'ils le célèbrent ou non, les Espagnols se préparent à vivre sans crispation, le 20 novembre, le dixième anniversaire de la disparition du Caudillo.

permis le passage en douceur d'une dictature interminable à une démocratie.

La franquisme est-il mort avec le Caudillo ? On serait, à première vue, tenté de l'affirmer. En constatant, par exemple, que les partis politiques qui se réclament avec le plus de véhémence de l'héritage de l'ancien régime ne réalisent qu'un score dérisoire à chaque élection.

La formation Fuerza Nueva, après avoir obtenu 1 % des voix en 1979 et 0,47 % en 1982, a été dissoute par son fondateur, M. Blas Pinar, en novembre 1982.

L'Eglise, les forces armées et le patronat nous ont abandonnés », se lamentait alors M. Pinar en prononçant devant ses partisans l'oraison funèbre de son mouvement. Avec 0,12 % des voix, la parti Solidarité espagnole du lieutenant-colonel Antonio Tejero, protagoniste haut en couleur du putsch manqué du 23 février 1981, n'avait pas fait meilleure figure en 1982. En juin dernier, une nouvelle formation, les Juntas espagnoles, a bien tenté de reprendre le flambeau de la nostalgie franquiste, sous l'impulsion de M. Antonio Izquierdo, directeur du journal El Alcázar, qui, avec une indéfectible constance, dénonce à longueur de colonne le déclin inéluctable de ce pays qui d'appelait autrefois l'Espagne. Mais le cœur n'y est plus vraiment, et le destin électoral de cette formation à peine née semble, lui aussi, déjà scellé.

Les épigones du franquisme, pourtant, n'ont pas perdu toute audience. El Alcázar tire toujours à six mille exemplaires, et, jusqu'en 1982, les cérémonies du 20 novembre rassemblaient encore chaque année plus de cent mille

personnes sur la plaza de Oriente, là même où Franco haranguait autrefois ses partisans.

Les franquistes impénitents ont d'ailleurs peine à croire que l'Espagne leur a vraiment tourné le dos. « Nous sommes victimes du régime politique », affirme M. Joaquin Guzmán Cano, ancien ministre du plan du Caudillo, qui dirige aujourd'hui la Fondation Francisco Franco. Nos sympathisants descendant dans la rue le 20 novembre, mais aux élections ils préfèrent donner leurs voix à l'Alliance populaire pour voter utile. C'est pour quoi notre pouvoir de mobilisation est en fait bien supérieur à notre force électorale apparente.

Ancien ministre des travaux publics de Franco, aujourd'hui retiré de la politique active, M. Gonzalo Fernandez de la Mora va plus loin. « L'Alliance populaire est aujourd'hui la deuxième force politique d'Espagne, parce qu'elle incarne l'héritage du franquisme et qu'elle a assumé publiquement cet héritage », estime-t-il.

Tout en professant un attachement qui ne semble pas feint aux institutions démocratiques, il est exact que l'Alliance populaire (qui avait obtenu 25 % des voix aux élections de 1982) n'a jamais vraiment coupé le cordon ombilical la reliant au régime d'hier.

Peut-on donc, sans schizophrénie, appuyer sincèrement la démocratie d'aujourd'hui et assumer la legs franquiste ? Ancien ministre du travail du Caudillo et dirigeant important de l'Alliance populaire, M. Fernando Suarez ne voit pas là contradiction. « La superstructure politique créée par Franco était condamnée à disparaître avec lui, et le plupart d'entre nous l'avaient bien compris, affirme-t-il. Mais l'échelle de valeurs qu'a défendue Franco est toujours assumée aujourd'hui par la majeure partie de la droite espagnole : la patrie, la religion et de la famille, l'anti-marxisme. » D'ailleurs, pour M. Fernando Suarez, « dans un pays où la droite a exercé le pouvoir pendant si longtemps, il est absurde de vouloir constituer un parti de droite qui renie le passé ».

Bien qu'opposant déclaré au franquisme, le sociologue Armando de Miguel n'est pas d'un avis très différent : « Franco n'était que l'expression la plus extrême de ce courant nationaliste autoritaire qui n'a cessé de marquer la droite espagnole depuis le dix-neuvième siècle, et qui est toujours bien vivace aujourd'hui. Ce n'est pas la droite espagnole qui s'identifie aujourd'hui à Franco, mais bien Franco qui s'est identifié hier à la droite espagnole. »

Et de conclure que si le franquisme politique est sans doute bien mort, le franquisme sociologique, lui, demeure. Reste qu'il a cessé désormais de constituer un motif de lutte fratricide. Sans doute est-ce là l'essentiel, comme l'observe M. José María de Arellano, qui fut ministre des affaires étrangères de Franco et tenta sans succès de démocratiser le régime de l'intérieur : « L'important désormais, dit-il, ce n'est pas que certains Espagnols regrettent encore Franco, c'est que le souvenir de Franco ne divise plus jamais l'Espagne en deux. »

THIERRY MALINIAK.

Belgique

Rien n'est simple entre les partenaires du futur gouvernement de M. Martens

De notre correspondant

Bruxelles. — Faadra-t-il attendre le 6 décembre — date symbolique ici, puisque la Saint-Nicolas est l'équivalent du Noël français — pour que la Belgique ait un gouverne-

ment ? La question se pose sérieusement, tant les dirigeants des partis ayant gagné les dernières élections ont du mal à s'entendre sur leur programme. Tout paraissait pourtant si clair à l'issue du scrutin du 13 octobre. Les partis de la coalition sortante — libéraux et sociaux-chrétiens, sans la nuance de M. Wilfried Martens, — avaient reçu un nœud confortable des élec-

teurs. Comme prévu, Martens VI succéderait donc à Martens V avec une équipe et un programme pratiquement inchangés. Le premier ministre sortant bénéficiait même d'un délai important pour mettre au point son gouvernement. Légalement, il fallait en effet attendre le 12 novembre pour que les Chambres puissent l'investir. Les plus optimistes estimaient aujourd'hui qu'il faudra patienter jusqu'à la fin de mois.

Que se passe-t-il donc dans le château de Stuyvenberg, l'ancienne résidence de la reine Elisabeth, où les responsables libéraux et sociaux-chrétiens planchent toute la journée ? Sur quoi peuvent-ils buter, eux qui ont dirigé ensemble pendant près de quatre ans, qui ont reçu la caution des électeurs pour continuer dans la même voie.

D'accord, en principe, pour continuer la politique de rigueur entamée sous la précédente législature — il est d'ores et déjà acquis que le prochain gouvernement usera des pouvoirs spéciaux en ce sens, — sociaux-chrétiens et libéraux divergent en fait sur le degré de cette rigueur.

Les libéraux flamands, notamment, se montrent partisans d'une politique encore plus stricte : « Si

nous voulons véritablement assainir les finances du pays, disent-ils, il faut obligatoirement s'attaquer à certains principes. » Les sociaux-chrétiens, traditionnellement plus laxistes, souhaitent éviter des opérations trop chirurgicales. D'où des discussions ardues sur la sécurité sociale ou le prochain budget.

On a ainsi vu M. Jean Gol, le chef de file des libéraux francophones, claquer la porte du château. Autre complication, la formation des exécutifs régionaux. A propos de l'élection d'un sénateur dans la région du Brabant, on a cru que M. Gérard Deprez, président du Parti social-chrétien, et M. Louis Michel, le leader des libéraux francophones, allaient en venir aux mains.

La population comprend de plus en plus mal cette lenteur. Traumatisée par la vague de violence qui déferle depuis quelques mois sur la Belgique, elle souhaiterait avoir, enfin, un gouvernement. Comment des ministres démisionnaires peuvent-ils avec efficacité concevoir et mettre en œuvre la réforme qu'impose à nos dispositifs de sécurité ? Le ministre de la justice a déjà lancé un certain nombre de suggestions. Mais demain sera-t-il encore à ce poste ? Telles sont les questions que l'on entend de plus en plus souvent, avec une constation amère à propos des dernières élections : « Pour une fois que nous nous sommes réunis, voilà que tout se complique par la faute même de ceux qui nous avaient interrogés. »

M. Martens, conscient de cette irritation croissante, a lancé les négociations de Stuyvenberg. Il a même décidé que, dorénavant, ceux-ci travailleraient tous les jours jusqu'à 21 heures, au lieu de 19 heures. Avertissement bénéfique, puisque des progrès substantiels ont été accomplis ces deux derniers jours.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

MALGRÉ L'INVITATION DE M. LECH WALESA

M. Willy Brandt n'ira pas à Gdansk au cours de sa visite en Pologne

Willy Brandt, président du SPD, n'ira pas à Gdansk où Lech Waleza l'aurait invité à venir à l'occasion de sa prochaine visite — officielle — en Pologne. L'ancien chancelier ouest-allemand participera début décembre à la célébration du dixième anniversaire du traité de « normalisation » germano-polonais, qu'il avait lui-même signé lors d'un mémorable séjour à Varsovie, en 1970. Mais il ne rencontrera que des officiels polonais, et sera l'hôte d'une séance solennelle de la Diète nouvellement désignée.

Mis au pied du mur par une invitation en bonne et due forme de président de Solidarité, M. Brandt a d'anc clairement choisi son « camp », et son attitude aura sans nul doute une très profonde résonance en Pologne. Pour l'opposition « polonaise », qui se considère comme porteuse d'une grande partie de la population, l'invitation faite à l'ancien chancelier avait valeur de test. D'abord, évidemment, parce que M. Brandt est allemand, et que nombre de Polonais supputent les Allemands de l'Ouest d'avoir toujours considéré avec méfiance et agacement le phénomène Solidarité. Ensuite, parce qu'il est le président du SPD, un parti qui, pour être de gauche, n'en a pas moins, au cours des dernières années, marqué assez clairement sa haine d'un « retour à l'ordre » à Varsovie (les responsables sociaux-démocrates évitent à peu près systématiquement tout contact avec « l'opposition » polonaise lors de leurs séjours à Varsovie).

Enfin, et surtout, parce que Willy Brandt fut et reste le symbole de l'Ospolotik, d'une tentative de réconciliation entre les Allemands et leurs anciennes victimes de la guerre, ou entre les enfants des uns et des autres. Cette attitude lui valut d'ailleurs un prix Nobel de la paix, et c'était là une raison supplémentaire pour Lech Waleza — prix Nobel lui aussi — de lui tendre la main. La lettre du président de Solidarité était rédigée en termes soigneusement choisis. M. Waleza suggérait à M. Brandt de faire, en marge de ses activités officielles à Varsovie, un détour par Gdansk, où il serait reçu « modestement », mais aussi bien que possible.

M. Waleza rappelait aussi que se dressaient à Gdansk deux monuments particulièrement susceptibles de retenir son attention. Celui de Westerplatte, petite garnison bombardée dans la nuit du 1^{er} septembre 1939 par un croiseur allemand : ce furent les premiers coups de feu de la seconde guerre mondiale. Et celui qui fut érigé, du temps de Solidarité, à la mémoire des ouvriers tués lors des manifestations de décembre 1970 sur la côte balistique, un événement dont les conséquences se font toujours sentir et dont on célébrera aussi, presque au même moment, le dixième anniversaire.

Lech Waleza ajoutait que Gdansk, symbole d'une catastrophe — la guerre, — était aussi celui d'un espoir (la naissance de Solidarité), et que la venue de Willy Brandt pourrait favoriser une « meilleure compréhension » entre les nations polonaise et allemande. Pour tenter de faire mieux sentir au président du SPD l'importance de sa réponse, l'entourage de M. Waleza avait discrètement fait appel à l'écrivain Günther Grass, aussi proche de Willy Brandt qu'attaché au souvenir de sa ville natale, qui s'appelait alors Danzig.

A cette lettre vieille à présent de plus de deux mois, M. Brandt s'est contenté de faire répondre, par le canal diplomatique, que son emploi du temps ne lui permettrait pas de s'arrêter sur la côte balistique.

JAN KRAUZE.

● Interpellations. — Quatorze militants du mouvement pacifiste polonais Liberté et paix ont été interpellés, dimanche 17 novembre, alors qu'ils se rendaient à Machowa (sud de la Pologne) pour une cérémonie à la mémoire d'un soldat réfractaire de la Wehrmacht. Les quatorze militants, qui voulaient déposer une gerbe sur la tombe d'Otto Schmeck — fusillé le 14 novembre 1944 pour avoir refusé d'exécuter un civil polonais, — ont été interpellés sans explication à leur descente du train à Tarnow, non loin de Machowa. Relâchés, ils ont pu déposer une gerbe sur la tombe du soldat autrichien dans la soirée.

Un mouvement pacifiste français, le CODENE, a apporté récemment son soutien à la démarche du groupe « Liberté et Paix. »

LE SOMMET FRANCO-BRITANNIQUE

La décision sur la liaison trans-Manche sera annoncée en janvier à Paris

De notre envoyé spécial

Londres. — Quel tonus, cette M^{me} Thatcher ! Et quelle maîtrise dans l'art des relations publiques... A un journaliste qui, en français, puis en anglais, suggérait que la liaison trans-Manche soit l'occasion de débaptiser l'English Channel, le premier ministre britannique a répliqué du tac au tac au cours de la conférence de presse qui suivait, lundi 18 novembre, ses entretiens avec M. Mitterrand : « De quel côté êtes-vous au juste ? ». Et, comme le président de la République se montrait d'une banale prudence à la question de savoir s'il serait encore là lors de l'inauguration, dans quelques années, du futur pont ou tunnel, Maggie de l'interrompt : « Eh ! bien, j'espère que j'y serai. Je veux voir ça personnellement. »

L'accord à propos de ce projet de liaison restera la principale affaire

de ce sommet franco-britannique. Une déclaration commune a été publiée indiquant notamment que la décision finale sera prise avant la fin de janvier prochain. M^{me} Thatcher viendra, à cette occasion, à Paris. Manifestement, la rencontre de lundi n'avait rien, ni avant ni après, pour mériter de gros titres dans les journaux, même si le Daily Mirror a surmonté son article d'un chapeau : « Vive la France ! ». Mais elle n'a tout de même permis de détendre l'atmosphère, et les relations franco-britanniques en avaient bien besoin.

En se rendant à Londres à la veille du sommet de Gênes, M. Mitterrand n'était pas gâté par l'actualité. L'attention se portait évidemment beaucoup plus sur le face-à-face américano-soviétique que sur les relations entre la France et la Grande-Bretagne, le président français et M^{me} Thatcher n'ayant d'ailleurs pas manqué de formuler des

vœux pour le succès de la rencontre de Gênes. A Londres même, l'événement politique majeur restait l'accord conclu, vendredi, avec Dublin au sujet de l'Irlande du Nord.

En outre, les rapports franco-britanniques ont connu ces derniers mois plus de bas que de hauts. Du fait de certaines rivalités technico-commerciales, en particulier dans le domaine des ventes de matériel militaire — ce dont M^{me} Thatcher a tiré la leçon avec philosophie, en soulignant que les Français avaient conquis certains marchés et les Britanniques certains autres. Du fait aussi d'un certain manque de compréhension européenne, et notamment française, à l'égard des réticences britanniques envers une

réforme des institutions communautaires.

Mais l'atmosphère était, lundi, à la conciliation. Pragmatisme et modestie de la part des Britanniques ? L'expérience de la conférence intergouvernementale de Luxembourg, en septembre, sur l'Union européenne a montré que cette prudence n'était pas, après tout, si injustifiée. M^{me} Thatcher a eu l'intelligence de ne pas en tirer gloire, et M. Mitterrand celle de souhaiter voir prochainement réviser, au conseil européen de Luxembourg en décembre, « ce qui n'échoua à Milan », en juin, c'est-à-dire une démarche vraiment unitaire des Dix.

BERNARD BRIGOLEUX.

Italie

Les pirates de l'« Achille-Lauro » condamnés à des peines de prison pour détention d'armes

Gênes (AFP). — Les quatre Palestiniens, auteurs du détournement de l'« Achille-Lauro » et un complice arrêté antérieurement, ont été condamnés lundi 18 novembre, à des peines allant de quatre à neuf ans de prison par un tribunal de Gênes. Ce procès ne concernait pas le détournement lui-même, ni l'assassinat du passager américain Leon Klinghoffer, mais uniquement l'introduction et la possession illégale d'armes par les terroristes sur le territoire italien.

Le procureur, M. Luigi Carli, a justifié le fait qu'il ne demandait pas la peine de prison maximum prévue en affirmant que, « même s'ils ont utilisé des méthodes terroristes, les accusés ne sont pas dénués de motivations valables ». La condamnation la plus lourde, neuf ans, a été infligée à Mohammed Abbas, le « cinquième homme », que le tribunal semble avoir identifié, dès le début de l'enquête comme l'homme assurant la liaison entre le dirigeant du Front de libération de la Palestine Aboul Abbas et le commando de Gênes. Le chef du commando, Majed al Molki, a été condamné à huit ans de prison, les trois autres terroristes à des peines de sept à

quatre ans de réclusion. Parmi eux, Marouf al Assadi, le seul membre du commando qui ait accepté de coopérer avec la justice italienne, bénéficie d'une remise de peine prévue par la loi en faveur des « repentis ».

« Nous ne sommes pas des terroristes, nous sommes des patriotes », tel a été le leitmotiv des accusés tout au long des huit heures de procès, au cours duquel ils étaient installés dans cinq cages de fer doublées de vitres blindées. Huit témoins ont défilé, anonymes, le dos au public : des officiers de l'« Achille-Lauro » et des fonctionnaires de police. L'un des membres de l'équipage du navire détourné a déclaré que les accusés avaient agi « avec courage et fermeté ». D'autres ont relevé le « bon comportement » des terroristes après la prise en compte du « devoir », « saisi » de déclarer un témoin, lorsqu'ils ont séparé les Anglais et les Américains des autres passagers.

Les accusés ont accueilli la sentence en faisant le « V » de la victoire, mais ce procès n'était qu'un prélude à celui qui devrait se dérouler au printemps prochain, qui traitera, lui, du détournement.

PRIX GONCOURT

Yann QUEFFÉLEC

Les noces barbares

roman

GALLIMARD *rf*

هكذا من الأصل



Vif incident entre un porte-parole soviétique et une journaliste dissidente

De notre correspondante

Genève. — Lundi après-midi, tandis que se succédaient les réceptions protocolaires à grand spectacle, Genève s'est transformée en capitale internationale de la contestation et en vaste forum pour la défense des droits de l'homme.

Dans les rues glacées de la ville, des représentants du comité Résistance pour la Liberté, qui comprend notamment Solidarnosc, l'Association des Angolais en Suisse, Solidarité des nationalistes khmers, des dissidents est-allemands, baltes, hongrois, roumains, tchécoslovaques et vietnamiens — ont défilé. Sur l'une de leurs banderoles, on pouvait lire : « Non à une paix cossue de fil rouge ».

La cathédrale de Calvin a été de nouveau occupée, cette fois non par des Afghans mais par les « Jeunes socialistes révolutionnaires ». Une bannière demandant « Une Europe sans blocs » a été hissée au sommet du clocher. Sur de nombreuses voitures de particuliers une question était posée à M. Gorbatchev : « Et les chars russes en Tchétchoukova ? Ils sont toujours là depuis sept ans après l'invasion ».

Un Centre international de conférences qui accueille les quelque quatre mille journalistes venus couvrir le sommet, un vif incident a marqué la journée. La journaliste dissidente Irina Grivina, à l'ouest depuis trois semaines et qui, la veille, avait déjà interpellé les officiels soviétiques sur les décrets politiques (le Monde du 19 novembre), s'est vu retirer son accès à la conférence de presse, de sorte que l'accès au centre lui devenait déconseillé. Elle avait interrompu M. Lomokov, porte-parole du gouvernement soviétique, dès qu'il avait commencé à citer les phrases prononcées par M. Gorbatchev à son arrivée, en lui rappelant la situation en URSS.

Visiblement contrarié, M. Lomokov avait déclaré alors sur substance qu'il ne pouvait pas y avoir deux orateurs en même temps et prie les autorités suisses d'empêcher « cette dame » de perturber les

réunions. Après quoi il avait quitté les lieux en tentant de poursuivre sa conférence de presse dans une petite salle où il n'y eut guère d'affluence car la majorité des journalistes présents ne s'intéressaient déjà plus qu'à M. Grivina.

Celle-ci réussit encore à s'entretenir avec eux pendant quelques minutes, avant de regagner dans la soirée les Pays-Bas, où elle réside pour le moment.

Une militante afghane

Plus discrète, mais tout aussi émue, s'est montrée une militante afghane de vingt-trois ans, Khatuna Rehmattullah, venue à Genève en qualité de représentante du Front uni national d'Afghanistan. Elle nous a déclaré : « Je parle de paix, mais nous sommes en guerre. Il y a déjà un million de morts en Afghanistan ». Elle a adressé au secrétaire général du PC soviétique un télégramme lui demandant d'ordonner « aujourd'hui même » le retrait « total et inconditionnel » de l'armée soviétique.

Elle nous a précisé que son mouvement était également opposé à la politique des Etats-Unis en Amérique centrale.

Parmi les diverses manifestations de solidarité envers les juifs soviétiques, on peut citer la réunion organisée par le Centre Simon Wiesenthal, dont certains délégués avaient pu se rendre en URSS en mai dernier. L'un des orateurs s'est demandé comment on pouvait faire confiance à la signature d'accords portant sur des missiles de la part d'hommes qui ont trahi des accords concernant les droits de l'homme.

Au cours d'un concert organisé dans la soirée par des militants de toutes tendances venus de divers pays, on a pu entendre des chants du goulag. La journée a, en tout cas, confirmé que l'Union soviétique est la cible principale des contestations. Ceux qui ont été qualifiés de bons citoyens d'un volonte aux Etats-Unis se sont montrés jusqu'à présent plutôt discrets.

ISABELLE VICINAC.

(Suite de la première page.)

Ce tête-à-tête qui rappelle un autre âge (judis Leonid Brejnev qui lisait au début des rencontres internationales des textes mis au point par ses collaborateurs) ne devait pas durer plus de vingt minutes, et n'a en fait duré plus d'une heure. Les deux hommes devaient connaître être rejoints par six ou sept collaborateurs, dont MM. Chevardnadze et Shultz, responsables des diplomatie soviétique et américaine, pour un premier tour d'horizon.

La question essentielle dont dépendra sans doute l'issue de ce sommet ne devait être traitée qu'au cours de la séance de travail de l'après-midi (aucun déjeuné commun n'était prévu). Il s'agit du dossier de la réduction des armements, qui reste la priorité des priorités pour les Soviétiques.

La délégation de Moscou continue en particulier, avec une belle obstination, d'expliquer urbi et orbi qu'aucun progrès ne peut être accompli si Washington ne renonce pas à l'initiative de défense stratégique (IDS).

A peine avait-il mis le pied sur le territoire suisse lundi que M. Gorbatchev reprenait cette antienne en insistant dès l'atterrissage de Coirtrin sur la nécessité d'« arrêter la course aux armements sans précédent et son extension à de nouveaux domaines ». Par « nouveaux domaines », devait préciser un peu plus tard M. Lomokov, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, il fallait bien entendre « espace ».

L'épisode fut rapporté par les journalistes au président Reagan, alors qu'il rendait une visite de courtoisie lundi après-midi à M. Kurt Furgler, le président de la Confédération helvétique. Cela donna le dialogue suivant, qui mérite d'être cité in extenso :

Question : « M. Gorbatchev vient de dire qu'il est venu pour en terminer avec la course aux armements ».

M. Reagan : « Nous devons avoir sous les yeux la même

intention. S'il est aussi motivé que je le suis, nous en terminerons avec la course aux armements ».

Question : « Mais il dit qu'il veut aussi en terminer avec la guerre des étoiles ».

M. Reagan : « Je pense que, quand je lui aurai expliqué, il comprendra que ça peut nous aider à terminer la course aux armements ».

Question : « De poursuivre la guerre des étoiles ou de l'abandonner ? ».

M. Reagan : « D'abord d'arrêter d'appeler ça la guerre des étoiles ; de l'appeler par son vrai nom — un bouclier défensif — et non pas un système d'armement offensif ».

Question : « De poursuivre la guerre des étoiles ou de l'abandonner ? ».

M. Reagan : « Attendez jusqu'à ce qu'il ait écouté mes propositions ».

Un gouffre

Cet échange donne une idée du gouffre qui sépare encore les positions américaines et soviétiques, du moins si on les prend au pied de la lettre. Sont-elles susceptibles d'être modifiées en quarante-huit heures ? Toute la question est là.

Plusieurs possibilités existent ; les deux délégations peuvent tomber d'accord pour poursuivre par experts interposés les discussions autour du triptyque « recherche », « développement » et « expérimentation » des différentes composantes de ce bouclier spatial dont M. Reagan attend qu'il mette fin à la confrontation nucléaire ; elles peuvent aussi décider de se lancer dans d'interminables négociations pour déterminer ce qu'interdit en matière de guerre des étoiles le traité de limitation des armements (ABM) de 1972 ; elles peuvent enfin — c'est le souhait américain — dépasser la querelle de l'IDS pour se concentrer sur le problème des armes straté-

giques et tenter de dégager un compromis à partir des propositions (différentes) de réduction de 50 % de cet arsenal faites par Moscou et Washington.

Tout est possible (y compris un coup de théâtre soviétique) mais rien n'est sûr. Sans qu'à parler avec les journalistes et diplomates soviétiques qui abondent ici et qui ne demandent que ça, on a du mal à comprendre l'entêtement de l'URSS sur le dossier de la guerre des étoiles : un système de défense dont personne aujourd'hui ne peut dire qu'il fonctionnera un jour, qui demandera une bonne vingtaine d'années et une très exceptionnelle bonne volonté du Congrès pour être mis en place, et dont rêve surtout le seul président Reagan, un homme âgé, visiblement fatigué, et qui de toute façon ne sera plus aux affaires dans trois ans.

Autant d'éléments que les experts soviétiques ne peuvent pas ignorer. D'où l'hypothèse que Moscou a peut-être choisi de jouer la montre, de freiner tant que faire se peut l'initiative de l'adversaire et d'attendre, sur ce dossier au moins, un interlocuteur plus compréhensif.

Tester les intentions des autres

Mais on ne parlera pas que de l'IDS à Genève, contrairement au vœu des Soviétiques. Les crises régionales sont au menu de la session de mercredi matin ; les problèmes bilatéraux et ceux des droits de l'homme à celui de la rencontre de mercredi après-midi.

Si on s'attend à des résultats concrets en ce qui concerne les relations bilatérales (des accords culturels et consulaires devraient être signés et la reprise des relations aériennes entre les deux pays devrait être décidée), rien de précis n'est prévisible pour le reste. Mais ces dossiers pourraient permettre de tester les

intentions profondes des uns et des autres.

Les Américains s'attendent toujours que le sommet soit suivi à plus ou moins brève échéance de quelques gestes spectaculaires à l'égard de certains dissidents emprisonnés ou assignés à résidence. Les Soviétiques paraissent intéressés à sonder leurs interlocuteurs sur la politique américaine au Proche-Orient en particulier. Mais on n'en restera pas là ; il sera question aussi de la guerre d'Afghanistan, dont Moscou reconnaît de plus en plus ouvertement le poids, de l'Afrique centrale, de l'Ethiopie, de l'Afrique australe...

Finalement, le ton de ces discussions comptera autant que la substance. Et ce n'est que dans deux jours que l'on pourra répondre à la question : M. Gorbatchev est-il venu à Genève pour amorcer de nouvelles relations avec Washington ou pour démontrer que cela est impossible ? On saura aussi si le principe d'un nouveau sommet a été retenu. Jusque-là la prudence s'impose. Comme l'a déclaré, lundi, M. Shultz à une chaîne de télévision américaine : « La balle de cristal a été soulevée par tellement d'empreintes qu'on ne peut plus rien lire dedans ».

JACQUES AMALRIC.

M. McFarlane est « très satisfait » de la position de M. Mitterrand face au numéro un soviétique

Dans un entretien publié par le Quotidien de Paris de ce mardi 19 novembre, M. McFarlane, conseiller du président Reagan pour les affaires internationales et président du conseil national de sécurité des Etats-Unis, répond ainsi à une question sur l'appréciation portée à Washington sur la visite de M. Gorbatchev à Paris au début d'octobre :

« La volonté des Soviétiques était clairement d'enfoncer un coin entre nous et nos alliés européens et nous avons pu disposer d'une très bonne fenêtre à travers laquelle nous avons pu observer leur tentative... et leur échec. Le président Mitterrand a pu nous fournir une excellente évaluation de la personnalité de M. Gorbatchev et de ses vues sur le monde. Aussi ces conversations ont-elles été très utiles de notre point de vue ».

« Elles ont confirmé l'excellence des relations franco-américaines. Tout en réitérant ses réserves à propos de l'IDS, le président Mitterrand a refusé de rentrer dans le rôle potentiellement diabolique que les Soviétiques lui proposaient. Nous avons été très impressionnés par son comportement et très satisfaits de la position française ».

LES DEUX DÉLÉGATIONS

Genève, (AFP). — Quarante personnalités, sept de chaque côté, se retrouvent à l'Hotel de Ville.

COTE SOVIETIQUE, outre le secrétaire général du PCUS, M. Mikhail Gorbatchev, sont présentes les personnalités suivantes :

- MM. Edouard Chevardnadze, ministre des affaires étrangères ;
- Gueorgi Kornienko, premier vice-ministre des affaires étrangères, expert des affaires américaines ;
- Anatoli Dolbuzyn, ambassadeur aux Etats-Unis ;
- Boris Yavlinski, chef du département de la propagande au comité central, ancien ambassadeur à Ottawa ;
- Alexandre Alexandrov-Agouev, conseiller du secrétaire général ;
- Leonid Zaitchik, chef du département pour l'information internationale du comité central, une fonction qui

équivalait à celle de porte-parole de Krouchtchev.

COTE AMERICAINE, le président Reagan est entouré des personnalités suivantes :

- MM. George Shultz, secrétaire d'Etat ;
- Robert McFarlane, conseiller du président pour les questions de sécurité ;
- Donald Regan, secrétaire général de la Maison Blanche ;
- Arthur Hartman, ambassadeur à Moscou depuis quatre ans ;
- Jack Matlock, membre du Comité national de sécurité, dont il est le spécialiste pour l'URSS ;
- Paul Nitze, conseiller spécial du président pour le contrôle des armements ;
- M. Rosamond Ridgway, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires européennes.

POINT DE VUE

Le crime de Sakharov

MM. José Férón, écrivain, Louis Michel, membre de l'Académie des sciences, et Paul Milliez, professeur de médecine, nous adressent, au sujet d'André Sakharov, un texte dont voici les principaux extraits :

Le 4 février 1984, nous adressons à l'UNESCO une communication quant à des violations des droits de l'homme relevant de la compétence de l'organisation. Victime : André Sakharov, physicien. Responsable des violations alléguées : l'URSS. Ou affirmons-nous ? Que Sakharov a été envoyé en exil intérieur à Gorki (ville fermée aux étrangers) en janvier 1980 pour une période indéterminée, sans jamais avoir été jugé ni incriminé de quelque délit que ce soit. Qu'il a subi de constants harcèlements (pétitions, menaces, vol de manuscrits). Que son état de santé nécessite des soins de qualité qu'il ne peut obtenir. Comment, dans ces conditions, pourrait-il communiquer et recevoir des informations scientifiques et culturelles, braver en toute liberté et en toute sécurité les agissements des services de sécurité de la KGB ?

Nous rappelons que le Parlement européen, le 16 décembre 1983, a adopté à l'unanimité une résolution demandant aux Etats membres de faire pression auprès des autorités soviétiques et sud-africaines afin que cesse de procéder à la libération érudite de Sakharov et de Nelson

Mandela, geste politique et humanitaire qui serait profitable à la paix.

En conclusion, nous demandons que Sakharov puisse renouer des contacts permanents et nécessaires avec la communauté scientifique, reprendre son travail à l'Institut Stétiokov, et se rendre, s'il le désire, dans des pays l'ayant invité.

Le 4 juin 1984, l'UNESCO nous transmet la réponse du représentant du gouvernement soviétique : Sakharov est assigné à résidence à Gorki pour des raisons de sécurité nationale. L'Etat soviétique a adopté une attitude humanitaire (sic) à son égard ; autrement, il aurait pu être poursuivi devant les tribunaux pour activités compromettant la sécurité de l'URSS.

D'ailleurs, à Gorki, Sakharov n'est pas en état d'isolement, lequel est une forme de privation de liberté plus sévère... Et puis, Gorki est une grande ville ; Sakharov y trouve les moyens nécessaires pour poursuivre ses travaux, et se trouve en contact permanent avec des collègues. Et le représentant de censure qu'il représente aux experts soviétiques de déterminer quand Sakharov pourrait être considéré comme n'étant plus dépositaire de secrets d'Etat constituant un risque pour la sécurité nationale. Enfin, que l'on se rassure : le serment de Sakharov est protégé ; toutes les mesures sont prises...

Jugement d'un tribunal (...). Nous ajoutons que « les moyens nécessaires pour poursuivre ses travaux scientifiques » sont déniés à Sakharov, qu'il a été refusé à tous ses collègues étrangers (dont l'un de nous, L. M.) de s'entretenir avec le prix Nobel (...).

Le 23 novembre 1984, l'UNESCO nous informe que le comité rapporte l'examen de cette nouvelle communication à sa session de printemps, puis, le 8 juillet 1985, l'UNESCO nous fait part d'un nouveau rapport à l'automne 1985...

En octobre, courrier de l'UNESCO daté du 16 : Allons-nous enfin savoir ? Non. L'examen du cas Sakharov est repoussé à la session de printemps 1986... Ainsi, depuis notre communication concernant la violation des droits de l'homme à propos de Sakharov, deux années se sont écoulées pendant lesquelles les plus hautes autorités soviétiques auront une première fois menti, puis, par trois fois, se seront tus...

Alors, assez de ces méandres diplomatiques, de ces contre-vérités éhontées, de ces cyniques silences. Assez de ces films de grossière propagande nous présentant les Sakharov prétendument libres dans les rues de Gorki (...).

Sakharov est un homme d'amour et de paix, digne du plus grand respect. Depuis des années, inlassablement, Sakharov lutte pacifiquement pour le respect des droits de l'homme (...). En URSS, cela est un crime.

Perplexité et inquiétudes en Amérique centrale

De notre envoyé spécial

Managua. — La rencontre Reagan-Gorbatchev suscite beaucoup de perplexité et quelques inquiétudes dans les capitales d'Amérique centrale et celles des pays membres du groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Panama, Venezuela) à la recherche d'une solution pacifique et négociée aux conflits de la région.

Perplexité en constatant que les Etats-Unis, qui ont bâti depuis 1981 toute leur politique en Amérique centrale sur le thème de l'affrontement Est-Ouest, amorcent un rapprochement avec l'Union soviétique et ne paraissent pas hostiles à une négociation globale. Inquiétudes surtout nourries par les rumeurs sur un possible marchandage entre les Etats-Unis et l'URSS sur ce que l'ordre du jour de Genève appelle les « conflits régionaux ».

De Mexico à Bogota, en passant par les capitales des cinq pays d'Amérique centrale, on redoute ouvertement que les crises multiples et complexes de la région puissent être « réglées » directement par un accord entre Moscou et Washington — sans tenir compte, dit-on, de l'avis

des nations intéressées et sans leur demander leur sentiment.

Les craintes sont particulièrement sensibles à Managua, où les dirigeants sandinistes ont, ces derniers jours, multiplié les déclarations contradictoires. A la veille de la conférence de Contadora (qui a réuni les ministres de la CE de pays d'Amérique centrale et du groupe de Contadora), le président Ortega avait fait savoir avec éclat que le Nicaragua n'était pas disposé à signer l'acte de paix de Contadora tel qu'il est actuellement rédigé.

Des effets préoccupants

Managua s'oppose en particulier au manque de précision concernant l'ampleur et la fréquence des manœuvres militaires combinées avec des opérations étrangères (en particulier de celles qui ont lieu au Honduras et qui permettent indirectement aux organisations armées sandinistes de recevoir du matériel de guerre américain). Cette déclaration solennelle de Daniel Ortega avait été mal accueillie par les membres de Contadora. Le vice-président Sergio Ramirez a, une nouvelle fois, fait une « mise au

point » indiquant que le Nicaragua était « toujours disposé à la négociation », tout en insistant sur les « carences » du projet de texte.

C'est le 21 novembre que l'acte de paix de Contadora doit être ou non définitivement adopté par les pays d'Amérique centrale. Les ministres intéressés vont reprendre une nouvelle fois cette semaine le chemin de Panama et remettre leur travail de Pélopie sur le chantier.

Agacés par la querelle verbale sans fin entre le Nicaragua et le Honduras, les ministres du groupe de Contadora sont d'autre part préoccupés par les effets possibles du sommet Reagan-Gorbatchev. « Nous avions, disent-ils, émis un protocole à l'acte révisé de Contadora. Tous les Etats désirant contribuer à la paix et à la coopération en Amérique centrale pouvaient y souscrire. Les Etats-Unis sont contre le protocole. Ils nous ont expliqué qu'il permettrait à Cuba et à l'URSS d'intervenir dans le processus de la négociation. Mais c'est Washington aujourd'hui qui accepte de parler directement avec Moscou des conflits régionaux... Privilege de superpuissances... »

MARCEL NIEDERGAU.

M. Pérès à M. Gorbatchev : « Laissez partir mon peuple ! »

Israël ne s'opposera plus à ce que l'URSS se joigne aux efforts politiques déployés en vue d'une solution du conflit israélo-arabe si Moscou accorde aux juifs soviétiques le droit à la libre circulation, aurait déclaré lundi 18 novembre, le premier ministre Shimon Pérès lors d'une réunion à huis clos de la commission des affaires étrangères de la Knesset.

La déclaration de M. Pérès, dont les propos ont été rapportés par la radio israélienne, laisse entendre que Jérusalem ne s'opposerait plus à la réunion d'une conférence internationale à laquelle participerait l'URSS, dès lors que les portes de l'émigration seraient rouvertes. Selon la radio, le premier ministre israélien a souligné, à propos de cette question de la conférence internationale : « Non à une conférence internationale qui aborderait les problèmes

de fond. Oui à une conférence qui inaugurerait puis suivrait des négociations directes entre les parties concernées ».

Jusqu'à présent, M. Pérès avait fait valoir qu'il ne saurait être question pour l'URSS de participer à une telle conférence tant que Moscou n'aurait pas renoncé aux relations diplomatiques avec Israël. Mais, toujours selon la radio, M. Pérès a souligné qu'il jugeait que le droit à l'émigration des juifs soviétiques était plus important pour Israël qu'une reprise des relations avec Moscou (rompues en 1967, après la guerre de six jours).

Après avoir, au cours d'une séance extraordinaire de la Knesset consacrée au sort des juifs d'URSS, la veille du sommet de Genève, M. Pérès avait lancé un appel solen-

nel à M. Gorbatchev pour le droit des juifs soviétiques à la libre circulation. « En mon nom, au nom du gouvernement israélien, de la Knesset, de l'ensemble du peuple juif, je vous dis : laissez partir mon peuple ! », a lancé le premier ministre.

Il a rappelé la prise de position, devant l'ONU, de M. André Gromyko, alors chef de la diplomatie soviétique, le jour où fut votée la résolution du partage de la Palestine (29 novembre 1947) : « On ne peut nier le droit du peuple juif à concrétiser ses aspirations nationales... ».

Dr. a poursuivi M. Pérès, c'est justement en URSS, où l'on a combattu l'antisémitisme, où l'on a reconnu le caractère central de l'Etat d'Israël pour le peuple juif (...), que l'on jette en prison des juifs dont le seul crime est de vouloir rester juifs.

AMÉRICAIN DE GENÈVE

... LE MONDE - Mercredi 20 novembre 1985 - Page 5



Le devoir de coexistence

(Suite de la première page.)

Le climat des dernières années avec l'Afghanistan, les SS-20 et le discours de Reagan sur l'empire du mal pousse à craindre que cette évidence n'ait été perdue de vue. Aujourd'hui la président des États-Unis et le secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique se serrent la main en public, que l'on envisage une répétition annuelle de ces entrevues, est déjà de nature à nous rassurer. Le climat s'y prête : depuis quelques mois, la peur de la guerre recule dans les sondages.

Sans doute était-il inévitable qu'en venant à l'Union soviétique, une fois le pouvoir soviétique débarrassé de la gérontocratie qui la paralysait. De quelque manière que l'on regarde la planète, que l'on tienne au fond de son cœur pour la libéralisme le plus débridé ou le collectivisme le plus planifié, on ne peut pas en effet ne pas buter sur quelques faits particulièrement ténus :

a) Compte tenu de la nécessité de ne pas se laisser dépasser par l'adversaire, les armes que l'on fabrique en si grand nombre sont de plus en plus perfectionnées. Elles coûtent donc de plus en plus cher. Celles sur lesquelles repose la sacro-sainte dissuasion ne peuvent être lancées qu'en s'exposant à des représailles qui suffisent à en rendre l'emploi suicidaire.

Résultat : on se ruine, on renonce à des équipements civils plus que nécessaires, on laisse s'aggraver la misère du tiers-monde et la désordre économique universel, tout cela pour se prémunir contre une guerre dont tout un chacun reconnaît qu'elle

est hautement improbable. La compétition Est-Ouest étant placée sous le signe de l'overkill, de la capacité de tuer beaucoup plus que de besoin, ne pourrait-on au moins essayer de part et d'autre de réduire un peu le montant de la facture ?

b) Le progrès technique réduit malheureusement la fiabilité des accords de limitation des armements. Il est relativement facile de contrôler l'exécution de traités interdisant les expériences nucléaires non souterraines ou fixant un plafond au nombre de fusées stratégiques que l'on est autorisé à posséder. Il l'est déjà beaucoup moins d'identifier un missile de croisière et la miniaturisation complice encore les choses.

A plus forte raison, si voit la jour le projet dit de « guerre des étoiles ». Parmi les éléments constitutifs du système « multi-couches » de défense antissile, envisagé figure, en effet, par exemple, la création de stations orbitales à partir desquelles un rayon laser détruirait tout missile adverse. Immédiatement après sa mise à feu. L'idée est de l'empêcher de gagner l'espace où il lâcherait en grappes ses têtes nucléaires, multipliant d'autant le nombre des objectifs à intercepter.

Il va de soi qu'il serait impossible, dans ces conditions, de demander à quel que ce soit une autorisation de tir : compte tenu de l'extrême brièveté du délai prescrit, le déclenchement doit être automatique. Sans même retenir l'hypothèse d'un tir accidentel, qui peut garantir que le possesseur de ces merveilleux joujoux ne sera jamais tenté de s'en servir à titre préventif ? Que les Soviétiques en conçoivent

quelques inquiétudes serait dans la nature des choses. La méfiance n'est pas nécessairement à sens unique. Les armements en sont l'effet, non la cause. C'est elle qu'il faudrait parvenir à « désarmer ».

c) Le monde dans lequel nous vivons est bien différent de celui dont l'observation, il y a un siècle, a conduit les docteurs de la loi des deux camps à des conclusions diamétralement opposées. Non seulement l'ampleur et la portée des moyens de destruction créent entre tous les hommes une extraordinaire communauté de destin, mais la vitesse grandissante à laquelle s'échangent les biens, les idées, les « messages » de toutes sortes bâtit chaque jour un peu plus le « village planétaire » cher à McLuhan. Que ce village soit, comme tant d'autres, déchiré par des haines et des jalousies farouches n'a pas de quoi surprendre. Mais il suffit de voir comment agonise le Liban pour mesurer à quel point peuvent être mortels le tribalisme et l'esprit de clan.

d) L'idéologie a parfois bon dos. Outre que le camp occidental a quelques alliés qui se soucient de la liberté comme d'une guigne, les États-Unis font, depuis quinze ans, une cour assidue à la Chine populaire, où le respect des droits de l'homme s'accommodent chaque année de milliers d'exécutions capitales, et à la Roumanie, dont le chef vient d'être couronné par la *Wall Street Journal* du titre de « tyran favori de l'Amérique ».

e) Communiste ou pas, il y aura, sinon toujours, du moins longtemps encore, le Russie, vouée par « quelque dessin secret de la providence », pour

citer Tocqueville, à « tenir dans ses mains les destinées de la moitié du monde ». L'auteur de *la Démocratie en Amérique* ne soupçonnait pas un instant, quand il écrivait, il y a tout juste cent cinquante ans, cette célèbre prophétie, que la Russie deviendrait rouge ; mais il notait déjà qu'elle avait « pour principal moyen d'action la servitude », en opposition à cette liberté dont il faisait l'apanage de sa rivale américaine.

Attendre que l'URSS se convertisse à notre système démocratique pour normaliser nos relations avec elle supposerait, à tout le moins, beaucoup de patience. Certes, tous les moyens sont bons qui la poussent dans cette voie et notamment les campagnes d'opinion. Mais il ne faut pas se faire trop d'illusions sur l'ampleur de leurs effets.

C'est le diplomate français Paul Cambon qui, dès les premiers mois de la guerre civile de 1918, écrivait qu'il faudrait à la Russie, « pour lui rendre, figure de nation, un nouvel Ivan le Terrible ». Ivan est revenu, il s'est appelé Staline ; beaucoup de Soviétiques, y compris de rang modeste, assurent aujourd'hui éprouver la nostalgie de ce tyran, pourtant à moitié démoniaque. Parmi les actuels dirigeants, en tout cas, bien rares sont ceux qui ne croient pas à la nécessité de la manière forte pour faire entrer leur peuple dans la modernité.

f) M. Gorbatchev, malgré son bon sourire, ses allures de manager américain et sa famille BCBG, appartient manifestement à cette tradition-là. Il a trop de problèmes sur les bras, de l'Afghanistan et du Nicaragua à

la Pologne, de la « guerre des étoiles » à la stagnation de l'agriculture et au retard technologique général des pays du camp, pour donner, à supposer qu'il y soit enclin, dans le sentimentalisme, il ne fera de cadeau à personne, sauf, éventuellement, comme ce sera peut-être le cas avec les juifs soviétiques, pour redorer une image extérieure actuellement au plus bas. Mais si, comme il semble bien, il est intelligent et connaît les dossiers, il ne peut pas ne pas savoir qu'il lui faut à tout prix éviter de se voir embarquer dans la spirale infernale de la militarisation de l'espace.

La détente avec le monde extérieur est donc pour lui une nécessité. Il n'y parviendra que si, du côté occidental, l'on y prête un peu la main. Si l'on facilite, pour tout dire, en un mot, un certain *aggiornamento*. Et si, pour commencer, on l'aide à dissiper les soupçons qui risquent de lui inspirer — pour citer par exemple le *Washington Post* du 13 novembre — les flottements de Ronald Reagan sur un sujet, le contrôle des armements, que, selon ce même journal, il est loin de maîtriser parfaitement.

La manière dont s'agitent actuellement les faucons de Washington donne à penser que l'actuel président des États-Unis, qui voudrait bien rester dans l'histoire, tout compte fait, comme un homme de paix, n'est pas le dernier à comprendre cette nécessité. L'Europe aurait bien tort de ne pas l'y encourager.

ANDRÉ FONTAINE.

COLLECTION
EXPLORER

Des mots, des images pour mieux connaître des peuples de légende

230x280 mm - 138 p - 64 p photos couleurs

- Les maasais
- Les touaregs

Éditions BERGER-LEVRULT

PUBLICATION JUDICIAIRE

D'un arrêt rendu le 27 février 1985 par la troisième chambre de la Cour d'appel de Paris.

Le tribunal a déclaré Jean-Claude Godeau coupable du délit de diffamation publique envers particuliers, en l'occurrence la société coopérative de production « Coopérative européenne Longo Mai », l'association Coopérative européenne Longo Mai, et Roland Perrot, commis le 23 avril 1983, a condamné Jean-Claude Godeau à la peine de 4 000 francs d'amende.

Sur le fond des poursuites : celles-ci ont pour origine un article publié dans le numéro 1098 de l'hebdomadaire *Minute* daté du 23 au 29 avril 1983, intitulé en page de couverture par le titre suivant : « Ce qui révèle l'assassinat du colonel du SR français. Le mystère Longo Mai. Secte ou nid d'espions ? Une étrange communauté en pleine zone stratégique. Des contacts avec le conseil soviétique espion. Le fils Bouchard sur la sellette ».

La lecture des écrits poursuivis révèle que l'analyse qui en a été faite par le tribunal, l'interprétation qui en a été donnée, ne prêtent à la moindre critique.

C'est avec raison, par des motifs pertinents que la Cour fait sienne, qu'il les a retenus comme portant atteinte à l'honneur et à la considération.

Pour établir l'exactitude de ces allégations, le prévenu s'est borné à produire des coupures de presse et des notes émanant de la Direction des renseignements généraux.

C'est à juste titre, par des motifs pertinents, que le tribunal a considéré que ces documents n'étaient pas susceptibles d'apporter la preuve des faits diffamatoires.

Les premiers juges ont estimé que l'excuse de la bonne foi ne pouvait être admise.

Leur appréciation, étayée de motifs, doit être approuvée.

PAR CES MOTIFS :

La Cour confirme le jugement déferé en ses dispositions pénales.

Pour extrait certifié conforme : M^{re} Daniel JACOBY, avocat à la Cour.

ALAIN LEFEVRE, PATRON DE M.A.I.
100% DE CROISSANCE EN 3 ANS.



Notre idée de départ était double : prolonger la vie des pièces métalliques industrielles et surtout agricoles, et renouer avec un mode de vente oublié : l'essai sur place. En fait, nous apportons à nos clients la soudure haute performance dont ils ont besoin, et un type de rapports directs dont ils apprécient l'honnêteté. Le tout aboutissant pour eux, à une réelle économie. Lorsque le 12 janvier 1982 nous ouvrons Maintenance Agricole et Industrielle au sein de la Ville Nouvelle de Melun-Senart, nous sommes 3. A la fin de l'année nous sommes 9 et nous enregistrons un CA de près de 3 millions de francs. Fin 1983, notre effectif est passé à 15 et notre CA à 5,4 millions de francs. Fin 1984, nous sommes 37, dont 29 vendeurs, et notre CA dépasse les 10 millions de francs. Aujourd'hui, très confidentiellement, nous pensons à l'Europe... Chez M.A.I., il n'y a que 3 règles : la qualité des vendeurs, le réinvestissement systématique de tous les bénéfices dans la société et une bonne humeur à l'image des socs de charrues dont nous prolongeons la vie... Inattaquable !

LES VILLES
NOUVELLES,
AUJOURD'HUI
LES MEILLEURS
SY RETROUVENT

CERGY-PONTOISE • RIVES DE CÉTIANG DE BERRE • L'ISLE D'ABEAU • VAL DE REUIL
MELUN-SENART • ÉVRY • MARNE-LA-VALLÉE • SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Sakharov

هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

Colombie LES OPÉRATIONS DE SECOURS A ARMERO Risques d'épidémie, pénuries, pagaille...

Arméro. — On continue de chercher des survivants à Arméro. On continue, malgré l'annonce officielle dimanche, que les opérations de sauvetage cesseraient. On continue, parce que le gouvernement s'est vite rendu compte de l'impopularité d'une telle décision. Ce qu'un ministre (celui de la santé publique) avait annoncé, la présidence de la République l'a démenti. Les hélicoptères continuent donc de survoler l'immense plaine grise qui a noyé Arméro pour chercher entre les débris et les cadavres le moindre signe de détresse qui serait un signe de vie. « Ce matin, on a répondu à l'appel de quelqu'un qui avait entendu des cris, raconte un membre de la défense civile. Et on a sauvé un enfant de quatre ans, ainsi que deux adultes. »

Sur la seule route qui subsiste et qui ne va pas plus loin qu'un asile psychiatrique, sont des pans de mur sur des piliers, il y a là trois ou quatre sauveteurs, un militaire, quelques journalistes. Assis par terre, deux hommes très jeunes et une adolescente, dont le regard fixe, obtus, dit qu'ils refusent toujours l'évidence quatre jours après la catastrophe : des deux côtés du chemin, une couche de 5 à 6 mètres de boue suffisamment meuble, malgré le soleil qui la durcit, pour empêcher toute progression à pied. Les seuls secours ne peuvent donc venir que des hélicoptères. Il y en a peu : cinq ou six, qui font une noria désespérée. Et ils sont intervenus trop tard, selon la plupart des témoignages. « On n'a perdu vingt-quatre heures », écrit lundi un quotidien de Bogota.

Depuis jeudi, de nombreux volontaires et une aide importante en vivres et en médicaments ont été dépêchés sur les lieux. Ils ne sont pas utilisés judicieusement, en raison d'une certaine pagaille, explique sans doute au lendemain du sinistre, mais beaucoup moins aujourd'hui. « Nous avons tout ce

qu'il faut, dit un secouriste. Nous avons même trouvé des contraceptifs parmi les médicaments reçus. Mais c'est l'organisation qui manque. Il y a une grande confusion. »

Les familles qui se sont réfugiées sur les crêtes après la fausse alarme de samedi, et qui ne veulent plus en redescendre, manquent de nourriture, d'eau potable, de médicaments. Même à Mariquita, dont l'aéroport sert de relais avec le reste du pays, l'eau fait cruellement défaut. Les canalisations ont sauté, et les voitures-citernes, apparemment, ne suffisent pas.

Guayabal, qui n'a été que frôlée par l'avalanche, est une ville presque déserte aujourd'hui, alors que, hier encore, les rescapés y affluaient. Guayabal, où les pénuries sont nombreuses, faute de personnel pour distribuer les colis. Une queue se forme

M. MITTERRAND A BOGOTA

Bogota, (AFP, REUTER). — M. Danielle Mitterrand est arrivée lundi 18 novembre à l'aéroport de Bogota accompagnée d'une équipe médicale de treize personnes et de 11 tonnes d'aide d'urgence. « La France apporte un message de solidarité, un message de soutien et d'amitié », a-t-elle déclaré à la presse à son arrivée, où elle a été accueillie par le président Betancur et son épouse.

M. Mitterrand, qui accompagnait le président français lors de son voyage officiel dans le pays le mois dernier, devait demeurer en Colombie jusqu'à mercredi. Elle devait avoir des entretiens avec les responsables de la Croix-Rouge et de l'Institut colombien du bien-être familial. Elle avait également l'intention de se rendre sur les lieux du drame.

Les sauveteurs s'efforcent, dans la confusion, de venir en aide aux sinistrés et recherchent toujours, désespérément, des survivants...

devant la garderie qui fait office d'hôpital depuis quatre jours : c'est pour se faire vacciner contre le tétanos et le typhus. Précaution indispensable avant de parcourir les champs de mort d'Arméro, un masque antiseptique sur la bouche. La quantité d'urgence de jour en jour dans la vallée sinistrée. Ce matin, la défense civile a entassé par terre des sacs de chaux. Bientôt il faudra brûler les corps dénués et noirs qui luisent étrangement au soleil comme s'ils avaient été crûs.

« Le risque d'épidémie, c'est notre problème numéro un », dit un officier accablé dans l'herbe sur le terrain de football transformé en hôpital, mais où les appareils se font rares. « Notre autre problème, c'est la réunification des familles et l'installation des sinistrés. »

Avec qui Juan Walter pourra-t-il être réuni ? Assis dans l'herbe à côté de l'officier, l'enfant tout à coup lève la tête. Il a un col rouge de sang, un visage couvert d'ecchymoses. Il a perdu ses frères et ses parents. Quand il aperçoit au loin le jeune secouriste qui l'a sauvé jeudi, il se jette dans ses bras en pleurant. Juan Walter sera envoyé à Lerdia, autre ville où se trouvent des centaines de rescapés. Bref échange à ce sujet par le talkie-walkie de l'officier. Peut-être l'enfant trouvera-t-il là-bas quelqu'un qui le connaît. D'un hôpital à un autre, la ronde ne cesse pas depuis quatre jours de gens qui se cherchent parmi les vivants ou les morts.

« Silencieux à jamais »

Partout les commentaires sont identiques : il y a eu une levée extraordinaire de bonne volonté (les secouristes ont plus fait, semble-t-il, que l'armée), mais le cafoillage a été grand, et le matériel technique, les moyens de transport, ont manqué. Autre commentaire fréquent : « Cette mort était annoncée. » L'expression empruntée au titre d'un livre de Garcia Marquez signifie que la catastrophe était prévisible, mais que rien n'a été fait pour en éviter les conséquences. Le quotidien *El Tiempo* a publié, samedi, un article présenté pour la première fois il y a deux mois. Un reporter de ce journal y faisait état de la frayeur qui s'était emparée des habitants d'Arméro. Depuis un an, des éboulements de pierres avaient emprisonné en

● **ERRATUM.** — Dans l'article du *Monde* du 16 novembre consacré à l'économie colombienne, nous avons indiqué que la Colombie est le premier producteur mondial de café. Il s'agissait de café « arabica doux » dit « suave ». Le champion toutes catégories de la production mondiale de café reste le Brésil.

amont de la ville le fleuve Lagunilla et formé un lac de 700 millions de mètres cubes qui menaçaient de se déverser à tout moment. La menace était d'autant plus précise en septembre que le volcan Arenas s'était déjà réveillé. Il avait lancé des jets de cendre et de soufre, et le glacier du Ruiz — cause finale de la catastrophe — donnait alors des signes de dégel.

Le maire d'Arméro tire la sonnette d'alarme. Les habitants de la ville préparent une grève pour forcer les autorités à prendre des décisions.

« Les autorités réussissent à empêcher la grève mais pas à désactiver le volcan », écrit, lundi, Daniel Samper, un chroniqueur du même journal. On a demandé alors aux habitants le calme et le silence. Les voilà silencieux à jamais. »

Et le même chroniqueur d'ajouter que, le jour venu, il faudra demander des comptes à ceux qui « ont permis que se réalisent les plus apocalyptiques prophéties, alors qu'ils auraient pu éviter la plus grande tragédie qu'ait connue le pays ».

CHARLES VANHECKE.

Un raid de la guérilla dans la ville d'Urrao Cinq morts

Bogota (AFP, REUTER). — Cinq personnes sont mortes, lundi 18 novembre, lors d'une attaque menée conjointement par des guérilleros du M 19 et de l'Armée populaire de libération (EPL, maoïste) contre Urrao, une ville du nord-ouest de la Colombie, qu'ils ont occupée pendant six heures avant d'être repoussés par les forces de l'ordre.

L'EPL aurait ainsi rompu la trêve conclue l'année dernière avec le gouvernement du président Betancur, comme le M 19 l'avait fait en juin de cette année. C'est ce dernier mouvement qui a mené au début du mois l'occupation du palais de justice de Bogota, au cours de laquelle

une centaine de personnes ont trouvé la mort. Dans des appels à plusieurs organes de presse, un correspondant anonyme se présentant comme un guérillero a indiqué que l'attaque de lundi contre la ville d'Urrao marquait l'union des deux mouvements d'extrême gauche.

Près de deux cents guérilleros ont pris d'assaut le commissariat de la ville, où se trouvaient environ vingt-cinq policiers, a-t-on appris de source officielle. Ils se sont retirés six heures plus tard à l'arrivée des renforts militaires. Cinq personnes — un policier, deux civils et deux guérilleros — sont mortes au cours des affrontements.

A TRAVERS LE MONDE

CUBA

Un candidat à l'exil tué

La Havane. — Un cubain, qui cherchait à se réfugier à l'ambassade du Venezuela à La Havane, a été tué d'un coup de feu par la police cubaine lundi 18 novembre, alors que, avec un autre homme, il tentait d'escalader les grilles qui séparent l'ambassade de la 5^e Avenue, où elle est située. Cette tentative est la première de ce genre dans cette représentation diplomatique depuis le mois d'août 1980. Jusqu'à cette date, plusieurs Cubains avaient pénétré à l'intérieur de cette ambassade pour réclamer l'asile politique. Un diplomate vénézuélien a déclaré qu'aucun des deux hommes n'était parvenu à pénétrer dans l'enceinte de l'ambassade et qu'il pouvait seulement informer son gouvernement de l'incident. — (AFP, Reuters.)

ÉTATS-UNIS

Vingt-cinq innocents exécutés depuis le début du siècle

New-York. — Vingt-cinq personnes ont été exécutées par erreur, depuis le début du siècle, pour des crimes qu'elles n'ont pas commis, affirme l'Association américaine pour les libertés civiles dans un rapport qu'elle vient de publier. Au cours de la même période, trois cent dix-huit personnes ont été condamnées à tort à des peines de prison, ajoute l'étude, qui se prononce pour la suppression de la peine de mort. Dans tous les cas mentionnés, indiquent les deux auteurs de ce rapport, les professeurs Hugo Bedau de la Tufts University (Massachusetts) et Michael Radelet de l'université de Floride, ou bien les personnes condamnées n'avaient pas participé au crime dont elles étaient accusées, ou bien le délit en question n'avait jamais eu lieu. Le directeur du projet, M. Schwarzschild, a déclaré qu'il était malheureusement d'une « logique absolue » que des innocents soient exécutés et dans un système qui décide de tuer les gens. Un porte-parole du ministère de la justice a estimé que ces faits ne devaient pas remettre en question le principe de la peine de mort.

LIBÉRIA

Washington pourrait reconsidérer son aide à Monrovia

Le Département d'Etat a rappelé, lundi 18 novembre, que la dernière loi américaine sur l'aide à l'étranger limitait l'aide militaire au Libéria à la tenue d'élections libres et équitables et à soumission aux considérations, parmi d'autres, seraient prises en compte pour l'examen de l'aide lors des prochains exercices budgétaires. Le porte-parole du Département d'Etat a indiqué que le gouvernement américain était « profondément préoccupé » par les « effusions de sang » qui ont eu lieu à l'occasion de la tentative de coup d'Etat du 12 novembre. « Le gouvernement américain », a-t-il ajouté, « a fait connaître au gouvernement libérien l'importance qu'il attache à ce que toutes les personnes arrêtées bénéficient du processus judiciaire normal. » Les autorités libériennes ont, d'autre part, catégoriquement démenti être impliquées dans la tentative de putsch. Le président libérien, M. Samuel K. Doe, avait mis en cause, outre la Côte-d'Ivoire, Cuba, le Sierra-Leona et le Ghana. — (AFP, Reuters, UPI.)

NOUVELLE-ZÉLANDE

Mise au point du projet de loi antinucléaire

Wellington. — La Nouvelle-Zélande a mis au point un projet de loi visant à interdire de façon permanente l'accès de ses ports aux bâtiments de guerre à propulsion ou à armements nucléaires, a annoncé lundi 18 novembre M. David Lange. Le premier ministre a précisé qu'il soumettrait ce projet aux États-Unis et à l'Australie, ses partenaires au sein de l'alliance défensive tripartite de l'ANZUS, afin de recueillir leurs suggestions. Washington avait déjà fait savoir que toute initiative du gouvernement néo-zélandais visant à donner force de loi à sa politique non nucléaire — une politique qui affecte tout particulièrement les navires de guerre américains dans la Pacifique — serait de nouvelles négociations sur les relations bilatérales. Les États-Unis avaient exprimé leurs relations militaires avec Wellington après le refus d'escalade opposé à l'un de leurs navires, en février dernier, par le gouvernement de M. Lange. Ce dernier souhaitait savoir si le bâtiment américain était ou non « nucléaire ». Le Pentagone s'est toujours refusé à ce genre de divulgation. — (Reuters.)

Argentine

Le « plan austral » est un sujet d'étude pour les experts américains

Correspondance

Buenos-Aires. — Le plan de réforme économique, dit « plan austral », lancé en juin dernier, a beaucoup de succès. En novembre, les plus éminents experts des États-Unis sont venus ou sont attendus à Buenos-Aires pour « le » voir. Début novembre, le nouveau Prix Nobel d'économie, M. Franco Modigliani était là. Ensuite, c'était le secrétaire adjoint au Trésor américain, M. David Mulford, puis M. John Galbraith et M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale américaine. Le but de ces visites est d'observer ce que M. Modigliani a déjà appelé « le miracle argentin » et qui tient en quelques chiffres : un taux d'inflation mensuel qui est passé de 30% en juin à 1,9% en octobre, un rythme annuel ramené de 1 000% avant le plan à 530% à la fin du mois d'octobre.

L'Argentine est devenue un pôle d'intérêt pour tous les experts économiques, et en particulier pour M. David Mulford, à qui l'on attribue la paternité du plan présenté à Séoul par le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker. Pour lui, l'Argentine pourrait bien être le pays idéal pour tester le « plan Baker ».

Ce plan prévoit la distribution en trois ans de près de 30 milliards de dollars aux quinze nations les plus endettées du monde. M. Mulford a rencontré successivement le ministre de l'économie Juan Sourrouille et le président Raúl Alfonsín. Il s'est enquis de l'état de l'économie argentine, mais surtout il les a informés des conditions de base à remplir pour que leur pays puisse espérer bénéficier du plan : pratiquer une politique de croissance économique à forte participation du secteur privé. « A moins que les pays endettés ne présentent une politique de croissance, les banques commerciales ne leur prêteront pas », a-t-il déclaré dans une interview au quotidien *la Nación*.

L'enjeu est important, car la première mise en application du plan aura valeur d'exemple tant pour les autres pays débiteurs d'Amérique latine que pour les banquiers occidentaux sollicités.

Flattés dans leur orgueil national, les Argentins n'en ressentent pas moins dans leur vie quotidienne les effets du plan austral. Certes, ils sont globalement favorables. Au renouvellement leur confiance au gouvernement radical, lors des élections législatives, ils ont démontré qu'il ne lui tenait pas rigueur des sacrifices imposés. Dans un premier temps, les salaires et les prix avaient été bloqués. Mais peu à peu, les prix n'ont plus été que « contrôlés », alors que les salaires, eux, restent fixes. Selon les statistiques officielles, le salaire réel d'un ouvrier a diminué

de 17% depuis la mise en application du plan.

Et le faible taux d'inflation dissimule bien des disparités, très perceptibles au quotidien. Ainsi, en octobre, le prix des vêtements a augmenté en moyenne de 27,6%, les médicaments de 7%, les légumes verts de 50%, le poulet, qui avait augmenté de près de 6% en octobre, a subi au début de novembre une hausse « autorisée » de 30%. Les services ne sont pas concernés par le contrôle des prix. Seul le blocage du prix de la viande de bœuf — aliment de base en Argentine qui entre pour près de la moitié dans le calcul de l'indice du coût de la vie — des transports et des carburants a permis d'obtenir en octobre une augmentation globale inférieure à 2%.

Les syndicats recommencent à bouter. Le fait que les conventions collectives — suspendues pour un an le 2 novembre 1984 — soient de nouveau en vigueur leur a donné l'occasion d'exprimer leurs revendications. Et certains cheminots et fonctionnaires, notamment, parlent « d'employer la force » si le gouvernement ne reste sourd.

Le président Alfonsín ne saurait céder. Comme l'a déclaré M. Modigliani : « La formule argentine doit être : plus de production, plus de salaires ; moins de production, moins de salaires. Une déstabilisation de ces deux variables pourrait être néfaste à l'économie. »

Le patronat n'est pas disposé à faire l'effort : « Dans les conditions actuelles, il serait impossible de ne pas répercuter une hausse des salaires sur les prix », dit le président de l'Union industrielle argentine, M. Roberto Faveleiro. Les problèmes salariaux ne sont pas les seuls pour les entreprises. Le niveau élevé des taux d'intérêt rend, en effet, le crédit très cher. Un prêt de la Banque nationale coûte 7,5% par mois. Les industriels n'y ont recours que s'ils y sont absolument contraints.

Plutôt que d'avoir à payer des intérêts annuels de plus de 40%, ceux qui le peuvent préfèrent rapatrier des dollars. Cet afflux de devises a un double effet bénéfique : il permet à la Banque centrale de reconstruire ses réserves et joue un rôle stabilisateur sur le marché libre du dollar. Depuis la mise en application du plan austral, le cours du marché noir n'a pratiquement pas varié, et il se maintient dans une limite inférieure à 15% par rapport au cours officiel (1 dollar = 0,8 austral).

Argentins et étrangers dressent le même bilan : la première partie du plan — lutte contre l'inflation — a été un succès. Il reste maintenant au président Alfonsín à prouver que, sur cette base assainie, il peut relancer la croissance économique.

CATHERINE DERIVERY.

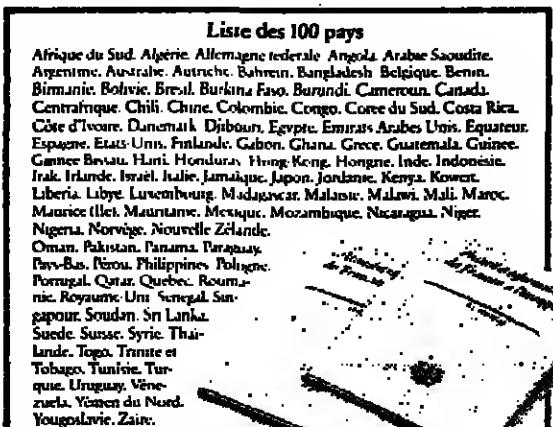
PARTEZ EN PAIX

Le coût de la vie au Brésil ? Y a-t-il un lycée français à Bogota ? Le montant de l'impôt sur le revenu au Japon, quand on a deux enfants ?

Quand de nouvelles fonctions vous sont proposées à l'étranger, mille problèmes se posent. Pas question de partir sans réponses précises. Vous les trouverez dans les monographies éditées pour vous par l'ACIFE.

De l'Australie au Zaïre, les monographies ACIFE font le tour de plus de 100 pays. Alimentation, précautions sanitaires, fiscalité, protection sociale, vie quotidienne... toutes les réponses sont là. Vous pouvez partir en paix.

Réalisées par le Ministère des relations extérieures à l'intention des futurs résidents français à l'étranger, les monographies ACIFE, sans cesse mises à jour, constituent un instrument d'information unique.



ACCUEIL ET INFORMATION DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER
30, rue La Pérouse 75116 PARIS 12. Tél. : 45.02.14.23 Poste 40.70



Accueil et information des Français à l'étranger

Monographies ACIFE pour avoir réponse à tout

صكنا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Liban

L'un des quatre otages français serait gravement malade

L'un des quatre Français retenus en otage au Liban - très vraisemblablement le diplomate Marcel Carton - est « gravement malade », et « sa vie pourrait être en danger », a indiqué l'organisation du Jihad islamique dans un communiqué distribué lundi 18 novembre à une agence de presse occidentale à Beyrouth. Le groupe, qui a revendiqué les enlèvements, met en garde « le gouvernement français contre toute lenteur dans les négociations en cours », lui faisant assumer « l'entière responsabilité de tout ce qui pourrait arriver aux otages du fait d'un retard » (dans ces négociations).

Le communiqué ne fournit aucune précision sur ces « négociations » ni ne nomme l'otage qui serait malade. « Nous pouvons seulement indiquer, a déclaré le Quai d'Orsay, lundi, que nous ne cessons de nous préoccuper du sort de nos quatre compatriotes et que nous n'avons pas d'autres commentaires ».

Le communiqué du Jihad islamique fait suite à une déclaration publiée dimanche par le président du Syndicat de la presse libanaise, M. Mohammed Baalbaki. Celui-ci avait, en effet, réclamé la libération de M. Carton, affirmant que le diplomate, âgé de soixante-deux ans, enlevé le 22 mars dernier en même temps que son collègue Marcel Fontaine, était atteint d'une « grave maladie de cœur », et que son état nécessitait « une intervention chirurgicale urgente ». M. Baalbaki observait encore que l'épouse de M. Carton, une Libanaise, souffrait « elle aussi de troubles cardiaques, alors qu'elle doit prodiguer des soins à un fils handicapé ».

A Paris, M^{me} Joëlle Kauffmann, l'épouse du journaliste Jean-Paul

Kauffmann, enlevé le 22 mai avec le chercheur Michel Seurat, a estimé que le communiqué du Jihad islamique « était un appel des ravisseurs, une perche tendue (...) ; ils sont prêts à négocier, ils le disent, c'est la première fois ». Jusqu'à présent, a-t-elle fait valoir, le gouvernement français affirmait que les ravisseurs étaient des marginaux avec lesquels il n'avait pas eu de contacts. « Or on apprend aujourd'hui, poursuit M^{me} Kauffmann, qu'il y aurait des négociations en cours, puisque les ravisseurs parlent de la lenteur de ces négociations ».

Les jurés du Goncourt, qui viennent de décerner leur prix, ont lancé un appel demandant la libération des otages, cependant que neuf anciens ambassadeurs de France au Liban ont rendu hommage au travail accompli par M. Marcel Carton « pour le bien des Libanais (...), sans se préoccuper de politique, comme peuvent en témoigner ses amis de toutes confessions ».

D'autre part, l'émissaire du pape de l'Eglise anglicane, M. Terry Waite, devait regagner Beyrouth ce mardi 19 novembre, après avoir rendu compte lundi à Londres à des hauts fonctionnaires américains d'une première mission de médiation accomplie la semaine dernière pour tenter d'obtenir la libération de quatre des six otages américains au Liban. M. Waite a souligné qu'il avait « des choses importantes à dire » aux ravisseurs. Interrogé sur la possibilité qu'il puisse intervenir en faveur des otages français, il a indiqué : « Je vais faire de mon mieux pour vous, je garde espoir ».

Par ailleurs, le vicaire de l'archevêché de la Bekaa-Ouest, le Père Boulos Salhani, et son neveu ont été assassinés lundi par des éléments

armés non identifiés, dans la localité de Bab-Mareh (sud-ouest du pays).

Enfin, les observateurs français chargés de surveiller l'application du cessez-le-feu devaient quitter ce mardi le dernier poste qu'ils occupaient dans le mont Liban, au sud-est de Beyrouth, où s'affrontent depuis septembre 1983 l'armée libanaise et des miliciens druzes. Les Français doivent remettre leurs positions à des observateurs libanais. — (AFP, AP.)

ASIE

Corée du Sud

Manifestants délogés. — La police sud-coréenne est intervenue sans ménagements pour déloger et appréhender des dizaines d'étudiants qui avaient occupé, lundi 18 novembre, des bureaux du Parti de la justice démocratique à Séoul (le Monde du 19 novembre). Après une brève bataille — gaz lacrymogènes et lances à eau contre cocktails Molotov — les forces de l'ordre se sont rendues maîtresses des locaux du parti gouvernemental occupés pendant plusieurs heures. Les étudiants, qui étaient environ deux cents, protestaient contre le « régime répressif » du président Chun Doo Hwan et contre son soutien par les Etats-Unis. Plusieurs occupations de locaux (américains et sud-coréens) ont eu lieu au cours des derniers mois. Dans tous les cas, le motif était le même : dans tous les cas, les peines infligées aux étudiants ont été lourdes. — (UPI.)

Vietnam

Recherche de GI's disparus. — Une équipe d'experts américains munis de onze tonnes de matériel est arrivée lundi 18 novembre à Yen-Thuong, dans la banlieue de Hanoi, pour rechercher les restes de l'équipage d'un B-52 abattu en 1972 lors d'un raid américain sur la capitale nord-vietnamienne. Il s'agit de la première opération de ce genre. Les Américains sont assistés d'une dizaine de Vietnamiens. Plus de 2 400 GI's ont été portés disparus au Vietnam pendant les dix années de l'engagement des Etats-Unis. — (Reuters.)

AFRIQUE

République sud-africaine

Quatorze morts au cours du week-end

Le bilan, lundi soir 18 novembre, des violences dans les cités noires et métisses proches de Queenstown, dans l'est de la province du Cap, est de quatorze morts, selon les habitants de la région, et de douze morts, selon la police. D'autre part, la grève du personnel de l'hôpital de Barag-

wasath, à Soweto (la plus grande cité noire aux portes de Johannesburg) (le Monde du 19 novembre), pourrait s'étendre à d'autres hôpitaux de la région, le syndicat noir des travailleurs municipaux (SAMAWU, 17 000 adhérents) étudiant actuellement la possibilité de déclencher une grève de solidarité.

Enfin, malgré les importantes restrictions à la liberté de la presse décidées par le gouvernement de Pretoria, les grandes chaînes de télévision, notamment américaines, maintiennent les effectifs de leurs équipes en Afrique du Sud. — (AFP, Reuters.)

Viste du colonel Kadhafi à Dakar. — Le chef de l'Etat libyen, le colonel Kadhafi, est attendu le 3 décembre prochain à Dakar, où il rencontrera le président Abdou Diouf. Avec le conflit tchadien, la question de l'éventuelle reprise des relations diplomatiques entre le Sénégal et la Libye, rompues le 29 juin 1980, à l'initiative de Dakar, devrait notamment être abordée au cours des discussions entre les deux chefs d'Etat. — (AFP, AP.)



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 7^e
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maube-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République 69001 LYON

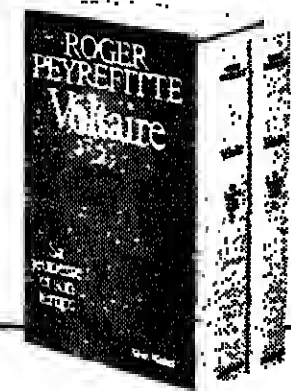


Pour les grands
la vie est belle
ils s'habillent
chez CAPEL

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 7^e
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maube-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République 69001 LYON

SI LA CULOTTE DE VOLTAIRE EST TOMBEE PAR TERRE, C'EST LA FAUTE A PEYREFITTE

LE VOLTAIRE
DE R. PEYREFITTE
2 VOLUMES
SOUS COFFRET
OU SEPARES
848 PAGES



Albin Michel

POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT

dans son travail de réinsertion sociale, donner
recyclage, vêtements, appareils de chauffage,
électrique, radio, livres et tout objet encore
utilisables ou réparables... leur donateur viendra à
votre domicile

APPELEZ : 583.54.40

willly hairline COIFFURE MIXTE

10, rue des Pyramides
75001 Paris
Tél. : 260-63-68
(ouvert samedi)

lundi à jeudi
10 h - 19 h
vendredi 12 h - 21 h

30, rue Feydeau
75002 Paris
Tél. : 236-33-57
(fermé samedi)



Validation
DES BULLETINS
Tous les
Mercredis
et Jeudis

SPORTIF

on joue, on marque, on gagne!

LES RÉPONSES AUX QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ...



Situation 86

INDRE-ET-LOIRE : le parachutage de M. Bernard Debré conduit M. Jean Royer à faire sa propre liste

De notre correspondant

Tours. — L'irruption de M. Bernard Debré, l'un des quatre fils de l'ancien premier ministre, sur la scène politique en Indre-et-Loire a provoqué un véritable traumatisme dans l'opposition, et surtout chez les militants du RPR qui se voient imposer un candidat qui n'a pas leur préférence. M. Charles Pasqua a dû se rendre en Touraine le 16 octobre dernier pour faire entendre cette candidature par le comité départemental du parti.

L'idée de départ était de constituer une liste commune RPR-UDF dans le but d'obtenir quatre des cinq sièges. M. André-Georges Voisin, président du conseil général (RPR), et Jean Delançois, sénateur, ex-président du conseil régional (UDF), avaient été les premiers à se prononcer pour cette union et à accepter que M. Jean Royer, député (non-inscrit) et maire de Tours, soit tête de la liste. Mais M. Jean Royer entendait avoir un droit de regard sur cette liste et ne voulait pas entendre parler de M. Bernard Debré, comme numéro deux.

Rompant toute négociation, M. Royer a donc décidé de faire sa propre liste « avec des hommes de terrain, tous chargés d'un mandat municipal ». Alors qu'il pouvait apparaître comme un diviseur, il s'est efforcé de jouer les fédérateurs avec son idée-force : « le gouvernement des maires ». Respectant un judicieux dosage géographique, il a attiré à lui M. Raymond Lory (conseiller général et maire de Jouvancy-Tours, président départemental du CDS, investi tête de liste par l'UDF) et d'autres maires, sans exception : MM. Jean-Paul Diacre (maire de Loches), Marcel Brion (Chinon), Jean-Marie Chardon (Neuillé-Pont-Pierre).

Certains spéculaient sur un retrait de M. Bernard Debré. C'était mal connaître la détermination de celui qui entend concrétiser par un siège de député en Indre-et-Loire quatre ans de travail sur le dossier de la réforme hospitalo-universitaire. De

l'hôpital Cochin où il exerce, il a fait savoir à la presse locale que ces rumeurs étaient absurdes. M. Bernard Debré se retrouve aujourd'hui bien isolé, car aucune personnalité locale du RPR ne veut apparemment lui emboîter le pas. Pis, le président départemental, M. Jean Castagnou, ancien député, n'a pas caché une froide colère : « Je constate que le RPR perd une chance unique de se rendre véritablement crédible dans le département. On va vers l'éparpillement de l'opposition. »

Critiquant ceux qui ont permis le choix incompréhensible de sa formation, il incrimine M. Bernard Debré lui-même, « qui aurait eu une occasion rêvée de s'implanter en Touraine lors des récentes cantonales dans le canton de Montlouis — où il a une maison — mais qui s'en est bien gardé ». M. Castagnou a choisi de figurer sur la liste royeriste des régionales (conduite par Michel Trochu, premier adjoint de Jean Royer à la mairie de Tours), ce qui lui a valu d'être relevé de ses fonctions à la tête de la fédération.

Spectatrice, l'UDF a eu beau jeu de faire remarquer qu'elle n'était pour rien dans la désignation de M. Bernard Debré, cause de rupture de l'union, ni dans le choix du maire de Tours de faire sa propre liste. Le cas de M. Raymond Lory (CDS), qui a rejoint M. Royer, lui pose toutefois des problèmes.

Cette division de l'opposition nationale paraissait pouvoir donner un coup de poce au PS. L'avantage s'est singulièrement amoindri avec une décision d'état-major qui va compliquer la tâche des électeurs. Désigné tête de liste par 65 % des adhérents, M. Jean Prouvé, député sortant, s'est vu retirer la première place au profit de M^{me} Christiane Mora, autre député sortant. « Les militants jugeront et agiront », a déclaré M. Prouvé qui n'attend absolument pas jouer les victimes consentantes. Deux cent onze militants ont signé une pétition dans laquelle ils réclament aux instances nationales de revenir sur leur décision.

ALEXIS BODDAERT.

ISÈRE : le difficile « sans faute » unitaire de M. Alain Carignon (RPR)

De notre correspondant

Grenoble. — Après trois victoires successives — en 1983, face au maire de Grenoble, Hubert Dubouché (PS), en 1984 lors des élections européennes, et en 1985 à l'issue du scrutin cantonal qui lui permit d'accéder à la présidence du conseil général de l'Isère jusqu'à l'année par M. Louis Mermet (PS), M. Alain Carignon (RPR) devrait couronner cette vertigineuse ascension politique en conduisant une liste d'union des partis de l'opposition pour les élections législatives de 1986.

Le jeune maire de Grenoble aura toutefois rencontré les plus grandes difficultés pour réunir ce dernier « sans faute » unitaire. Les négociations engagées il y a plus de six mois entre le RPR et l'UDF ont connu un grand nombre de péripéties : d'une part les exigences de M. Robert Hersant, qui souhaitait que son représentant au sein du journal le Dauphiné libéré, M. Gaëtan Audinot, trouve une place d'éligible sur la liste d'opposition (le Monde des 18-19 août 1985), d'autre part celles des barrières qui réclamaient deux des cinq sièges que l'opposition devrait remporter (le Monde du

23 octobre 1985). Ces obstacles furent en leur temps qualifiés de « roman » par M. Carignon.

« Deux listes auraient été préjudiciables à l'image de rassembleur et d'homme fort du département que veut donner M. Carignon », commente avec une pointe d'ironie un élu de l'UDF qui redoutait qu'en cas de désaccord pour la constitution d'une liste unique « tout ne se lésarde dans la belle machine » qui permit en deux ans à l'opposition iséroise de conquérir les citadelles socialistes de Grenoble, du conseil général, mais aussi les trois sièges de sénateurs.

C'est le mouvement barrière qui, au sein de l'opposition, tenta de contrecarrer l'« hégémonie » du RPR et de son leader. Ses représentants dans l'Isère affirment que M. Barre ne leur a jamais signifié « qu'ils faisaient fausse route », bien au contraire. Ils rappellent également que l'UDF dans l'Isère est composée désormais de trois forces égales : les barrières, les giscardiens et les « proches d'Alain Carignon par amitié et par opportunisme ».

Il a fallu aussi au maire de Grenoble trouver une place au représentant du Dauphiné libéré, M. Audinot, dans la liste pour les élections

législatives. Pensait-il faire supporter ce « fardeau » à l'UDF ? Probablement, puisque M. Gauthier Audinot, président du conseil de surveillance du grand quotidien régional, ne figurait pas, contre toute attente, parmi les noms proposés par le RPR pour le représenter dans le cadre d'une liste unique.

La pression du groupe Hersant sur l'opposition iséroise irrita tout autant le RPR que l'UDF. Le président local du Parti radical valaisien, M. Robert-Jules Laurent, qui siège depuis quelques semaines à la place de M. Carignon au conseil régional Rhône-Alpes, s'est ainsi permis de déclarer que « s'il [M. Audinot] s'occupait plus de son journal que de politique, ça traiterait mieux tout », et d'ajouter : « Le journal en a bien besoin ». M. Robert-Jules Laurent est, il est vrai, bien placé pour parler au tel jugement puisqu'il fut rédacteur en chef du Dauphiné libéré jusqu'en 1982.

Finalement, M. Carignon devrait conduire dans l'Isère une liste qui comprendra en position d'éligible deux UDF, dont un barrière, aux deuxième et troisième places, deux RPR (première et quatrième places), et M. Audinot en cinquième place.

CLAUDE FRANCLION.

D'ANCIENS RESPONSABLES ET SYMPATHISANTS DU PCF APPELLENT A VOTER POUR LEPS

Cent onze « anciens militants ou sympathisants du PCF » ont rendu public, le lundi 18 novembre, un « appel aux Français de sensibilité communiste » pour qu'ils s'engagent au côté du Parti socialiste aux élections de mars prochain. Les signataires de ce texte expliquent que leur « préoccupation primordiale » est de « favoriser le rassemblement de toutes les forces populaires et de contribuer à ce que le processus de transformation sociale, entamé en 1981, se poursuive et s'approfondisse ». Estimant que, « aujourd'hui, le PCF ne mène plus ce combat », ils soulignent la « contribution irremplaçable » des « meilleures traditions de la culture communiste » à « l'action de la gauche » et appellent « toutes celles et tous ceux qui partagent ces préoccupations à faire en sorte que l'ensemble des travailleurs et des démocrates restent dans leur camp, celui de la gauche ».

Parmi les signataires de cet appel figurent MM. Henri Fiszbin, président de Rencontres communistes, candidat aux élections législatives sur la liste du PS dans les Alpes-Maritimes ; Roger Fajnzylberg, ancien maire de Sèvres ; François Hinecker, ancien membre du comité central du PCF ; René Bahl, Jean-Louis Mayeux et M^{me} Christiane Gilles, anciens membres du secrétariat confédéral de la CGT ; Antoine Spire, ancien directeur commercial des Editions sociales ; Eddy Koenig et Louis Régulier, anciens membres du secrétariat de la fédération communiste de Paris ; Jean Elleinstein et Philippe Robrieux, historiens ; Eugène Guillemin, poète.

● Le MGP et le Mouvement des démocrates présents dans vingt-huit départements. — Le Mouvement gaulliste populaire et le Mouvement des démocrates fondé par M. Michel Robert ont décidé de présenter des listes communes en mars 1986 dans vingt-huit départements : Aisne, Allier, Alpes-Maritimes, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Cher, Gard, Gironde, Ille-et-Vilaine, Indre, Isère, Loire-Atlantique, Lot, Lot-et-Garonne, Meurthe-et-Moselle, Nièvre, Nord, Bas-Rhin, Paris, Seine-et-Marne, Somme, Vendée, Vienne, Essonne, Hauts-de-Seine, Val-de-Marne et Val-d'Oise.

Nous le trouvons où qu'il soit.

LE PÉTROLE est notre principale source d'énergie. C'est lui qui fait tourner le monde et il en sera ainsi pendant bien des années. Encore faut-il être prêt à arracher de la terre, explorer de nouvelles techniques et mobiliser pour ces activités des ressources humaines et économiques toujours à la mesure des difficultés à surmonter.

Parce qu'il a la meilleure possibilité de trouver du pétrole existant, Agip est sur les lieux, avec son esprit d'initiative et ses décennies d'expérience. Les succès qu'Agip a remportés dans 30 pays et 5 continents, seuls ou en collaboration avec d'autres compagnies pétrolières de premier plan, font de cette société un interlocuteur fiable dans tous les domaines de l'activité pétrolière.

Y compris ceux où nul autre ne s'est jamais aventuré.



En Group.
Recherche en profondeur.
Réussite au sommet.

Les armes de M. Berlusconi

● La chambre syndicale des producteurs de cinéma adopte la même position que les organisations professionnelles de la presse écrite pour le choix de la chaîne multiville, et demande au gouvernement de « surseoir à sa décision, en prenant le temps d'étudier ses conséquences sur l'industrie française de programmes ». D'autre part, les professionnels du cinéma veulent que les quotas de films français et les délais de diffusion qui protègent l'exploitation du film en salles soient inscrits dans la loi. Un amendement sera déposé dans ce sens au Sénat lors de la discussion du projet de loi sur les télévisions privées.

42, RUE VOLTA
comportant un bâtiment sur rue, élevé sur
5 étages carrés et un 6^e
Un second bâtiment élevé sur cour
MISE A PRIX : 28
S'adresser pour tous rs
M^r André VALENSI, avocat à PARIS (5^e)
M^r Marcel BRAZIER, avocat à PARIS (8^e)

S - 1 CHAMBRE
(de 89 m² environ)

(1) M. Berlusconi avait développé ce point dans l'interview publiée dans *le Monde* du 7 août.

Un certain nombre de réalisateurs ont envoyé un télégramme au président de la République. Ils y déclaraient notamment : « Vouloir mettre sur pied en toute hâte une nouvelle chaîne de télévision comme on sort un lapin d'un chapeau nous semble être plus qu'une faule : une erreur, l'autant que cette chaîne serait confiée en partie à M. Berlusconi.

qui fut l'un des fossoyeurs les plus actifs du cinéma italien. Ce cinéma qui était l'un des plus brillants du monde. Les chaînes qu'il dirige en Italie ne se consacrent qu'à de la diffusion surtout de productions américaines. Aucune création, aucune idée culturelle, aucune expérimentation. Des jeux, du sport, des films et des téléfilms

100. L'empire
 101. et chaux
 102. ment en Eu-
 103. confonction
 104. ne infatigable
 105. de production
 106. 107. qui l'ho-
 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847. 848. 849. 850. 851. 852. 853. 854. 855. 856. 857. 858. 859. 860. 861. 862. 863. 864. 865. 866. 867. 868. 869. 870. 871. 872. 873. 874. 875. 876. 877. 878. 879. 880. 881. 882. 883. 884. 885. 886. 887. 888. 889. 890. 891. 892. 893. 894. 895. 896. 897. 898. 899. 900. 901. 902. 903. 904. 905. 906.

**Revue professionnelle
dynamique et vivante.**

Rubrique O S P - 64, rue La Boétie, 563 12 66

comportant un bâtiment sur rue, élevé sur sous-sol, d'un rez-de-chaussée,
5 étages carrés et un 6^e étage mansardé
Un second bâtiment élevé sur cour de simple rez-de-chaussée
MISE A PRIX : 2 816 000 FRANCS
S'adresser pour tous renseignements à :
M^{re} André VALINSEL, avocat à PARIS (5^e), 72, rue Gay-Lussac - Tél. : 46-33-74-51

UNE BOUTIQUE A PARIS-2^e
avec cuisine et salle au rez-de-chaussée, w.c. à mi-étage, 2 pièces,
25, boulevard Bonne-Nouvelle, 14/16, rue Thorel, 26, rue de la Lune
MISE A PRIX : 300 000 F
S'adresser à la SCP d'avocats BERNARD ETIENNE & autres, 11, rue du Général-Leclerc,
93110 ROSNY-SOUS-BOIS. Tél. : 49-54-90-87. M. PIGNET, avocat au Barreau de

(1) Comme il l'avait déjà dit après la publication du rapport Bredin (*le Monde* du 23 mai).

... et vivants.

LES JOURNÉES INTERNATIONALES DE L'IDATE

L'Europe de la communication

Les frontières de la communication explosent. Les nouvelles techniques se répandent des Etats et l'exiguïté des territoires du Vieux Continent pousse à la création d'un marché à la dimension de l'Europe.

La prise de conscience s'opère, sous la pression de certains politiques — à la Commission des communautés européennes, au Parlement de Strasbourg — comme sous celle des industriels de l'audiovisuel et des télécommunications.

En arrière-plan, une formidable bataille économique et culturelle : la résistance à la colonisation américaine, ou le recul. Le développement d'un marché aux dimensions de l'Europe pourrait sans doute permettre l'éclosion d'une industrie de la communication capable de rivaliser avec les concurrents d'outre-Atlantique.

Tel est l'enjeu. Face à ce défi, les gouvernements hésitent à encourager ouvertement des stratégies plurinationales ou carrément communautaires. Les données

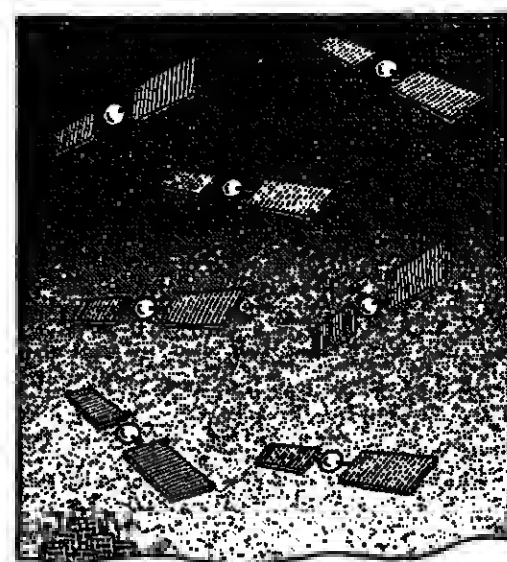
politiques propres à chaque pays interfèrent dans les choix, limitent les ambitions.

Les batailles complexes des normes techniques ou de l'harmonisation des législations témoignent aussi de la difficulté de l'entreprise. Mais le mouvement s'accroît.

Les 7^{es} Journées internationales de l'IDATE — qui se développent et doit prendre à cette occasion le nom d'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe, — à Montpellier du 20 au 22 novembre, vont être l'occasion pour des centaines de chercheurs et de décideurs d'aborder la plupart des sujets aujourd'hui en discussion. Parmi eux, la télévision — à laquelle nous consacrons une bonne partie de ces pages spéciales — est l'un des points chauds du débat.

Les vieux équilibres autour des chaînes de service public sont rompus. Les nouveaux sont encore largement problématiques.

YVES AGNÈS.



Bataille pour une télévision sans frontière

Une déréglementation non maîtrisée pourrait profiter aux Américains

PREMIÈRE vue, la télévision européenne est une idée parfaitement saugrenue. Comment imaginer une chaîne capable de satisfaire plusieurs centaines de millions de téléspectateurs de langues et de cultures différentes ? Comment supposer qu'un même diffuseur puisse se frayer un passage dans le dédale des réglementations de cette mosaïque d'Etats ? Une telle entreprise relèverait d'un don-quisottisme primaire s'il n'y avait la pression des impératifs économiques. Toutes les chaînes de télévision, notamment en Europe, sont aujourd'hui confrontées à la même réalité : une inflation galopante des coûts de production face à des recettes qui ont tendance, au mieux, à stagner. Pour échapper à cette contradiction, il faut soit réduire les coûts, soit élargir son marché au-delà des frontières.

Les chaînes nationales ont choisi la première solution en organisant entre elles des systèmes de coproduction. En partageant les frais de grandes séries de fiction, elles s'offrent à moindre coût des programmes européens de qualité sans perdre la maîtrise de leur propre marché. Mais les nouvelles technologies bousculent ce partage à l'ambivalence. Le satellite, en se moquant des frontières, les réseaux câblés, en important des chaînes étrangères, condamnent à terme le système des coproductions européennes. Imagine-t-on la RAI italienne et Antenne 2, par exemple, diffuser en même temps sur le même territoire la série

Christophe Colomb, qu'elles viennent de coproduire ?

Le premier à explorer la seconde solution est le Britannique Brian Haynes. En lançant dès 1982 Satellite Television, il démontre que de nouveaux opérateurs peuvent contourner les monopoles nationaux en diffusant par satellite un programme destiné aux réseaux câblés. Mais ce marché ne se bâtit pas en un jour : il n'y a que 9 millions d'abonnés au câble dans toute l'Europe en 1985 ; on en compte 24 millions, selon les prévisions les plus réalistes, en 1992.

Sept ans pour obtenir une masse de spectateurs à peu près équivalente à celle d'un pays comme la France ! Il faut avoir les reins solides pour tenir. En 1984, Brian Haynes passe la main : Satellite Television devient Sky Channel, rachetée par le magnat de la presse australienne Rupert Murdoch, qui vient de s'implanter en Grande-Bretagne en acquérant le Times. Aujourd'hui, la chaîne touche 4 millions de foyers, mais affiche 12 millions de dollars de pertes sur son dernier exercice...

Hollywood attaque

On comprend que de tels chiffres refroidissent l'enthousiasme des investisseurs potentiels. La quasi-totalité des grands groupes de communication privés européens n'ont pas une surface financière suffisante pour faire face à un pareil défi. Rejetés à la périphérie du système audiovisuel par les monopoles publics nationaux,

ils manquent à la fois de ressources et d'expérience en matière de télévision. Seul le géant de l'électronique britannique Thorn EMI se lance dans l'aventure avec trois chaînes de télévision thématiques, dès 1983. Deux ans, plus tard, devant des difficultés économiques aiguës, Thorn EMI songe à se désengager, et a déjà vendu 30 % de Music Box au groupe américain Viacom.

Le poids des compagnies « majors » américaines, dans cette aventure, n'est pas négligeable. Elles aussi-tendent de faire la télévision européenne à leur manière. Certes, les grands studios d'Hollywood sont déjà présents sur tous les écrans du Vieux Continent en vendant films et séries, qui occupent une place de plus en plus importante dans les programmations. Mais les Américains ne peuvent plus se satisfaire de cette simple relation commerciale. Les télévisions européennes sont considérées, outre-Atlantique, comme de mauvais payeurs, utilisant leur position de monopole pour négocier les prix les plus bas. Sait-on que le prix du doublage d'une série américaine représente jusqu'à 60 % du prix d'achat par une télévision française et reste à la charge du vendeur américain ou de son représentant ?

Devant la modestie de ces recettes et le brutal effondrement de la fréquentation des salles de cinéma, Hollywood décide, à partir de 1983, de passer à l'exploitation directe de ses programmes en Europe. Les grands studios se regroupent en deux consortiums, Première et UIP, qui tentent cha-

cun d'implanter des télévisions payantes sur les réseaux câblés. En Grande-Bretagne, ils s'associent avec Thorn EMI et Robert Maxwell, en Allemagne avec Bertelsmann, aux Pays-Bas avec un regroupement d'éditeurs locaux. En France, ils cherchent à entrer dans le capital de Canal Plus.

L'Europe des télévisions va-t-elle être fédérée par les Américains ? Cette hypothèse était la plus probable jusqu'à ces derniers mois. Hollywood ne détenait pas la matière première des programmes et la puissance financière ? Mais l'année 1985 fait brutalement apparaître une donnée nouvelle : la déréglementation générale du paysage audiovisuel européen. En France, des chaînes privées sont annoncées. En Espagne, le monopole est condamné à court terme. En Allemagne, il vacille sous les initiatives des Länder contrôlés par les démocrates chrétiens. En Grande-Bretagne, le partage du marché entre la BBC et la télévision indépendante est remis en question par les difficultés financières de la télévision publique. En Belgique, RTL et Sky Channel s'attaquent à un marché publicitaire jusque-là interdit. Sans oublier l'Italie, sur laquelle régnent depuis quelques années les trois chaînes privées de M. Silvio Berlusconi.

Devant cette mutation, la stratégie des grands groupes européens évolue radicalement. Plus besoin d'attendre la lente montée en charge des réseaux câblés si l'on peut espérer à court terme exploiter une chaîne privée hertzienne, dont la rentabilité est moins aléatoire. Chacun se recentre sur son marché principal. M. Murdoch ne cache pas son intention de faire de Sky Channel une chaîne nationale britannique en misant sur un développement rapide des antennes individuelles de réception des satellites. Il provoque immédiatement la réaction de la télévision indépendante (ITV), qui vient de créer Superchannel dans le même esprit.

Premières alliances

En Allemagne, Bertelsmann s'est allié avec RTL (RTL Plus) pour guetter la libéralisation du marché. Mais le groupe de presse Springer s'est lui aussi réveillé, en créant « Sat 1 » avec d'autres éditeurs. M. Silvio Berlusconi lance des offensives en Espagne, où il cherche une alliance avec le quotidien *El País*, et en France où il a trouvé un partenaire en la personne de M. Jérôme Seydoux. Mais Hachette, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et M. Robert Hersant ne sont pas prêts à laisser leur échapper le gâteau français.

Cette formidable bataille pour la conquête des marchés nationaux semble reléguer au second plan les grands projets européens. Ceux-ci restent pourtant déterminants : personne n'a oublié que les contraintes économiques de la télévision imposent des productions ou des achats d'émissions à un niveau international. Aussi, en coulisse, les premières alliances se nouent. Le groupe Murdoch crée

Media International avec le banquier belge Albert Frère, actionnaire principal de la CLT, et invite Hachette à renforcer cette union. En réaction, Havas entame le dialogue avec Bertelsmann. M. Berlusconi, de son côté, cherche à obtenir une économie d'échelle sur les marchés italien, français et espagnol.

Toutes les cartes ne sont pas encore abattues et l'issue de cette bataille européenne reste incertaine tant qu'on ne connaît pas le sort des trois marchés les plus importants : la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France. Or la réponse dépend largement de l'évolution politique et réglementaire de ces trois pays.

Les hésitations des gouvernements

On peut toutefois noter un phénomène assez inquiétant. Dans aucun de ces trois pays les gouvernements ne semblent en mesure de maîtriser la déréglementation en cours au profit de leurs opérateurs et de leurs industries de programmes nationales. En Grande-Bretagne, le partage du gâteau publicitaire entre douze sociétés privées au sein d'ITV ne permet à aucune d'entre elles d'acquiescer une taille suffisante pour faire face au défi de M. Murdoch. Or si le gouvernement de M^{re} Thatcher

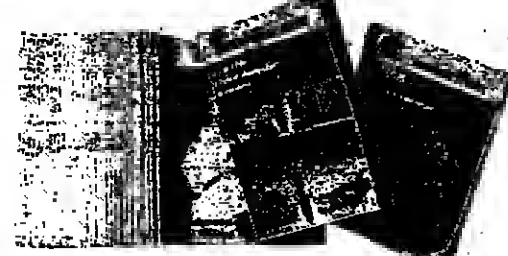
autorise la BBC à diffuser de la publicité, la situation économique d'ITV risque de se dégrader. En Allemagne, l'opposition radicale sur l'avenir de l'audiovisuel entre les démocrates chrétiens et le Parti social démocrate (qui se partagent les Länder) morcelle le marché et, par conséquent, les chances de croissance. En France, enfin, le gouvernement, malgré des mesures d'aide à la création, semble donner sa préférence à une candidature où M. Berlusconi pèse d'un poids déterminant.

Cette situation paradoxale risque en fin de compte de profiter aux intérêts américains. Si aucune force de production conséquente ne peut se développer en Europe, Hollywood, maître des programmes, restera maître du marché. M. Murdoch l'a parfaitement compris et a investi aux Etats-Unis en rachetant la Twentieth Century Fox et Metromedia. M. Berlusconi, lui, est dans une situation beaucoup plus fragile puisque la plus grande partie de sa programmation dépend du bon vouloir des distributeurs américains. Avec 2,24 milliards de francs d'endettement sur un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs, le groupe italien, lancé dans un développement très ambitieux, est une proie rêvée pour les grands groupes américains.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

REVUE EDITÉE PAR LE MINISTÈRE DES PTT - DIRECTION GÉNÉRALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

TÉLÉCOMMUNICATIONS



TOUT EST LÀ.

Des applications et des recherches qui vous concernent.

La Revue française des Télécommunications présente, en effet, les réalisations et les projets les plus significatifs en matière de traitement et de transmission de l'information. Les développements actuels touchant le téléphone, la télégraphie, la télévision, le poste électronique, les télécommunications sont traités avec des exemples d'applications en France et à l'étranger, des expériences régionales, des perspectives à court et moyen termes.

AU SOMMAIRE :
Économie - Société - Dossier - Monde - Innovation - Organisation - Régulation - Technologie - Et aussi : Histoire, Bloc-notes, Libres opinions et Bibliographie.

Une revue professionnelle, moderne et vivante.

La Revue française des Télécommunications, avec ses reportages et ses interviews, ne s'adresse pas seulement à des spécialistes. Une écriture claire, une mise en page attrayante, une grande variété de rubriques — dont un « Dossier » spécial — et des pages sur l'histoire des hommes et des techniques, en font une revue pour le grand public.

Son professionnalisme et son haut niveau sont attestés par le contributeur qui lui apporte des personnalités du monde des télécommunications, des affaires et de l'enseignement supérieur.

UN APERÇU DES ARTICLES DÉJÀ PARUS
Carte à mémoire : l'irrésistible ascension.
La nouvelle numération téléphonique.
Télécommunications et entreprise (dossier).
Service télévisé : le courrier électronique universel.
L'Aquitaine, terre d'accueil et d'innovation.
Prolog, langage informatique du futur...

En tant que futur décideur, abonnez-vous.

Pour suivre la passionnante évolution des techniques. Pour découvrir les grandes innovations qui, dès demain, vont transformer l'environnement des hommes. Pour être parmi les premiers à les adopter dans votre entreprise et donc votre vie de tous les jours.

REVUE T - Tour Montparnasse - 33, av. du Maine
Boîte 35 - 75755 Paris Cedex 15
Tél. (1) 45.38.23.30



TéléDiffusion de France



LES ATOUS DE LA COMMUNICATION AUDIO-VISUELLE.

TéléDiffusion de France, la plus puissante organisation française de livraison à domicile de l'image et du son. Avec ses quelque 600 émetteurs de radio, 8 500 émetteurs et récepteurs de télévision, 10 000 km de réseaux hertziens, TDF établit le lien entre les sociétés de programmes publiques ou privées (TF1, A2, FR3, Canal Plus, TMC, RFO, RPI, Radio-France, Radios locales privées, et bientôt nouvelles Télévisions et les usagers.

Ses ingénieurs et techniciens assemblent déjà les vecteurs de la télévision de demain (satellites de diffusion, réseaux câblés) tandis que ses chercheurs préparent l'audiovisuel de l'an 2000.

TDF au service des Français et de ses partenaires de la communication, soit aussi vendre son savoir-faire à l'étranger.

Imaginez et réalisez vos programmes.

TDF fera le reste !

هكذا من الأصل

TELESPECTATEURS

L'IDATE créé un Centre de recherche sur la communication en Europe

C'EST presque fait : l'institut pour le développement et l'aménagement des télécommunications et de l'économie - l'IDATE - va devenir l'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe. La transformation doit être annoncée au début des Journées internationales de Montpellier, après une réunion du conseil d'administration et une assemblée générale extraordinaire de l'association. Beaucoup plus qu'un changement de nom, une étape importante pour l'institut, créé en 1977 à l'initiative de M. François Schoeller, président de Télédiffusion de France (à l'époque directeur régional des télécommunications à Montpellier), avec le soutien de l'université Paul-Valéry, de la DATAR et de la direction générale des télécommunications. Pour son directeur, M. Bernard Brabet, le changement d'appellation traduit l'évolution d'un petit centre de recherches spécialisé dans les télécom vers un lieu d'activités élargi à l'Europe et résolument multimédia, en rapport avec le développement des nouvelles technologies.

L'IDATE va demander la reconnaissance d'utilité publique et associer davantage le Centre national d'études des télécommunications (CNET) et le CNRS. Il va, en outre, créer une fondation permettant d'associer des partenaires privés : industriels du « contentant » et du « contenu », banquiers, exploitants de réseaux.

M. Brabet prévoit que cette transformation doublera le budget de l'IDATE en 1986. Il sait pouvoir compter déjà sur l'aide de toutes les collectivités locales de la région, sur le soutien d'un « programme intégré méditerranéen » (PIM), dont le montant sera fixé à Bruxelles, sur des subventions des ministères des PTT et de la recherche et technologie, la culture, les techniques de la communication et les affaires européennes doivent contribuer aussi à la vie de l'institut.

Les Journées internationales de Montpellier marquent le coup d'envoi de cette « européanisation ». Par leur thème d'abord. Mais aussi par l'organisation sur place, samedi 24 novembre, des premières Rencontres européennes de la recherche sur la communication, qui regrouperont environ deux cents personnes et permettront de donner corps au réseau de relations et d'échanges que l'IDATE se propose de développer.

Y. A.

Différents et semblables

La chance des nouvelles chaînes : compléter celles qui existent

L'ESPACE télévisuel européen est aujourd'hui plus une vision des prospectivistes qu'une réalité.

Certes des préfigurations existent : Sky Channel et TVS, par exemple. Et des projets nombreux : ceux de la CLT et Canal I (de Pierre Desgraupes), notamment. Des pays tels que la Belgique, la Suisse ou les Pays-Bas, et des régions comme l'est de la France sont déjà des « carrefours de la communication », où s'expérimentent des télévisions supranationales. Mais, dans les pays les plus peuplés de l'Europe (Grande-Bretagne, RFA, Italie, Espagne, France), la télévision est encore, pour l'essentiel, une affaire nationale.

Pour évaluer les chances des projets européens de télévision multinationale, il faut examiner les comportements et les jugements des téléspectateurs. Les difficultés techniques sont en passe d'être résolues. Mais à des coûts qui nécessitent la rencontre d'une demande rentable importante. Que peut-on dire de cette demande à partir des pratiques présentes ?

Perméabilité inégale

Les différents pays de l'Europe ont des frontières très inégalement perméables. La pénétration des chaînes étrangères est pratiquement nulle en Grande-Bretagne et en Espagne. Elle est faible en France, en Italie et en RFA. Elle est au contraire très forte en Suisse, en Autriche, au Danemark, aux Pays-Bas, en Belgique et au Luxembourg.

L'acceptabilité des programmes étrangers peut sans doute se mesurer à l'aide d'un indicateur : le choix du mode de traduction préféré pour les programmes en langue étrangère. Une enquête effectuée pour la Commission des

communautés européennes (Euro-baromètre, 1983) donne les résultats suivants :

| Mode de traduction préféré dans les différents pays de la Communauté | | | |
|--|------------|----------------|--------|
| | Double (5) | Sous-titré (5) | SR (5) |
| Italie | 82 | 13 | 5 |
| RFA | 76 | 12 | 3 |
| France | 76 | 21 | 3 |
| Irlande | 67 | 24 | 9 |
| Grande-Bretagne | 65 | 29 | 6 |
| Luxembourg | 58 | 38 | 4 |
| Belgique | 51 | 44 | 5 |
| Danemark | 44 | 48 | 8 |
| Pays-Bas | 17 | 75 | 8 |
| | 13 | 80 | 7 |

On voit que la plupart des pays choisissent massivement le doublage. La préférence pour le sous-titrage n'est majoritaire que dans les nations déjà ouvertes : les pays qui feront le meilleur accueil aux programmes européens sont ceux qui les reçoivent déjà !

Les Européens ne se ressemblent guère par l'ouverture aux programmes étrangers. Ils sont aussi très dissemblables par le taux d'équipement en magnétoscopes (ce qui entraîne une forte inégalité de liberté à l'égard des programmations imposées) : 40 % des foyers britanniques ont un magnétoscope ; dans les pays scandinaves et en Allemagne, les chiffres dépassent 20 % ; alors qu'en France, 8 sur 10 Français sur 100 vivent dans un foyer équipé d'un magnétoscope. Autre différence dans l'équipement : la multipropriété est beaucoup plus répandue au Royaume-Uni, en RFA ou aux Pays-Bas (où plus du tiers des foyers disposent de plusieurs téléviseurs) qu'en France. Ce qui rend ces différents pays très inégalement perméables à des programmes thématiques ou à des émissions adressées à des groupes d'âge déterminés.

En revanche, les pays européens se ressemblent par l'équi-

bre des genres de programmes diffusés. Bien sûr, les chaînes commerciales font une place plus grande que les chaînes publiques au divertissement, mais les écarts restent à l'intérieur de « fourchettes » relativement étroites : 15 à 20 % d'émissions d'information, 25 à 20 % d'émissions de « culture et connaissance », 40 à 50 % de divertissement (fiction, variétés, jeux, etc.).

Quant à la structure des programmes reçus, elle est également très voisine d'un pays à l'autre : les téléspectateurs consacrent autour de 20 % de leur temps d'écoute à l'information, 6 à 8 % aux émissions culturelles, autour de 60 % au divertissement. Sans doute, s'agit-il là de chiffres moyens, qui recouvrent dans chaque pays des différences entre groupes d'âge ou de niveau socio-culturel, mais il est surprenant de voir que ces chiffres moyens sont proches d'un pays à l'autre (voir, par exemple, *Trois semaines de télévision, une comparaison internationale*, UNESCO, 1982).

Même si le choix est limité dans la plupart des pays (en dehors des régions carrefours), les spectateurs européens ne semblent pas avoir trop de mal à trouver de quoi occuper leurs deux ou trois heures de télévision quotidiennes. Les enquêtes montrent en général une satisfaction assez élevée pour ce qui existe. Rappelons, à titre d'exemple, les réponses au sondage effectué au printemps 1985 pour la « mission Desgraupes » : « Les téléspectateurs européens ont plutôt une bonne opinion de leurs chaînes de télévision. Les qualificatifs négatifs sont largement compensés par des qualificatifs positifs ». Et il faut ajouter qu'en plusieurs pays s'élaborent des projets de nouvelles chaînes qui vont encore solliciter une part dans l'emploi du temps des téléspectateurs.

Dans ces conditions, y a-t-il place pour de nouveaux pro-

grammes européens ? Les possibilités techniques d'élargir les espaces télévisuels existent : quelle utilisation en faire ?

Satisfaire les minorités linguistiques en leur fournissant un canal de leur pays d'origine. Construire des chaînes thématiques dans les domaines où les obstacles des langues sont peu importants : musiques en tous genres, sports... Lancer les programmes « haut de gamme » prévus par Pierre Desgraupes. Bref, être résolument complémentaires par rapport à l'existant.

Tous ces projets existent. Dans certains cas, il y a des débuts de réalisation. Bien sûr, le problème de la rentabilité de tels programmes se pose. Il est difficile de justifier l'existence de canaux thématiques, lorsque ces thèmes sont très spécialisés, ou de canaux destinés à des publics spécifiques, lorsque ces publics sont très minoritaires. Mais l'espace européen peut permettre de trouver des dimensions suffisantes.

Paradoxalement, les nouvelles chaînes sont moins bien placées que les télévisions déjà en place pour répondre aux besoins des « publics spécifiques » : les dimensions de leur public, pendant toute la période de leur montée en charge, les obligent à s'adresser à l'ensemble de ce public (ou aux besoins « grand public » de ce public restreint), alors que les télévisions « installées » peuvent raisonnablement produire et programmer des émissions plus spécialisées.

Si ceux qui veulent diffuser de telles émissions ne le peuvent pas (au moins dans un premier temps) et si ceux qui le peuvent ne le veulent pas, on voit qu'il y a encore un bel avenir pour les « télévisions généralistes » !

MICHEL SOUCHON,
délégué aux études
et à la recherche, TF 1.

LE TÉLÉPHONE A SON PASSE-PARTOUT

Nouvelle carte de crédit, la Carte Télécoms vous facilitera la vie pour téléphoner hors de chez vous ou hors de votre bureau.

Par l'intermédiaire d'un opérateur, après identification de votre carte et de votre code, vous pouvez téléphoner de partout, de n'importe quel poste téléphonique, de n'importe quelle cabine à pièces, où que vous soyez, 24h sur 24.

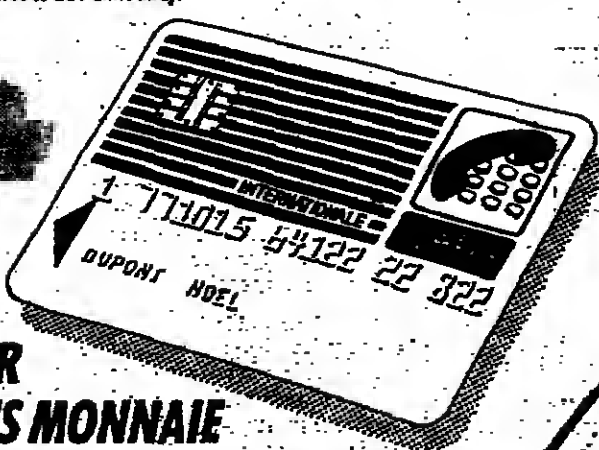
Bien entendu, vous pouvez utiliser votre Carte Télécoms automatiquement à partir d'une cabine équipée d'un publicophone à cartes.

Avec votre Carte Télécoms, vous téléphonez :

- sans monnaie, vos communications seront débitées plus tard sur votre relevé habituel ;
- sur mesure, 3 types de cartes vous sont proposées : "Internationale", "Nationale" et "Société". Cette dernière vous permettant d'obtenir des numéros que vous aurez choisis à l'avance (de 1 à 10).

Pour obtenir votre Carte Télécoms, il vous suffit de passer commande à votre Agence Commerciale ou à votre Téléboutique (adresses dans les pages bleues de l'annuaire).

POUR TÉLÉPHONER
DE PARTOUT - SANS MONNAIE
CARTE TÉLÉCOM



AVEC
LA COM
C'EST

RÉSEAUX CABLES

Pour une Europe des programmes

S'unir pour résister au raz de marée des images américaines

Le débat actuel sur les télévisions hertziennes privées pose d'évidence la nécessité de rechercher des partenaires européens pour faire face aux possibilités nouvelles de chaînes diffusées par le réseau hertzien au sol ou par le satellite. Pour son premier appel d'offres concernant une télévision hertzienne privée généralisée, la France se trouve à faire des choix qui dépassent largement les frontières de l'Hexagone. C'est nouveau pour notre pays, même si ce n'est pas étonnant.

Nous sommes, en effet, au début d'une grande confrontation entre sociétés de programme pour conquérir des marchés qui ne sont plus uniquement des marchés nationaux. La France, qui essaye de rattraper son retard dans la communication audiovisuelle, attire beaucoup de convoitises. Elle est un des rares pays au monde - et en particulier en Europe - à avoir conservé et développé une industrie cinématographique et audiovisuelle satisfaisante. Elle est un des rares pays à avoir mis en place un mécanisme intelligent d'aide à la production et à la création. Elle dispose aussi de stocks d'archives nécessaires à la diversité d'une programmation. Elle intéresse donc énormément les grandes sociétés nord-américaines. Dans la grande confrontation qui s'annonce, la France peut servir d'élément moteur à des initiatives suffisamment fortes pour résister aux pressions et au raz de marée d'images venues d'outre-Atlantique.

Dès sa création, la mission «TV-câble» a compris que le développement simultané de l'Europe du câble et du satellite imposait des stratégies de programmes intéressantes, d'une part, la francophonie et, d'autre part, l'ensemble de l'Europe.

Il nous a semblé notamment nécessaire d'étudier les stratégies européennes de télédiffusion. Les résultats de cette étude, sous la responsabilité de Paul Corbier, vont paraître dans la collection «Communications nouvelles», en liaison avec le Centre Georges-Pompidou.

En voici les premiers éléments : partout en Europe, le câble est perçu comme un espoir pour sortir les systèmes économiques de la crise. Mais ce terme «câble» recèle deux sens qui s'opposent : une approche «télécoms» vise un réseau en fibres de verre qui diffuse avec un haut débit tous les types de signaux adaptés aux besoins de l'ensemble des usagers. L'effort d'investissement est si important que le rythme de réalisation demeurera lent pendant

longtemps. En revanche, l'approche «télédiffusion» veut répondre vite aux besoins d'images à court terme à un coût abordable, quelquefois avec une technique ancienne, le coaxial, avec le risque de se retrouver dans quinze ans avec deux réseaux concurrents. Cette divergence se traduit par de nombreuses discussions et des réponses techniques opposées.

De même, l'alternative entre le câble et le satellite se pose dans tous les pays étudiés. Si, en France, ces deux vecteurs de communication sont pensés et vécus comme complémentaires, cette position ne se retrouve pas dans d'autres pays. Le satellite révèle l'exiguïté des cadres politiques traditionnels, accroît les bassins d'audience, permet de ce fait une augmentation des ressources publicitaires et une meilleure rationalisation du stock de programmes.

L'autre de la qualité technique des images diffusées par le câble ne sera-t-elle pas contrebalancée par l'intrusion des canaux satellite et par son corollaire, l'abaissement significatif des prix des antennes individuelles ? Ne risque-t-on pas alors de voir des pays de câblage nul - comme l'Italie - ou de câblage lent - comme la Grande-Bretagne - faire l'économie du lourd investissement que représente la pose du câble et consacrer tout cet argent à des investissements massifs dans la production ou l'achat de programmes ?

Pas de manne publicitaire

On compte beaucoup sur la publicité pour financer les nouvelles infrastructures et les nouveaux programmes. Mais la prudence est nécessaire.

Le marché européen publicitaire potentiel se situerait à un niveau d'après le Livre vert sur la communication commandé par la CEE, entre 20 milliards et 40 milliards de francs par an.

Si l'on compare aux 50 milliards de chiffre d'affaires actuellement nécessaires pour faire fonctionner le système audiovisuel européen, on peut en conclure que l'accroissement potentiel des ressources publicitaires, même s'il est loin d'être négligeable, n'est pas suffisant pour accélérer l'idée d'une manne garantissant l'abondance des chaînes en Europe. C'est ce qu'exprimait le PDG de RTL, Jacques Rigaud, à sa conférence de presse du 3 juin à propos du rapport Bredin : «Tous les spécialistes savent que dans les quinze ans à venir de telles ressources [d'un marché

européen global] seront marginales pour ne pas dire théoriques».

Et pour cadrer encore un peu mieux le problème, on rappellera, avec toutes les précautions liées à l'exportation d'un exemple, qu'une étude de la National Cable Television Association (Houston), en 1983, considérait qu'un service de base financé par la publicité avait besoin de 18 millions à 20 millions d'abonnés pour intéresser les agences de publicité.

En matière de chaînes relayées par satellite, il devrait donc y avoir beaucoup d'appels, mais peu d'élus. Cependant cet accroissement de chaînes va exercer une pression sur le stock de programmes.

Pour le moment, la question des programmes se présente sous un aspect essentiellement conjoncturel : réseaux câblés et satellites commencent, vaillent que vaille, à se mettre en place ; se pose alors peu à peu la question des programmes, et l'on y répond comme on peut, en fonction de ses moyens et de sa philosophie, en rajoutant les stocks, en passant des accords ou en essayant, comme la France, de maintenir un niveau de production nationale.

Mais, dans l'ensemble, en première approche au moins, l'impression générale est celle de la prépondérance de l'optique industrielle sur le culturel. Cela ne veut pas dire que soit nié l'intérêt qu'il y aurait à disposer d'une forte industrie des programmes, mais tout se passe comme si, la crise économique imposant son état d'urgence, il fallait produire au plus vite de la fibre en espérant exporter, implanter au plus vite des réseaux câblés pour relancer les travaux publics locaux.

La question peut se poser maintenant de savoir sur quel peuvent déboucher ces «stratégies européennes de télédiffusion». Le marché européen est riche, trop riche même, pour que les Européens n'aient pas à le partager, en espérant que cette ouverture serait féconde pour leurs industries et leurs systèmes audiovisuels. De toute façon, ils n'ont pas le choix : le satellite va imposer une redistribution des cartes.

L'Europe de l'audiovisuel apparaît donc comme une nécessité. Elle implique que l'on rapproche les lois, les pratiques, les intérêts pour unir les forces, dans le respect des particularismes culturels nationaux.

BERNARD SCHREINER, député (PS) des Yvelines, président de la mission «TV-câble» (Enquête de Paul Corbier.)

La «stratégie des tuyaux» à l'épreuve

Une comparaison Grande-Bretagne-RFA-France

EN 1982, la commission consultative pour les technologies de l'information (ITAP) publie un appel enthousiaste au développement rapide des réseaux câblés en Grande-Bretagne. La même année, Christian Schwarz-Schilling, ministre des postes et télécommunications d'Allemagne fédérale, annonce l'accélération du programme de câblage commencé en 1981. En France, Louis Mexandeau fait adopter «un modèle français de télédiffusion, un modèle français de télécommunication».

1985 : l'ITAP rédige un rapport sur la crise du câble en Grande-Bretagne. Christian Schwarz-Schilling et la Bundespost n'atteignent partiellement leurs objectifs (500 000 abonnés environ) qu'en pratiquant des prix de dumping sur les raccordements et en exerçant des pressions sur les usagers. En France, le retard par rapport aux prévisions initiales et la révision à la baisse des objectifs sont indiscutables (1).

Pourquoi le câble ? L'enjeu est industriel, explique Kenneth Baker, secrétaire d'Etat britannique aux technologies de l'information. Nous abordons «la troisième révolution des communications», après celles de l'installation des réseaux ferroviaire et téléphonique. Techniquement, chaque pays s'estime en mesure de conquérir une place sur le marché mondial. La République fédérale, pays à la pointe de l'industrialisation moderne et tournée vers l'exportation, doit saisir cette chance afin de préparer son avenir économique.

Enchaîne M. Schwarz-Schilling. Mais, ajoute M. Mexandeau : «L'industrie française des télécommunications, confrontée à la réduction des commandes liées au plan d'équipement téléphonique, si elle ne peut disposer d'un marché intérieur suffisant pour sauter le pas vers les technologies optiques de la télécommunication, perdra peu à peu l'avance acquise et se placera sur les marchés extérieurs, et connaîtra une grave crise de l'emploi».

Ce maréchal intérieur, on pense le découvrir du côté des téléspectateurs, qu'on suppose avides de programmes supplémentaires. Le câble permet aussi cela : le passage de trois chaînes à une trentaine. L'attrait de la télédiffusion permettra de financer directement (par les abonnements) ou indirectement (par la publicité) les réseaux et services de communication. Hétons-nous, conclut l'ITAP, pour profiter de l'effet d'entraînement de la diffusion directe par satellite prévue pour 1986 !

Pour les candidats aux télévisions commerciales, nationales et surtout multinationales, et multimedias, le câble est l'instrument et le prétexte de la dérégulation. Une télévision d'abondance va permettre d'en finir avec les monopoles de programmation et la logique de service public qui justifiait depuis l'origine la rareté des fréquences disponibles. L'avenir, tout le monde en convient, est à la structure en étoile, mieux adaptée aux services interactifs, et à la fibre optique, dont les capacités de transmission sont énormes. Mais s'il ne s'agit que de transmettre au moindre coût des programmes et même d'assurer un petit nombre de services, le câble coaxial suffit.

A partir de données similaires, les arbitrages gouvernementaux vont différer d'un pays à l'autre en fonction des choix politiques et des situations nationales. M^{me} Thatcher applique dans toute sa pureté la politique préconisée en France par l'opposition : libérons l'initiative privée, et cent fleurs s'épanouiront d'office. Dénationalisation de British Telecom. Pas d'appel aux fonds publics. Rejet de toute contrainte de programmation, qui pourrait gêner les investisseurs en limitant les profits. Techniquement, le gouvernement accepte la coexistence de réseaux hétérogènes et se contente d'encourager le choix de la fibre optique par une durée de concession plus longue.

En Allemagne, le gouvernement d'Helmut Kohl est favorable à l'essor de la télévision privée et choisit pour aller vite le câble coaxial. Le SPD, dans l'opposition, défenseur du service public et partisan de la fibre optique, combat ce qu'il qualifie de «décision funeste».

La bataille des contenus La France a pris tous les risques d'une technique en développement. Cette option coûteuse est contestée par les collectivités locales - surtout d'opposition. Il faut attendre le 3 mai 1984 pour parvenir à un compromis raisonnable sur le financement, les PTT acceptant de payer le surcoût de la fibre optique, et le 12 mars 1985 pour que la première convention soit signée.

Ce débat sur les choix techniques se double, dans les trois pays, d'un conflit portant sur les règles de programmation. L'irruption des programmes étrangers menace la création télévisée. Au-delà de la télévision, une dérégulation brutale menace l'ensemble des médias, la survie de la presse

écrite et celle de l'industrie cinématographique. Entre ceux qui réclament la levée de toute contrainte et ceux qui soutiennent le principe d'une règle du jeu pour préserver des équilibres déjà précaires se déroule une lutte particulièrement rude qui n'est pas spécifique au câble. Les gouvernements britannique et allemand ont pris parti pour les premiers. En France, on s'achemine vers un compromis, mais dans des conditions particulièrement difficiles, puisque s'y mêlent les discussions sur le lancement de télévisions hertziennes privées.

Le plan-câble français a pris du retard. Chez nos voisins, la télédiffusion piétine. En Grande-Bretagne, les industriels tant attendus n'ont pas été très entreprenants et, sur les onze licences accordées en 1983, seuls démarrent une demi-douzaine de réseaux, avec un nombre d'abonnés très faible, les réseaux anciens fournissant encore la quasi-totalité des 127 000 abonnés actuellement recensés. La concurrence est rude pour les chaînes bon marché proposées aux foyers câblés : Sky Channel, Music Box, Children's Channel, etc. En Allemagne, les usagers et, par contre-coup, les investisseurs se sont aussi tirés l'oreille. La Bundespost doit financer de ses propres deniers son réseau, alors qu'elle comptait pour moitié sur le privé.

Cette inertie du public était d'ailleurs prévisible. Les objections, qui insistent sur le fait que la multiplication des canaux n'est pas synonyme de liberté de choix - moins que les magnétoscopes - avaient simplement été étouffées par le vacarme des intérêts. Pour voir en série des feuilletons américains - alors qu'on en a déjà un certain nombre sur les chaînes de service public - et des vidéoclips sur quelques chaînes musicales, cela vaut-il la peine de s'abonner ? Quant à la publicité, doit-on compter sur elle pour jouer les bonnes fées de la programmation si le nombre des spectateurs, si le seul intérêt, n'est pas ? Il semble que non.

La télévision, confidentielle pendant une dizaine d'années, n'a vraiment pris son essor qu'au moment où elle a eu quelque chose à montrer. Les promoteurs des nouveaux médias, des réseaux modernes et des industries culturelles semblent l'avoir oublié.

RÉGINE CHANIC, et SOPHIE BRUNET, I.N.A. Recherche prospective.

(1) Voir «Trois plans pour le câble», dans les *Dossiers de l'audiovisuel* n° 3, septembre-octobre 1985, I.N.A. et Documentation française.

AVEC GOUPIL G4, LA COMMUNICATION C'EST EVIDENT

Depuis toujours, le groupe SMT-GOUPIL a orienté ses systèmes micro-informatiques vers les applications de communication d'entreprise et de télécommunications. C'est ainsi qu'aujourd'hui la gamme GOUPIL G4, totalement compatible et surpuissante, offre de très larges possibilités dans les domaines suivants :

RÉSEAU LOCAL

Avec GOUPILnet, le groupe SMT a été le second constructeur mondial à installer un réseau local standard. Basé autour des normes OMNINET (© Corvus Inc.) pour le matériel et MS-NET (© Microsoft) pour les programmes de service, GOUPILnet permet l'exploitation de tous les logiciels développés sous MS-DOS. Sur une simple paire torsadée, un réseau peut relier jusqu'à 64 postes de travail GOUPIL ou autres compatibles.

CONNEXIONS AUX GRANDS SITES

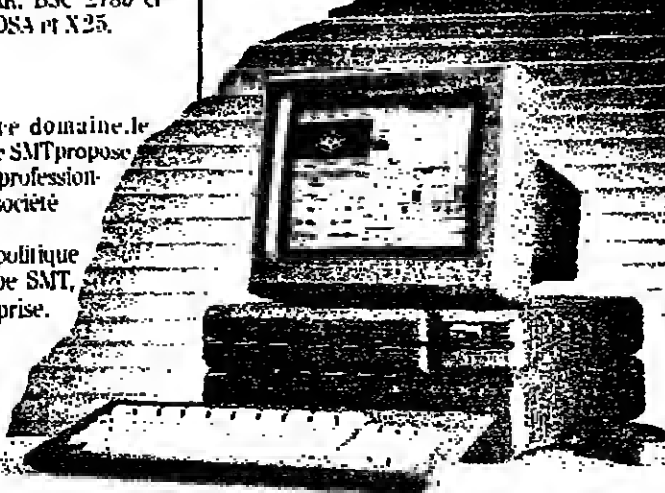
La SMT et ses équipes Télécommunications offrent toutes les solutions constructrices de connexion, directe ou en groupe, aux grands sites : VTP 7700, QUESTAR, BSC 2780 et 3270, SNA 3270 et 5251, DSA et X.25.

SERVEURS VIDEOTEX

Dans ce domaine, le groupe SMT propose de nombreuses solutions professionnelles, en liaison avec la société Méta-Vidéotex. Avec GOUPIL G4 et la politique de service clients du groupe SMT, la communication d'entreprise, maintenant, c'est évident.



SMT-GOUPIL
3, rue des Archives, 94000 Créteil
Tél. : (1) 43.98.15.13, Télex 262043 F



MISSION TV-CABLE

La télévision par câble, pour les téléspectateurs, c'est à la fois la TV locale et les TV européennes

Premier stage de programmation des télévisions locales

A Rennes, les 22 et 23 octobre 1985, à l'initiative de la Mission TV-Câble. A sa demande, l'Agence Canal Service et la télévision belge de Tournay No Télé ont rassemblé le «club» des directeurs de SLECS et chefs de projets de télévisions locales, qui bénéficient ainsi des meilleures expériences européennes.

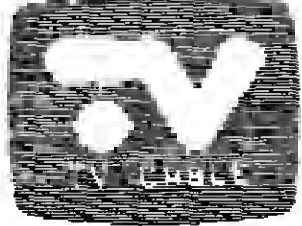
Télévisions européennes et droits d'auteur

Novembre 1985 : la Mission TV-Câble organise les discussions juridiques avec l'UER pour préciser les conditions de dépôt des chaînes publiques et commerciales des pays d'Europe (BBC, BRT, RTBF, ARD, ZDF, SSR, RAI, RITE, ITV, TMC, etc.) et pour diffuser les chaînes européennes (Sky Channel, TVS, Music Box, etc.). En outre, elle négocie avec les sociétés d'auteurs la rémunération respective des producteurs, des diffuseurs et des ayants droit...

Président : Bernard Schreiner
Directeur : Philippe Chauvet

Services en régions pour les collectivités locales.

Soutien à la production de programmes nouveaux et à la constitution de chaînes thématiques pour le câble.



MISSION TV-CABLE
11, rue Berryer
75008 PARIS
Tél. : 45-63-90-55

هكذا من الأصل

TELECOM

Les enjeux des réseaux de l'an 2000

Le tout-numérique est en marche

LES télécommunications se sont développées autour des différents services utilisant des infrastructures communes, mais nécessitant le plus souvent des équipements distincts : télégraphe, télex, téléphone, transmission de données, etc. Chacun de ces services prenait en charge une catégorie bien définie d'informations, l'écrit, la voix, les données, sans qu'il soit vraiment possible de les associer.

Or les années 70 marquent une rupture dans cette évolution : une nouvelle catégorie d'information, l'information numérisée, qui est initialement celle de l'informatique, apparaît peu à peu comme un équivalent potentiel de toutes les autres formes d'information, et les progrès de la micro-électronique accroissent sans cesse les possibilités de conversion des différentes formes d'information en informations numériques.

Il devient peu à peu plus intéressant d'utiliser les technologies numériques en transmission longue distance, puis en commutation. Finit par se poser, au début des années 80, la question de la faisabilité et de l'utilité d'un réseau intégré numérique - le RNIS (1) - susceptible non seulement de rassembler la quasi-totalité des services existants, mais aussi de permettre l'introduction de nouveaux services : l'idée centrale du RNIS prenait corps. La numération progressive des réseaux téléphoniques conduisait par ailleurs à considérer le RNIS comme son prolongement naturel plutôt que comme un nouveau réseau.

Là s'arrête le consensus. Il n'est plus personne pour douter de l'avènement de la « connexion numérique » des réseaux de télécommunications. Mais les réflexions internationales engagées entre 1976 et 1984, si elles ont permis de faire progresser bon nombre de concepts, sont loin

d'avoir résolu l'ensemble des questions soulevées par le RNIS.

De plus, l'ampleur des financements nécessaires pour numériser ce qui ne l'est pas encore dans les réseaux téléphoniques, à savoir les raccordements d'abonnés, et les étapes à retenir dans la prise en charge par le RNIS de débits numériques de plus en plus importants, permettant peu à peu d'évoquer d'un réseau « bande étroite » à un réseau « large bande », divisent évidemment les opérateurs, selon l'état actuel de la numérisation de leur réseau téléphonique et l'ampleur des réseaux spécialisés existants.

Une certaine déréglementation

Le RNIS de première génération tel qu'il commence à se définir offrira un accès de base à 144 Kbits/s répartis en trois canaux. Grâce à la définition de plusieurs niveaux d'interface et à l'introduction d'un nouveau mode de signalisation, l'abonné pourra utiliser simultanément différents

services (associant voix et données), pourra disposer d'un accès unique et banalisé au réseau permettant d'y connecter des terminaux, bénéficiera d'une numérotation offrant un accès direct au terminal souhaité et accèdera à des services beaucoup plus différenciés.

L'entretien de ce résultat nécessite un gros effort de normalisation, notamment pour la définition des interfaces entre le réseau et les terminaux d'abonnés. Mais la continuité numérique du réseau et l'intégration des services ne déterminent plus de frontières nettes entre les opérateurs : l'équation à résoudre entre prestataires de services, exploitants de réseau, constructeurs d'équipement et usagers est particulièrement délicate.

Les exploitants de réseaux sont évidemment très concernés. Là où existe une certaine déréglementation, la pression est forte pour que les exploitants de réseaux locaux évoluent rapidement vers le RNIS, de façon à limiter au maximum le enclavement par d'autres opérateurs recourant à

des technologies nouvelles (faisceaux hertziens cellularisés, satellites, fibres optiques, etc.). Cette évolution est toutefois rendue difficile aux Etats-Unis par la réglementation en vigueur (Computer Inquiry II), qui leur interdisait jusqu'à une date récente de rendre certains services.

Ce que les exploitants de réseaux peuvent et doivent prendre en charge fait évidemment l'objet de discussions vives. Les Etats-Unis souhaitent que le réseau s'arrête aux locaux de l'utilisateur, alors que l'Europe milite pour une prise en charge jusqu'aux terminaux, de façon à rendre l'offre de services la plus universelle possible.

Les gros usagers, ainsi que les constructeurs d'équipement, souhaitent limiter les marchés contrôlés par des administrations publiques des télécommunications et préfèrent voir le développement de marchés « privés » les plus larges possible. Les usagers souhaitent un standard vraiment international et entendent garder la maîtrise de leurs équipements

de façon à opérer la meilleure synergie entre eux. Les enjeux sont évidemment multiples et contradictoires.

Trois points méritent tout particulièrement d'être soulignés.

● En matière de matériel, l'enjeu le plus important concerne la prise en charge par les centraux téléphoniques des formalités de RNIS et leurs compatibilités avec les équipements terminaux. Le marché du RNIS est donc avant tout un défi posé aux constructeurs de ces centraux (cf. tableau).

● En matière de services, leur définition et leur tarification n'a pas fini de faire couler beaucoup d'encre. Un accord semble s'être formé sur la distinction à opérer entre les services supports (services de transmission de base) et les télécommunications, qui répondent à un usage spécifique. Les premiers seuls devant être pris en compte par les exploitants de réseaux pour asseoir leur tarification. Mais pour le reste, comment partager les recettes entre les administrations et les sociétés de services ? La question du maintien de lignes spécialisées sur le RNIS ainsi que la tarification des gros débits conditionnent les évolutions réglementaires et commerciales du RNIS.

● En matière de réseaux, la demande pressante de services numériques qui existe dès aujourd'hui de la part des grandes entreprises, une clientèle marginale par son nombre mais importante par son budget de télécommunications, conduit à la mise en place de multiples réseaux numériques aux vocations très spécifiques. L'intérêt que conserve la commutation de paquets parallèlement à la commutation de circuits et leur convergence vraisemblable. L'évaluation du RNIS bande étroite vers le large bande, l'introduction dans les réseaux d'abonnés de la fibre optique, la difficulté pratique de faire bascu-

ler le trafic d'un réseau sur un autre, forment autant de facteurs d'incertitude sur l'apparition d'un RNIS comme prolongement du réseau téléphonique.

La volonté politique est à cet égard importante, surtout si elle s'appuie au niveau européen. Réunis dans un Groupe d'analyse et de prévision pour l'introduction coordonnée du RNIS dans la Communauté, les administrations des télécommunications des pays de la CEE ont rendu un rapport à la mi-1985, qui met l'accent sur le consensus qui existe implicitement entre pays européens, et propose des objectifs, un calendrier et des procédures qui allient prudence et réalisme. L'objectif : atteindre une masse critique de raccordement au RNIS de 5 % des abonnés téléphoniques de chaque pays (avec accès possible d'au moins 80 % des abonnés), de façon à développer un marché industriel suffisant.

Le calendrier : atteindre cet objectif en cinq ans après le début réel des investissements, prévu pour 1988, soit en 1993. Les procédures : remettre entre les mains de la conférence européenne des postes et télécommunications le soin de compléter les normes (notamment celles relatives au raccordement aux réseaux privés), préciser les télécommunications et engager la coordination concrète à l'ensemble du Vieux Continent, et pas seulement aux Douze.

Reste que le RNIS n'est encore qu'un ensemble de papiers. Les grands pays développés lancent des opérations pilotes. Ce que seront les réseaux européens de télécommunications à la fin du siècle reste encore aujourd'hui très difficile à déceler.

LAURENT GILLE (IDATE).

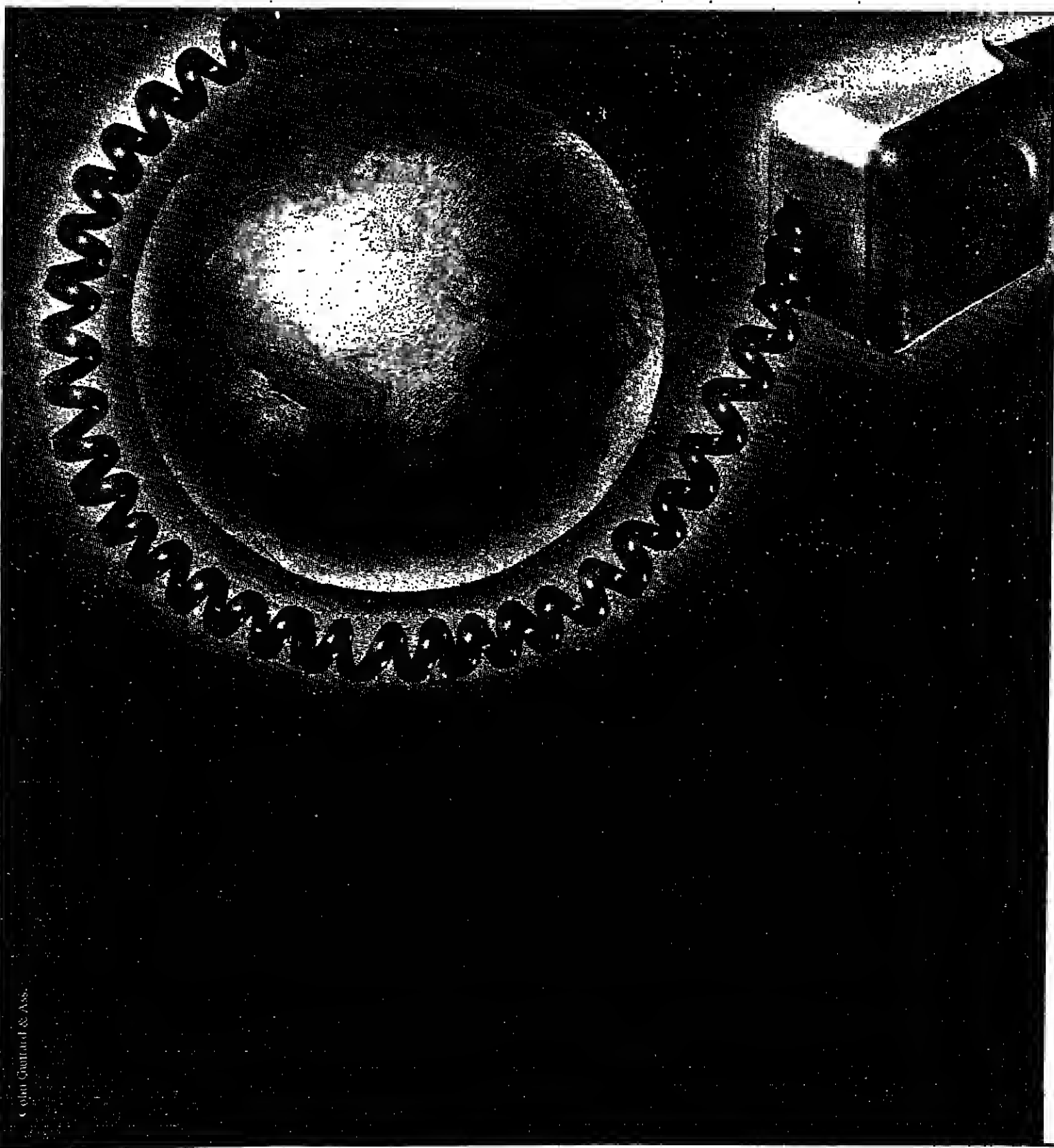
(1) Réseau numérique à intégration de services ; en anglais ISDN : Integrated Services Digital Network.

PART DE MARCHÉ EN COMMUTATION ELECTRONIQUE DES GRANDS CONSTRUCTEURS SUR LE MARCHÉ MONDIAL

| Firmes | Pays | Système | Millions de lignes installées au 1-1-1985 | Part de marché | Millions de lignes installées et en commande (1 ^{er} sem. 1985) | Part de marché |
|------------------|------------|------------|---|----------------|--|----------------|
| ATT Technologies | Etats-Unis | ESS5 | 2,5 | 6% | 8 (e) | 9,5% |
| ITT | Etats-Unis | Système 12 | 1,2 | 3% | 10 | 12% |
| Siemens | RFA | EWSD | 0,6 | 1,5% | 4,3 | 5% |
| Northern Telecom | Canada | DMS | 18,5 | 25% | 16 (e) | 19% |
| Ericsson | Suède | AXE | 6,2 | 14,5% | 12,4 | 14,5% |
| Alcatel-Thomson | France | E10-MT | 12,4 | 29,5% | 19,4 | 23% |
| GTE | Etats-Unis | GTD 5 | 3,8 | 9% | 6,5 (e) | 7,5% |
| NEC Corp | Etats-Unis | NEAX 61 | 3,6 | 8,5% | 6,5 (e) | 7,5% |
| Astres | Japon | | 1,3 | 3% | 2 | 2% |
| TOTAL | | | 42 | 100% | 85 | 100% |

Les trois premiers partis dans la commutation temporelle (Alcatel, Northern Telecom et Ericsson qui détiennent aujourd'hui 69 % du parc installé) doivent faire face au retour des deux grands constructeurs américains (ITT et ATT), dont les matériels sont mieux adaptés aux caractéristiques du RNIS et des télécommunications associées.

Les perspectives de modernisation de certains grands réseaux (Grande-Bretagne) et les mouvements déréglementaires sont de nature à favoriser certains outsiders et à ouvrir aux nouveaux venus les grands marchés, si des stratégies de spécialisation adéquates sont mises en œuvre.

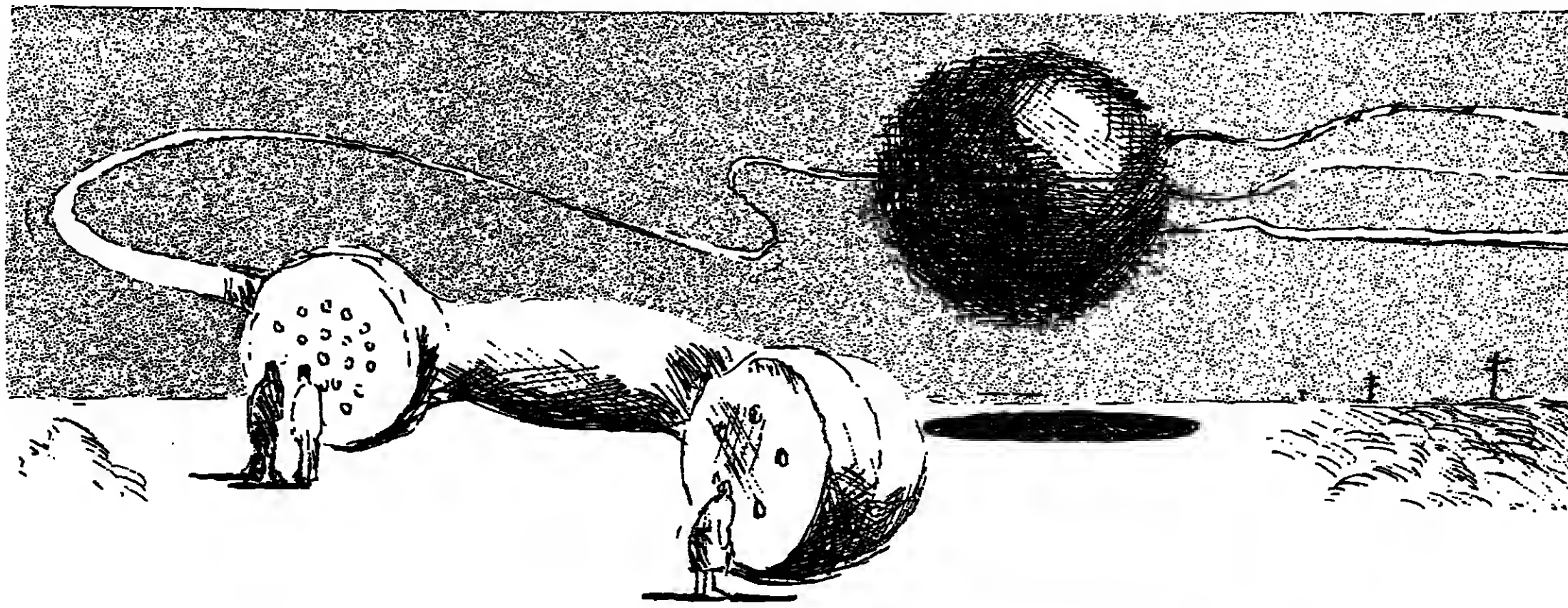


Centraux téléphoniques électroniques.
Transmission par câbles et faisceaux hertziens.
Liaisons sous-marines et spatiales.
Micro-électronique.
Télématique de bureau.
Services informatiques.
Télécommunications privées.
Traitement du courrier.
Automatismes et systèmes informatiques.



CIT Alcatel 33, rue Emeriau
75725 Paris Cedex 15 (France)
Tél. 45 71 10 10
Télex 250.927 F
Télécopie 45 77 44 92

lables



GGK

Votre système informatique international est déjà prêt. Il suffit de décrocher le téléphone.

Votre entreprise est présente dans plusieurs pays.

International Business Services (IBS) peut vous aider à coordonner ses activités. IBS met à votre disposition son système informatique international pour le traitement de vos propres données.

Cette structure d'accueil utilise les ordinateurs IBM les plus récents, des logiciels simples d'emploi et des moyens de transmission rapides.

IBS vous aide à trouver une solution bien adaptée à vos problèmes de gestion et de communication internationales.

Une solution plus économique, plus rapide et plus simple que si vous aviez à en assurer vous-même l'installation et le fonctionnement.

Appelez IBS pour vous relier à notre système international et, très vite, vos filiales étrangères pourront se mettre sur la même longueur d'onde et disposer de la même information.

Vous pourrez ainsi mieux gérer vos activités, pays par pays, établissement par établissement.

Vous bénéficierez d'une meilleure coordination internationale au niveau du développement, de la fabrication et de la vente de vos produits.

Le contrôle des cash-flows sera plus précis.

L'enregistrement des commandes plus rapide.

La gestion des stocks et des ventes, la circulation des statistiques plus faciles.

La gestion et l'animation de vos réseaux de vente plus simples.

Vous pourrez mieux contrôler l'ensemble des informations nécessaires pour vous adapter aux fluctuations du marché, où que ce soit.

Des spécialistes IBM sont prêts à analyser vos besoins spécifiques et à vous proposer des solutions appropriées.

Pour vous aider à connecter votre système informatique national à notre système international de traitement.

De plus, tous vos collaborateurs, informaticiens ou non, pourront utiliser, entre autres logiciels, un langage interactif d'aide à la décision, disponible en seize langues. AS (Application System).

Il leur permettra, même dans un pays étranger, de travailler dans leur propre langue, de gagner un temps précieux et d'améliorer votre compétitivité internationale.

Ainsi, IBS vous aide à mieux communiquer, que ce soit en Europe, aux Etats-Unis, au Japon ou dans un grand centre d'affaires international.

Pour plus d'informations, il suffit de décrocher votre téléphone et d'appeler le Numéro Vert 05.27.11.87. (appel gratuit).

Nous sommes toujours à votre disposition.

Le service IBS est proposé par les Services de Télértraitement d'IBM France.

IBM

TELEVISION

Le dédale juridique de l'espace européen

Les programmes doivent circuler librement. Mais une harmonisation des législations est nécessaire.

LA télévision sans frontière, rendue techniquement possible à l'échelle continentale et mondiale, devient un enjeu stratégique. Pour les Etats en raison des menaces qu'elle fait peser sur les aspects juridiques, économiques et culturels de leur souveraineté. Pour les opérateurs, en quête de recettes marginales et de marchés. Pour l'Europe, qui y voit la chance, également en raison de la dimension du marché, de faire face à la concurrence des produits étrangers et de préserver de ce fait son identité culturelle.

Le récent accord sur la norme européenne de télévision «D2 mac paquets» ne doit pas masquer le passage du local au européen, l'ambition d'un espace télévisuel européen. Un témoignage de la nécessité de prendre en compte la dimension européenne et de la volonté de ne pas compromettre l'avenir. Mais cet avenir demeurera flou tant à défaut d'une évolution profonde.

Une prodigieuse bataille juridique est engagée : la mesure des caisses de la liberté de circulation des flux transfrontières. Au sein de la Communauté européenne, elle est déjà riche d'affrontements, de contentieux judiciaires et doctrinaux. Le désordre juridique actuel, dû à la diversité des législations nationales et au pragmatisme de la Cour de justice des Communautés européennes dans le traitement des conflits qui en résultent, révèle la nécessité de l'impulsion donnée par la Commission et le Parlement en faveur de l'émergence d'un ordre juridique de l'Europe de la communication et d'une politique communautaire des médias.

Les cadres législatifs explosent

Le contrôle de l'émission d'origine se révèle donc le seul moyen efficace. Mais il suppose l'existence d'accords entre Etats, aucun ne pouvant prétendre imposer sa loi à l'émissionneur situé hors de son territoire. De tels accords sont concevables lorsque les fréquences sont identiques, comme c'est le cas pour les émissions de radiodiffusion de radio pirates en bande moyenne (1), mais sont difficilement envisageables dans un marché de la communication internationalisée fortement concurrentiel et moins encore pour les seules émissions débordantes pour lesquelles les opérateurs pourraient légitimement revendiquer la liberté d'action que leur confère leur loi nationale. Les Etats européens ont cette nouvelle donnée en adoptant l'accord relatif aux satellites de diffusion directe, dont les larges zones de débordement imposent de fait une libre circulation des flux transfrontières (2).

Les cadres juridiques de la communauté internationale ont aussi évolué. Les Etats ont admis certains assouplissements au principe de territorialité. Des traités et conventions ont pour objet de favoriser la libre circulation des idées. Grâce des communications, notamment par l'intermédiaire des médias, les Etats ont pu se réunir à la conférence d'Helsinki, l'article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. De tels accords ne peuvent cependant constituer un cadre opératoire soit en raison de leur force juridique ou du droit reconnu aux Etats signataires d'en restreindre les effets.

La logique de libre circulation du Marché commun, à l'édification duquel se sont engagés les Etats signataires du traité de Rome, correspond, elle, pleinement à la liberté des communications transfrontières aujourd'hui offertes par les techniques. C'est

sur cette base que des opérateurs ont contesté la validité de dispositions législatives nationales qui leur étaient opposées, considérant qu'elles constituaient des entraves à la circulation des prestations de service et des marchandises dont la liberté était garantie par le traité de Rome.

Le Cour de Justice des Communautés européennes, saisie par voie de question préjudicielle notamment, engageait, à l'occasion de ces affaires, le processus d'élaboration de cadre juridique de l'espace européen de la communication audiovisuelle. Mais le pragmatisme dont elle allait faire preuve révélait la nécessité d'une initiative politique. Initiative que la Commission et le Parlement européen devaient prendre ultérieurement.

La fermeté de la Cour sur la

compétence de la CRE en la matière - les émissions, y compris la publicité, sont une prestation de services et sont donc soumises au principe de libre circulation - a en effet été tempérée par un grand pragmatisme dans la mise en œuvre au fond. Elle élabore une nouvelle exception purement prétextuelle, à l'application du traité de Rome - l'exception à l'interdiction d'entraver la libre circulation pour cause d'intérêt général en raison de la disparité des législations nationales. Ainsi, les câblo-distributeurs belges échouent-ils dans leur tentative de faire juger que l'interdiction de la publicité télévisée en Belgique, en tant qu'elle entrave à la libre circulation des programmes étrangers, ne pouvait leur être opposée (arrêt Debaubeur du 18 mars 1980).

sur un règlement-cadre établissant une politique européenne des médias sur la base du Livre vert. Deux lignes-forces se dégagent de la réflexion et des positions des institutions communautaires : le devoir de créer un marché interne de la communication télévisuelle et la nécessité d'agir pour protéger et développer ce marché.

Si la logique du Marché commun peut s'appliquer pleinement (la communication télévisuelle constituant une prestation de services et devant comme telle bénéficier de la liberté de circulation), il en résulte que l'émission, légalement effectuée sur le territoire d'origine, doit pouvoir être proposée à la réception dans les autres Etats membres, « sans que les autorités de ceux-ci ne puissent s'interposer... sans que les autorités intérieures ne puissent intervenir... » (17a, e de la résolution).

La radiodiffusion directe comme la radiodiffusion indirecte, par satellite ou par câble, obéirait à ce principe, qui interdirait donc à l'Etat de réception ou de relaiage d'appliquer son ordre juridique.

Cependant, ce principe ne peut devenir effectif que si une action d'harmonisation des droits nationaux est entreprise. La Commission et le Parlement ont tiré les conclusions de la jurisprudence de la Cour. Une telle harmonisation implique l'adoption d'une directive (3) dans quatre domaines principaux : la publicité, la protection de la personne, le droit de réponse et le droit d'auteur. Ces points seront discutés par le conseil des ministres de la CEE.

Une étape décisive

Les propositions de la Commission et du Parlement marquent une étape décisive. Leur mise en œuvre engagera un processus de portée considérable. Car, mise en mouvement, la logique du marché commun impliquera d'appliquer à notre traitement communautaire à de nombreux autres aspects qu'à ceux relatifs à la gestion des programmes de télévision. La création d'un marché interne homogène impose que toutes dispositions susceptibles de provoquer une discrimination, ou une simple distorsion, dans les échanges intracommunautaires devront être supprimées. La récente condamnation du régime français des aides à la presse écrite en témoigne. Ainsi, il sera insupportable d'examiner, dans cette logique, des questions telles que la place faite au service public et les droits de propriété intellectuelle, notamment l'indépendance vis-à-vis du statut des entreprises de communication, en particulier au regard des règles de la concurrence.

qu'avec précaution et inciter à une approche, juridique et économique, globale de la communication. La crainte d'un marché européen bâti sur les décombres des marchés nationaux incite à une démarche prudente. Mais l'inaction n'apporterait que la sécurité provisoire de barrières juridiques illusoires, à peine l'euphorie de l'anesthésie.

La politique vigoureuse menée par la France lui donne les atouts d'une autre ambition, pour elle-même et pour l'Europe, mais sur la base d'une charte et d'un véritable plan européen de la communication. S'y inscriraient, comme éléments d'un tout stratégique et cohérent, les mesures partielles aujourd'hui envisagées au niveau communautaire, ainsi que chacune des politiques nationales.

JEAN MARTIN,
avocat à la cour
chargé d'enseignement
université de Paris-Dauphine.

- (1) 1965 dans le cadre du Conseil de l'Europe.
(2) WARC, 1977.
(3) Acte juridique décidé par le Conseil. Il lie les Etats membres quant au résultat à atteindre, mais leur laisse le choix de la forme et des moyens (a. 189, traité CEE).

EUROPE DE LA COM

La révolution

Une nouvelle
le téléphone n

Une in

une réal

[illegible]

**LA VIE
PASSE
PAR
LA SAT**

Essayez pendant une heure de vous passer de la SAT. Sans réseaux de transmission, sans les modems, la communication est morte. Véhicules de la communication, ils participent à la vie de la nation : particuliers, entreprises, administrations dépendent de leurs performances. Derrière votre téléphone, votre écran informatique, votre terminal et demain votre télévision, la SAT est partout présente. Transmission, vidéocommunication, communication, téléinformatique, guidage, et imagerie infrarouge pour l'aéronautique et l'espace. La SAT, Société Anonyme de Télécommunications, maîtrise les technologies les plus sophistiquées.



41, rue Cantagrel - 75631 Paris Cedex 13
TEL: 45.82.31.11 - Téléc: 250.054 - Téléc Paris

Montpellier la surdouée.

Surdouée en recherche médicale et pharmaceutique, surdouée en recherche agronomique, surdouée en recherche électronique et technologies de pointe, Montpellier est aussi passionnée par la création artistique.

Festivals et spectacles rythment les saisons, Montpellier ne quitte la blouse blanche que pour revêtir l'habit de gala.



14, rue Marcel-de-Serres - 34000 MONTPELLIER-FRANCE
Tel. (67) 52 18 19 - Telex 490531 F



RADIO-TELEPHONE

La révolution du « cellulaire »

Une nouvelle technique va mettre le téléphone mobile à la portée de tous

LES radiotéléphones mobiles ont vu le jour voici plusieurs dizaines d'années. Mais, très rapidement, les réseaux conventionnels ont été saturés, et un coût élevé a fortement limité la demande. Il faut attendre le début des années 80 pour que le concept de réseaux cellulaires introduise un point d'inflexion dans le développement de la radiotéléphonie mobile.

Mise en place au départ dans les pays scandinaves, aux Etats-Unis et au Japon, cette technologie est aujourd'hui exploitée ou sur le point de l'être par une vingtaine de nations. Le principe consiste à découper le territoire en cellules de petites dimensions (de 1 km à 30 km de rayon selon que l'on se trouve en zone urbaine ou rurale), chacune étant contrôlée par un émetteur relais ; ceux-ci sont eux-mêmes gérés par un autocommutateur. La capacité des réseaux cellulaires est très largement supérieure à celles des systèmes traditionnels, car une fréquence n'est plus affectée en permanence à un usager, mais elle lui est allouée seulement pour la durée de ses communications. De plus, l'architecture cellulaire permet de mobiliser les mêmes fréquences sur des relais différents.

Cette « révolution » des ondes radioélectriques a été perçue très rapidement par les industriels, qui y voient l'ouverture de nouveaux marchés. Les études prévoient en effet des revenus de 3 à 4 milliards de dollars, uniquement pour le marché américain, en 1990, qui drainerait à lui seul 60 % du marché mondial, avec une population estimée à 1,6 million d'utilisateurs. En Europe, ce sont 1 million

d'abonnés qui sont attendus à cette date.

Ainsi, sur le marché américain, la FCC (Federal Communication Commission) a été submergée par le flot de demandes de constructeurs (194 demandes pour les 30 premiers marchés et 5 200 demandes pour les 90 suivants), si bien qu'elle a dû instaurer un système de tirage au sort ! Des normes strictes permettront, d'ici à la fin de la décennie, à un usager de pouvoir utiliser son radiotéléphone quel que soit l'Etat dans lequel il se trouvera. Par contre, en Europe, chaque pays a opté pour l'instant pour des systèmes cellulaires analogiques incompatibles entre eux, malgré les recommandations de la CEPT (Conférence européenne des postes et télécommunications).

Après le « forcing » de LM Ericsson pour voir son système NMT 450 adopté en tant que norme européenne, l'échec d'un pôle européen a été mis en évidence par le choix britannique pour le système TACS (développé par l'AMPS d'ATT) puis par l'accord avorté entre la France et la RFA pour un système commun (la France développant Radio-com 2000 et la RFA C 450 MHz). Les industriels ont joué un rôle moteur dans cette série d'échecs, l'état de développement de chaque système proposé ne pouvant s'aligner avec les prétentions industrielles de chacun. Situation d'autant plus embarrassante que les résultats de l'introduction cellulaire dans les pays scandinaves dépassaient les prévisions les plus optimistes.

Ainsi, les prévisions (1) émises dès 1983 et 1984, apparaissent de plus en plus réalistes.

| | 1984 | 1990 |
|-------------|--------|-----------|
| RFA | 15 000 | 330 000 |
| France | — | 130 000 |
| Royaume-Uni | — | 250 000 |
| Italie | — | 45 000 |
| Scandinavie | 55 000 | 250 000 |
| Europe | 70 000 | 1 000 000 |

Meis les systèmes cellulaires analogiques aujourd'hui en présence seront eux aussi rapidement limités dans leur capacité et leurs fonctionnalités. Au sein de la CEPT, le groupe spécial « mobile » travaille depuis plusieurs années à la définition d'un système numérique cellulaire à 900 MHz, dont les objectifs sont de définir les caractéristiques techniques pour les industriels, en vue d'un développement industriel dès 1986. Ce sera le premier système cellulaire compatible en Europe. Parmi les quatre consortiums retenus, on notera un groupe comprenant les français SAT et Alcatel Thomson, les allemands AEG et SEL, l'italien Italtel.

Ce sont aussi tous les produits à valeur ajoutée qui seront disponibles, et, plus que la parole, la transmission de données. La vive concurrence qui règne sur le marché des terminaux mobiles aura pour effet une baisse drastique des coûts. Si, d'ici la fin de la décennie, le marché potentiel apparaît principalement dans le secteur professionnel, la standardisation attendue dès le début des années 90 devrait mettre le radiotéléphone à la portée de tous.

ALAIN VEYRET, IDATE

(1) Selon Arthur D. Little et Frost et Sullivan.

RESEAUX

Les « téléports » au service des technopoles

La concentration de moyens sophistiqués de communication est un atout pour le développement industriel

LE néologisme « téléport » est né d'un ambitieux projet réunissant, au départ, la ville de New-York, l'autorité portuaire, Merrill Lynch et la Western Union : il s'agit — l'opération est en cours — de combiner la construction, sur une île au large de Manhattan et à l'abri des brouillages radio, d'une station d'émission-réception satellites (domestiques et Intelsat), d'un parc de bureaux High Tech et d'un réseau en fibre optique assurant la desserte de Manhattan.

Amorcée par ce projet, la croissance du nombre de téléports aux Etats-Unis n'a cessé de s'affirmer : plus de vingt existent ou sont en construction. Les facteurs qui y contribuent sont de différents ordres :

- la forte demande apparue en matière de communication par satellite, liée en particulier aux conséquences de la dérégulation des télécommunications ;
- la possibilité — du côté des opérateurs de satellites — de canaliser la demande en regroupant la clientèle sur un site, minimisant les difficultés et les coûts de raccordement ;
- les économies d'échelle résultant du partage par plusieurs entreprises de moyens sophistiqués de télécommunications (antenne, mais aussi interfaces réseaux, modem, PABX, courrier électronique, visioconférence, télésurveillance, etc.).

A ces facteurs s'ajoute l'intérêt qu'ont vu certains promoteurs immobiliers à valoriser leurs opérations dans des zones parfois excentrées, en préemptant, en moyens de télécommunications, les surfaces de bureaux offertes.

Si la notion de téléport revêtait outre-Atlantique à des opérations de taille et de caractéristiques très variées, sa diffusion à travers le monde a été créée : la World Teleport Association, o'a fait qu'élargir les cas d'espèce. Une première présentation, en octobre à Bruxelles, des principaux projets de téléports européens, illustrait

parfaitement l'élasticité de ce label. Pour des raisons historiques, géographiques et réglementaires, la communication par satellite ne joue pas dans nos pays le même rôle qu'en Amérique du Nord. En ce sens, le projet de téléport ne peut pas être essentiellement centré sur la mise en œuvre d'une plate-forme de stations émission/réception de satellites. Mais surtout, excepté en Grande-Bretagne, le monopole des PTT européens interdit l'initiative privée dans la construction et l'exploitation d'un réseau, et encadre soigneusement tout ce qui pourrait s'apparenter à de la sous-traitance de services.

Londres en pointe

Pour autant, un grand nombre de projets de téléports sont annoncés sur notre continent, particulièrement dans les grands ports du Nord. Le projet le plus avancé, et qui se calcule le plus sur l'exemple nord-américain, est sans doute le projet de la London Dockland Development Corporation : « The Teleport London Docklands ». Il se fonde sur une vaste opération de restructuration de toute une zone d'activité portuaire, en désherence, sur la nécessité de décongestionner la City et sur la nouvelle donne que constituent l'appétit de Mercury, société concurrente de British Telecom, et la privatisation de cette dernière.

L'essentiel des services proposés par ces deux compagnies aux entreprises (1) vise les marchés de la transmission vidéo en direction des réseaux câblés d'Europe et les transmissions omni-régionales sur l'Atlantique nord. Des liaisons SHF et un réseau en fibre optique assurent la desserte de la City.

Beaucoup moins avancés et beaucoup plus spécialisés sur la gestion du trafic maritime et du fret sont les projets d'Amsterdam, de Rotterdam ou d'Anvers, qui associent tous les PTT.

YVES GASSOT, IDATE

* Une étude en souscription intitulée « Téléport » : état des lieux, perspectives et opportunités, est en cours de réalisation à l'IDATE.

(1) Appartenant aux secteurs des finances, de la recherche, de l'informatique et des médias (The Daily Telegraph, The Guardian, The Times...).

(2) Centre d'enseignement et de recherche appliqués au management.

CINÉMA

Une industrie en danger

Étendre à l'Europe une réglementation « à la française »

LA production cinématographique ne saurait exister sans l'exploitation en salles, qui assure aux œuvres leur notoriété et l'essentiel de leurs recettes. Il est beaucoup question, en ce moment, des nouvelles difficultés du cinéma français, mais n'est-il pas miraculeux que nos théâtres cinématographiques enregistrent encore 170 millions d'entrées annuelles payantes, alors que le téléviseur public offre quasi gratuitement — et à domicile — quatre-vingt films par an à cinquante millions de Français ? De plus, deux millions de foyers équipés de magnétoscopes peuvent copier gratuitement les films ainsi diffusés et se constituer une cinémathèque familiale pour le seul prix d'achat des supports vierges.

En outre, dès leur sortie en salles, des films sont offerts en cassettes, par des pirates. Quelle industrie pourrait survivre à un tel traitement ! D'où la nécessité de fixer quelques frontières à ce « domaine public » envahissant, afin de limiter autant que possible ses effets dévastateurs et d'éviter la disparition de l'exploitation et par conséquent de la production cinématographique. La France est dans le palmarès de tête des pays qui luttent contre la piraterie des œuvres audiovisuelles. De plus, pour atténuer les effets de la concurrence qu'elles font aux salles, les chaînes de télévision publiques françaises ont bien voulu jouer la carte d'une réglementation.

Ces règles portent à la fois sur un délai de protection, sur un quota en faveur des films français et d'origine communautaire et sur la diffusion des films en dehors des jours et des heures les plus favorables à la fréquentation des salles. Les chaînes se sont parfaitement adaptées à ces règles et n'ont pas perdu pour autant l'audience des télé-spectateurs. Grâce à ces mesures, appliquées conjointement avec une politique d'investissement dans la production des films, la modernisation de la distribution et la rénovation du parc des salles, la chute — normale — de la fréquentation des salles a été moins forte en France que dans la plupart des pays voisins.

La courbe des entrées annuelles, partie de 435 millions en 1957, est tombée à 170 millions dans les années 70. Elle est

remontée à 200 millions en 1982, pour redescendre probablement à 170 millions en 1985. La baisse actuelle coïncide avec l'apparition des nouveaux médias de la communication à domicile, qui s'adressent au cinéphile, en lui offrant des films plus récents que le téléviseur public, pour une dépense nettement inférieure à celle de la sortie en salles.

De toute évidence, le cinéphile qui voit chez lui sept ou huit films par semaine sur TF1, A2, FR3 ou Canal Plus et loue, en plus, quelques cassettes pour son week-end, va moins souvent au cinéma. De ce fait, le succès en salles se polarise, de plus en plus, sur quelques films-événements, dont la sortie, en revanche, des centaines et des centaines de films font une apparition éphémère en salles et ruinent leur producteur et leur distributeur ; non dépourvus de qualité et de charme, ils feront, un soir, le bonheur de plusieurs millions de téléspectateurs, mais le producteur ne touchera que quelques centimes par personne, ce qui sera très loin de compenser ses pertes.

L'exemple italien

Et cela ne fait que commencer ! Demain, les canaux de diffusion vont se multiplier à l'infini. D'ores et déjà, Canal Plus a également accepté des règles concernant le délai, le grille ainsi que les quotas français et communautaires, en tenant compte, toutefois, du handicap du péage. Un décret de janvier 1985 applique la réglementation aux entreprises de câble. Quant à la diffusion en vidéo, elle est soumise à un délai dont la compatibilité avec le traité de Rome a été reconnue en juillet 1985, par le Cour de justice des Communautés européennes.

La réglementation doit être fermement maintenue avec l'arrivée des nouveaux médias, comme le premier ministre l'a formellement promis dans une lettre du 4 février 1985. C'est une nécessité ; nous en avons la preuve par nous-mêmes. On n'en finira pas de citer les déclarations politiques de ces dernières années concernant l'exemple italien : les entrées annuelles dans les salles de la Péninsule étaient encore de 550 millions en 1970. En quel-

ques années, ce nombre est tombé à 150 millions, à cause de la dérégulation qui a accompagné l'explosion de la télévision privée.

La situation est encore plus grave en Grande-Bretagne (1 150 millions d'entrées il y a vingt ans, 40 millions aujourd'hui) et en RFA (800 millions d'entrées avant le téléviseur, 120 millions aujourd'hui).

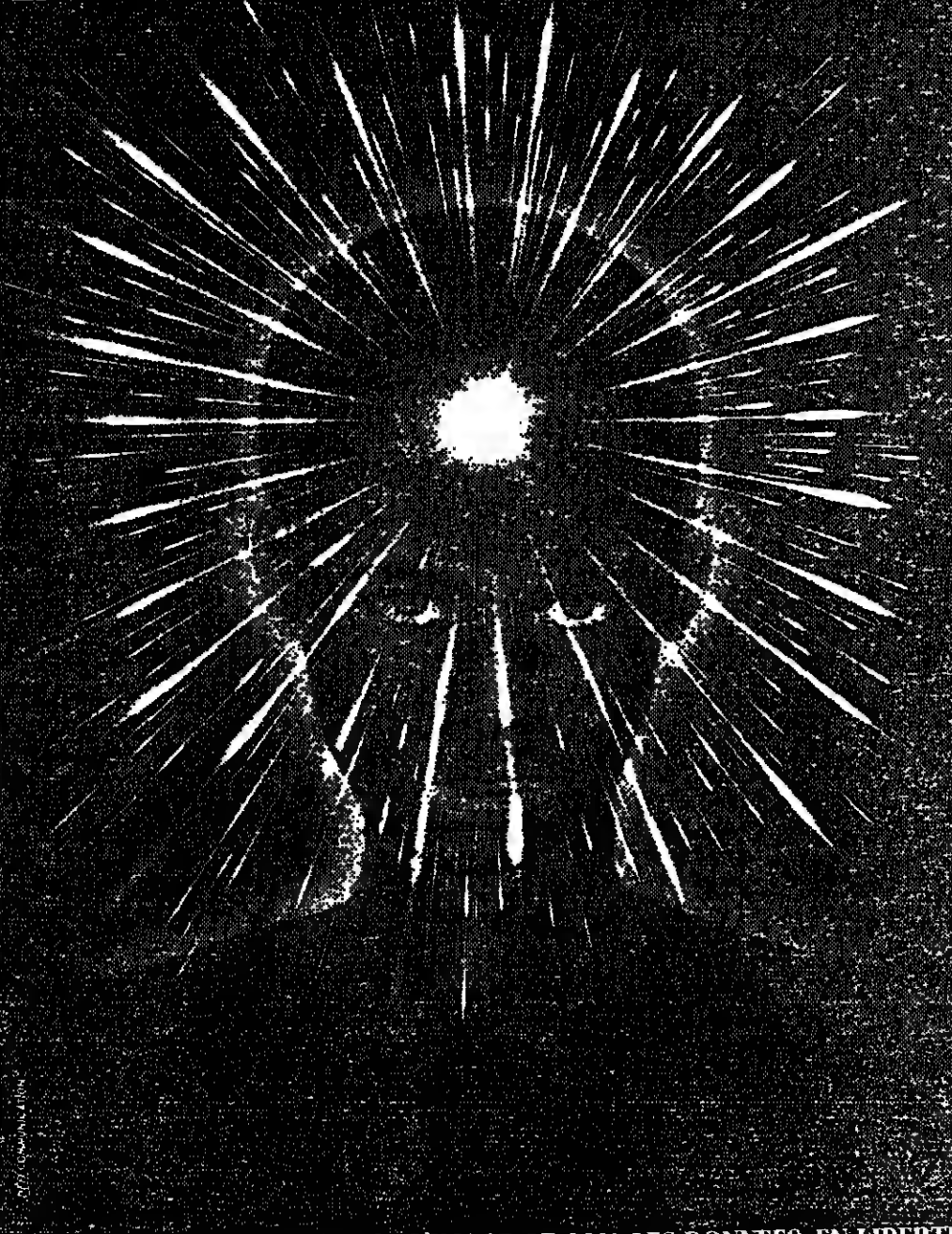
Au moment où les nouvelles techniques sont appelées à faire passer, peu à peu, la zone de réception des émissions à l'échelle nationale, il est hautement souhaitable d'harmoniser les relations cinéma-nouveaux médias sur le plan européen, pour ne pas importer chez nous l'anarchie qui ruine nos voisins et tenter d'éviter ces derniers à redresser leur situation. Il faut aussi une coopération internationale pour lutter contre la piraterie qui se joue des frontières. Un Etat qui se laisse prospérer ne porte pas seulement préjudice à lui-même, mais aussi à la communauté internationale.

L'enjeu est capital : c'est pour chaque pays le maintien de sa principale industrie culturelle, du plein emploi de ses auteurs, interprètes, techniciens et collaborateurs de toutes les branches du cinéma ; c'est aussi le maintien de son identité nationale. Des motions et des projets de recommandation, voire de directives, sont en cours d'élaboration dans le cadre de la Commission des Communautés, du Parlement européen et du Conseil de l'Europe. Le Bureau de liaison européen du cinéma (BLEC), qui groupe les organisations professionnelles internationales du cinéma, a entamé des conversations à ce sujet avec l'Union européenne de radiodiffusion (UER).

Rappelons cette déclaration de M. Jack Lang, en mai 1985, à Cannes, au colloque organisé par le BLEC, en présence du commissaire européen pour la culture, M. Ripa di Meana : « Si rien ne change dans les mois à venir, le cinéma sera mort en Europe, avant d'avoir atteint son centenaire. »

GILBERT GRÉGOIRE, président adjoint de la Fédération nationale des distributeurs de films (FNDF) et de la Fédération internationale des associations de distributeurs de films (FIAD).

VIDEOCOMMUNICATIONS: LA COMMUNICATION TOTALE



LES VIDEOCOMMUNICATIONS : L'IMAGE, LE SON, LES DONNEES, EN LIBERTÉ

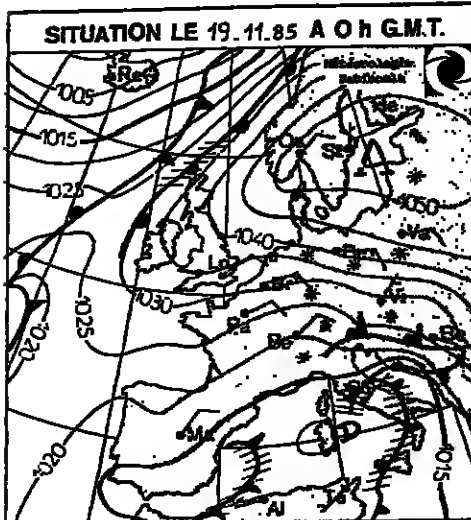
Union Générale de Télécommunications
Division des Affaires Européennes et Internationales
10, avenue de la République 75001 Paris

Représentant général Vidéo-communications
Immobilier (France) : Boulevard de la République
92000 NANTERRE (France) - Tél. : 01 47 41 51 50

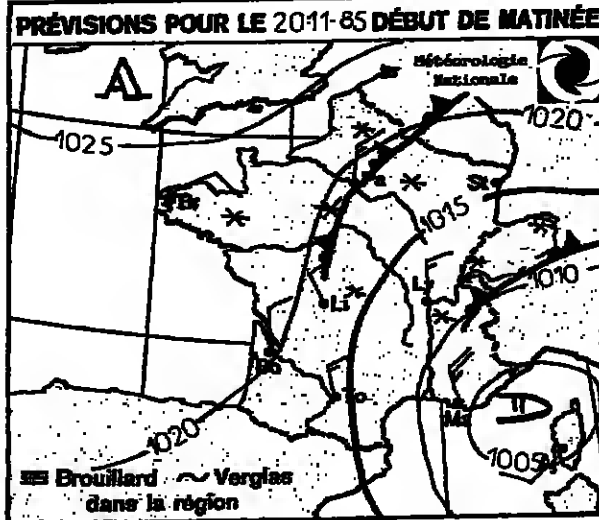
TELECOMUNICATIONS

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 19.11.85 A 0 H GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 20.11.85 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 19 novembre à 0 heure et le mercredi 20 novembre à 24 heures.

La dépression méditerranéenne se maintient vers la Corse, autour d'un front perturbé d'un flux de Nord-Est froid et neigeux sur la France.

Mercredi : Temps gris brumeux avec des chutes de neige éparpillées le matin en toutes régions. Le vent de nord-est soufflera fort sur la moitié est du pays. Les chutes de neige seront plus fréquentes et plus abondantes sur les Alpes, les Jura, les Vosges ainsi que les régions proches des frontières du nord-est.

Températures assez basses le matin, -3 à -5 degrés sur la majeure partie du pays, -1 à -3 degrés sur la côte atlantique. Dans la journée, sur les Pyrénées, l'Aquitaine, le Limousin, l'Anvergne et

le Roussillon, temps gris mais peu de neige. Partout ailleurs, ciel couvert et chutes de neige irrégulières mais ponctuellement assez fortes sur la moitié nord-est et surtout en montagne.

Toujours un vent de nord-est assez fort soufflant en rafales et pouvant former des congères. Les routes seront glissantes. Les températures resteront presque partout à zéro ou en dessous.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 19 novembre, le second, le minimum de la nuit du 19 novembre au 20 novembre) : Ajaccio, 16 et 9 degrés ; Biarritz, 10 et 0 ; Bordeaux, 3 et -4 ; Brétat, 10 et 0 ; Brest, 9 et 3 ; Cannes, 12 et 6 ; Cherbourg, 7 et 1 ; Clermont-Ferrand, -2 et -4 ; Dijon, 1 et -3 ; Dinard, 7 et 0 ; Embru, 7 et -2 ;

Grenoble-St-M-H, 2 et -1 ; Grenoble-St-Geors, 2 et -3 ; La Rochelle, 3 et -2 ; Lille, 2 et -3 ; Limoges, -2 et -5 ; Lorient, 9 et -1 ; Lyon, 0 et -2 ; Marseille-Marganne, 8 et 2 ; Menton, 9 et 5 ; Nancy, 2 et -5 ; Nantes, 5 et -1 ; Nice, 12 et 5 ; Nice-Ville, 13 (N.C.) ; Paris-Montsouris, 3 et -2 ; Paris-Orly, 2 et -3 ; Pau, 6 et -1 ; Perpignan, 10 et 2 ; Rennes, 6 et -1 ; Rouen, 1 et -3 ; Saint-Etienne, -2 et -4 ; Strasbourg, 1 et -4 ; Toulouse, 4 et -1 ; Tours, 1 et -2.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 9 ; Genève, -1 et -3 ; Lisbonne, 17 et 9 ; Londres, 6 et 2 ; Madrid, 13 et 1 ; Rome, 11 et 5 ; Stockholm, 1 et -7.

avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.]

EN BREF

COLLOQUES

LES CHANTIERS CO-TRAVAUX. L'organisme de gestion pour le travail volontaire des jeunes, organisé à Besançon (Doubs) du 21 au 23 novembre un colloque intitulé « une proposition de travail différent pour un développement solidaire » avec le concours de la municipalité et du ministère de la jeunesse et des sports. Trois thèmes seront abordés lors de tables rondes : le travail volontaire et le développement personnel, le travail volontaire et le changement social, le travail volontaire et le développement économique.

* Colloque des chantiers de travail volontaire. Secrétariat technique, 20, rue du Montparnasse, 75006 PARIS. Tél. : 81-38-21-45. Prix forfaitaire de participation (repas compris) : 250 F.

ÉDUCATION POPULAIRE

FORUM. - Le marketing associatif et la promotion des centres de

vacances et de loisirs seront au centre des débats du forum organisé à Marseille, les 22 et 23 novembre, par la Fédération Léo-Lagrange. La publiciste Jacques Séguéla et Franck Sérucel, sénateur et maire de Saint-Fons, animeront chacun une table ronde sur ce thème.

* Renseignements : Serge Bartolai, Forum CVL, 67, la Canebière, 13001 Marseille. Tél. : 91-91-91-50.

GUIDE

PERSONNES EN DÉTRESSE. - Dans le cadre du nouveau plan d'urgence mis en œuvre pour renforcer la lutte contre la « précarité » (conseil des ministres du 30 octobre), les structures de l'État de France et l'observatoire régional de santé viennent de publier un « Guide pratique des centres d'hébergement pour personnes en difficulté ».

Cette brochure répertorie les centres accueillant les adultes (exclu-

sivement) selon le sexe, l'âge, les problèmes (toxicomanie, prostitution, contrôle judiciaire, maladie mentale, sans domicile ni ressources). Ces centres sont classés par département pour Paris, par département et par commune pour le reste de la région. Les services - éventuellement - offerts pour favoriser la réadaptation sociale et professionnelle sont également mentionnés. Ce guide peut être obtenu gratuitement dans toutes les préfectures des départements de la région Ile-de-France.

TROISIÈME ÂGE

VERMEILLEUSEMENT VOTRE. - Le secrétariat d'État chargé des retraités et des personnes âgées vient de publier, en collaboration avec la ministre du tourisme et l'Agence nationale pour l'information touristique, un guide des Vermeilleuses vacances regroupant quatre cent adresses d'établissements et circuits conseillés. Critères retenus : port des bagages, permanence téléphonique, accessibilité, régime à la demande et assistance médicale si besoin. Ce fascicule est gratuit. On peut se le procurer en écrivant à l'ANAT, 8, avenue de l'Opéra, ou au secrétariat d'État chargé des retraités et des personnes âgées, 40, rue de Bac 75007 Paris. D'autre part, le « téléphone vert » 45-45-45-45, accessible 24 heures sur 24, vient d'être mis en place. Il informe sur toutes les nouvelles mesures prises en faveur des personnes âgées et est actualisé les 1^{er} et 15 de chaque mois.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4100

1 2 3 4 5 6 7 8 9

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

I. État dans lequel la force de frappe ne jure aucun rôle. - II. Auteurs de frivolités. - III. Agence de liaison dans les « lignes » ou sur la route. Rapide quand elle est grande. - IV. Pour le chimiste ou le chicanier. - V. Deux verbes lui suffisent généralement quand elle est altérée. Ceux qui s'intéressent à sa manche se méfient de ses trous. - VI. Témoin des confidences sur l'oreiller. Demi-jour ou région très ensoleillée. - VII. Grecque. Réserve ou néant. Font partie de la compagnie. - VIII. Pour ses membres, l'intérêt est capital. - IX. Prend un double sens quand sa trajectoire est défavorable.

AUTOMOBILE

BMW : trois nouveautés pour la série 3

Trois ans après le lancement de la nouvelle formule, BMW relance l'intérêt autour de la série 3 avec la présentation de ses nouveaux modèles. La voiture, qui se vend bien - 670 000 unités produites depuis 1982 - avait le désavantage de ne pas offrir une gamme complète avec l'absence notable d'une version Diesel et, dans une bien moindre mesure, d'une 4x4. Ces manques sont aujourd'hui réparés avec les 3.24D, 3.25i et 3.25 4x4.

Ce n'est pas du côté de l'esthétique ni des équipements intérieurs qu'il faut chercher la nouveauté : la firme de Munich a tenu à conserver l'image d'une voiture raisonnable qui « raisonne » large, du père de famille au sportif. Donc, pas de fioritures inutiles ne serait-ce que pour améliorer son aérodynamisme médiocre (CX : 0,69) ou pour embellir un « look » d'une sobriété intemporelle.

La 3.24 Diesel. - BMW arrive tardivement sur le marché des Diesel de cette catégorie, et l'évolution des ventes outre-Rhin montre qu'il était temps : + 48 % au premier semestre 1985. Un tel résultat s'explique, entre autres raisons, par la sensibilité croissante du public pour les problèmes de pollution en RFA, le Diesel apparaissant comme un substitut aux voitures à pot catalytique.

La 3D. - Exclusivement présentée en version quatre portes, elle est propulsée par un six cylindres en ligne, dérivé du moteur de la 524 TD. Mais BMW n'a pas cru bon de lui adjoindre un turbocompresseur, ce qui, pour une marque qui a une réputation sportive à défendre, est une anomalie de taille. On sait, en effet, que c'est grâce au moteur suralimenté que le Diesel a pu retrouver une nouvelle jeunesse et attirer de nouveaux clients. Résultat : la marche du groupe moteur est souple et agréable, mais la montée en puissance trop lente et la nervosité « en vacances ». La vitesse est de 165 km/h (156 pour la version automatique). C'est dommage, car, pour le reste, le confort en particulier, la voiture est séduisante. Ainsi les ingénieurs de BMW ont-ils réalisé une pousse en réduisant le maximum les ondules sonores dues au fonctionnement du Diesel, par un encapsulage complet du moteur et une insonorisation très poussée de l'habitacle. La 3 D sera livrée en France avec vitres électriques à l'avant et verrouillage central des portes. Prix : 103 000 F.

La 3.25i. - Le sommet de la nouvelle série. Six cylindres en ligne qui développent 170 ch à 5 800 tours/minute, 220 km/h de vitesse de pointe. L'alimentation et l'allumage sont gérés intégralement par l'électronique (système Motronic de Bosch). A la conduite, la 3.25i révèle tout son brio, montrant ainsi que le travail effectué sur le moteur a été excellent puisqu'un gain de puissance de 21 ch est acquis par rapport à la 3.23i. Mais on regrette d'adjonction d'une boîte longue sur une voiture qui ne demande qu'à répondre aux moindres sollicitations du conducteur. Les reprises en font les frais : c'est

ainsi que, de 0 à 100 km/h, la 3.25 ne gagne que 7/10 de seconde face à la 3.23 (8,3 contre 9), et cela, malgré le surplus de chevaux. L'arrivée d'une boîte sport sera donc bien venue. La 3.25i est proposée à 130 000 F. A noter que le système ABS (antiblocage des freins) est en option.

Le 3.25i 4x4. - Un constructeur se doit d'avoir une 4x4 dans sa gamme, c'est presque un « must ». Outre le souci de répondre à un effet de mode, il permet aux marques de mettre en avant leur capacité technique à maîtriser la traction intégrale. La 4x4 BMW propose un système de traction intégrale permanente Ferguson - mis au point avec l'aide de Porsche - allié à un six cylindres - avec Ford, BMW est le seul à proposer ce mariage. La répartition asymétrique

du couple (37 % sur le train avant et 63 % sur le pont arrière) fait que les incidences sur la direction restent faibles, ce qui ne nécessite pas, de la part du pilote, une conduite particulière. La voiture est équipée d'une direction assistée et du système ABS, monté en série. Sur ce point, BMW fait mieux que ses concurrents, puisque l'ABS reste opérationnel dans toutes les conditions de fonctionnement et se voit complété d'un cinquième capteur pour mesurer la décélération. En conduite sur glace, avec une adhérence quasi nulle, le freinage est confondant d'efficacité, les roues refusant obstinément le blocage. Prix : 160 000 F. A noter, enfin, la sortie, en printemps 1986, d'une 3.25i cabriolet, tout à fait superbe (voir photo).

CHRISTIAN MASSOL



Le rugby perd au Loto

Quand c'est trop simple, ça ne peut pas rapporter gros. Le fameux slogan est retourné. Contre le rugby. Ce sport ne servira plus de support au Loto sportif.

Les très faibles rapports du tirage n° 13 expliquent la décision des responsables de la Société nationale de la Loterie nationale et du Loto sportif (SNLS). 3 240 personnes ont trouvé les séries résultats exactes et gagnent 1 540 F chacune. Les 4 246 727 autres bulletins gagnants avec 13, 14 et 15 bons résultats ouvrant droit à des gains de 2, 5 et 10 F, bien inférieurs aux sommes généralement mises.

Malgré les 50 000 000 de francs d'enjeux de ce premier (et dernier) tirage du Loto sportif, la direction du Loto-sportif a été contrainte de puiser dans son budget de gestion pour éviter que les rapports soient encore plus dérisoires. « Notre règlement veut qu'on ne verse pas moins de 5 F pour 14 numéros », explique M. Michel Coste, directeur du Loto. Or c'est pour quinze numéros qu'il aurait fallu donner 5 francs. D'où cette ponction de 2,5 à 3 millions de francs pour ne pas léser les joueurs.

Les trois tirages qui devaient être consacrés au rugby les 15 et 29 décembre ainsi que le 5 janvier sont donc supprimés. Leur remplacement par des paris sur

le championnat de France et la Coupe de France de football est actuellement à l'étude.

La rareté des matches nuls en rugby et la hiérarchie très tranchée entre les équipes du Championnat de France pouvaient laisser entrevoir un tirage assez simple. Mais pour la première fois de la saison, une seule victoire - au lieu de quatre en moyenne - a été obtenue à l'extérieur. De surcroît, celle d'Agen, favori à Toulon. Ce conformisme risque-t-il de décourager les parieurs ? M. Michel Coste a aussitôt décidé de tirer un trait sur l'expérience. Au grand désappointement de M. Fernand Sastre, président de la Fédération française de rugby.

Tout en estimant qu'une seconde tentative aurait pu être faite avant d'abandonner le Loto sportif, M. Nelson Pallou, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), edmet les arguments de M. Coste. Le basket-ball et le volley-ball, où les matches nuls n'existent pas, ne sauraient prendre le relais du rugby défilant.

M. Coste ne changera pas les règles du Loto sportif. « Je suis au-dessus de la mêlée », dit-il avec humour. Les efforts du Loto sportif à l'ensemble du sport français. » Et le sport devra miser sur le football.

J.-J. B.

annonces associations

Appel

SOS

ÉCOUTE JUVENILE
Tél. : 45-56-00-00

FORUM 100

SECULARISATION et/ou
RETOUR AU RELIGIEUX

Séminaire pour 20 nov. avec
F. Champagnon, cardinal CNRS
16 h 30-22 h 30. Repas sur pl.
Rens. : 100, rue de Valenciennes
75008 Paris.
Tél. : 45-48-77-06

Une lettre un peu d'arrêté c'est
si important pour un dénué
seul. Pour correspondre avec
l'un d'eux : Ecrire à S.B. 35, rue
A. France 93700 Drancy.

**Sessions
et stages**

IDEFI

VOUS PROPOSEZ STAGES
DU WEEK-END EN
COMMUNICATION
LECTURE RAPIDE
DÉVELOPPEMENT
PERSONNEL

Tél. pour inscriptions :
48-24-38-81

INITIATION A LA VIDEO

Se familiariser avec tous les
éléments de la caméra vidéo. Ne
participez pas. Rens. :
AOP Vidéo 75-39-07-47.

FORMASOP

SPECIAL CONCOURS
P.C.E. M 1

Préparation intensive
Vacances de Noël
(22 décembre - 4 janvier)
Effectif limité
Tél. pour inscriptions :
48-24-38-81

* Prix de la ligne 30 F TTC (20 lignes, lettres ou encastres).
* Veuillez mentionner l'adresse et le numéro d'inscription au J.O.
* Chèque (Bulle) à l'ordre de Régie-Presses LMA et à adresser
au plus tard le jeudi pour parvenir au mardi de mercredi
à Régie-Presses LMA, 7, rue de Montcaumon, 75332 PARIS.

LA BOUTIQUE DE GESTION

Propose aux créateurs d'entreprises un stage « OUTILS DE GESTION INDISPENSABLE AUX CRÉATEURS D'ENTREPRISE » de 6 jours : éléments de gestion, comptabilité, gestion prévisionnelle. Dates : du 2 au 6 décembre 1985.

Rens. : 6, P. bd. Voltaire 75011 Paris.
Tél. : 43-58-08-48.

Si de fond et de forme, lors plus, nouvelles : tous les adresses aux Pyrénées en une brochure gratuite : CIMEG, BP 58, 03200 St-Germain. Téléphone : 01-48-40-10.

ANGLAIS-FRANÇAIS

ESPAGNOL-ALLEMAND-RUSSE

Apprentissage efficace, rapide, solide par la méthode de l'ANAT, 8, avenue de l'Opéra, ou au secrétariat d'État chargé des retraités et des personnes âgées, 40, rue de Bac 75007 Paris. D'autre part, le « téléphone vert » 45-45-45-45, accessible 24 heures sur 24, vient d'être mis en place. Il informe sur toutes les nouvelles mesures prises en faveur des personnes âgées et est actualisé les 1^{er} et 15 de chaque mois.

RESULTATS COMPLETS N°13

LOTO SPORTIF

| Equipe 1 | Equipe 2 | Equipe 1 | Equipe 2 |
|----------------------|----------|-----------------------------|--------------------|
| 1. GRAULHET ROMANS | X N 2 | 9. TULLE | MONTAUBAN X N 2 |
| 2. NARBONNE BAGNÈRES | X N 2 | 10. TYROSSE | AGEN 1 N 2 |
| 3. BOUCAU BRIVE | X N 2 | 11. AURILLAC | LOURDES X N 2 |
| 4. TOULOUSE BÉZIERS | X N 2 | 12. NIMES | DAJ X N 2 |
| 5. TOULON BAYONNE | X N 2 | 13. GRENOBLE | BÈGLES X N 2 |
| 6. OLIRON PAU | X N 2 | 14. NICE | R.C.F. PARIS X N 2 |
| 7. BIARRITZ CASTRES | X N 2 | 15. MARMANDE | PERPIGNAN 1 X N 2 |
| 8. VALENCE HYÈRES | X N 2 | 16. MONTFERRAND CARCASSONNE | X N 2 |

| 16 bons résultats | 3 240 | 1 540,00 F |
|---|-----------|------------|
| 15 bons résultats | 542 986 | 10,00 F |
| 14 bons résultats | 1 624 484 | 5,00 F |
| 13 bons résultats | 2 079 257 | 2,00 F |
| Bons résultats aux "7 Numéros de la Chance" | 3 578 824 | 1,00 F |

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Vendredi 15 Nov. 1985 : 1 2 9 10 11 13 16

VERTICALEMENT

1. Leur planning est contrarié quand leurs projets restent en plan. - 2. Joueur sur les couleurs. De quoi fendre le cœur. - 3. Auto, moto, ou tout autre moyen de communication rapide. - 4. Note. Peine. Utilisée pour partir un véhicule pétant les flammes sur l'asphalte. - 5. Plante tropicale volatile. Sur l'Okéa. - 6. Irlandaise ou Américaine, selon le sens. Personnel. Préposition. - 7. Appuyai lourdement. Préposition. - 8. Ne fait plus fureur. Haut lieu d'élection. Le palais des illusions. - 9. Préposition. Sert de modèle.

Solution du problème n° 4099

Horizontalement

I. Aigles. Mi. - II. Smilag. - III. TP. Azur. - IV. Rogné-pied. - V. Os. Oyo. Ay. - VI. Le Slum. - VII. Oyo. Edita. - VIII. Verre. - IX. Upas. Ovni. - X. Eu. Viré. - XI. Saumuré.

Verticalement

1. Astrologues. - 2. Imposer. Pua. - 3. Gl. Eva. - 4. Llanor. Es. - 5. Elzevir. Va. - 6. Saupoudroir. - 7. Gri. Mièvre. - 8. Mé. Ea. Nés. - 9. Isodynie.

GUY BROUTY.

Les coma

La première fois, des malades en coma ont été réveillés. Une expérience réussie.

Les médecins ont réussi à réveiller des malades en coma. Une expérience réussie.

Les médecins ont réussi à réveiller des malades en coma. Une expérience réussie.

La clim

La climatisation est devenue une nécessité. Les climatiseurs sont de plus en plus nombreux.

La climatisation est devenue une nécessité. Les climatiseurs sont de plus en plus nombreux.

La climatisation est devenue une nécessité. Les climatiseurs sont de plus en plus nombreux.

Le Monde MEDECINE

Les comas de laboratoire

Pour la première fois, des médecins français ont eu s'être livrés à une expérimentation sur un malade plongé dans le coma depuis trois ans.

Le 23 avril dernier, un jeune homme plongé accidentellement depuis trois ans dans un coma profond (« état végétatif chronique ») a fait l'objet d'une expérimentation sans précédent dans le service d'anesthésie-réanimation du centre hospitalier universitaire d'Amiens. Cette « première », effectuée par une équipe médicale dirigée par le professeur Alain Milhaud, a consisté à prélever un litre de sang du malade, puis à le réinjecter « en deux minutes », à l'aide d'une grosse aiguille (trocard de Liévin) vissée au préalable dans un os du bassin (1).

« Il s'agissait de démontrer, expliquent les médecins d'Amiens, que l'on pouvait injecter du sang par voie osseuse, ce qui pourrait être d'un grand secours pour les malades en état de choc important chez lesquels il est très difficile de trouver des veines susceptibles d'être perfusées, et qui ont besoin d'un remplissage vasculaire très rapide. »

Le malade, auparavant hospitalisé aux établissements Hélio-Marins de Berck-sur-Mer (Nord), avait apparemment supporté sans mal l'expérience. Il a ensuite retrouvé son établissement hospitalier d'origine où, depuis, il est mort. L'équipe médicale d'Amiens n'a pas « expérimenté » de manière totalement confidentielle. Il s'agissait d'une démarche « volontairement provocatrice », destinée à attirer l'attention des pouvoirs publics et des responsables nationaux de l'éthique médicale. Une démarche quelque peu ambiguë, dans la mesure où ses auteurs ont bien pris soin de tenir éloignée la presse non médicale de la relation de leurs travaux.

Une démarche très risquée aussi puisque, en agissant ainsi, les membres de l'équipe médicale savent qu'ils peuvent être inculpés de coups et blessures volontaires. Ils savent également qu'ils transgressent toutes les règles éthiques. D'abord, parce que ni le malade - inconscient - ni sa famille n'ont été tenus informés d'une telle expérimentation et n'ont pu a fortiori donner leur accord.

Ensuite, parce que le malade ne pouvait bien évidemment tirer aucun bénéfice d'une telle intervention, celle-ci risquant même d'aggraver son état.

Quelles que soient les suites de cette délicate affaire, l'objectif est aujourd'hui atteint : on va publiquement débattre en France de la question de l'expérimentation médicale sur les malades en « état végétatif chronique ». Il s'agit à l'évidence d'une question grave souvent tabou dans les milieux médicaux spécialisés. « Un dossier explosif que personne n'a véritablement intérêt à sortir », confie-t-on dans les services de réanimation, où l'on juge souvent de façon très critique l'initiative des médecins d'Amiens.

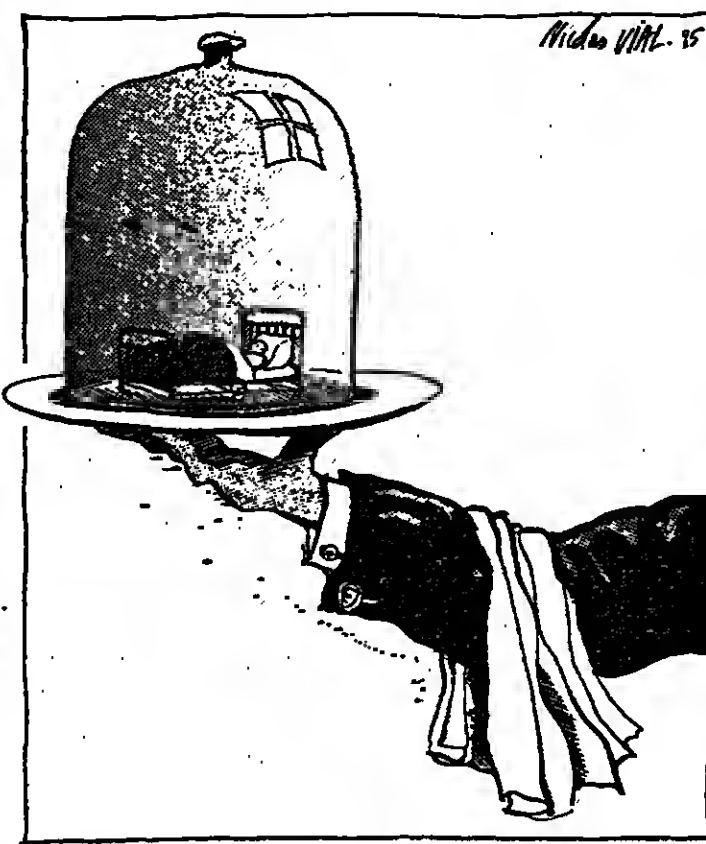
Passage à l'acte

Une première estimation fait état en France de plus d'une centaine de personnes comateuses inconscientes, hospitalisées depuis plusieurs années - certaines depuis plus de dix ans - ces malades sont dits « en état végétatif chronique », une situation totalement différente de celle, mieux connue, du « coma dépassé ».

Il s'agit, pour l'essentiel, de personnes victimes d'accidents de la circulation, d'accidents vasculaires cérébraux, de séquelles de tentatives de suicide, voire d'accidents d'anesthésie. Totalement inconscientes, incapables de répondre aux ordres les plus simples, les malades en état végétatif chronique n'ont, selon toute vraisemblance, aucune chance de récupérer leurs facultés intellectuelles.

Une récente étude, menée par le docteur Danzè (établissements Hélio-Marins de Berck-sur-Mer) sur dix personnes en état végétatif chronique depuis sept ans en moyenne, a permis d'établir, grâce au scanner la prédominance des lésions au niveau des hémisphères cérébraux, au-dessus du tronc cérébral, ce dernier demeurant en grande partie préservé.

La démarche de l'équipe d'Amiens vise à obtenir l'autorisation d'expérimenter (de nouveaux



Dessin de NICOLAS VIAL

médicaments, mais aussi des techniques médicales ou chirurgicales) sur ces personnes. Le comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé a été saisi. Son président, le professeur Jean Bernard, regrette, selon le professeur Milhaud, que la question fasse dans le même temps l'objet d'un débat.

L'affaire d'Amiens a suscité déjà de très vives réactions dans les milieux de l'anesthésie-réanimation. Les positions y sont très tranchées. Pour les uns, il est clair qu'autoriser officiellement la poursuite de telles expériences consiste, ni plus ni moins, à « ouvrir la porte de Buchenwald ». Les autres soulignent que, « de toute manière, tout le monde fait déjà, peu ou prou, de l'expérimentation sur ces malades », et regrette que cela soit, de cette manière, porté sur la place publique. Tous désirent, sous des prétextes divers, garder l'anonymat.

Ce n'est pas la première fois que l'on évoque ce sujet en France. Déjà, en 1972, la question avait été soulevée par le professeur Pierre Huguenard (hôpital Henri-Mondrès, à Créteil), à l'occasion d'un colloque organisé

par les laboratoires Sandoz. Elle l'avait à nouveau été en 1979, lors d'une réunion d'anesthésiologie, organisée à Reims-en-France. Elle se pose aujourd'hui en de nouveaux termes, compte tenu du « passage à l'acte » effectué à Amiens en avril dernier et de la démarche officielle près du comité national d'éthique. Elle se pose aussi alors que le gouvernement a depuis 1981 entrepris une démarche originale visant à légiférer en matière d'expérimentation médicale sur l'homme.

Un débat houleux

Les « avantages » et les inconvénients offerts par une telle pratique expérimentale, de même que les difficultés de tous ordres qu'elle soulève, ont fait l'objet d'un débat organisé le 12 octobre dernier à Roissy-en-France, auquel participait Mme Catherine Labrousse, professeur de droit privé (Paris-X), et membre du Comité national d'éthique. Ce débat, parfois houleux, fournit l'occasion à plusieurs anesthésistes-réanimateurs d'évoquer certaines pratiques, un moment illégales, de prélèvements d'organes pour transplantations rénales. « De 1963 à 1968, expliquèrent-ils, nous pratiquions le prélèvement des reins non pas sur des cadavres, mais sur des personnes en coma dépassé que nous présentions comme des cadavres. » D'autres révélèrent aussi à cette occasion certaines pratiques expérimentales déjà menées sur des sujets en état végétatif chronique. Comme cette « circulation croisée » entre un malade atteint d'une forme grave d'hépatite et un sujet comateux, le sang du second ayant pour fonction - du moins l'espéranto - de soigner le premier.

Aujourd'hui les partisans de cette expérimentation font valoir la substance que les organismes humains ainsi privés d'une partie de leur système nerveux central constituent de parfaits « modèles biologiques » pour l'étude pharmacologique de nouvelles substances médicamenteuses. Certains vont même jusqu'à expliquer que ces malades « se situent très exactement à mi-chemin entre l'animal d'expérience et l'homme sain ».

Rien toutefois n'est acquis, certains spécialistes faisant valoir que les lésions cérébrales et les perturbations physiologiques induites par l'immobilité sont

telles que les états végétatifs chroniques ne constituent pas, tout compte fait, un modèle aussi idéal qu'on pourrait a priori le supposer. Mais sans doute faudrait-il, là encore, expérimenter avant de pouvoir véritablement conclure.

Rentabiliser le végétatif

« Faudra-t-il continuer longtemps, résume le professeur Milhaud, à expérimenter les techniques et médicaments nouveaux sur des sujets sains ou dont la maladie n'a peu de rapports avec l'essai thérapeutique, que ces malades soient volontaires ou non, informés ou non ? On ne peut oublier qu'il existe dans les hôpitaux français certainement plus d'une centaine de modèles humains presque parfaits qui pour certains (dont nous ne sommes pas) seraient plutôt des candidats à l'euthanasie qu'à l'expérimentation. »

On perçoit mieux, ainsi formulé, l'enjeu du débat. Car poser la question de l'expérimentation sur le malade en état végétatif chronique, renvoie inévitablement à l'euthanasie, passive ou active. On ne fait d'ailleurs pas mystère dans certains services de réanimation de ne jamais avoir de malades dans cette situation. « Bien évidemment, nous ne tuons pas ces malades, confient certains médecins, mais il faut savoir qu'il s'agit d'organismes fragilisés, et la vraie question pour nous est de savoir jusqu'où il faut intervenir. » Les états végétatifs chroniques ne sont pas autre chose que la rançon des progrès de la réanimation, explique un anesthésiste-réanimateur. Je ne suis pas personnellement très favorable à l'expérimentation, mais je voudrais surtout que l'on nous fixe les limites que nous ne devons pas dépasser. »

Contre l'euthanasie, pour l'expérimentation sur les états végétatifs chroniques : il y a là apparemment l'amorce d'un système cohérent fonctionnant au profit d'une certaine idée, mécanisme, de la médecine et de l'individu. Les partisans d'une telle expérimentation se prononcent d'ailleurs clairement en faveur d'une rémunération des héritiers

du malade sur lequel seraient pratiquées de tels « essais thérapeutiques ». « S'il m'arrivait ce soir un malheur sur l'autoroute, commente l'un d'eux, je serais très heureux de savoir que mes enfants pourraient bénéficier de l'utilisation qui serait alors faite de mon corps. »

De fait, la dimension financière et le souci de rentabilité sont loin d'être négligeables. D'un côté, on fait valoir que ces malades coûtent cher à la société (1 200 F par jour aux Hélio-Marins de Berck-sur-Mer). De l'autre, on explique que la famille tirerait des subsides - fourrés entre autres par l'industrie pharmaceutique - de l'expérimentation ainsi réalisée.

On imagine bien évidemment sans mal à quelles extrémités pourrait conduire la généralisation d'une telle pratique qui, en définitive, ne cherche à maintenir une forme de vie humaine que pour mieux en tirer profit. A repousser ainsi les frontières du permis et du possible - certains médecins proposent aujourd'hui une nouvelle définition, « corticale », de la mort qui équivaudrait à considérer comme mortes les personnes en état végétatif chronique, - c'est le concept même de personne humaine que l'on atteint. Convient-il d'étendre l'entreprise de « nationalisation des corps » déjà amorcée avec la possibilité offerte aux médecins de prélever des organes sur les malades en coma dépassé qui d'atout pas fait savoir de leur vivant qu'ils étaient opposés à de tels prélèvements ? Faudra-t-il, au contraire, de manière tout à fait paradoxale en venir à conclure que l'hypocrisie de certaines formes d'euthanasie témoigne, au fond, d'un plus grand respect pour l'individu que son maintien à tout prix dans un état de vie végétative au seul et anonyme bénéfice - dans le meilleur des cas - de la collectivité ?

JEAN-YVES NAU

(1) Etats végétatifs chroniques et expérimentation humaine, communication des docteurs A. Milhaud, A. Tondreau, E. Lohjce, A. Ross, M. Ouart (Amiens) et F. Danzè, A. Grosbets (Berck), publiée dans les actes de la 10^e réunion d'anesthésie-réanimation et oxylogie de Roissy-en-France.

La clinique de la mort

FALUT-IL changer la définition de la mort ? Telle est, en substance, la question que pose le professeur Alain Milhaud lors des Journées de Roissy (cf. l'article de J.-Y. Nau ci-dessus), et que l'on retrouve déjà en filigrane dans son article consacré aux « Crises cliniques et légales de la mort » paru en 1978 dans la prestigieuse Encyclopédie médico-chirurgicale.

Il n'est pas le seul à se poser une telle question puisque certains médecins américains ont récemment tenté de définir le concept de mort corticale, ce dernier recouvrant les états végétatifs chroniques, devant remplacer celui de mort cérébrale communément admis jusqu'à présent.

Les choses ont donc bien changé depuis le temps où Hippocrate décrivait un faciès cadavérique, muscles relâchés, yeux caves et globes oculaires affaissés. Pendant longtemps, on s'est contenté d'une simple observation clinique constatant l'arrêt du fonctionnement des grandes fonctions vitales : perte de conscience, arrêt des battements du cœur, cessation de la respiration. Et c'est lorsque les médecins se sont aperçus qu'il était possible de maintenir un certain nombre de fonctions

vitalles - alors même que le cerveau était irréversiblement détruit, - que s'est posé avec acuité le problème des frontières entre la vie et la mort. D'ailleurs, dès 1800, dans son ouvrage Recherches physiologiques sur la vie et la mort, Marie-François Xavier Bichat opposait la perte des fonctions de la « vie animale », qui aboutit à la mort de l'encéphale, à la perte de la « vie organique », qui peut être encore conservée. En 1959, P. Mollaret et M. Goulon donnent la première description de ce qu'ils appellent le coma dépassé, un coma qui se situe bien au-delà du coma le plus profond, caractérisé par l'abolition totale et définitive de toutes les fonctions, y compris celles qui se rapportent à la vie végétative, avec, en particulier, la disparition des différents réflexes.

« Il importe donc, écrit le professeur Milhaud, de distinguer formellement le coma dépassé du coma prolongé, où persiste une certaine activité cérébrale, et aussi des comas avec sidération végétative transitoire. »

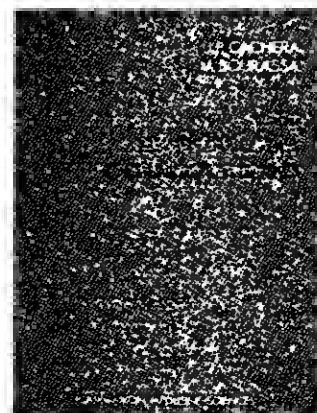
Le diagnostic de coma dépassé, et donc de mort cérébrale, repose avant tout sur l'épreuve de débranchement à l'oxygène, qui permet de noter l'absence de reprise d'une venti-

lation spontanée lorsque le sujet n'est plus mis sous ventilation artificielle. Il s'agit d'un coma profond avec absence des différents réflexes (ostéo-tendineux, cutané-plantaire et pupillaire) et perte des trois fonctions végétatives fondamentales : arrêt respiratoire, collapsus circulatoire et dérèglement thermique. En outre, le tracé est plat à l'électro-encéphalogramme. Aujourd'hui, on s'en tient donc à cette définition de la mort cérébrale, même si certains proposent d'aller plus loin et d'élargir le diagnostic de mort au concept un peu plus flou de mort corticale.

Quant à l'idée d'utiliser les « comas dépassés » comme donneurs d'organes - à laquelle fait allusion le rapport pontifical (cf. l'article de J.-P. Cluze, page 20), - elle a été émise pour la première fois en France en 1963, au cours d'un séminaire de l'Association des anesthésiologistes français. Depuis, plusieurs textes permettent cette utilisation ont été édictés sur ce sujet, et en particulier le « Circulaire Jeanneney », du nom de M. Jean-Marcel Jeanneney, ministre des affaires sociales en 1968.

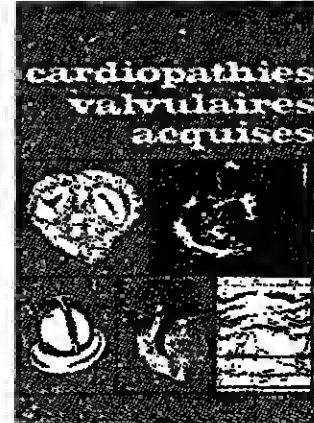
FRANCK NOUCHIL

Deux livres de référence uniques sur le marché



La maladie coronaire
J.P. CACHERA
M. BOURASSA
1985, 2^e édition, relié, 720 p., 193 fig.

Prix de lancement :
Jusqu'au 31/12/85 : 695,00 FF.
Après cette date : 820,00 FF.



Les cardiopathies valvulaires acquises
J. ACAR

1985, relié, 656 p., 317 fig., 820,00 FF.

OFFRE SPECIALE : les deux ouvrages 1450,00 FF jusqu'au 31/12/85

Ouvrages en vente en librairie ou par correspondance à Flammarion Médecine - 4, rue C. Delavigne - 75006 PARIS. Joindre le règlement à l'ordre d'Union-Diffusion en ajoutant les frais de port : 25,00 FF pour 1 volume, 35,00 FF pour les deux.

FLAMMARION MEDECINE-SCIENCES

هكذا من الأصل

Euthanasie : la nouvelle doctrine du Vatican

Le Vatican trouve légitime d'interrompre un traitement qui n'apporte aucun bénéfice à un malade plongé dans un coma irréversible.

« O VIE ! Comment meurs-tu ? », scandait le psalmiste. L'historien Pierre Cheuvin date de la « première tombe intentionnelle », il y a quelque cinquante mille ans, le passage de nos ancêtres à l'âge d'homme. Et, de fait, l'inquiétude dont témoigne ce rite n'allait-elle pas s'investir dans la recherche sur les fins dernières d'un point de vue métaphysique d'abord, et scientifique plus tard ?

Il était donc naturel que le Vatican, autorité spirituelle pour le plus grand nombre de croyants,

se préoccupe de la question de la mort également du point de vue scientifique. C'est chose faite. Une vingtaine de médecins (1) — dont quatre Français, les professeurs Jérôme Lejeune, Jean-François Lemaire, Georges Mathé et Gérard Milhant — ont en effet été réunis fin octobre à Rome sous l'égide de l'Académie pontificale des sciences afin de discuter des « critères objectifs de la mort ».

Quatre questions étaient en fait au cœur du débat. En premier lieu, comment déterminer avec exactitude le moment de la mort ? Sur ce point, la réponse est parfaitement nette : c'est « la mort cérébrale (qui) est la véritable critère de la mort ». Ou encore : « Une personne est morte lorsqu'elle a souffert d'une perte irréversible de toute capacité d'intégrer et de coordonner les fonctions physiques et mentales du corps ».

« Survie végétative »

Un tel état peut néanmoins coexister, comme il est connu, avec une courte « survie végétative » étonnamment entretenue par « le maintien artificiel de la respiration et de la circulation ». Cet état n'en est pas moins la mort. On peut donc en déduire, a contrario, que, pour l'aréopage réuni au Vatican, la vie est précisément cette capacité d'intégrer le physique et le mental et non une simple coordination des fonctions végétatives.

Une difficulté pour les médecins contemporains peut venir de ce que des « travaux expérimentaux récents ont révélé que la résistance du cerveau à l'absence de circulation cérébrale peut permettre des récupérations autrefois réputées impossibles ».

D'où l'importance de la deuxième question, évidemment corollaire de la précédente : comment déterminer avec exactitude

le moment de cette mort cérébrale ? Là encore, la réponse est assez nette : il importe de vérifier de la manière la plus sûre que « le cerveau est devenu plat, c'est-à-dire qu'il ne présente plus d'activité électrique ». Pour ce faire, deux électro-encéphalogrammes « au moins » devraient être faits à « un intervalle de six heures ». S'il y a doute évidemment, et s'il est possible en toute hypothèse, serait bienvenue, ont estimé certains participants à ce que nous en e rapporté l'un d'entre eux, mais cette précision ne figure pas dans le document.

Troisième question : que doit faire le médecin, qui peut souhaiter la famille en cas de « coma irréversible », c'est-à-dire de cessation sans espoir de récupération à vue médicale de toutes fonctions cérébrales, cependant que les fonctions cardiaques et respiratoires se poursuivent encore ? Dans ce cas, « un traitement n'est

pas requis ». Par traitement, le groupe de travail a entendu « toutes les interventions médicales disponibles et appropriées au cas précis, quelle que soit la complexité des techniques ». Autrement dit, l'application des moyens « extraordinaires » — cet ensemble de techniques parfois sophistiquées et toujours coûteuses qui permettent de prolonger artificiellement la vie — n'est pas requis.

Comment justifier d'un point de vue éthique cette attitude ? Le document résumant les travaux des experts en attendant la publication des actes de la rencontre ne le dit pas. Mais le commentaire que nous en a fait le Père Enrico di Rovasenda, chancelier de l'Académie pontificale, aide à la comprendre : « La vie est un bien à conserver, dit-il. Mais la mort est aussi inscrite dans les lois de la nature comme une issue inéluctable. En termes plus spécifi-

quement chrétiens, un précédent document approuvé en 1980 par le pape Jean-Paul II sur l'euthanasie rappelait que « la vie est le fondement de tous les biens, la source nécessaire et la condition de toute activité humaine et de toute sacralité », mais que le croyant ne doit pas oublier, après saint Paul, que, « si nous mourons, nous mourons ou Seigneur ».

Traitement et compassion

Cette adhésion implicite à l'idée d'euthanasie négative (c'est-à-dire par abstention de traitement) vaut-elle condamnation de ce qu'il est convenu d'appeler l'« acharnement thérapeutique » ? Là encore, pas de réponse explicite, mais un commentaire : « Oui, si la famille estime en confiance devoir le faire et pouvoir moralement y consentir. Mais les engagements vis-à-vis des vivants, enfants, mari,

parents doivent évidemment avoir priorité ».

Précision : si pourtant « il est médicalement établi qu'il existe une possibilité de récupération, le traitement est requis ». Mais, si ledit traitement entrepris « ne peut apporter aucun bénéfice au patient, il peut-être interrompu ».

L'absence d'obligation de « traitement » dans les cas désespérés ne signifie pas pourtant l'absence de « soins », c'est-à-dire de cette « aide ordinaire due au patient grabataire » — alimentation (y compris artificielle par voie intraveineuse) — ce point évidemment important n'est pas précisé, hygiène, mais aussi « la compassion et le support affectif et spirituel dus à tout être humain en danger ».

Reste une dernière question : si l'acharnement thérapeutique n'est pas recommandé, quelle doit être l'attitude médicale par rapport aux « dons d'organes » ? Car le prélèvement suppose précisément une prolongation artificielle, fût-elle courte, de la vie végétative. On ne transplante pas en effet un organe qui a cessé d'être irrigué. La réponse du groupe de travail est là encore sans ambiguïté. Prémisses : « Les transplantations d'organes méritent le soutien de la profession médicale, des législations et de la population en général ». Conclusion : en cas de mort cérébrale, la « mise en service » est indiquée lorsqu'un prélèvement est envisagé. Cette éventualité se produira surtout bien entendu « en cas de lésions cérébrales totales et irréversibles survenues chez un sujet jeune, essentiellement après un traumatisme brutal : chez des sujets âgés, le don d'organes n'est en effet possible qu'au cas par cas ». Faut-il enfin préciser que « la donation d'organes doit en toutes circonstances « respecter les dernières volontés des donneurs ou le consentement éventuel de la famille si elle est présente ».

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Outre le Vatican, étaient représentés : les États-Unis, la RFA, l'Italie, la Suède, les Pays-Bas, le Brésil et la France.

Soins minimaux

La question la plus importante abordée à Rome est d'ordre éthique : quelle conduite avoir dans le cas de « coma irréversible » ? Depuis longtemps, les autorités catholiques avaient mis en garde contre les excès médicaux (lettre pontificale du 3 octobre 1970) et admis que l'on peut s'abstenir de traitement imposant une trop lourde charge au patient et à sa famille (Pia XII, 28 novembre 1957) ou de thérapeutique disproportionnée avec les résultats que l'on pourrait en attendre (déclaration de la Congrégation de la doctrine de la foi, 5 mai 1980).

Le comité médical qui vient de se réunir à Rome a appliqué un tel enseignement aux cas de coma irréversible, distinguant, semble-t-il, entre les traitements médicaux dont on pourrait légitimement s'abstenir et un certain niveau de soins dont on pourrait se contenter.

Certains comas prolongés pendant des années, sinon des dizaines d'années, soumettent la famille et les soignants à une épreuve extrêmement lourde. Une prise de position de l'Église catholique invitait à se contenter de « soins minimaux » pour résoudre certains problèmes de conscience et conduire à ne pas prolonger indûment des vies réduites à un état végétatif.

Mais les fondements philosophiques de ces prises de position n'ont, semble-t-il, pas été approfondis. Qu'est-ce qui permet d'affirmer le décès, en cas de coma cérébral, et la vie, en cas de coma irréversible ? Lorsqu'un malade est plongé dans un coma profond, caractérisé par la perte de toute forme de conscience et de relation à autrui, et cela de façon irréversible, existe-t-il encore comme personne humaine ; du seul fait que demeurent des activités électriques cérébrales ? Ou faut-il affir-

mer que celui qui est totalement et définitivement privé de toute conscience et de relation à autrui est mort comme sujet humain ? Aux médecins, certes, de trouver des signes de l'irréversibilité du coma. Mais la question posée concerne autant, sinon davantage, les juristes, les philosophes et les théologiens.

Une large confrontation est ici nécessaire. Elle sera sans doute passionnée et prendra du temps. Reason de plus pour la susciter essez vite. D'ici là, on est tenu à une grande prudence. On ne peut élargir la définition de la mort sans un consensus social. Le comité médical propose de considérer les malades en état de coma profond irréversible comme des personnes humaines vivantes, mais requérant seulement un minimum de soins. C'est une solution — provisoire — de sagesse.

PATRICK VERSPIEREN, directeur du département d'éthique biomédicale, centre Sèvres, Paris.

Réalité d'une fiction

L'équipe du CHU d'Amiens n'est pas la première à avoir imaginé que l'on pouvait utiliser les sujets en état végétatif chronique pour aider aux progrès de la médecine. Un écrivain américain, Robin Cook, développe cette idée jusqu'aux plus extrêmes conséquences dans un roman au titre évocateur *Coma* (1). C'est l'histoire d'un monstrueux trafic où des malades volontairement plongés dans le coma sont ensuite pris en charge par un institut privé, centre de tri et d'expédition pour éliminer un marché noir d'organes de transplantation.

« Man dieu ! s'exclame, dans un passage, le personnage inventé de ce système, dire qu'on ne peut même pas prendre la décision d'achever un malade lorsqu'on a acquis la certitude que son cerveau s'est transformé en une masse de gelée inanimée ! Comment la science peut-elle progresser avec de tels handicaps ? »

(1) Editions Marabout.

Salle des gisants

Aux Établissements Hélio-Marins de Berck, des dizaines de comateux attendent une hypothétique « résurrection ».

« VOUS voyez, ce n'est pas la cour des miracles ici, personne ne meurt », épaisse lunette, blouse blanche ouverte sur un maigre nœud papillon, le docteur François Danzé, neurologue, ancien chef de clinique des hôpitaux de Paris, et depuis un an chef de service aux Établissements Hélio-Marins de Berck-sur-Mer, ne craint pas de manier l'humour. Une qualité indispensable ici, où rira des autres est un vrai hrevet de survie professionnelle. Car la réalité fait mal aux « Hélio-Marins » gigantesques que l'établissement bâtit il y a un siècle au bord de la Manche pour la prise en charge des tuberculeux atteints et reconvertis depuis peu dans l'accueil des malades comateux.

Des kilomètres de couloirs, une architecture rococo, des bâtiments usés, qu'on peut sans excès qualifier de vétustes, cinq cents malades. Et un désespoir infini dans chaque chambre ou presque. Un espoir fantastique aussi, seul moteur d'une équipe soignante qui lutte, soudée, contre le temps, la fatalité et l'oubli.

L'enjeu est simple. On accueille (de Lille, de Paris, d'Amiens ou d'ailleurs) des malades comateux et l'on fait tout pour les « récupérer ». Tout, c'est-à-dire toujours l'ingrat, souvent l'impossible : nursing, évocations visuelles et auditives, mobilisations, kinésithérapie, ergothérapie. Une aventure thé-

rapeutique collective dont l'issue n'est jamais prévisible. Un extraordinaire pari médical fondé autant sur la technique que sur le dévouement. Ce qui rend l'échec encore plus tragique et désespérant quand, après six à huit mois d'efforts continus, le malade n'est ni sorti de son coma ni capable de répondre à des ordres simples (« fermez les yeux ! », « bougez les doigts ! »), et qu'on espère progressivement, puis on interrompt les initiatives thérapeutiques. Car l'espérance a ses limites : au bout d'un an, on a la quasi-certitude que le malade comateux ne pourra jamais plus récupérer. C'est alors qu'il est étiqueté « état végétatif chronique ».

Épithètes

Il y a plusieurs dizaines dans ce cas sur les cent cinquante lits du service du docteur Danzé. Ils sont là depuis trois, cinq, dix ans ou plus. On les nourrit, on soigne leurs infections et leurs escarres. On sait qu'ils ne reviendront jamais à la conscience. A dire vrai, et toute pudeur mise à part, c'est un spectacle difficile. Comme ces douze corps éligés dans une salle d'un autre âge, trachéotomisés, alimentés par sonde gastrique. Douze organismes déjà marqués par les séquelles de leur immobilité prolongée, victimes inconscientes d'anciens accidents

de la circulation, de vieilles tentatives de suicide ou... d'accidents opératoires.

Souvent, à la tête du lit, la famille a collé de pauvres images, des photographes de bébés, des dessins d'enfants. Mais, le coma s'éternisant, les enfants ont grandi. Il faut alors plusieurs photos dont les légendes disent l'horreur du temps qui passe. « Michel, à six mois... », « Regarde, il a trois ans... ». Puis Michel a lui-même écrit un mot à l'attention du père malade. D'autres ont préféré les images religieuses. Un Christ, une photo du malade lorsqu'il était bébé, des fleurs artificielles : le lit d'hôpital a pris l'apparence d'un tombeau. Est-il autre chose ?

Le désespoir ou la folle espérance autorisent tout. « Je m'appelle David, j'aime la musique », a écrit une main amie au-dessus d'un lit. Alors, on a placé un mégaphone contre l'oreille de David, qui diffuse en permanence les cassettes qu'il aime. Qu'il aime ou qu'il aimait ? Comment savoir ? On sait que chez ces malades les messages sensoriels sont acheminés jusqu'au cerveau, explique le docteur Danzé. Sont-ils décodés ? Difficile à savoir : on peut toutefois douter qu'il y ait chez eux une véritable prise de conscience.

D'autres lits sont vides. « On ne peut jamais prévoir l'attitude des familles », disent les soignants. Certaines font très vite leur deuil. D'autres viennent régulièrement, puis disparaissent. Certains ne perdent jamais l'espoir, quoi qu'il arrive. Et puis, il y a les paramédicaux qui nous avertissent qu'ils sont les plus divers.

Partout, on lave, on soigne, on panse. Partout aussi, des récepteurs de télévision devenus les yeux des malades les moins atteints. Avec la conscience, la souffrance semble avoir disparu.

Bien sûr, les Hélio-Marins ne se résument pas à cela. Et la directrice — Mme Michelle Sadoulet-De Jaeger, — les médecins, les soignants aimeraient que l'on évoque surtout le positif : les malades arrivés comateux que l'on parvient à faire d'acharnement thérapeutique à sortir de l'inconscience et à remettre sur pied. Comme Thierry, dix-huit ans, rencontré au hasard d'un couloir, ancien démolisseur arrivé il y a quelques mois après un accident de motobécane « sans casque » et qui, encore trachéotomisé, a retrouvé avec son corps des fringales d'adolescent.

L'avenir des Hélio-Marins ? En bilisble avec la DRASS, ex prises avec les restrictions budgétaires en matière de santé — les malades paient ici aussi le forfait hospitalier... — l'établissement en cours de reclassement ne sait pas où il va. Une certitude pourtant, on ne veut pas se transformer en institut spécialisé dans le maintien en vie des états végétatifs chroniques. D'autres malades attendent. Or personne, ou presque, ne veut les prendre en charge. Pour l'extérieur, déjà, ils sont morts.

J.-Y. N.

• Une Association d'entraide aux malades traumatiques crâniens s'est récemment constituée à Berck-sur-Mer à l'initiative de familles de malades : AEMTC, Établissements Hélio-Marins, 62608 Berck-sur-Mer Cedex.

American Way

PEUT-ON mettre fin à l'existence d'un malade irrémédiablement atteint, ou comateux, et qui a rédigé un « testament de vie » (le « living-will » américain) par lequel il a exprimé formellement, et devant témoins, sa volonté, au cas où il serait dans un état jugé désespéré, de ne faire l'objet d'aucune mesure de prolongation de son existence ? En 1984, sept États américains avaient promulgué, pour la première fois, des lois reconnaissant « le droit à des malades lucides de donner des directives écrites concernant les soins ou les traitements qui pourraient leur être appliqués dans l'avenir ».

En 1985, trente-cinq États et le district de Columbia avaient adopté des lois semblables reconnaissant la validité du « testament de vie ». Ces lois autorisent même dans certains États les auteurs d'un « testament de vie » à désigner un proche qui puisse prendre à leur place une décision de poursuite ou d'interrompre le soutien des processus vitaux — ou le traitement quel qu'il soit — au cas où ils seraient inconscients. D'autres États confèrent ce droit de décision aux avocats ou aux tribunaux. Les législations nouvellement adoptées incluent des directives pour les patients comateux ou inconscients qui n'auraient pu indiquer à l'avance et par écrit leur volonté. Selon ces directives, d'autres personnes (famille, tribunaux) sont autorisées à prendre dans ces cas une décision « dans l'intérêt du malade » et

en accord avec la corps médical.

La Cour suprême vient par ailleurs de rendre un jugement important concernant le droit qui pourrait avoir les médecins d'interrompre (ou de ne pas commencer) un processus d'hydratation et de nutrition artificielles. Selon ce jugement, ces procédés de nutrition ou d'hydratation par perfusion « ne sont pas qualitativement différents de ceux utilisés pour entretenir artificiellement le fonctionnement respiratoire ».

La mort douce

A condition qu'un certain nombre de tests concernent l'état du malade soient joints au dossier médical, qu'une procédure contradictoire apporte l'opinion de plusieurs médecins, toute mesure de soutien à la survie d'un malade irrémédiablement comateux peut être interrompue.

Cet ensemble de décisions et de législations montre que l'Amérique s'engage, au terme de violentes polémiques, dans le voie du « respect de la mort naturelle », du « droit de mourir dans la dignité » et du refus de tout exploit thérapeutique excessif. Une voie dont les défenseurs avaient reçu le soutien d'une grande partie de l'Église et qui n'est autre que celle de l'euthanasie comprise au sens étymologique de ce terme, celui de la « mort douce ».

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(Publicité)
SESSION DE FORMATION SUR L'INCONTINENCE URINAIRE POUR LES MÉDECINS, LES 4, 5, 6 DÉCEMBRE 1985
au CNAM, 292, rue Saint-Martin, 75003 PARIS
sous la responsabilité de P. PIGNÉ
(clinique gynécologique et obstétricale de l'hôpital Saint-Antoine, 75012 PARIS)
RÉSERVATIONS ET INSCRIPTIONS : M^{me} Maïté JACQUET, laboratoire Brigitte-Frybourg
CNAM, 2, rue Comé, 75003 PARIS - Tél. : 42-71-24-14, poste 370 ou 379

De l'hôpital au cabinet médical
tonus
c'est la puissance confraternelle
TONUS, deux fois par semaine — 48 000 exemplaires
29, rue du Fig. Poissonnière 75 009 Paris. Tél. : 42-47-13-17

COSMOS ET POÉSIE
Salutations de la Terre à la comète de Halley
VENDREDI 22 NOVEMBRE à 20 heures
Spectacle poétique audiovisuel et musical mis en scène
par Michel de MAULNE, avec Béatrice AGENIN et Jean-Louis PHILIPPE
MAISON DE LA POÉSIE
101, RUE RAMBUTEAU (11^e) - N^e HALLES - Tél. : 42-38-27-53

Les laïques à...

505...

ENVIRONNEMENT

C'est imite le c...

icad

Le succès en entreprise

EN 2 ANS (ETM)

ACTION COMMERCIALE

COMPTABILITÉ et GESTION

3^e ANNÉE (à l'opér)

COMMERCE INTERNATIONAL

DOCUMENTATION SUR DES

51, rue de l'Université • 75006

Tél. (1) 551.23.90 et 551.23.91

société

APRÈS LA « DÉFAITE DE 1984 »

Les laïques à la recherche d'une nouvelle image

Que reste-t-il de l'idéal laïque sacré pendant des mois de querelle scolaire ? Quelques anciens combattants mal remis de la « défaite de 1984 », rêvant d'une revanche contre les « calotins », ou des militants lancés dans une courageuse autodéfense travaillant à repêcher la laïcité aux couleurs de 1986 ? Même si les troupes laïques, ébranlées par la débâcle, hésitent encore, c'est cette scène de vie qu'ont empruntée les responsables de la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente en publiant un recueil d'entretiens avec une vingtaine de personnalités choisies sans complaisance : universitaires, journalistes, représentants de divers courants philosophiques et religieux, catholiques ou non (1). De son côté, le Comité national d'action laïque (CNAL), qui fut l'un des partenaires d'Alain Savary dans les négociations public-privé s'apprête à définir « une expression nouvelle de la laïcité de toujours » lors de ses assises, les 23 et 24 novembre à Evry.

An plus fort de la bataille scolaire, les laïques sur la défensive avaient désigné les médias comme principaux responsables de leurs déboires. Si la laïcité ne « passait » pas dans le public, ne mobilisait guère de parents d'élèves, expliquaient-ils, c'est que la presse en déformait le contenu et l'opposait avec partialité à la « liberté » revendiquée par les partisans de l'enseignement privé. La presse avait bon dos. Aujourd'hui, les laïques font leur mea culpa et recherchent plutôt dans leurs propres insuffisances les causes de leurs échecs. Et cela fait

parfois mal : arrogance, vide idéologique, vanité, anticléricalisme primaire, aveuglement... telles sont quelques unes des amabilités que lancent en rafales les intellectuels sollicités par la Ligue de l'enseignement dont aucun, malgré une grande diversité, ne se pose cependant en ennemi déclaré de l'idée laïque. Les meilleurs amis de la maison sont bien sûr les plus critiques. Ils comptent parmi les plus ardents partisans d'un aggiornamento, seule solution pour éviter l'effondrement.

Deux idées affleurent : la laïcité doit cesser d'être synonyme d'uniformité et de se poser en adversaire de l'Eglise, qui n'est plus celle du dix-neuvième siècle. « Une certaine façon de défendre la laïcité comme emprise unitaire d'un Etat unitaire (...) a aggravé les choses », explique ainsi M. Antoine Prost, historien et auteur du rapport sur les lycées remis à M. Savary. Et M. Edgar Morin, sociologue, renchérit : « Une fois que [la laïcité] n'a plus à s'opposer qu'à un fantôme ou un épouvantail [l'Eglise, NDLR], elle perd sa charge. Ce n'est plus un maître mat », mais un grigri (...).

La querelle scolaire aura été une immense occasion manquée de redonner une actualité à une notion encore empuetée dans des combats passés. Les militants, satisfaits de voir l'actuel ministre redorer le blason de l'école publique, préfèrent tourner la page. Après l'armistice, d'autres fronts appellent les laïques de la Ligue de l'enseignement : l'insertion des élèves d'origine étrangère et la lutte pour la réussite sco-

laire. Leurs responsables s'affirment chands partisans d'une introduction réelle mais contrôlée des « différences » à l'école sous la forme d'interventions extérieures (associations sportives et culturelles notamment, dont la Ligue contrôle une partie). Ils accepteraient même la présence de représentants du culte si les usagers de l'école la réclament. Ils ne font pas de la sacralisation un dogme et critiquent ceux qui, dans l'éducation nationale, masquent leurs revendications corporatistes sous des prétextes pédagogiques. Les « frères » enseignants du CNAL eux-mêmes ne sont pas épargnés. Accepteraient-ils, pour sortir de l'ornière, la politique de renouveau et de main tendue que leur proposent leurs dirigeants lors des assises de la fin novembre ?

Rigueur et tolérance

La Ligue, elle, encourage par son dialogue avec les intellectuels, refuse désormais de limiter sa réflexion au domaine de l'école qui sent encore le souffre, pour tenter de bâtir « au-delà de la corporation enseignante » une conception laïque de la société moderne tout entière. Là, face à la montée des intolérances, des sectarismes, aux tensions du libéralisme sauvage et de l'individualisme exacerbé, la laïcité peut et doit trouver une nouvelle jeunesse.

Pour rompre leur isolement, les laïques veulent susciter et alimenter les dialogues, confronter les différences, réhabiliter la rigueur intellectuelle et le rationalisme dans tous les débats. Face au « monde politicien qui court après l'éphémère »,

les noimateurs de la Ligue de l'enseignement parient sur une réflexion à long terme, menée loin des feux grossissants de l'actualité. Les quarante-cinq mille associations qu'ils rassemblent sont appelées à se mobiliser pour nourrir ce débat de l'organisation, en juillet prochain : un cercle de réflexion composé d'un panel bigarré d'intellectuels est sur le point d'être constitué. Déjà, de nombreux champs d'expression de la laïcité sont explorés avec des investissements importants dans les nouveaux médias (radios locales et télématique) et la préparation de la nouvelle Encyclopédie.

Les droits de l'homme, le tiers-monde, l'intégration des étrangers comptent parmi les terrains de prédilection immédiats. « La laïcité est le nœud gordien d'un problème fondamental pour toute la société française », celui de l'immigration, a déclaré Edgar Morin. « Si l'on n'a pas de minimum de laïcisation de l'immigration, il n'y aura pas d'intégration dans une société laïque ». Pour pouvoir écouter l'autre, il faut s'accorder sur des règles communes établies rationnellement, sans référence aux religions. Entre l'affirmation des différences et la recherche d'une morale universelle, base de tout dialogue, le chemin est étroit que les laïques voudraient pouvoir tracer sans passer par des « ringards ».

PHILIPPE BERNARD.

(1) La Laïcité en miroir, propos recueillis par Guy Gauthier, Edilig, 3, rue Récamier, Paris 7, 246 pages, 80 francs.

UN TÉLÉFILM AMÉRICAIN SUR LE SIDA

Le mal au foyer

De notre correspondant

Washington. — Michael est ce genre de garçon dont les familles rêvent pour gendre — l'air sain, la gentillesse évidente et un statut d'associé, à moins de trente ans, dans un gros cabinet d'avocats. Un soir Michael s'évanouit à son bureau, l'hôpital diagnostique un SIDA et l'AIDS — comme on dit dans les pays anglophones — ainsi fait, la semaine dernière, une entrée remarquée sur les écrans de télévisions de plusieurs dizaines de millions d'Américains. Remarquée car la chaîne NBC a réussi, avec *An Early Frost*, à produire un film non seulement très supérieur à la moyenne des dramatiques américains mais également d'un sens de la responsabilité sociale et d'une finesse peu courants.

La jeune sœur qui se flatte de libéralisme tant que son frère n'est que « gay », mais fuit devant le SIDA comme la dernière des analphabètes ; le père classe moyenne qui manquera de casser la figure à son fils lorsqu'il apprend que celui-ci est homosexuel mais ne s'en révélera pas moins le meilleur des hommes, ne sont que le personnage de la « folle » qui sait mourir avec la dignité des sages — autant de boulets rouges dans tous les stéréotypes, des libéraux comme des conservateurs.

Deux fois seulement, le discours

tourne à la brochure pédagogique, mais le tendre baiser au pestiféré de la grand-mère évoquant le temps où le cancer faisait aussi le vide autour de vous ou bien l'indignation contenue de la mère décevante que d'autres mères peuvent laisser leur fils crever comme des chèvres, c'était fort. Le message est simple : la tête et le cœur sont faits pour s'en servir, même et surtout devant le SIDA.

Ce message sera-t-il perçu ? Quelques politiciens américains le croient si peu qu'ils sont bien décidés à jouer de la peur pour conforter leur carrière. D'autres, au contraire (auxquels les électeurs ont jusqu'à maintenant donné leur appui), jouent la raison. Les premiers comme les seconds ont pu trouver dans le sondage réalisé pour l'occasion par NBC de quoi persévérer, car si 64 % des Américains jugent illégitime de licencier pour cause de SIDA, 58 % d'entre eux sont, en revanche, favorables à une limitation par la loi de l'activité sexuelle des personnes atteintes du syndrome.

Pour n'être qu'un vœu pieux, une telle mesure exigerait la mise sous surveillance policière des victimes — et éventuellement des victimes potentielles — du SIDA. Encore quelques dizaines de milliers de cas et les militants de l'ordre moral n'auront plus grand peine à triompher car, si la télévision peut susciter des peurs, il n'est pas encore prouvé qu'elle puisse en éteindre.

BERNARD GUETTA.

Cocotte en papier pour M^{re} Bouchardeau

L'association SOS-Environnement (1), que préside M. Jean-Claude Delarue, est devenue une fédération de « toutes les douleurs ». Qu'un locataire de pavillon soit victime d'un promoteur indélicat, il crée un « comité d'action des victimes de malheurs dans l'habitat » et s'affilie à l'association. Cette personne ait été mal soignée dans un hôpital, ses amis vont créer un comité de défense des usagers de la santé. Qu'enfin une association locale existante, comme le Mouvement de défense des sentiers du Perche normand, ne soit pas de taille à lutter contre les « remembrements arbitraires », la voilà qui fait alliance avec SOS-Environnement, dont le président, membre du Conseil économique et social, est censé avoir le bras long à Paris.

Le premier congrès national des Victimes du laxisme de l'administration et des services publics, réuni à Paris le 16 novembre, aura été pour Jean-Claude Delarue l'occasion de brasser tous ces groupes et comités suscités dans la France profonde. A commencer par les deux mouvements nationaux

qu'il a lui-même fondés : le Comité national d'action contre le bruit (CNAB) et l'Association de défense des usagers de l'administration et des services publics. Le bruit étant la principale nuisance ressentie quotidiennement par les Français, il était fatal que ce premier congrès recueille surtout des plaintes contre la pollution sonore. C'est pourquoi SOS-Environnement a décerné son premier oscar de la cocotte en papier au ministre de l'environnement et à sa mission bruit, considérée comme les administrations « les plus hanchalantes » à l'égard des plaintes du bon peuple. Certaines préfectures ou directions départementales de l'agriculture l'ont échappé belle. Elles n'auront pas la cocotte géante représentant l'oscar, mais elles risquent de recevoir au courrier de petites cocottes expédiées par des administrés exaspérés. Ce sera sans doute aussi inefficace que les lettres d'injure, mais plus drôle.

R. C.

(1) 31, rue d'Enghien, 75010 Paris. Tél. : 42-46-94-47.

ENVIRONNEMENT

Caen imite le cri du geai

Les employés municipaux de Caen (Calvados) sont parvenus à débarrasser leur ville des milliers d'étronneaux qui y avaient pris leur quartier d'hiver et qui, en se perchant sur les antennes de télévision, perturbent la réception des programmes. Pour chasser les oiseaux, on a fait appel à une autre technique de la com-

munication : les chaînes hi-fi des habitants du centre-ville. Des cris de geai — grand pourfendeur d'étronneaux — ont été diffusés sur ces chaînes et amplifiés par des haut-parleurs placés aux carrefours. Les étronneaux s'y sont laissés prendre : ils ont regagné la campagne.

ON EST FATIGUÉS !

Avec ou sans "s" ? Votre enfant hésite ? Et vous ? Vite BESCHERELLE 3 La Grammaire Pour Tous HATIER

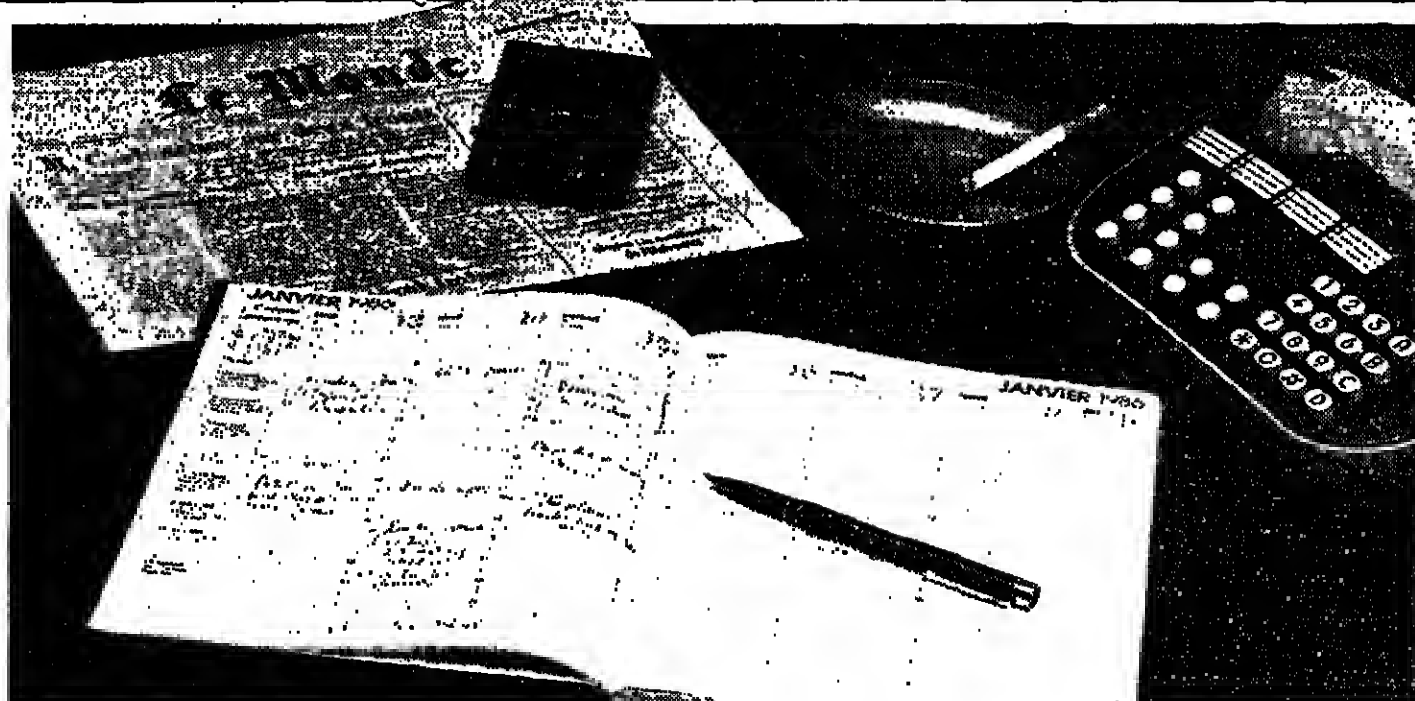
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

icad Institut Privé des Attachés de Direction

La réussite en entreprise EN 2 ANS (BTS) • ACTION COMMERCIALE • COMPTABILITÉ et GESTION D'ENTREPRISE • 3^e ANNÉE (à Option) • COMMERCE INTERNATIONAL • P.M.E. • DOCUMENTATION SUR DEMANDE 91, rue de l'Université • 75007 PARIS Tél. (1) 551.23.90 et 555.71.69

L'agenda du Monde



L'AGENDA DES JOURNALISTES ET DES LECTEURS DU MONDE

Pour ses journalistes, le Monde a conçu spécialement ce magnifique agenda de bureau, cet instrument sobre, pratique et clair qui leur permet d'organiser de façon simple un emploi du temps souvent bousculé par de multiples rendez-vous et déplacements. Cet agenda, le Monde le met désormais à la disposition de ses lecteurs. Tous ceux qui exercent des responsabilités dans l'administration, les affaires, l'enseignement, les professions libérales, la vie politique ou associative trouveront dans l'agenda du Monde le collaborateur indispensable, discret et bien informé dont ils ont besoin.

PREMIÈRE QUALITÉ : une présentation sobre et élégante. Couverture protégée par des coins dorés. Impression en trois tons de gris différents sur papier légèrement chambré. Typographie simple et lisible. L'agenda du Monde existe en deux versions (luxe en cuir pleine peau et Rondura piquée sellerie) et trois coloris (Noir, Bordeaux et Marine). En version luxe, l'impression des initiales au fer à dorer sur la couverture est gratuite.

DEUXIÈME QUALITÉ : un instrument pratique et rationnel. Votre emploi du temps découpé jour par jour, demi-heure par demi-heure. Une mise en page aérée prévoyant le plus de place possible aux notations personnelles. Sur une double page, l'agenda du Monde vous offre une vision complète de toutes vos tâches, le tableau de bord de votre semaine.

TROISIÈME QUALITÉ : un outil de documentation unique. Des centaines d'adresses et de numéros de téléphone : banques, organisations politiques, sociales, patronales, syndicales, institutions internationales. Mais aussi les compagnies aériennes, les aéroports, les gares, les radio-taxis à Paris et en province, les loueurs de voitures. De quoi gagner un temps précieux en évitant de longues recherches. Unique et original, l'agenda du Monde présente également chaque jour les points de repère historiques de ces 40 dernières années. 6 février : chute du gouvernement Mendès-France (en 1955). 22 avril : putsch des généraux d'Alger (en 1961). 11 septembre : coup d'État de Pinochet (en 1973). 22 novembre : assassinat de Kennedy (en 1963).

QUATRIÈME QUALITÉ : un guide complet du voyageur. Un index géographique de 169 pays précisant les formalités de voyage, le nom de la monnaie nationale, les cartes de crédit acceptées, l'indicatif téléphonique, le téléphone des sièges bancaires français et des compagnies aériennes, le téléphone de notre ambassade et de nos missions diplomatiques et économiques. L'agenda du Monde contient enfin une riche cartographie en couleurs de 10 pages avec des planisphères géopolitiques, économiques et — ce qui est bien utile — l'indication des fuseaux horaires.

Une réalisation Le Monde/Agendas Brépols



FICHE TECHNIQUE Format 220 x 280. Couverture amovible cuir pleine peau ou Rondura piquée sellerie. Trois coloris : Noir ; Bordeaux ; Marine. Coins renforcés en métal doré. 144 pages dorées sur tranche, dont cartographie : 10 pages couleurs. Répertoire adresses séparé. L'agenda de bureau du Monde est rechargeable.

BON DE COMMANDE DE L'AGENDA 86 DU MONDE

A renvoyer avec votre règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde à : Agenda du Monde, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

Veillez me réserver et m'adresser : ☐ L'agenda de luxe cuir pleine peau au prix unitaire de 450 F TTC (frais d'expédition, gravure des initiales inclus). coloris : noir ☐ bordeaux ☐ marine ☐

initiales _____ ☐ L'agenda reliure Rondura piquée sellerie au prix de 280 F TTC (frais d'expédition inclus). coloris : noir ☐ bordeaux ☐ marine ☐

gravure des initiales : _____ (15 F TTC en supplément) ☐ je souhaite recevoir une facture justificative. Étranger : supplément de 40 F par agenda.

M. _____ Mme. _____ Mlle. _____ Prénom _____

Société _____

Adresse _____

Code postal _____

Localité _____

En cas de commande multiple, merci d'indiquer sur papier libre le nombre d'exemplaires et pour chacun, le coloris et les initiales à graver.

mq 5

M. Ouilès répond aux critiques des généraux Arnold et Méry

Assistant mardi 19 novembre à l'exercice Favolle, monté dans la

C'est à la faveur d'un changement de commandement à la tête de cet établissement que l'on a découvert que l'adjudant Adam fabriquait notamment des feux dossiers de mission et de stages à l'école pour s'approprier des fonds. Son seul mobile, a-t-il expliqué, était la passion du jeu.

C'est à la faveur d'un changement de commandement à la tête de cet établissement que l'on a découvert que l'adjudant Adam fabriquait notamment des feux dossiers de mission et de stages à l'école pour s'approprier des fonds. Son seul mobile, a-t-il expliqué, était la passion du jeu.

GEORGES CHATAIN.

GEORGES CHATAIN.

culture

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

1 TRAFIC D'INFLUENCE

AUX personnes que Pivot et l'effet « Apostrophes » agacent à juste titre, je signale au cas où elles l'auraient déjà oublié par habitude la saison des prix et son perpétuel Goncourt. Il y a tout de même plus de justice et de vérité dans cette émission que dans ce loto organisé - 6 honte ! - par des écrivains. Les prix font vendre à tout casser chaque année moins de dix livres au détriment des autres. Dans le même temps, grâce à Pivot, qui ne fait d'ailleurs que son travail, plus de deux cents écrivains peuvent s'exprimer avec plus ou moins de bonheur et de séduction sur ce qu'ils ont fait. Un prix - et tant mieux pour celui qui l'a décroché - est une façon autoritaire d'arrêter la discussion au profit d'un seul : passer à « Apostrophes » me semble un plus, pas toujours convaincant, dans la carrière d'un livre.

Gilles Deleuze, lors d'un entretien avec Antoine Dulaur et Claire Parnet que l'on peut lire dans *l'Autre Journal* (n° 8), s'exclame : « C'est terrible, ce qui se passe à « Apostrophes » ! ». Et de poursuivre : « C'est une émission d'une grande force technique, l'organisation, les cadrages. Mais c'est aussi l'état zéro de la critique littéraire, la littérature devenue spectacle de variétés. Pivot n'a jamais caché que ce qu'il aimait vraiment, c'était le football et la gastronomie. La littérature devient un jeu télévisé. Le vrai problème des programmes à la télévision, c'est l'envahissement des jeux. C'est quand même inquiétant qu'il y ait un public enthousiaste, persuadé qu'il participe à une entreprise culturelle, quand il voit deux hommes rivaliser pour faire un mot avec neuf lettres. » Ces propos de Deleuze m'ont surpris. Voici un philosophe au courant des choses, très élégant et qui fait semblant subitement de ne plus comprendre, qui joue les Léon Blum s'écrit lors d'un congrès socialiste à l'adresse de Marcel Déat : « Je suis épouvanté ! ». C'est précisément parce que l'émission de Bernard Pivot n'est pas de la critique littéraire qu'elle marche, qu'elle nous intéresse. Si c'était de la critique littéraire, elle ne serait pas regardée par des millions de personnes. Sur le petit écran, c'est la coquetterie de l'écrivain qui est en cause. C'est son élocution et son physique qui sont en danger. Et peut-être surtout une certaine façon rêvée qu'il avait de s'imaginer. On ne se prétendait pas tout à fait Stendhal, mais on se voyait assez facilement en Julien Sorel : l'écran dégrise !

Après « Apostrophes », qu'il ait été bon ou médiocre dans son jeu de scène, l'écrivain a l'impression que son livre, pour lequel il vient de se sacrifier, se détache définitivement de lui. Il ne s'agit plus. Il est là, intact, ailleurs. Deleuze feint d'ignorer que notre propos à nous qui tournons modestement dans nos papiers autour de la littérature, c'est de faire lire et acheter les ouvrages que nous évoquons avec plus ou moins de conviction. Les moyens pour ce faire importent effectivement assez peu. Si le lecteur a la liberté de juger, c'est-à-dire d'oublier nos pauvres opinions pour se retrouver enfin seul avec le livre conseillé, nous avons gagné. Si la réputation, fautive ou vraie, de bon vivant de Pivot, si le football, la gastronomie donne à son émission une aura qu'elle n'aurait pas eu sans cela, eh bien vive la critique-football, le beaujolais et le Jésus de Morten ! C'est parce que les téléspectateurs se disent : « Mais ce Pivot qui reçoit tous les livres, c'est un homme comme nous », qu'ils se laissent approcher par cette littérature qui ne leur disait rien qui vaille, qui leur faisait le même effet que le contact d'un chat sur le bas d'une jambe. Ce que ça donne dans les faits ? Pas grand-chose, moins que rien. L'on peut toujours dire non, ne pas jouer le jeu. Mais de grâce, ne nous prenons pour des saints ou des martyrs parce que nous nous sommes refusés à aller faire le clown qui ne rit pas sur les planches d'un plateau de télévision. Le choix n'est pas entre un article de Maurice Blanchot ou les jeux du cirque, le plus souvent, il est entre les papiers fatigués et qui ne font pas vendre et rien du tout ! A tort ou à cause de cela, je vous recommande la lecture de l'interview de Gilles Deleuze, qui est truffée de remarques intéressantes, quand il note par exemple avec humour : « Et cela devrait d'abord déterminer à ne plus faire d'interviews ! »

2 LA VENGEANCE D'EDMOND

A U moment où vous lirez ces lignes, vous saurez, vous, qui est l'heureux lauréat, mais pour moi, protégé par dimanche, imprévisible, dont les effets posthumes durent depuis plus d'un siècle. C'est, en effet, le 14 juillet 1874 que par testament (vingt-deux ans avant sa mort, vingt-neuf ans avant que le premier prix soit décerné à John-Antoine Nau) Edmond crée son académie et en désigne les dix titulaires : Barbey d'Aurevilly, Banville, Chénéviers, Cladel, Daudet, Fromentin, Flaubert, Paul de Saint-Victor, Veuillot, Zola. Avant de mourir, l'ainé des Goncourt aura le temps de remplacer sur son testament (pour cause de décès) certains noms par d'autres. Bourget, Maupassant, Vallès, Huysmans et Céard, par exemple, firent partie de cette nouvelle écharrette. Si, d'ici peu, il ne se délite pas de lui-même, ce prix sans raison n'a aucune raison de s'arrêter.

Comme les Français sont touchants et religieux qui font confiance pour leurs lectures à des jurys dont ils ignorent la composition, ces Français qui sont plus de 200 000 à acheter à partir d'un certain lundi de novembre avec la foi du charbonnier un roman dont le plus beau mérite est d'être un Goncourt. On ne comprend pas toujours certaines migrations d'oiseaux à dates fixes, elles ne paraissent pourtant moins troublantes, plus explicables que cette sympathie ruse de cigognes humaines vers quatre ou cinq livres munis, il est vrai, d'une étiquette que l'on a déjà vue plusieurs fois. J'espère qu'Edmond, qui n'a pas en de son vivant une existence très gaie, peut contempler d'où il est les mille comédies dramatiques que son infamie testament a suscitées. Il doit se dire que c'est toujours la même chose : on ne le lit pas davantage que lorsqu'il était sur terre, mais du moins c'est son nom qui suscite ces succès fous à la Zola qui l'ont fait tant enrager de son vivant. « Maintenant, ricane-t-il, un Zola chasse l'autre. Les gros tirages font un tour et puis s'en vont. » A mon avis, il s'en est fallu de très peu pour que ce prix ne prenne pas. Ce vieux réactionnaire de Goncourt a bénéficié, nous le verrons, de la complicité objective du pouvoir républicain à la recherche de faux titres de noblesse, d'institutions littéraires, qui puissent se substituer, du moins rivaliser, avec celles de l'Ancien Régime. Il est vraiment rigolo de se dire qu'Edmond de Goncourt - qui détestait les métèques (les métèques, pour lui, c'était avant tout ce Zola), qui lui prenaient ses lecteurs : « Si la famille Zola était restée chez elle, les Français au lieu de se jeter sur Thérèse Raquin, la Fortune des Rougon, l'Assommoir, écrits n'importe comment, vendus à vil prix, auraient lu avec respect Manette Salomon, Madame Gervaisais, la Fille Elisa, œuvres de qualité, cousues à la main par des artistes... » - a servi, par son idée d'académie, de contre-pouvoir bourgeois et démocratique à l'Académie française, celle des duos et des archévêques, celle de l'Affaire Dreyfus.

C'est en effet sous le ministère du « Petit Père » Combes, en plein combat laïc et républicain, alors que le général André s'occupait au ministère de la guerre, à l'aide de fiches, de savoir si les officiers pensaient « bien », que l'académie Goncourt fut reconnue le 11 janvier 1903 par un décret miraculeux d'utilité publique. Sans ce décret, qui fit d'elle une institution, cette académie de rien, du moins sans qualité, se serait sans doute éteinte après la Grande Guerre. Le franc dans sa chute l'aurait entraînée avec lui : « Plus d'or, plus de prix ! ». L'académie Goncourt, qui nous apparaît un peu comme l'ultime avatar, le cadeau empoisonné d'un dix-neuvième siècle qui n'en finirait pas de mourir, a gardé dans sa mercantile bienfaisance les traces de ses origines. Avec son côté laborieux, sans panache, elle est ce Poullidor qui plaît à ce vaste public bourgeois en quête de nourriture. Ce public-là est rarement dépaycé quand il mastique un « Goncourt ». Si l'homme de confiance d'Edmond revenait parmi nous, il ne féliciterait pas les banquiers, qui ont mangé ses biens, mais donnerait certainement quitus aux académiciens de service, qui ont géré avec prudence l'esprit Goncourt.

P.S. : Bravo Queffélec ! Un souci de moins.

LES PRIX LITTÉRAIRES

- **GONCOURT** : Yann Queffélec pour *les Noces barbares*
- **RENAUDOT** : Raphaële Billetdoux pour *Mes nuits sont plus belles que vos jours*

Le prix Goncourt a été décerné lundi 18 novembre à Yann Queffélec pour *les Noces barbares* (Gallimard), au huitième tour de scrutin, par six voix contre quatre à Michel Braudeau pour *Naissance d'une passion* (Le Seuil). Les dix membres de l'académie, après l'annonce de leur décision, ont lancé un appel pour la libération du journaliste Jean-Paul Kauffmann et des autres otages détenus au Liban.

Les jurés Renaudot, qui se sont associés à cet appel, ont couronné Raphaële Billetdoux pour *Mes nuits sont plus belles que vos jours* (Grasset), au dixième tour de scrutin, par cinq voix contre deux à Serge Lentz (*Vladimir Roubaiev*, Laffont), une à Christian Combaz (*la Compagnie des ombres*, Le Seuil), et un bulletin blanc (nos dernières éditions).

La saison des « héritiers »

La rentrée littéraire 1985 s'annonce riche en « héritiers » : Marie, la fille de Roger Nimier, Raphaële, celle de François Billetdoux, Isaure, celle de Michel de Saint-Pierre, Frédéric, le fils de Jean Dutourd, et Yann, celui d'Henri Queffélec. Les jurés Goncourt et Renaudot ont confirmé cette présence de « héritiers » de la deuxième génération : en couronnant Yann Queffélec, trentième ans pour son deuxième roman, *les Noces barbares* (Gallimard), et Raphaële Billetdoux, trente-quatre ans, pour son cinquième livre, *Mes nuits sont plus belles que vos jours* (Grasset). « On voit bien que la relève des générations est assurée », commentait lundi soir l'un des Goncourt, Robert Sabatier.

Pourtant, même si les deux lauréats sont bien des « enfants de la belle », ils ne sont pas seulement des

héritiers. La filiation littéraire vient rarement par le sang. Si certains jeunes auteurs apparaissent, à l'excès parfois, comme des descendants, ils sont plutôt ceux de leurs modèles que de leurs géniteurs.

Yann Queffélec et Raphaële Billetdoux restent, certes, dans le sillage, sans pour autant « suivre les traces » de leurs pères. Henri Queffélec est le romancier breton des grands espaces marins. En deux romans, Yann Queffélec a, lui, affirmé son intérêt pour les êtres rejetés, mal aimés, mal vivants. Il a su imposer sa voix, son écoute de leur détresse et de leur faiblesse. François Billetdoux, romancier et homme de théâtre, est notamment l'auteur de *Tchin-Tchin* (1959) et de *Comment vo le monde m'est-il ?* (1964). Il suffit de citer les titres des ouvrages de sa fille pour se persuader

qu'ils ne font pas dans la même veine : *Jeune fille en silence* (1971), *l'Ouverture des bras de l'homme* (1973), *Prends garde à la douceur des choses* (Prix Interallié 1976), *Lettre d'excuse* (1981) (tous au Seuil).

La récompense de Yann Queffélec, Bertrand Poirot-Delpech l'avait présentée (*le Monde* du 6 septembre). « Voici un grand professionnel, d'emblée, écrivait-il. Dès son deuxième roman - après le *Charme noir*, Gallimard 1983 - Yann Queffélec domine la cohorte des débutants de cet automne et devrait logiquement décrocher une timbale. Malgré une presse mitigée, les lecteurs ont, bien avant les prix, adopté ce livre et son héros Ludo, « un personnage assez singulier et universel pour mériter de devenir le symbole d'une manière de la vie, dans la lignée des innocents de Faulkner, du Poil de carotte de Jules Renard, du Sagouin de Mauriac ».

Né d'un viol, Ludo ne parvient pas à inspirer aux autres l'amour dont il déborde. Voyant en lui la trace du cauchemar, sa mère l'ignore au fond de la maison de fous où on l'a enfermé. Une double noyade mettra un terme à ce soliloque cocasse, délirant, pathétique. « Mélodramatique, n'est-ce pas ? Misérabiliste, dites-vous ? conclut Bertrand Poirot-Delpech. Et alors ? Yann Queffélec ne lâche pas, en effet, il croit à son histoire, il fonce. Les amoureux d'amourettes luxueuses et navrées sont prévenus. »

L'histoire de Blanche et de Lucas, que trace Raphaële Billetdoux, n'est pas non plus de ces « amourettes luxueuses ». Elle échappe au banal par la sensualité et la cruauté que l'auteur sait donner à leur week-end d'amour fou à Cabourg. Cette rencontre improbable entre une chanteuse et un passionné de linguistique se termine tragiquement, dans la mer - comme chez Queffélec - après trois jours de huis clos, d'érotisme et de violence.

Ce court texte, qui aurait pu être puissant, reste certainement séduisant pour les amateurs de style à strass et paillettes, à adjectifs surabondants et métaphores approximatrices. Pour les autres, il devient vite agaçant, sorte de version « années 80 » de ce qu'on appelait traditionnellement la « littérature féminine » - expression que l'on croyait en voie de disparition depuis que des femmes s'imposaient dans le milieu littéraire avec des livres inclassables dans ce rayon.

Mais, même si l'on n'a pas beaucoup aimé *Mes nuits sont plus belles que vos jours* (*le Monde* du 27 septembre), il ne serait guère venu à l'esprit de le rappeler s'il n'avait été distingué. Ce roman invite plutôt à l'indifférence qu'à la polémique et il n'est guère opportun d'engager des débats à l'occasion d'un prix littéraire. Il convient seulement de féliciter l'auteur et son éditeur, en l'occurrence Grasset, dont le savoir-faire mérite un hommage tout particulier.

Jo. S.

THÉÂTRE

« LE CONFORT INTELLECTUEL », à la Comédie de Paris

L'originalité aux dépens du bon sens

« J'aime le confort, dit M. Lepage, qu'il soit matériel ou intellectuel ». « Mots qu'est-ce que le confort intellectuel ? » lui demande l'écrivain assis en face de lui. M. Lepage ricane, se carre dans son fauteuil, regarde son salon, ses livres (reliés cuir), enlève ses lunettes, les remet et déclare : « C'est tout simplement ce qui assure la santé de l'esprit, son bien-être, ses joies, ses aises dans la sécurité ». Ainsi commence le *Confort intellectuel*, de Marcel Aymé, que met en scène Régis Santon à la Comédie de Paris.

M. Lepage, qui se définit comme étant un « bourgeois conscient », affirme sans détour que tous les maux qui fondent sur sa classe sociale ont pour origine la poésie. « La vraie, dit-il, celle qui consiste à dire des choses fausses ou à ne rien dire. » Le nominalisme est coupable également, et Baudelaire en particulier qui a, en matière de talent, un petit « fumet assés personnel de viande décomposée et de savonnerie ».

L'auditeur de M. Lepage n'a pas le temps de protester. M. Lepage, déchaîné, décrié maintenant l'influence de la littérature sur le monde politique et social, sur les femmes, ces précieuses des temps modernes, qui aiment l'aventure aux portes de leur salon, l'originalité aux dépens du bon sens le plus élémentaire. Société où le snobisme a remplacé l'intelligence, où les mots sont vides de sens - expressions toutes faites, superlatifs qui dissimulent l'ignorance ou l'insouciance à la réflexion - « Ha ! s'écrit M. Lepage furieux, aujourd'hui, on apprend au public à lire sans comprendre et aux poètes modernes à écrire sans souci d'être compris. » Il conclura, on frémit, par ce qu'il appelle « le carterisme des marchands de cochons : le roman policier ».

Ce genre de pamphlet, s'il était rédigé sans talent ni humour, serait agaçant comme un tract qui enfonce

les portes ouvertes, remâche des tartes à la crème et ne convainc que ceux qui le sont déjà. Mais Marcel Aymé échappe à ces pièges. Il pousse une idée, puis une autre, s'amuse avec elles, leur insufflant un air qui les gonfle jusqu'au paroxysme. L'adaptation théâtrale de Jacques Nerson va dans ce sens. Il ne supprime rien des exagérations de l'auteur, et la mise en scène de Régis Santon s'en amuse. Parfois même un peu trop, car il ne sert à rien de grossir un trait quand celui-ci est déjà fortement souligné. Ainsi l'interprétation de François Lalande (M. Lepage) est-elle par instant trop précieuse, comme s'il voulait atténuer la portée de son discours. Par crainte d'aller trop loin ?

C'est Michel Prud'homme qui est l'écrivain, et Marie-France Santon, Anais, femme-symbole de « cette bourgeoisie enlétée jusqu'au cou et par-dessus les oreilles ». Ménade de cet intellectuelisme bon teint qui se pique de génie et oublie trop souvent de se faire comprendre.

Le crétinisme n'a pas d'âge. C'est en quoi le *Confort intellectuel*, écrit en 1949, n'a rien perdu de son actualité.

CAROLINE DE BARONCELLI.

* Comédie de Paris. 20 h 30.

■ **FESTIVAL DE CANNES.** - M. Michel Bonnet vient d'être nommé secrétaire général du Festival de Cannes, où il était, depuis 1980, chargé de mission, à la fois pour l'organisation matérielle, et (avec M. Lathière) pour le marketing.

■ **PRIX COQUATRIZ.** - Régine a obtenu pour *Appeler-moi par mon prénom* (Ed. Robert Laffont) le prix Bruno Coquatrix, qui couronne un livre de souvenirs consacrés au spectacle et à la vie parisienne.

PEINTURE

« L'HOMME AU CASQUE D'OR » N'EST PLUS UN REMBRANDT

L'Homme au casque d'or, du musée Delbuis à Berlin-Ouest, l'un des plus célèbres tableaux de Rembrandt et sans doute l'un des plus reproduits, n'est finalement pas un Rembrandt. Le tableau est désormais attribué à un membre de son « école » dans la nouvelle édition du catalogue du musée. M. Jan Kelch, spécialiste de la peinture néerlandaise, a indiqué que la nouvelle attribution provenait d'une analyse du style et non d'une expertise scientifique. Cette dernière, qui ne devrait donner ses résultats qu'en 1986, ne modifiera toutefois rien le changement d'identité du tableau, qui, selon M. Kelch, reste sous sa nouvelle appellation « un original avec sa valeur propre ».

MERcredi

NATHALIE BAYE JOHN SHEA

RICHARD BERRY

Lune de Miel

UN FILM DE PATRICK JAMAIN

Une terrifiante histoire d'amour.

ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS

Location : Agence et Salle Pleyel, Salle Gaveau
Loc. tél. : 45.62.67.57

J.P. Waller - Beaux-Arts Trio
Beethoven

C. Seimone - D. Arignoni
Vivaldi - Albinoni - Galuppi - Clementi

L. Wright - P. Bride - P. Bouffl
Schubert - Brahms

■ **LE MUSÉE D'ART MODERNE (MOMA) DE NEW-YORK** vient de recevoir une donation de onze peintures et sculptures comprenant trois Picasso, un Mondrian (*Trifurcation Square*) peint entre 1939 et 1943, des plaques de Jean Arp et de Braconni. Cette donation, qui, selon M. William Rubin, directeur du département du MOMA, est l'une des plus importantes jamais reçues par le musée, provient de la collection de William Burdeau, l'ancien président du conseil d'administration du musée, décédé l'année dernière.

مركز الفن

SPECTACLES

MATHURINS (42-45-90-00), Grande Salle, 21 h : Du théâtre dans les laboratoires. — Grande Salle, 20 h 30 : On se fait comestible.

MICHEL (42-65-35-02), 21 h 15 : On chère au lit.

MICHOUDIERE (47-42-95-22), 20 h 30 : le Bluffeur.

MOGADOR (42-45-45-30), 20 h 30 : la Femme du boulangier.

MONTFARNASSE (43-20-89-90), Grande Salle, 20 h 45 : les Gens d'en face ; Petite Salle, 21 h : la Goutte.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Gig.

CEUVRE (48-74-42-52), 21 h : l'Éclaircie.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : Volain, volain.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90), 20 h 30 : Jules César.

PARC DE LA VILLETTE (48-03-11-32), 21 h : Théâtre Zingaro.

PLAISANCE (43-20-00-05), 20 h 30 : Libération.

POCHE (45-48-92-97), 21 h : l'Éclaircie.

POCHE SAINT-MARTIN (46-07-37-53), 20 h 30 : Dism, Shakespeare et moi.

POTINIERE (42-61-44-16), 21 h : Mille et une nuits d'amour.

QUAI DE LA GARE (45-45-88-88), 21 h : Les Christ et le Verger ; 18 h 30 : Phédre.

RENAISSANCE (42-08-18-50), 21 h : les Voisins du dessus.

SPLINDID SAINT-MARTIN (42-08-21-91), 21 h : Nuit d'ivresse.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), 21 h : la Bataille de Waterloo.

TAL TH. D'ESSAI (42-78-10-79), 20 h 30 : l'Écluse des jours ; 20 h 20 : Huis clos ; 22 h : Il est si facile de devenir enfant.

TEMPLE (48-77-04-64), 20 h 30 : la Goutte.

THÉÂTRE D'EDGAR (43-22-11-02), 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ? ; 20 h 15 : les Babes-cahors ; 22 h : Nous on fait ça on nous dit de faire.

THÉÂTRE SUR 4 (43-27-09-16), 20 h 30 : la Tigre.

TINTAMARRE (48-67-33-82), 20 h 15 : le Baron rouge ; 21 h 30 : C'est encore loin le maitre ? ; 22 h 30 : L'âme en feu.

THÉÂTRE NOIR (43-46-09-93), 20 h 30 : Toinette Louverture.

THÉÂTRE 13 (45-48-16-30), 21 h : Marthe.

THÉÂTRE 33 (48-56-19-63), 20 h 30 : Pourquoi pas Corneille ?

THÉÂTRE DU BOND-POINT (42-56-70-80), Petite Salle, 20 h 30 : Maître Harold ; 18 h 30 : Phédre.

THEÂTRE DU TEMPS (43-55-10-88), 20 h 30 : L'Éclaircie - Salomé.

TOURTOUR (48-87-82-48), 18 h 30 : Fabuliste Dini ; 22 h 30 : Clémentine.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 21 h : Elise, l'incertain.

VARIÉTÉS (42-33-09-92), 20 h 45 : N'oubliez pas, mesdames.

Festival d'automne

CHATELAIN (47-44-24-24), 16 h : Chateaux en Espagne, de R. Wheeler ; 19 h : Rétrospective Warner Bros 1950-1965 : Un homme dans la lune, de R. Kays (v.f.) ; 21 h : Hommage à L. Bergman : la Honte (v.a.).

RENAISSANCE (42-78-38-57), Relâche.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémaèque

CHATELAIN (47-44-24-24), 16 h : Chateaux en Espagne, de R. Wheeler ; 19 h : Rétrospective Warner Bros 1950-1965 : Un homme dans la lune, de R. Kays (v.f.) ; 21 h : Hommage à L. Bergman : la Honte (v.a.).

RENAISSANCE (42-78-38-57), Relâche.

Les exclusivités

ALAMO RAY (A., v.a.) : Espace Galté, 14 (43-27-95-94), v.f. : Opéra Night, 2 (42-96-62-56).

AMADEUS (A., v.a.) : L'océan, 6 (45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; V.I. : Lumière, 9 (42-46-08-07).

LES ANGES SE FENDENT LA CUEULE (A., v.f.) : Français, 9 (47-70-33-82) ; Parisienne, 14 (43-35-21-21).

LE BAISSER DE LA FEMME ARAIGNEUSE (Br., v.a.) : Studio Ciel, 9 (43-54-83-22).

BIRDY (A., v.a.) : Quinze, 5 (46-33-79-38) ; Élysées Lincoln, 4 (43-59-36-14).

LES BONS DÉBARAS (Can.) : Utopia Champillon, 5 (43-26-84-65) ; Studio 43, 9 (47-70-63-40).

BRAS DE FER (Fr.), Richelieu, 2 (42-33-56-70).

BRAZIL (Br., v.a.) : Parisienne, 14 (43-20-30-19).

BRKFAST CLUB (A., v.a.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Galté Boulevard, 2 (42-33-67-06) ; Galté Boulevard, 9 (48-78-61-77).

CHRONOS (Fr.-A.) : La Goutte, 19 (42-45-66-00).

COTTON CLUB (A., v.a.) : Clichés, 6 (46-33-10-82) ; Boite à films, 17 (46-22-46-21).

DANCE WITH A STRANGER (Brit., v.a.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Marbeuf, 8 (45-61-94-95).

DANGEREMENT VOTRE (A., v.a.) : Marignan, 8 (43-59-92-82) ; V.I. : Galté Boulevard, 2 (42-33-67-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

DUST (Fr.-Br.), Quinze, 5 (46-33-79-38).

ELSA, ELISA (Fr.) : Forum, 14 (42-97-53-74) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Germain Village, 5 (46-33-63-20) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Parisienne, 14 (43-35-21-21).

EMMANUELLE IV (**), George V, 8 (45-62-41-46).

EMPTY QUARTER, UNE FEMME EN AFRIQUE (Fr.) : St-André-Arts, 6 (43-26-48-18) ; Parisienne, 14 (43-35-21-21).

LES ENVAHISSEURS SONT PARMI NOUS (A., v.f.) : Lumière, 9 (43-35-21-21).

ESCALIER C (Fr.) : Clichés Saint-Germain, 6 (46-33-10-82) ; UGC Marbeuf, 8 (45-61-94-95) ; Paramount Montparnasse, 14 (43-35-30-40).

L'ÉVÉNEMENT DU PONT DE L'ALMA (Fr.) : Marignan, 11 (48-05-51-33) ; Opéra Night, 2 (42-96-62-56).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.a.) : UGC Marbeuf, 8 (45-61-94-95) ; Relâche, 11 (48-05-51-33) ; V.I. : Capit, 2 (42-96-62-56).

LES SOUS ET LES MITS DE CHINA BLUE (A., v.a.) : Studio Galté (h.sp.), 5 (43-54-72-71).

LEGEND (A., v.f.) : Espace Galté, 14 (43-27-95-94).

LE MARIAGE DU SIÈCLE (Fr.) : Collège, 8 (43-59-29-46) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Montparnasse, 14 (43-27-95-94).

MUSCUL ET SHE-RA LE SECRET DE L'ÉPÉE (A., v.f.) : Paramount Marbeuf, 8 (45-61-94-95) ; Paramount City, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Paramount Opéra, 14 (45-40-45-91) ; Convention St-Charles, 15 (45-79-33-00).

LE MYSTÈRE ALEXINA (Fr.) : Chury Palace, 5 (45-54-07-76).

LES NOCES DE FIGARO (All., v.a.) : Vendôme, 2 (47-42-97-52).

LA NUIT PORTE JARRETTES (Fr.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) h.sp. : Denfert, 14 (43-21-40-41).

NO MAN'S LAND (Fr.-A.) : 14 Juillet Marbeuf, 8 (45-61-94-95).

NOTRE MARIAGE (Fr.-Port.) : Denfert, 14 (43-21-40-41) h.sp.

ON NE MEURT QUE DEUX FOIS (Fr.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9 (45-62-20-40) ; Nation, 12 (43-43-00-67) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-79-33-00) ; Images, 18 (45-22-47-94).

OUTRAGES AUX MEUBLES (Fr.) : Paramount Marbeuf, 8 (45-61-94-95) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9 (45-62-20-40) ; Nation, 12 (43-43-00-67) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-79-33-00) ; Images, 18 (45-22-47-94).

OZ, UN MONDE EXTRAORDINAIRE (A., v.a.) : UGC Ermitage, (v.a.-v.f.), 8 (45-63-16-16) ; V.I. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-79-33-00) ; Nation, 12 (43-43-00-67) ; UGC Galté, 14 (43-31-60-74) ; Gaumont Sud, 14 (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Muret, 18 (46-51-99-75) ; Wapler Pathé, 18 (45-22-46-01) ; Scierian, 19 (42-41-77-99) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE CHATIMENT DE LA PIERRE MAGIQUE (film australien de Tim Burstall (v.o.) : Forum, 14 (42-97-53-74) ; UGC Danon, 6 (43-25-10-30) ; Paramount City Triomphe, 8 (45-62-41-46) ; Parisienne, 14 (43-35-21-21) ; V.I. : Paramount Marbeuf, 8 (45-61-94-95) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Convention Coopération Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-79-33-00) ; V.I. : Richelieu, 2 (42-33-56-70) ; Gaumont Sud, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52).

LA PARENTELE (Sov., v.a.) : Reflet Médias, 9 (46-33-23-97) ; UGC Marbeuf, 8 (45-61-94-95).

PARIS, TEXAS (A., v.a.) : UGC Marbeuf, 8 (45-61-94-95).

PAROLE DE FILM (Fr.) : UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40).

POLICE (Fr.) : Bretagne, 6 (42-22-37-97) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Beugre, 9 (47-70-77-58).

POUR ROYAL (Brit., v.a.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; UGC Randa, 6 (45-74-94-94).

PORTES DISPARUS N° 2 (A.) : Forum Orient Express, 14 (43-33-42-26) ; UGC Danon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Marbeuf, 8 (45-61-94-95) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount City, 8 (45-62-20-40).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AFFAIRE DES DIVISIONS MORITURI (film français de F.J. Ossang : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Marbeuf, 8 (45-61-94-95).

L'ANNÉE DU DRAGON (film américain de Michael Cimino (v.a.) : Gaumont Halls, 14 (42-97-49-70) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Hautes-Seines, 6 (46-33-79-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; V.I. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Français, 9 (47-70-33-82) ; Nation, 12 (43-43-00-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gaumont Sud, 14 (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Muret, 18 (46-51-99-75) ; Wapler Pathé, 18 (45-22-46-01) ; Scierian, 19 (42-41-77-99) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE CHATIMENT DE LA PIERRE MAGIQUE (film australien de Tim Burstall (v.o.) : Forum, 14 (42-97-53-74) ; UGC Danon, 6 (43-25-10-30) ; Paramount City Triomphe, 8 (45-62-41-46) ; Parisienne, 14 (43-35-21-21) ; V.I. : Paramount Marbeuf, 8 (45-61-94-95) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Convention Coopération Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

LE TEMPS DETRUIT (film français de Pierre Bouchet : Reflet Logos, 5 (45-62-41-46) ; Reflet Balzac, 9 (45-61-94-95).

LE TRANSFUGE (film français de Philippe Lefebvre : Forum Orient Express, 14 (42-33-42-26) ; Marbeuf, 8 (45-61-94-95) ; Paramount Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Paramount Galaxie, 13 (45-80-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Paramount Opéra, 14 (43-35-30-40) ; Convention Coopération Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

Les Irresponsables
de Hermann Broch
Mise en scène : Christian Colin
Traduction : Andrée R. Picard
théâtre
de
gennevilliers
12 novembre — 22 décembre
(1) 47.93.26.30

Connaissance du monde
SALLE PLEYEL : lundi 25 novembre 1985 (18 h 30, mardi 26 (18 h 30 et 21 h), mercredi 27 (16 h, jeudi 28 (20 h 30), vendredi 29 (16 h, 18 h 30 et 21 h), dimanche 1^{er} décembre (14 h 30)
ISLANDE
TERRE DE GLACE ET DE FEU
Film de Jean-Michel BERTIN
Royaume des géysers et des volcans, glaciers et fjords. Paradis des cinéastes marins. Le monde de la pêche. Chevauchées sauvages à travers les grands espaces.

MERCREDI
GALIMONT PRÉSENTE

CARLOS VEREZA
Mémoires de prison
UN FILM DE NELSON PEREIRA DOS SANTOS

MERCREDI
ALAIN SARDE présente
NASTASSJA KINSKI BEN KINGSLEY
HAREM
UN FILM DE ARTHUR JOFFE
ALAIN SARDE présente NASTASSJA KINSKI et BEN KINGSLEY dans un film d'ARTHUR JOFFE "HAREM"
Le scénario original d'ARTHUR JOFFE adaptation et dialogues d'ARTHUR JOFFE et RAY RAYFIELD et coproduction cathodique ROBERT PRÉJOU
Musique PHILIPPE SARDE direction de la photographie PASQUALE DE SANTIS chef décorateur ALEXANDRE TROIANOFF montage PUGGERO MASTROIANI
costumes OGA BERTU une production SARIN FILMS produit par ALAIN SARDE
RAYMOND GIBSON DOLBY DIGITAL

SORTIE MERCREDI 20 NOVEMBRE
Pour salles, voir films en exclusivité
KLAUS MARIA BRANDAUER
dans
COLONEL REDL
un film de ISTVÁN SZABÓ

PRIX DU JURY CANNES 1985

فكرنا من الأصل

SPECTACLES RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 19 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Série : Arsène Lupin**.
Avec Maurice Lohéac, Rial, J.-P. Decourt. Avec M. Koller, G. Deschamps, R. Carli (rediff.).
A la suite d'un nouveau vol d'une audace inédite du gentleman-cambrioleur Arsène Lupin, la police fait appel à un policier en poste en Afrique, Victor, de la brigade marseillaise.

21 h 35 **Multimédia**.

22 h 35 **Journal**.

23 h 40 **C'est à dire**.

23 h 55 **Télé**.

Magazine de l'information.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Chénine**, les Nouveaux Mondes.
Film italien de M. Monicelli, D. Risi, E. Sciolà (1977), avec V. Gassman, U. Tognazzi, A. Sordi, O. Monti, O. Berli (rediff.).
Une douzaine de sketches sur les comportements érotiques et cyniques de petits bourgeois italiens. En 1963, les Mondes, du seul Dino Risi, était bien meilleur dans l'humour, la férocité caricaturale. Ici, la comédie italienne est fatiguée.

22 h 35 **Magazine : Cinéma, cinéma**.
De A. Amis, M. Boulet et C. Ventura.
Entretiens avec Nastassja Kinski, Michael Crichton, le cinéma des permissionnaires, qu'est devenu Jane Russell ? ; qu'est-ce qui fait tourner Jean-Pierre Marielle ? ; tournage, mode d'emploi. Le magazine de l'art du cinéma. Plaisir rare.

23 h 35 **Journal**.

0 h **Bonsoir les clips**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **La dernière scène : soirée Frank Sinatra**.
Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourdain.
A 20 h 40, actualités de 1949 à 1959 : *Eddy Mitchell présente le premier film* ; à 22 h 55, *Ton et Jerry* ; à 23 h 5, *Tex Avery* ; à 23 h 10, *attractions*.

20 h 45 **Premier film : la Proie des vautours**.
Film américain de J. Sturges (1959), avec F. Sinatra, G. Lollobrigida, R. Lavigne, S. McKenna.
En Birmanie, pendant la seconde guerre mondiale, un officier américain séduit une belle émirale et fait une

incursion en territoire chinois contre des pillards. Un film d'aventures exaltant le patriotisme et un certain esprit militaire individuel.

23 h 15 **Journal**.

23 h 40 **Deuxième film : Un jour à New-York**.
Film américain de G. Kelly et S. Dana (1949), avec G. Kelly, F. Sinatra, B. Garret, A. Miller.
Trois « nouvelles », en parodie de vingt-quatre heures à New-York, s'éprennent de trois jolies filles. Variations stardardistes de la mise en scène et de la chorégraphie sur un thème archaïque. Moins célèbre que *Chantons sous la pluie*, cette comédie musicale est pourtant un chef-d'œuvre.

FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 15, **La révolte des Hatikins** ; 17 h 15, **Dynastie** ; 18 h 15, **Éfractica** ; 18 h 55, **Le Panthère rose** ; 19 h 5, **Atout PIG** ; 19 h 15, **Informations** ; 19 h 55, **Un journaliste un peu trop voyant**.

CANAL PLUS

20 h 35, **Elle en voyait**, film de G. Lauer ; 22 h 25, **Le Maître d'école**, film de C. Carri ; 23 h 55, **Une merveilleuse fête**, film d'E. Molinaro ; 1 h 40, **Pavillons lointains**.

FRANCE-CULTURE

20 h 30, **Le journal du corps**.
21 h 30 **Diagonales** : rencontre avec Sapho et avec Yael.
22 h 30 **Nuits magiques** : la nuit et le moment ; profession : témoin.
0 h 5 **De jour en lendemain**.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Musique Ensembles** (en direct du grand auditorium) : Zomer, de J. Postya ; *Quatuor pour la naissance*, de K. Krausz ; *Cuadernos*, de L. de Pablo ; *Reflets II*, de R. François ; *Prince Igor*, de S. Prokofiev ; de M. Kagel, par l'ensemble 2e 2m, dir. F. Méfano, sol. B. Carmeli, basse, J. Méfano, piano.
22 h 30 **L'œuvre sans temps** ; récit Esther Lemaudier, chant.
0 h 15 **Les soirées de France-Musique** : le chant de Brahms.

Mercredi 20 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 30 **ANTIOPE 1**.
10 h **La Une chez vous**.
10 h 15 **Vitaminé** (et à 13 h 40).
11 h 30 **Les jours heureux**.
12 h **Tournez... manège**.
13 h **Journal**.
16 h 10 **Série : Mon ami Gaylord**.
17 h 30 **Les trois premières minutes**.
18 h 30 **Chaque semaine**.
19 h 30 **Les petites loups**.
19 h 45 **Minijournal pour les jeunes**.
19 h 55 **Fouilleton : Santa Barbara**.
19 h 55 **Jeu : Anagramme**.
19 h 55 **Loto sportif**.
19 h 55 **Cocoricocoboy**.
19 h 55 **Tirage du 2e et 3e**.
20 h **Journal**.
20 h 30 **Tirage du Loto**.
20 h 35 **Fouilleton : Colette**.

De C. Rémy, réal. G. Polton-Weber. Avec M. Merli, C. Amoureux, J.-P. Bissan... (2e épisode).
Après le succès de Claudine à l'école, Claudine entreprend la rédaction des Dialogues des bêtes. Willy la rappelle à Paris, l'entraîne dans un hôtel « féerique » et la jette dans les bras de Nathalie. La vie de la « scandaleuse » avec le climat de l'époque.

21 h 35 **Magazine : Contre-enquête**.
D'Alain Dierckx.
Des faits divers anciens revisités au présent.

22 h 35 **Performances**.
Magazine d'actualités culturelles de M. Cardon.
Invité : Jean Guidon (du Cirque d'hiver) ; regard sur le sculpteur Arman, sur la danse française, etc.

23 h 5 **Journal**.

23 h 20 **C'est à dire**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

8 h 45 **Télématin**.
9 h 15 **Révisé A 2**.
10 h **Journal et météo**.
10 h 10 **Jeu : L'Académie des neufs**.
12 h 45 **Journal**.
13 h 30 **Fouilleton : Rancune tenace**.
14 h **Téléfilm : Les coulisses du cirque**.
De G. Kirgo, réal. W. Conrad (rediff.).
Derrière les images éblouissantes de la piste de cirque, un adolescent découvre les dures réalités d'un monde sans indulgence.

15 h 35 **Révisé A 2**.
16 h 55 **Magazine : Terre des bêtes**.
Les poissons : agression dans le ruisseau.
17 h 30 **Série : les Brigades du Tigre**.
18 h 25 **Derby : résultats**.
18 h 30 **C'est à dire**.
18 h 30 **Jeu : Des chiffres et des lettres**.
19 h 10 **D'accord pas d'accord (INC)**.
19 h 15 **Emissions régionales**.
19 h 40 **Jeu : la Trappe**.
20 h **Journal**.
20 h 35 **Magazine : L'heure de vérité**.
Le rendez-vous politique proposé par F.-H. de Vixie. Réal. J.-L. Lericq.
Invité : M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.

21 h 55 **Le dossier d'Alain Decaux : la mort à Ekeburg**.
Réal. F. Nivols.
Le 15 mars 1917, le ser Nicolas II abdiqua en faveur de son frère, qui alla le lendemain renoncer à son trône à la couronne. La République se substitua à la lignée des empereurs, et la famille impériale commença la captivité. On parle bientôt d'un massacre.

22 h 15 **Histoires courtes**.
« Récit », de N. Le Moel ; « Balades », de C. Cornia.
23 h 35 **Journal**.
0 h **Bonsoir les clips**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

14 h 55 **Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale**.
17 h **Télévision régionale**.
Programmes autonomes des douze régions sauf à 17 h où on verra sur tout le réseau : « La Révolte des Hatikins » ; à 17 h 30, « Praga rock » ; à 18 h 55, « Le Panthère rose » ; à 19 h 40, « Un journaliste un peu trop voyant ».

Marcel Jullian rentre en scène

Pas facile de faire un magazine à l'heure de la télévision. Une sorte de bloc-notes qui rend compte de l'actualité pluri-culturelle, cinématographique, musicale, avec un ton, un cinématisme, une rigueur, un équilibre. Il y a eu Marcel Jullian, l'homme de culture et d'aventures, qui relève le défi avec « Projection privée ». On a vu dimanche soir, à 22 h 45, le premier numéro de son magazine. A demi-réussi.

Le projet s'est monté très vite, en quelques mois. La direction d'Antenne 2 propose cet été à Pierre Dumayet (à qui l'on venait de supprimer son excellente émission « Lire c'est vivre », de réaliser un hebdomadaire pluri-culturel, il refuse. On propose à Marcel Jullian, qui est en train de terminer un film avec Stelio Lorenzi, de reprendre le bébé. L'ex-PDG, aime les risques, il connaît les inconvénients (la pluralité des matériaux est un handicap, le budget n'est pas gros, le rythme, difficile à tenir, l'horaire plus que tardif, il y va. En deux mots à peine, Marcel Jullian résume à une formule avec Pierre-André Boutang et Alexandre Tarta, Jean Drucker,

CATHERINE HUMBLLOT.

A VOIR

Boucan au Bataclan

Une nouvelle émission de variétés sur FR 3 - la chaîne veut jouer l'innovation musicale, - cela se fête. Après « Pollen », passé de la radio à FR 3 il y a deux semaines, voici que son animateur Jean-Louis Foulquier, nommé conseiller artistique des variétés sur cette chaîne en juin dernier, nous propose une autre émission : « Les totems du Bataclan ».

La formule n'est pas nouvelle, mais elle se veut différente : par le ton, insolent, et le regard, humoristique. Pour se moquer, gentiment, des trophées à la mode - les césars, les sept d'or et bientôt les victoires - on a décidé de décerner chaque mois cinq « totems » pour récompenser les meilleurs artistes, de la musique (meilleur disque, meilleure vente, la découverte du mois) et du cinéma (meilleur film à l'affiche, la découverte du mois).

Pourquoi le Bataclan ? simplement parce qu'on a renoué la vieille salle du Bataclan, ancien café-théâtre, pour servir de cadre

ALAIN WOODROW.
* « Les totems du Bataclan », mercredi 20 novembre à 20 h 35 sur FR 3.

« Parafrance sous contrôle britannique ». Le tribunal de commerce de Paris a homologué le rachat de Parafrance par le groupe financier britannique des frères Michael et Anthony Stevens (le Monde du 14 novembre). Ces derniers détiennent désormais 32,5 % du capital de Parafrance, le reste étant partagé entre les anciens actionnaires. M. Jacques Bar, célèbre producteur français des années 50 (les *Branguignols*, *Mélie en sous-sol*), est nommé président-directeur général de la société. Michael Stevens a indiqué qu'il entendait assurer « la continuité de la société » et poursuivre

l'effort sur le marché « très prometteur » de la télévision et de l'audiovisuel. Il prend d'ailleurs, lui-même, la direction de Télépic, producteur de la série « Chateaufort ».

Le groupe financier britannique abandonne la majeure partie des activités de Parafrance dans l'exploitation cinématographique. Toutes les salles de province sont vendues aux autres groupes (Gaumont, UGC, Pathé). Parafrance ne gardant que cinq complexes sur Paris. Parafrance a d'entre part annoncé que l'acteur français Alain Delon était entré au conseil d'administration de la société.

PRESSE

« L'UNION » DE REIMS

La commission Caillavet bloque la candidature de M. Philippe Hersant

La Commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, présidée par M. Henri Caillavet, a rendu son avis sur le plan de reprise de l'Union de Reims par M. Philippe Hersant, gérant de France-Anilias, dans la nuit du 18 au 19 novembre. La transparence des capitaux, et notamment des 10 millions de francs supplémentaires apportés par M. Philippe Hersant (le Monde du 12 novembre), a été confirmée. Mais à la suite d'investigations et d'analyses menées par

trois experts de la Cour des comptes, de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat, ainsi qu'au sein de la commission, cette dernière a émis « un avis de précaution d'attente au pluralisme ». Cet avis oblige M. Philippe Hersant « et tous autres intéressés » à présenter le 20 décembre au plus tard « les arguments de fait et de droit » qui détruiraient la présomption de la commission.

Bien qu'il ne soit que « préparatoire », l'avis de la commission Caillavet constitue une décision importante. La commission a sans aucun doute pesé son avis. Discrètement elle de preuves et d'arguments qui indiqueraient que la reprise de l'Union de Reims n'est pas le fait du seul Philippe Hersant ? Si tel est le cas, le tribunal de commerce de Reims devra à nouveau statuer sur les candidatures à la reprise du quotidien champenois.

JOURNAL HISTORIQUE DE LA FRANCE
Combien de soldats ont été transportés par les taxis de la Marne ? Réponse dans « LE JOURNAL HISTORIQUE DE LA FRANCE » de HATIER

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 20 NOVEMBRE

M. Paul Quilès, ministre de la défense, participe à l'émission « Découvertes », d'Europe 1, à 18 h 20.

SECTEURS DE POINTE

Les élèves pilotes allemands sont entraînés aux Etats-Unis

A Phoenix, le ciel est toujours bleu, et les contrôleurs ne parlent qu'anglais. C'est ce qu'a apprécié la Lufthansa.

LA tour de contrôle lui a donné l'autorisation de décoller. Hans, vingt ans, pousse les gaz de son Beechcraft Bonanza. Il lâche les freins et s'élance vers l'azur pour trois heures de pilotage intensif au cours desquelles se répéteront, sous la houlette de son instructeur, toutes les phases d'un vol : décollages, atterrissages, montées, approches, navigation, pannes de moteur, etc. Hans veut devenir pilote de ligne. Il est allemand. Il suit les cours de formation organisés par la compagnie aérienne Lufthansa, dans laquelle il souhaite faire carrière. La curiosité de la situation tient au fait qu'il vole, en ce moment, dans le ciel sans nuages de Phoenix, dans l'Arizona, aux Etats-Unis.

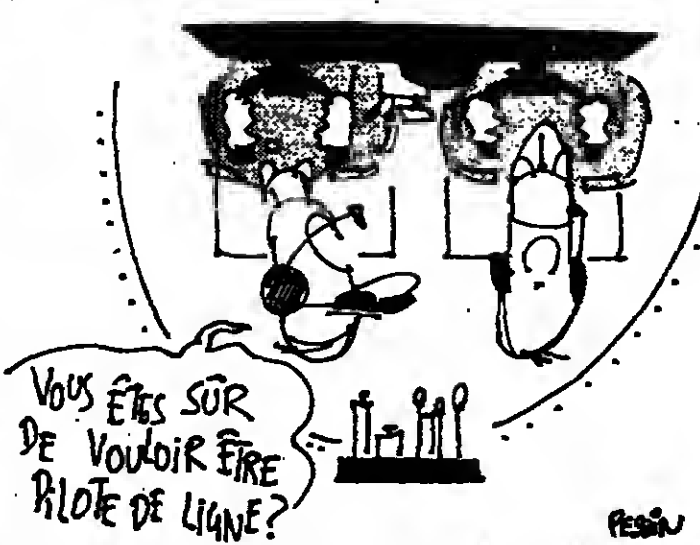
Le système de formation des pilotes de ligne allemands est unique au monde. Lorsque, en 1953, la compagnie ouest-allemande Lufthansa a pris son essor, ni l'Etat fédéral, ni les Länder n'ont voulu supporter la formation des équipages dont elle avait besoin. La Lufthansa a donc créé, en 1956, un cycle d'instruction théorique et pratique qui, dans les autres pays du monde, incombe à la puissance publique.

Deuxième caractéristique : les élèves pilotes paient leur scolarité. C'est ainsi qu'ils supportent environ 55 000 marks (165 000 francs) des 280 000 marks (840 000 francs) que coûte leur formation de base principalement assurée à Phoenix.

En 1956, la Lufthansa avait installé la totalité de son école de l'air à Brême. A la fin des années 70, elle a passé un accord avec la compagnie américaine Pacific Southern Airlines (PSA) pour que celle-ci lui fournisse, aux Etats-Unis, les instructeurs et les appareils nécessaires. Elle a loué, à la ville de Phoenix, les immenses et les installations de l'aéroport de Litchfield. Il lui en coûte chaque mois 2,5 millions de francs.

Pourquoi faire voler douze monomoteurs Bonanza, quatre bimoteurs Baron et deux Great Lakes, pour l'acrobatie aérienne, dans le désert de l'Arizona ? Le ciel allemand était trop embouteillé et trop souvent bouché par les nuages pour permettre de rentabiliser le matériel. A Phoenix, le soleil brille trois cents jours par an. Les élèves sont obligés de parler anglais avec la tour de contrôle. Le risque politique des Etats-Unis est nul. Le confort et la logistique américains atteignent un niveau remarquable.

La Lufthansa peut ainsi programmer ses classes, qui progressent sans à-coups et sans surcoût tout au long du cursus. Celui-ci prendra le futur navigant au niveau du baccalauréat pour l'asseoir deux ans plus tard - via le centre de Brême - sur le siège du copilote d'un biréacteur. A ceux qui trouvent trop facile le pilotage par grand beau temps au-dessus de Phoenix, Hans Schmeiler, chef instructeur,



teur, rétorque : « Le vol est, lui, beaucoup plus difficile parce que les écarts de température provoquent de fortes turbulences. Nos pilotes acquièrent une finesse de pilotage, un sens de l'aviation impossibles à développer en Europe. »

Le tout-électronique

On ne trouve pas que des jeunes à Phoenix, mais aussi des ingénieurs-mécaniciens plus âgés que la Lufthansa souhaite transformer en pilote à part entière. En effet, la compagnie estime qu'en 1995 elle n'aura plus besoin de ce « troisième » homme dans le cockpit. Deux pilotes suffiront. Les avions Airbus-A 320 et même les Boeing-747 seront équipés à partir de 1988

de systèmes de pilotage complètement électronisés et digitalisés. Selon M. Robert Satz, responsable du personnel navigant technique de la Lufthansa, cette évolution a amené à reconsidérer les tâches à l'intérieur du cockpit : « Le pilote n'a plus à contrôler le mécanicien. Il est lui-même libéré par l'informatique de tâches fastidieuses et peut se consacrer à d'autres fonctions pour optimiser le vol. Depuis 1981, nos pilotes ont accepté le pilotage à deux, qui permet de voler plus économiquement et en toute sécurité. »

La Lufthansa emploie sept cent cinquante mécaniciens navigants. Environ 40 % de ceux-ci ont accepté et ont réussi les tests psychotechniques qui leur ou-

vraient les portes des écoles de Phoenix et de Brême. Ils sont en cours de formation et piloteront à leur tour, lorsque les « vieux » DC-8, DC-10, 727, 747 et Airbus-A 300 auront cédé la place à des appareils « intelligents ».

A terre mieux qu'en vol

Dans la perspective de cette arrivée, la Lufthansa s'est lancée dans un programme de modernisation et d'adaptation de sa scolarité. Celle-ci se découpera, en 1987, selon le schéma suivant : le jeune bachelier commencera par trois mois de cours théoriques à Brême. Il alternera ensuite à Phoenix pendant quatre mois et demi, cent heures de vol et cent cinquante heures de cours. Retour à Brême pendant trois mois et demi, pour s'initier au pilotage aux instruments.

A Phoenix, il confirmera pendant trois mois et demi sa connaissance toute neuve du pilotage sans visibilité. Enfin, il achèvera sa scolarité, à Brême, en huit mois et demi, grâce à un recours intensif aux simulateurs de vol.

La compagnie allemande Lufthansa a opté pour une formation poussée au sol. En effet, le pilotage à deux d'appareils équipés d'une électronique sophistiquée peut s'y apprendre d'une façon plus économique et aussi efficace qu'en vol. Les simulateurs de la nouvelle génération recréent à la perfection les conditions de vol et permettent sans risques de se placer dans les conditions les plus catastrophiques.

Ainsi la formation finale comportera-t-elle, à Brême, quarante heures de vol simulé et seulement vingt heures de vol réel sur bimoteur Piper Cheyenne. Cette modernisation coûtera 250 millions de francs.

L'importance de cet investissement démontre, s'il en était besoin, l'ampleur des mutations technologiques qui attendent le transport aérien. Il prouve aussi que les années « noires », qui virent les compagnies aériennes internationales stopper toute embauche de pilotes, appartiennent au passé.

ALAIN FAUJAS.

LA FORMATION EN FRANCE :

Deux filières pour l'ENAC

EN France, la voie royale pour devenir pilote de ligne passe par l'Ecole nationale de l'aviation civile (ENAC) et par son cycle de formation, dont les frais sont exclusivement supportés par l'Etat.

Deux filières d'accès à l'ENAC existent :

● La filière A s'adresse aux jeunes de dix-huit ans ou moins et de vingt et un ans au plus, issus d'une classe de mathématiques supérieures. Ceux-ci suivent un concours, puis des examens psychotechniques et médicaux et un stage de sélection en vol. A l'issue de ces épreuves, ils sont tenus d'effectuer leur service national.

Ensuite, l'école de Montpellier les accueille pendant un an, pour une préparation du brevet de pilote professionnel et un début de familiarisation avec le vol aux instruments (190 heures de vol). Pendant les quatorze mois suivants, ils intègrent l'ENAC à Toulouse et se préparent au certificat théorique de pilote de ligne. Ils reviennent ensuite, pendant quatre mois, à Montpellier travailler sur bimoteurs la vol aux instruments et, à Carcassonne, la voltige. Enfin, ils se préparent à Saint-Yan (Saône-et-Loire) aux épreuves pratiques du brevet de pilote de première classe (cent heures de vol).

Les élèves sont, alors, en mesure de se présenter aux concours organisés par les compagnies aériennes, où ils entreront comme copilotes. C'est dans une compagnie qu'ils obtiendront leur brevet de pilote

de ligne. La durée de la formation dépasse les quatre ans.

● La filière A' est destinée aux personnes libérées du service national, âgées de moins de vingt-huit ans et titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'un certificat d'aptitude aux épreuves théoriques du brevet de pilote de ligne. Les candidats subissent une épreuve orale d'anglais, des examens psychotechniques et médicaux, ainsi qu'une sélection au vol.

Ils sont dispensés de la phase théorique enseignée à Toulouse. Leur scolarité est ainsi conçue : de deux à seize mois selon leur expérience de vol sur bimoteurs et aux instruments à Montpellier, puis le même programme que pour les élèves issus de la filière A. La durée de leur formation est de deux ans et demi.

La filière A a recruté, en 1985, quinze élèves à la filière A', cinq.

Il existe une façon moins prestigieuse de réussir au brevet de pilote professionnel de première classe. Les candidats ayant satisfait aux épreuves théoriques de ce brevet peuvent participer à un stage de quarante heures de vol sur Nord 262 et sur biréacteur Corvette à Montpellier. Au terme de ce stage, ils seront présentés aux épreuves pratiques. En 1985, quarante-deux personnes ont eu recours à cette formule, qui ne donne pas les mêmes chances de succès aux concours organisés par les compagnies aériennes.

A. F.

Demain

Messagerie Electronique à l'essai

Les PTT expérimentent depuis le 15 octobre un système de messagerie électronique.

Ce système, qui consiste actuellement en une serveur situé à Orléans, et deux imprimantes, l'une à Orléans, l'autre à Paris-Montparnasse, fera, dans un premier temps, l'objet d'une expérimentation interne à la direction générale des postes. L'ordinateur utilisé est un Bull Mini 6, le logiciel ayant été conçu par Stévia.

Au début de 1986, l'expérimentation devrait être élargie à des usagers d'Orléans (entreprises, petits commerces) qui se verront offrir le service gratuitement pendant un mois ou deux.

Cette expérimentation, déclarent les PTT, est « destinée à collecter des informations en vue de définir les caractéristiques du futur système, de le dimensionner, d'en évaluer l'économie et de décider du son lancement ».

Les ordinateurs du MIT

En mai 1983, le Massachusetts Institute of Technology (MIT) a lancé un programme expérimental massif, appelé Athena, pour déterminer si l'intégration des ordinateurs dans les programmes académiques pouvait aider les étudiants à apprendre. Le soutien de cette expérience, estimé à 50 millions de dollars, provient d'IBM et de Digital Equipment Corporation. Chacune de ces compagnies fournit des milliers

d'ordinateurs individuels, des unités centrales de traitement, des mémoires à disques magnétiques et des imprimantes, tous réunis dans un seul système. Le MIT dispose du plus grand réseau d'ordinateurs intégré de ce genre.

Pour les compagnies qui le soutiennent, cela constitue un laboratoire d'études des grands réseaux d'ordinateurs, un modèle qui pourrait être appliqué en général à l'éducation et à l'industrie ; pour le MIT, c'est une occasion d'introduire un médium nouveau et révolutionnaire pour apprendre.

Ceci est un exemple, parmi bien d'autres, qui montre les avantages mutuels de la coopération Université-industrie aux Etats-Unis, explique Gary J. Desrosiers dans une étude publiée par le *Progress technique*, la revue de l'Association nationale de la recherche technique.

Vive la vidéologie !

Après la productique, la robotique, la bureautique et autres récents termes en « -logie », en voici un nouveau : la vidéologie, ou « le mariage de l'informatique et de la vidéo ».

Le matériel « vidéologique » proposé par la petite société Enselec Informatique se présente comme suit : un système vidéo, qui stocke des images ; un écran, qui diffuse le film porteur du message ; un boîtier, qui permet à l'utilisateur de dialoguer avec la machine ; un ordinateur, enfin, qui gère l'ensemble du système. Son but ? Proposer aux enseignants un nouvel outil de travail, aux entreprises un moyen de formation « sur mesure » du personnel ou une technique moderne de vente et de promotion des produits.

Ce système, tel qu'il est présenté au Palais de la découverte à Paris, dans le cadre de l'exposition « La biologie au service de l'homme », propose quatre programmes d'initiation du grand public sur les thèmes de l'immunologie, du diabète, de la fertilité et du cancer.

Dans une première étape, un film - stocké sur vidéodisque ou sur magnéto - explique en quelques séquences ce qu'est le diabète. Pour se prendre que cet exemple. Puis viennent les questions relatives au message diffusé, auxquelles les spectateurs répondent à l'aide du boîtier mis à leur disposition. Si les réponses sont en majorité fausses, les images explicatives réapparaissent sur l'écran. Si elles sont en majorité justes, les spectateurs se voient proposer de nouvelles séquences apportant un complément d'information.

Enselec Informatique s'est fait une spécialité des films médicaux, bien que la firme réalise à l'occasion d'autres produits, tels des programmes de formation pour les métallurgistes, réalisés pour Pechiney-Cégédur. Le système qu'elle propose n'est, dans son principe, pas nouveau. Mais il est, à notre connaissance, le seul à permettre le raccordement de plusieurs boîtiers à l'ordinateur, et donc le seul à offrir la possibilité d'un enseignement de groupe.

En outre, les produits proposés sont conçus par des informaticiens médicaux et s'entourent d'un conseiller médical et d'une équipe de pédagogues.

* ENSELEC INFORMATIQUE, 21, rue Léon-Jost, 75017 Paris. Tél. : 47-63-64-44.

- 35 °C SANS DÉGATS

Conserver sans geler

PRODUIRE de nouvelles lignées de cellules au patrimoine génétique modifié, comme savent le faire maintenant les biotechnologues, est une chose. Conserver intactes pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois, ces « biomatériaux » en est une autre, pas si simple qu'il n'y paraît. Comme toute matière vivante, cellules et tissus se détériorent peu à peu à température ambiante, perdant notamment les précieuses propriétés que leur avait conférées les « manipulations » génétiques. Le stockage au réfrigérateur (à -5°Celsius) ne fait que retarder ce processus. Quant à la conservation à très basse température, dans l'azote liquide par exemple, elle est très mal supportée par nombre d'organismes, car ceux-ci sont en grande partie composés de liquides aqueux qui gèlent.

« La glace est un tueur pour les cellules », explique M. Félix Franks, du département de botanique de l'université de Cam-

bridge. Ce ne sont pas tant les glaçons eux-mêmes qui provoquent les dégâts, que le processus de solidification de l'eau. Ce dernier concentre en effet dans le liquide restant tous les sels qui étaient présents dans le milieu aqueux, non sans conséquences néfastes pour la matière vivante. »

Comment conserver sans geler ? Telle est la question que se sont posée des chercheurs britanniques. Ils ont d'abord longuement étudié le métabolisme de certains vers de terre capables de rester plusieurs mois, « asséchés », en état de latence, et de « revivre » aussitôt qu'on les met en présence d'eau. Puis ils ont entrepris d'adapter ce processus de conservation « naturelle » aux cellules en culture dans les laboratoires.

Profitant du fait que, dans certaines conditions, l'eau peut rester à l'état liquide même à des températures bien au-dessous de 0°C, ils ont élaboré un procédé de conservation, ori-

ginal et très simple dans son principe. La méthode consiste en effet à enrober les cellules dans un très mince film d'eau et à les mettre en suspension dans une huile minérale. De la sorte, les chercheurs sont parvenus à refroidir jusqu'à - 35 °C, sans qu'ils gèlent, des levures, des globules rouges sanguins, des œufs d'insectes, des cellules végétales, etc. « Dans les meilleurs des cas, on a pu conserver ainsi des cellules vivantes pendant six mois et faire revivre 95 % d'entre elles en réchauffant le milieu », souligne M. Franks.

Ce nouveau procédé de conservation à froid - breveté bien sûr - est déjà sorti du laboratoire. En mars dernier, la société britannique Peira Ltd, spécialisée dans les adhésifs synthétiques et les équipements d'emballage industriels, a en effet créé une division - Biopreservation Division - spécialement chargée de le commercialiser, tout en poursuivant son développement.

E. G.

* MAITRISEZ VOTRE AVENIR PROFESSIONNEL *

* Vous êtes Cadre dans le même poste depuis plus de trois ans, pour progresser, une information capitale vous manque : « votre valeur sur le marché de l'emploi ».

* Le C.B.P.I. rassemble des professionnels du recrutement, recruteurs, psychologues, graphologues. Il vous propose un « recrutement à blanc » et un conseil de carrière personnalisé : LE CHECK-UP CARRIERE.

* Session d'une demi-journée, le samedi.

* Test psychologique informatisé (Sigmund), analyse graphologique, deux entretiens d'évaluation avec des recruteurs différents, analyse des motivations, analyse du C.V., analyse de carrière.

* CHECK-UP CARRIERE vous informera sur vos possibilités de développement professionnel, il constitue l'occasion d'un nouveau départ.

* Un dossier complet vous est remis à l'issue de cette session. L'anonymat et le caractère confidentiel sont bien sûr garantis.

* Le prix, 1 900 F TTC, peut éventuellement être acquitté par votre entreprise dans le cadre d'un out-placement. Il est payable en deux fois.

* Pour rendez-vous et renseignements, téléphonez au 47.34.54.58 ou écrivez au C.B.P.I., 50 rue de Cambronne 75015 Paris

هكذا من الأصل

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

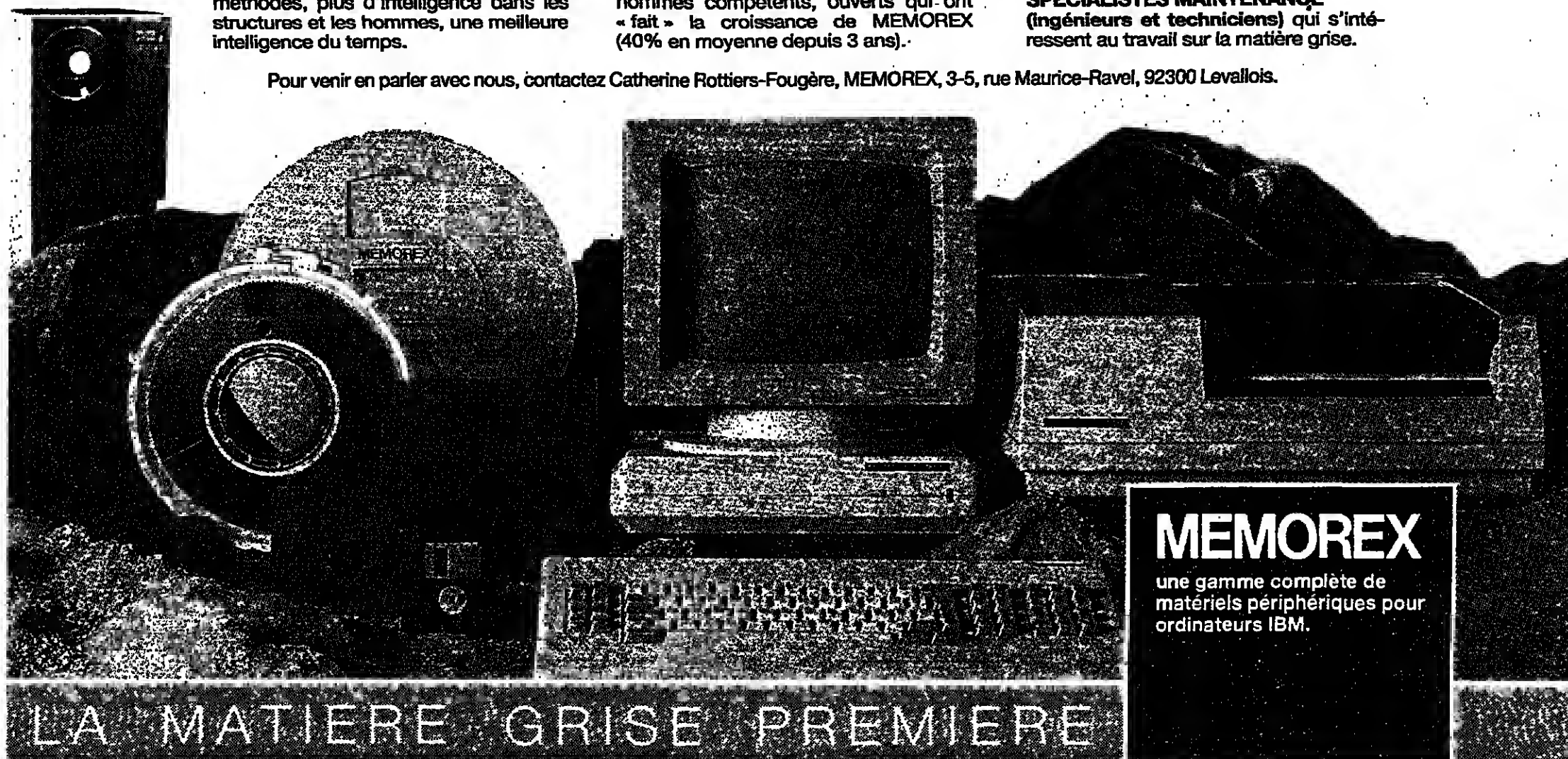
MEMOREX RECHERCHE AUJOURD'HUI LA MATIERE GRISE DE DEMAIN.

Parce que l'intelligence de demain, c'est l'avènement de la société de communication. Un projet auquel MEMOREX travaille depuis plus de 20 ans. C'est plus d'intelligence dans la matière, les actes, les méthodes, plus d'intelligence dans les structures et les hommes, une meilleure intelligence du temps.

Acteur du progrès, accélérateur des innovations tant dans les domaines des supports magnétiques que des équipements périphériques ou de télécommunication, MEMOREX développe la maîtrise de l'information. Ceux qui travaillent à une meilleure intelligence, ce sont les équipes de spécialistes de MEMOREX. Des femmes et des hommes compétents, ouverts qui ont « fait » la croissance de MEMOREX (40% en moyenne depuis 3 ans).

Pour progresser encore, ces équipes doivent se renforcer aujourd'hui en intégrant de nouveaux **INGENIEURS COMMERCIAUX** **CHEFS DE PRODUITS** **INGENIEURS SYSTEME** **SPECIALISTES MAINTENANCE** (ingénieurs et techniciens) qui s'intéressent au travail sur la matière grise.

Pour venir en parler avec nous, contactez Catherine Rottiers-Fougère, MEMOREX, 3-5, rue Maurice-Ravel, 92300 Levallois.



MEMOREX
une gamme complète de matériels périphériques pour ordinateurs IBM.

LA MATIERE GRISE PREMIERE

VOTRE METIER ET LA BANQUE CREDIT DU NORD

Notre plan informatique est ambitieux, nous vous proposons de participer à son développement en tant que

Ingénieurs Informaticiens débutants ou confirmés



Missions :

Profil :

A la Direction Informatique : Interlocuteurs opérationnels d'un des secteurs : grands systèmes, systèmes locaux, affaires internationales, affaires financières, moyens de paiement, vidéotex (spécialiste du système PRIME), vous développerez et mettrez en place des applications de gestion.

- Débutants : formation Grande Ecole d'Ingénieurs : X, Centrale, Mines, Ponts, Télécom, Supélec ...)
- Confirmés : Grande Ecole + 2 à 5 ans d'expérience en informatique.

Environnement :

Dans une architecture informatique tout à fait innovatrice de gros système IBM et 3000 micro-ordinateurs répartis en réseaux locaux.

De réelles possibilités d'évolution de carrière existent dans l'ensemble du Groupe.

Ecrire sous réf. DI 19 à Direction du Personnel 6/8, Boulevard Haussmann 75009 PARIS.

Crédit du Nord



Organisme informatique assurant les prestations de l'ensemble des sociétés du secteur public de l'audiovisuel, recherche

directeur adjoint de la production

Cette direction, qui compte un effectif de plus de 50 collaborateurs, est dotée de matériels IBM et BULL de haut de gamme fortement ornés rétroactivement avec leurs réseaux de plus de 450 terminaux.

Les responsabilités liées à cette fonction concernent plus directement :

- le fonctionnement des ateliers Réseaux et Ordinateurs
- l'élaboration et l'application des normes et méthodes
- la gestion de l'ensemble des matériels informatiques
- les relations avec les autres directions opérationnelles.

Le candidat est ingénieur de formation, âgé d'environ 35 ans. Il doit justifier d'une réelle compétence dans le domaine des réseaux et systèmes IBM, particulièrement MVS - IMS - VSM, la connaissance de l'environnement BULL constituant une plus-value. Le poste est à pourvoir sur Paris.

Michel OHEUR et Thierry GUBAUD étudieront avec soin les dossiers (lettre manuscrite, c.v. et photo) que vous leur ferez parvenir sous réf. 85.11.12 au Cabinet GDI 26, rue de Condé, 75006 PARIS.

Faire que l'entreprise respire.

C'est le challenge Burroughs, le vôtre demain.

Nous sommes l'un des grands de l'informatique mondiale et « le spécialiste reconnu » de l'informatique bancaire.

Dans notre usine située à Villers-Ecalles (près de Rouen), plus de 400 personnes, conçoivent, testent, réalisent et montent des systèmes financiers.

Nous recherchons, pour le développement de produits nouveaux :

Ingénieurs débutants ou confirmés

Spécialités : Logiciel - Système CAO.

Agents techniques DUT-BTS

En Electronique numérique et linéaire

Rédacteur technique

Bilingue anglais.

Notre entreprise investit « en recherche et développement ».

Adressez votre candidature à :

Mme B. Lahon - Burroughs - BP n° 5 - Villers-Ecalles - 76360 Barentin.



Burroughs

DEVELOPPER
DES NOUVELLES
TECHNOLOGIES
NECESSAIRES
POUR
NOUS CARTES
A MEMOIRE

INGEN

pour conception

en Génie

Intelligent

2 Chefs de projet

de la société

technique complète

de 2 à 3 ans de

par le développe

et humain de

Conexhom

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mercredi 20 novembre 1985 - Page 29

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

DEVELOPPER LES NOUVELLES TECHNOLOGIES NECESSAIRES POUR NOS CARTES A MEMOIRES

PAYMATEC, division du groupe SCHLUMBERGER, détient une place prépondérante sur un marché promis au plus bel avenir : les cartes à mémoire.

Au sein de l'engineering, vous définissez la technologie de packaging des cartes à mémoire : réalisation de prototypes, définition des outils de fabrication, en vous fixant pour objectif l'amélioration des rendements.

Ingénieur Grande Ecole ECP, ECL, AM... (option Sciences des Matériaux ou Mécanique) vous connaissez et maîtrisez les matières plastiques et vous avez, à 30 ans environ, tenu des responsabilités dans le domaine de l'industrialisation ou de la production.

Passionné par les nouvelles technologies, vous savez les exploiter avec pragmatisme, vous allez tout de suite à l'essentiel.

Anglais nécessaire pour ce poste à pourvoir à Colombes.

Envoyez votre dossier de candidature (lettre man., CV, photo et prétentions) au Service du Personnel de PAYMATEC SCHLUMBERGER, 450 rue d'Estienne d'Orves BP 84, 92704 COLOMBES.

PAYMATEC
Schlumberger

INGENIEURS

Grande Ecole
X, Centrale ...

pour conception d'outils de gestion de pointe.

La Direction Informatique d'une importante Banque française et internationale, présente dans toutes les techniques avancées de l'informatique (Vidéotex, bureautique, monétique, réseaux...) met au point des outils de gestion et d'aide à la décision particulièrement sophistiqués (environnement de processeurs, multitâches et multifenêtres).

Celle-ci souhaite intégrer pour cette mission des ingénieurs de haut niveau ayant impérativement une première expérience de la mise en œuvre de produits en entreprise.

La pratique de la CAO ou de la programmation par objets constitueront des atouts très positifs.

Merci d'adresser dossier de candidature sous référence 56977 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris. Discretion totale assurée.

Nous sommes un grand centre de recherche et développement en informatique. Nous sommes à la recherche d'ingénieurs pour travailler sur des projets de développement de produits et de services. Vous serez amenés à travailler sur des projets de développement de produits et de services. Vous serez amenés à travailler sur des projets de développement de produits et de services.

Spécialiste R & D

en Génie Logiciel

Une expérience réelle des environnements UNIX sera appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : 15 rue de la Loi 75001 PARIS

Département
Etude et
Développement
de Produits
Bureautiques

Intelligence Artificielle

Société d'application en intelligence artificielle recherche pour les domaines systèmes experts et langage naturel :

2 Chefs de projet

qui participeront au sein de la société à la recherche et au développement des outils et méthodes et seront chargés dans leurs domaines respectifs de la conduite d'interventions auprès des clients.

Ils devront avoir :

- une formation scientifique complétée par une thèse de 3^{ème} cycle en IA, ou un diplôme étranger équivalent.
- et une expérience de 2/3 ans de réalisations pratiques.

3 Ingénieurs

qui participeront aux travaux d'analyse et de recherche dans les 2 domaines de développement de la société.

Ils devront avoir :

- un diplôme universitaire de 3^{ème} cycle en IA.
- ou un diplôme d'ingénieur ou d'informaticien classique complété par une connaissance pratique en IA.

Si vous êtes motivé par le développement d'applications concrètes dans un environnement scientifique et humain de qualité et si vous correspondez à l'un des profils décrits, envoyez nous votre candidature sous la référence 7263 pour les chefs de projet et 7264 pour les ingénieurs. Sachez encore que tous ces postes sont à pourvoir à Marseille, qu'ils nécessitent de fréquents déplacements, que l'anglais est indispensable et qu'une deuxième langue est souhaitée.

Conexhom
Conseil en Recrutement

Ecrire (lettre manuscrite et CV) à
CONEXHOM - 212, avenue Paul Doumer
92508 RUEIL-MALMAISON Cedex
sous les références indiquées précédemment.

NOTRE METIER
LES CLEFS DE
NOTRE SUCCES
30% de progression
du C.A. en 1984

INFORMATIQUE, TELEMATIQUE, BUREAUTIQUE

Stratégie de focalisation sur activités porteuses.
Qualité et compétitivité des services et produits offerts.
Enfin et surtout, valeur et motivation de nos collaborateurs.
L'une de nos entités fournissant à nos clients des prestations intellectuelles informatiques de haut niveau recherche un

ingénieur d'affaires

- Face aux Directeurs informatiques dont vous êtes l'interlocuteur privilégié, vous élaborez la stratégie commerciale de votre "territoire".
- Vous êtes à même de saisir la "problématique" de vos clients et de la traduire aux techniciens.
- La qualité du service étant notre souci majeur, vous connaissez parfaitement votre principal secteur d'activité (les Assurances).

VOTRE PROFIL IDEAL :

- Agé d'environ 30 ans, justifiant d'une formation supérieure, vous avez acquis pendant au moins 2 ans une expérience similaire.
- Sans être un informaticien "pointu" vous savez dialoguer sur l'élaboration d'un schéma directeur, les différentes phases de la conduite d'un projet informatique, l'intégration de progiciels, etc...

NOUS VOUS PROPOSONS :

- Une rémunération motivante incluant un intéressement au C.A. généré.
- Une réelle autonomie garantie par votre rattachement hiérarchique direct au décideur.
- Une possibilité d'évolution au sein de notre Groupe.

Le poste est situé à PARIS-Quest.

Merci d'adresser votre candidature et lettre manuscrite sous réf. 1A4798 à notre Conseil

psyCHE

PSYCHE INFORMATIQUE
16 Rue Vignon 75009 PARIS

BTP
BANQUE DE TRAVAIL
ET DES TRAVAILLEURS

La B.T.P. est une banque nationalisée, de moyenne importance proposant des produits performants aux entreprises du BTP ainsi qu'aux organismes institutionnels financiers.

RESPONSABLE DE PROJETS INFORMATIQUES,

SI vous désirez sortir d'un cadre purement technique,

SI, comme nous, vous pensez qu'un Chef de projet est avant tout un ORGANISATEUR,

SI vous souhaitez pouvoir faire aboutir vos idées dans une Banque innovante à taille humaine,

Venez rejoindre notre Département Informatique et Organisation pour l'aider dans son évolution technologique (base de données, LAG etc...).

Le profil requis est celui d'un ingénieur grande école ou équivalent, ayant au moins 5 ans d'expérience dans un environnement IBM (la connaissance du secteur bancaire est un atout supplémentaire).

Envoyez C.V., photo et salaire actuel sous réf. 61.81 / CP / 739 à Mme JACOB - ADEQUATION 62/64 avenue Emile Zola 75015 PARIS.

cde

INGENIEUR GRANDE ECOLE OPTION INFORMATIQUE
DEBUTEZ COMME

INGENIEUR SYSTEME

au Comptoir des Entrepreneurs, l'un des plus anciens et importants établissements dans le financement de l'immobilier.

Vous intégrerez une équipe de 5 personnes travaillant sur notre site central : 2 IBM 4381 sous OS/MVS/SP actuellement, MVS/XA bientôt.

Vous trouverez un contexte passionnant puisque vous allez participer à l'évolution du télétravail, à la mise en place de bases de données et au changement du système

d'exploitation. Vous profiterez également d'outils logiciels nombreux et performants. C'est donc un premier poste très formateur et promis à évolution : les structures de notre société nous permettent de tenir nos promesses. Lieu de travail : Paris 2^{ème}.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. M 1911 à notre Conseil.

UNILOG

9 rue Alfred de Vigny, 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTHE Informatique

poste clé pour un ingénieur commercial

LYON

INFORMATIQUE DE GESTION

Créée à Orsay en 1975, notre SSII compte aujourd'hui trois agences en province et 180 collaborateurs. Double compétence industrielle et de gestion, implication dans la haute technologie, création de produits, conception de logiciels, diffusion de matériel, formation : tel est l'éventail de nos activités. Un mot sur le développement régulier de notre CA : + 70 % l'an depuis 10 ans. C'est assez dire que les possibilités d'évolution que nous offrons sont tout à fait concrètes.

Votre diplôme d'ingénieur GE ou équivalent et une bonne expérience commerciale font de vous un spécialiste incontesté. Aujourd'hui, vous souhaitez affirmer votre tempérament de leader et vous investir vraiment dans la réussite d'une entreprise. Bras droit de notre Directeur Régional, vous développerez nos ventes de matériels, logiciels et applications clés en main en informatique de gestion. La rémunération proposée est évidemment à la hauteur de votre expérience et... de nos exigences.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions à Mme GOUFFIER CMG - Z.A. de Courtabœuf - B.P. 38 - 91942 LES ULIS Cedex.

STEIN HEURTEY

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE N° 1 MONDIAL DANS SA SPÉCIALITÉ
CONÇOIT, ÉTUDE, RÉALISE ET MET EN SERVICE
DES ÉQUIPEMENTS THERMIQUES INDUSTRIELS recherche

JEUNE INGENIEUR

pour son Service

CALCUL SCIENTIFIQUE

Vous êtes spécialisé en mécanique et calcul des structures et vous participerez à la

Conception Assistée par Ordinateur

des structures mécaniques de nos installations (programme HERCULE).

La connaissance de l'anglais est indispensable.

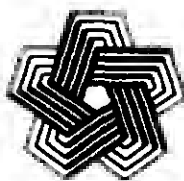
Merci d'adresser votre dossier de candidature à
STEIN HEURTEY Martin Duverne BP 69 91002 EVRY CEDEX

فكرنا من الأصل

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde



JAPY HERMES PRECISA FRANCE est l'un des Leaders de la Bureautique, avec 700 personnes, un C.A. de 500 MF et une progression de 15 % par an. Grâce à la qualité et à la fiabilité de ses machines à écrire (du type TOP THONIC), elle a réussi sa conversion à l'électronique et effectue, depuis 2 ans, une percée remarquable avec des imprimantes rapides à haute résolution. Elle met aujourd'hui sur le marché une gamme de micro-ordinateurs compatibles. Pour assurer cette nouvelle expansion, nous recherchons pour le Siège à Paris :

le directeur produits P.C.

300.000 F +

Sous l'autorité du Directeur Commercial France et en relation avec le Marketing National et International, vous avez la charge du lancement du produit à tous niveaux : vous étudiez et négociez les ventes auprès des SSI et des P.C. Stores, vous formez, animez et motivez les équipes commerciales multi-produits (250 vendeurs répartis sur 14 Régions), et vous devenez peu à peu le gestionnaire d'un nouveau Centre de profits. Réussir ce challenge requiert une formation supérieure technique ou commerciale, la pratique à haut niveau des réseaux spécialisés et surtout les qualités du manager qui réussit. (Réf. 43 AM)

un ingénieur support vente

250.000 F +

Collaborateur du Directeur Produits PC, vous intervenez auprès des prospects et des clients pour diagnostiquer et résoudre les problèmes relatifs aux procédures d'interface, connexions, systèmes d'exploitation, logiciels. Vous êtes chargé de tester et de qualifier les Logiciels de Projets micro. A partir d'une formation supérieure en électronique et informatique, vous avez acquis une solide expérience en applications bureautiques, et vous faites preuve d'un sens aigu de la persuasion pour présenter et "vendre" les solutions adéquates. (Réf. 43 BM)

un directeur maintenance

250.000 F +

Vous dirigez un Centre de Profit orienté sur le service et la maintenance d'un très important parc installé : réalisation d'objets en C.A. et résultats, gestion de la qualité des prestations, optimisation des moyens, et animation d'un effectif Cadres et Techniciens de 80 personnes. Ce poste requiert : une formation supérieure (électronique et informatique), une expérience similaire acquise chez un Constructeur ou chez un grand Distributeur (de technologies identiques). Des qualités de commercial et de gestionnaire sont indispensables. (Réf. 43 CM)

Adressez votre dossier (C.V., lettre manuscrite, salaire actuel, M. Paris) en précisant la référence à :



Hervé Le Baut - Consultants - 11, rue la Boétie - 75008 PARIS - Tél. 42 65 38 39

LA TECHNOLOGIE ET LE MANAGEMENT

C'est la maîtrise de ces 2 dimensions que vous acquerez chez **ASTRA-CALVE**, société française d'UNILEVER (Astra, Fruit d'Or, Epi d'Or...) dans sa principale unité située à Asnières. Votre première étape :

INGENIEUR MAINTENANCE

Au sein du département Margarine, vous assurerez la responsabilité de l'entretien et des mises en route des nouvelles installations. Vous encadrerez une équipe d'une vingtaine de techniciens (mécaniciens et électromécaniciens). Vous exercerez votre activité dans un univers exigeant en évolution permanente tant dans le domaine technique (automatisme, informatique industrielle) que dans le domaine du personnel et de l'organisation du travail.

Après cette première étape, vous prendrez des responsabilités croissantes dans l'encadrement d'équipes et de projets à travers des carrières croisées maintenance, travaux neufs-production, nationales-internationales.

A une formation grande école d'ingénieurs (ECP, ENSAM...), vous ajoutez des qualités de détermination et d'ouverture et souhaitez progresser dans un environnement international jusqu'aux plus hauts niveaux de management.

Adressez votre lettre de candidature sous la référence X111/85 M au Département Central du Personnel - Recrutement des Cadres UNILEVER FRANCE SERVICES 8, av. Delcassé 75384 Paris Cedex 08.



**UNILEVER
UNE DIMENSION
INDUSTRIELLE
A L'ECHELLE
HUMAINE**

catia

DASSAULT SYSTEMES est aujourd'hui une référence reconnue dans le domaine de la CFAO. Nous souhaitons renforcer notre potentiel humain en recrutant de nouveaux collaborateurs de haut niveau.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Débutants ou expérimentés, nous leur proposons divers champs de développement : • calcul scientifique, • génie civil, • développement sous UNIX, • logiciels de bases, • calcul de structure par éléments finis, • piping, • mécanique, • bases de données relationnelles...

TECHNICIENS «CONTROLE QUALITE»

Leur formation sera de niveau IUT (Type CACHAN - VILLE D'AVRAY) avec option informatique, pour des missions de contrôle méthode et qualité.



dassault systemes

Ces postes sont proposés dans un environnement très formateur où les contacts au meilleur niveau sont la règle avec nos clients-utilisateurs. La croissance régulièrement forte de notre activité est une garantie pour votre évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous référence IT à DASSAULT SYSTEMES Service du Recrutement, 40, boulevard Henri-Sellier, 92150 SURESNES.

TECHNICON est le leader mondial dans la conception, la fabrication et la commercialisation d'instruments et systèmes automatisés d'analyses pour Laboratoires. Dans le cadre du lancement d'un nouveau produit, nous recherchons un

ingénieur de produit

INTERNATIONAL
HAUT NIVEAU

La mission : au sein de notre Division Internationale, vous serez chargé de : • contribuer à l'élaboration des stratégies du Service Après-Ventes, • établir le cahier des charges pour l'entretien, le reporting, la logistique des pièces détachées et les réparations, en collaboration avec les Directeurs de Services Après-Ventes dans nos filiales, • assurer en permanence la liaison avec les usines de fabrication et les départements de Recherche et Développement pour améliorer les produits. Vous recevrez une formation exhaustive sur les nouveaux produits, et serez chargé de la formation des techniciens venant de toutes les filiales de la Division Internationale.

Le candidat : vous avez une pratique confirmée des Laboratoires de Biologie privée et hospitaliers. Vous alliez de solides qualités humaines et le sens de la communication à des connaissances supérieures en Instrumentation Electronique, Logiciels, Méthodes Chimiques, ainsi qu'un bon niveau en Technologie de Mesure. Etant donné les responsabilités proposées dans notre Service Après-Ventes, une expérience de 8 ans minimum est indispensable. La langue utilisée sera l'Anglais. Il s'agit d'un travail motivant, offrant de sérieuses perspectives de carrière, ainsi qu'un bon niveau de rémunération incluant un plan d'intéressement important selon les résultats personnels.

Lieu de travail : notre Division Internationale à SAINT-DENIS, d'accès facile depuis Paris. Nombreux déplacements à prévoir dans le monde entier.



TECHNICON®

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à M. COLISTRO - TECHNICON - B.P. 10 - 95330 DOMONT

Important concepteur et réalisateur de biens d'équipements de haute technologie et d'ensembles industriels clés en main, situé sur le littoral méditerranéen, recherche dans le cadre de l'expansion de ses activités

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

diplômé d'une grande école et justifiant d'une solide expérience produit, il est le garant des contrats. Il sera l'interlocuteur privilégié du client, et il animera et coordonnera les actions des différents services concernés dans l'entreprise.

UN INGENIEUR A FORT POTENTIEL DE CREATIVITE

de formation mécanique ou électromécanique pour son département ingénierie. Il sera responsable de projets d'études d'ensembles mécaniques complexes. Il dispose au minimum d'une expérience de 4 à 5 ans et possède de réelles qualités d'animateur. Poste très évolutif pour un candidat de valeur.

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE 30/35 ans

Il sera adjoint au Maître d'œuvre d'un programme d'armement. De formation à dominante électronique, il a une expérience dans la conduite de projets et dans le contrôle-commande de systèmes mécaniques.

DE JEUNES INGENIEURS DIPLOMES GRANDES ECOLES

capables de s'intégrer dans des équipes pluridisciplinaires de conception et de réalisation, dans les domaines mécanique, électronique, informatique, gestion des coûts, de la qualité et des délais. Perspectives d'évolution larges pour candidats de talent.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo et prétentions sous référence 1911 M, en précisant le poste choisi à :

BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Notre Client, numéro Un français de la Production, appartenant à un Groupe Industriel important, recherche pour sa Direction des Moyens de Production :

3 CHEFS DE PROJETS INFORMATIQUE de haut niveau

Le profil idéal des candidats que nous souhaitons rencontrer est le suivant : Age : Environ 30 ans.

Formation : Grande Ecole d'ingénieur ou Universitaire, bilingues anglais.

Expérience : 5 à 7 ans dans des domaines tels que : Informatique Industrielle et Gestion de Production en process discontinu, magasins, ateliers flexibles...

Compétences techniques : Logiciels et matériels sur les systèmes : DEC, BULL, HP, IBM, INTEL.

Personnalité : Solidité, initiative, sens de la communication et de l'animation d'équipes, faculté d'organisation, mobilité intellectuelle.

Si vous vous reconnaissez dans ce portrait et si vous souhaitez rejoindre une activité dynamique et de haut intérêt technologique et humain, sachez que votre mission sera d'étudier, de concevoir, de réaliser, de tester et de déployer des systèmes informatiques pour des projets d'installations complexes. Vous serez à la fois l'interlocuteur des Clients et le directeur des équipes de réalisation pour des affaires pluridisciplinaires.

Merci d'adresser vos candidatures sous réf. CP07 à Claudine CAMPANINI

Elitest

Elitest Carrières
178, rue de Courcelles
75017 Paris

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

Recherche pour son établissement de Toulouse

1 ingénieur grande école ou équivalent

Il sera chargé d'études et de suivi de travaux industriels dans le domaine de la PROPULSION appliquée aux véhicules spatiaux habités ou non habités. Le candidat souhaité devra justifier de quelques années d'expérience et parler l'anglais couramment.

Merci d'adresser CV et prétentions sous référence 85/06, au CNES, Division du Personnel, 18 avenue Edouard Belin, 31055 Toulouse Cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour OUTRE-MER

INGÉNIEUR MÉTHODES

Vous êtes responsable de l'organisation et des méthodes de systèmes opérationnels.

Ingénieur généraliste de formation (complément I.A.E. souhaité), vous avez des connaissances dans le domaine des méthodes techniques et administratives avec utilisation de l'informatique. Une expérience de 4 ans minim. est nécessaire.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 90636/LM, à HAVAS-CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris.

Télé et radio-
resoudre les pro

Ingénieur d'

Electronik
et manag

Systèmes de pointe

SEMA-SELEC

DI

Dire

Alimenta

nhc

مكتبة الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mercredi 20 novembre 1985 - Page 31

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde



Télé et radio-communications résoudre les problèmes d'interfaçage

Réalisant des systèmes sophistiqués de fonction, de traitement de la modulation et de transcodage pour grands réseaux de télécom, nous nous intéressons tout spécialement à ceux qui sont nécessaires comme interface entre les réseaux et les moyens de transmission à grande distance : câbles, voies RF, VHF, liaisons satellites.

Notre développement auprès des administrations d'Etat civiles et militaires nous conduisent à rechercher un :

Ingenieur d'affaires

Technicien, vous saurez bâtir avec vos interlocuteurs des systèmes « sur mesure » répondant à leurs besoins spécifiques et à notre savoir-faire. Vous suivrez ensuite leur réalisation.

Votre sens du contact, de l'écoute et votre curiosité vous permettront en outre de développer vos relations avec vos clients, et donc vos affaires.

L'absence de dépenser une grande partie de votre énergie à lutter contre les lourdeurs d'une structure, vous souhaitez développer celle-ci au profit de la réalisation des problèmes techniques de vos clients.

Didier LESUEUR, notre Conseiller, traitera en toute confidentialité votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et références) à lui adresser, sous la réf. CIAS/LM.

Raymond Poulin Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Electronicien et manager

Systèmes de pointe

Cette société d'études et de réalisations en électronique et micro-informatique a plus que doublé son chiffre d'affaires en 4 ans avec le même nombre de personnes (40) grâce à un fort accroissement du niveau technique de ses interventions et à sa souplesse d'adaptation face aux demandes des clients (secteurs nucléaire, aéronautique, grandes administrations, transport terrestre...). Organisée par centres de profit, elle recherche le responsable de son département « Systèmes ».

C'est en fait un Chef de Service Technique qui reçoit une délégation complète du PDG pour diriger 15 ingénieurs et techniciens avec qui il conçoit des solutions sans cesse renouvelées. Totalement maître de sa rentabilité, c'est à lui d'organiser son activité en contrôlant les aspects techniques et commerciaux ainsi que la gestion et le personnel.

Ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) de fort potentiel, de formation ingénieur ou équivalent (Supélec, A et M, CNAM, etc.), ayant de solides connaissances en électronique et micro-informatique. Il devra allier mobilité intellectuelle, curiosité technique et capacités à manager. La rémunération comporte une part variable liée aux résultats. Poste basé en banlieue Sud Est de PARIS.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. C036/M à Christine Bernet, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.



SEMA-SELECTION

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse



Une certaine idée du service...

Apple, ce n'est pas seulement une gamme d'ordinateurs personnels révolutionnaires + une équipe commerciale très dynamique. C'est aussi une certaine idée de la relation avec l'utilisateur. Nous tenons vraiment à être Apple jusqu'au bout ! Concrètement, cela suppose un service après-vente sans faille.

DIRECTEUR DU SUPPORT TECHNIQUE

Avec votre équipe d'une quinzaine de personnes, vous assurerez le support technique (support téléphonique en matière de dépannage et d'utilisation), destiné à nos utilisateurs finaux (7 jours sur 7) et à nos concessionnaires.

Vous formerez les techniciens de maintenance de nos concessionnaires et mettrez en place toutes actions destinées à aider nos partenaires à assurer un vrai SERVICE à leurs clients.

DIRECTEUR DU CENTRE DE REPARATIONS

Vous animerez une équipe d'une dizaine de personnes et assurerez la réparation de nos matériels, par l'atelier d'une part et par la sous-traitance d'autre part (à vous d'en faire la sélection : cahier des charges, négociation des prix, contrôle qualité, etc.).

Ces postes conviennent à des ingénieurs de formation dont les qualités de meneur d'hommes, les compétences en électronique appliquée à l'informatique et aux télécommunications sont confirmées par plusieurs années d'expérience. Ils auront un sens aigu du service et une excellente expression orale (en anglais comme en français).

Nous offrons une rémunération motivante, à la mesure des qualités et de l'expérience apportées.

Si vous avez, comme nous, une haute idée du service dû à ceux qui nous ont fait confiance, adressez lettre, C.V. et photo (en précisant le poste choisi) à Marie-Noëlle FERAUD - APPLE COMPUTER FRANCE - Z.A. de Courtabœuf - B.P. 131

91944 LES ULIS CEDEX

THOMSON SEMICONDUCTEURS INGENIEUR QUALITE POUR LE DEPARTEMENT CIRCUITS HYBRIDES

Grâce à notre soud permanent de compétitivité et à l'intérêt que nous portons à la qualité, nous sommes aujourd'hui le 1^{er} fabricant français de circuits hybrides. Dans ce contexte le service qualité a un rôle essentiel à jouer et intervient aux points-clés de la vie des produits.

L'ingénieur que nous recherchons aura la responsabilité qualité d'une gamme de circuits. Il proposera pour cette gamme la stratégie qualité et en assurera la mise en œuvre en animant une équipe de 12 personnes, dont 1 ingénieur et 3 techniciens ; il nous représentera dans de nombreux contacts extérieurs.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs électroniciens travaillant depuis 3 ans au minimum dans l'industrie électronique (production, méthodes...) et souhaitant évoluer vers des attributions plus larges et exploiter leur rigueur et leurs qualités relationnelles. Nous sommes basés à 80 km au sud de Paris dans une région agréable.

Faites-nous part de vos motivations professionnelles en adressant votre dossier de candidature (préciser votre rémunération actuelle), sous réf. 79277/LM, à notre DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES THOMSON COMPOSANTS - 101, BOULEVARD MURAT - 75781 PARIS CEDEX 16.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur France

bilingue allemand

Alimentation - Produits de marque

Possédez-vous l'expérience de la distribution ou bien êtes-vous le « bras droit » avec les compétences et le désir d'assumer les tâches de management dans leurs entières responsabilités ?

Alors devenez notre Directeur de Distribution de notre société française située dans l'Est de la France. Outre le suivi direct des clients nationaux traditionnels, vous assisterez activement nos représentants et leurs collaborateurs dans leur travail de tous les jours. Vous animerez vos collaborateurs par la motivation, votre volonté de vouloir réussir et le succès obtenu par le contrôle. Vous organiserez vous-même et participerez à l'élaboration de la réalisation du budget et prendrez sous votre responsabilité toutes les activités couvrant le marché français. Vous rendrez compte de vos activités directement au Directeur Général de la Société.

Nous sommes une entreprise de taille moyenne exerçant au niveau international, dont les produits alimentaires - produits de marque - sont offerts dans tous les créneaux de distribution du marché. L'excellente qualité de nos produits ainsi que le dynamisme de notre distribution, ciblant les objectifs, nous ont placé dans notre domaine à une position de première importance. La rigueur, l'efficacité et la rapidité des décisions par les voies les plus directes nous ont rendus performants. Ce qui vous permettra de vous assumer pleinement dans vos fonctions en toute autonomie.

La rémunération est à la hauteur des compétences recherchées et vous donnera entière satisfaction ainsi que les avantages sociaux. Mettez à profit la possibilité de prendre un premier contact confidentiel avec notre conseiller, qui se porte garant de l'objectivité des renseignements et de la plus grande discrétion. Merci de nous adresser votre candidature en langue allemande ou de nous téléphoner 19-49-6074-2181.

hhc

helmut huble consulting gmbh

Talstrasse 11. D-6057 Dietzenbach

DIRECTEUR D'AGENCE

TOULOUSE

de son Etablissement de Toulouse il assurera la responsabilité commerciale et administrative d'une équipe d'une dizaine d'ingénieurs sur laquelle il pourra s'appuyer pour tous les aspects techniques.

Le candidat retenu aura une très bonne connaissance du marché local de l'informatique temps réel, sera âgé d'environ 30 ans et de formation technique supérieure.

Merci d'adresser c.v. complet, lettre manuscrite et photo sous référence 990 à AXIAL PUBLICITE - 27, rue Taibout - 75009 Paris, qui transmettra.

PROMOTION IMMOBILIERE SUD DE FRANCE

GROUPE IMMOBILIER (BET-STÉ DE PROMOTION)

RÉALISANT 500 VENTES PAR AN

recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

en relation directe avec le PDG du groupe, le candidat retenu dirigera un service, de 6 personnes, chargé :

- Du contrôle budgétaire et de la gestion de la trésorerie de la société et des programmes ;
- De la comptabilité de l'ensemble des sociétés du groupe ;
- De la gestion de l'outil informatique et de l'organisation de l'entreprise ;
- De la gestion du personnel.

Le candidat retenu sera âgé d'environ 30 ans, de formation supérieure dont DECS et aura une expérience de la fonction d'au moins 5 ans.

Adresser c.v. manuscrit + photo + prétentions au Monde Publicité, n° 313 686 M, 5, rue de Montessuy, 75332 Paris Cedex 07, qui transmettra.

هكذا من الأصل

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde



la CAO intelligente

Concevez et réalisez la CAO de demain

ASSIGRAPH, filiale d'un grand Groupe industriel international, développe et met sur le marché les applications les plus performantes de la CAO dans les domaines propres aux Bureaux d'Etudes : schématisation, simulation, cartographie et réseaux urbains, planification de projets industriels,...

Pour consolider son avance ASSIGRAPH renforce son potentiel d'ingénieurs ayant acquis une première expérience dans les domaines suivants :

RESEAUX, SGBD, UNIX, IA, MICRO, GRAPHIQUE, GENE LOGICIEL, ...

Vous espérez aujourd'hui à prendre en charge des missions plus complexes sur des outils très performants au sein d'une Société dynamique et créative. ASSIGRAPH vous permettra de confirmer vos compétences et valoriser votre savoir-faire en découvrant des horizons technologiques nouveaux. Merci d'adresser votre candidature en précisant la réf. 85.61-M à Patrick LECLERC, ASSIGRAPH, 71, Quai des Carrières, 94227 Charenton le Pont Cedex.

jeunes ingénieurs

Environnement et Sécurité industrielle

ECOPOL est une des Sociétés françaises de pointe dans les études, les développements et les réalisations dans les domaines de l'Environnement et de la Sécurité industrielle. Débutant ou avec une première expérience vous êtes diplômé d'une Grande Ecole Généraliste :

ECP - ENSAM - ENSTA

Vous êtes attiré par un poste vous permettant de prendre rapidement des responsabilités et de mettre en valeur vos capacités d'initiative. Après une formation à nos méthodes vous participerez à des études de systèmes industriels de secteurs diversifiés en vue d'en déterminer les conditions optimales d'exploitation en plein de la sécurité et de l'impact sur l'environnement. Merci d'adresser votre candidature sous référence ECP-M à ECOPOL, 26, rue du Château des Reniers, 75013 Paris.

ecopol

INGENIEUR COMMERCIAL AVANT TOUT...

Dans le domaine de la micro-informatique professionnelle, nous sommes l'un des premiers.

Développer notre réseau de distribution, c'est apporter votre soutien technique et votre assistance commerciale aux distributeurs et rechercher de nouveaux concessionnaires sur votre région.

Si vous êtes l'ingénieur Commercial que nous recherchons, votre détermination à vendre et votre sens de la gestion feront de vous l'animateur dynamique de notre réseau.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil sous réf. 765 M. ALPHA CDI, 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA CDI

BASE SPATIALE DE KOUROU



Ingénieur Grande Ecole vous êtes à présent reconnu comme un spécialiste de la mécanique du vol grâce à une expérience acquise dans un milieu spatial, aéronautique ou militaire. Vous étudiez les trajectoires lors des lancements des fusées Ariane et les risques associés. Vous participerez à la préparation des moyens de contrôle pour le suivi des trajectoires en temps réel et des moyens d'intervention. L'aptitude à prendre des décisions rapides dans des situations critiques est une qualité indispensable. Anglais nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions s/réf. 4905 à l'agence DESSEIN - 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR SAUVEGARDE VOL POUR LA FUSEE ARIANE

DESSEIN

INGÉNIEUR Responsable de secteur technique

Importante société à vocation multinationale recherche INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ (ou moins 10 ans) pour prendre la responsabilité du secteur Étude et Développement d'équipements professionnels destinés au traitement des signaux et des images.

Capacités requises :

- Connaissance des techniques informatiques de traitement du signal et d'image,
- sens de l'efficacité et de l'organisation du travail d'une équipe de 50 personnes ou plus,
- cursus possédant une capacité à motiver et entraîner une équipe de haut niveau technique,
- anglais courant.

Poste basé en proche région parisienne (Ouest).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 90630/LM à HAVAS-CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris.

HAVAS CONTACT

ELECTRONICIEN INGENIEUR TOP NIVEAU POUR CONCEVOIR ET DEVELOPPER LES ORDINATEURS DE DEMAIN.

À la pointe des nouvelles technologies et très soucieux de maintenir notre avance sur le marché de l'informatique, nous renforçons notre Département RECHERCHE et DEVELOPPEMENT.

Nous recherchons un Ingénieur Electronicien qui participera à la conception des futures architectures de calculateurs ou de sous-ensembles faisant appel aux récentes innovations en matière de microprocesseurs. Une expérience en Télécom, une connaissance UNIX seraient appréciées chez un esprit curieux, créatif et motivé pour intégrer une équipe de premier plan.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à notre Conseil, sous réf. 765 M à ALPHA CDI, 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA CDI



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

KIS Leader mondial des services minute

Dans le cadre de son expansion industrielle et du développement de ses produits de haute technologie et de grande série distribués dans le monde entier, KIS recherche :

UN DIRECTEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

De formation ingénieur grande école et bénéficiant d'une expérience de 8 à 10 ans dans la direction d'un service d'études, vous aurez à diriger, organiser et coordonner les efforts d'équipes de recherche travaillant dans des domaines technologiques diversifiés tels que le traitement de l'image ou l'analyse médicale. Vos qualités de management, vos capacités de décision et d'animation seront vos principaux atouts.



Ces postes seront basés dans la proche banlieue grenobloise. Adressez votre candidature sous réf. DM à l'attention de Monsieur Sarrana, KIS France, 21 avenue du Général de Gaulle, 38100 Grenoble.

UN DIRECTEUR SAV

Professionnel du service après-vente, vous avez acquis 8 à 10 ans d'expérience dans le management d'un SAV de matériel informatique ou bureautique. Vous serez responsable de la planification, budgétisation, logistique, rédaction technique, du traitement du retour de l'information et de l'établissement des spécifications du SAV clientèle pour les filiales françaises et étrangères. Une bonne connaissance de l'anglais ainsi que des applications de l'informatique à la gestion du SAV sont nécessaires. Dynamisme, efficacité et qualités de manager seront vos principaux atouts.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Le P.D.G. d'un groupe multinational privé

recherche

UNE ASSISTANTE PERSONNELLE

Rémunération : 180.000 F.

Voyages à l'étranger.

La fonction sera de libérer le P.D.G. de tous problèmes quotidiens par une organisation efficace.

CE POSTE EXIGE :

- grande disponibilité ;
- ouverture d'esprit ;
- sens pratique ;
- excellente présentation.

Elle devra être de formation supérieure ou de bon niveau équivalent et maîtriser parfaitement la langue anglaise.

Les compétences de base d'une bonne secrétaire sont exigées.

Les qualités de rédaction sont essentielles.

Ce poste devrait convenir à une personne souhaitant rompre avec la routine.

Envoyer C.V. et photographie récente sous n° 314.240 M. LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Cadre du personnel

180.000 F

100 KM NORD DE PARIS

Un établissement financier à compétence régionale, disposant de plus de 200 sièges et agences et employant un millier de personnes - structure décentralisée d'un grand réseau national - recrute un cadre du personnel.

- Sa mission :
- assister les établissements de la région dans l'élaboration et l'évolution des structures correspondant à leur plan de développement,
 - leur apporter l'appui technique nécessaire à la définition des emplois, au recrutement et à l'établissement de plans de gestion prévisionnelle du personnel et des carrières,
 - assurer la coordination entre les établissements sur ces différents problèmes,
 - assurer la gestion interne du personnel de la société régionale.
- Ce poste est placé sous la responsabilité hiérarchique du directeur des ressources humaines.
- Le candidat aura une formation générale sanctionnée par un diplôme d'enseignement supérieur, une expérience de 3 à 5 ans en entreprise dans la fonction personnel ou en qualité de conseil.
- Une spécialisation en gestion du personnel serait appréciée.
- Les qualités personnelles requises sont : la rigueur du jugement, le goût des contacts humains et l'adaptabilité aux évolutions des organisations.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 8356 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.
Votre candidature conservera un caractère strictement confidentiel.

M21 Jeune société en pleine expansion, de distribution et d'entretien de matériels médicaux (M21 MEDICAL AVONICS...) recherche un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL ELECTRONIQUE ET INFORMATIQUE sur le Sud-Est

Responsable technico-commercial vous développerez notre implantation sur le Sud de la France.

30 ans environ, vous avez une expérience dans la vente de préférence d'équipements médicaux, une grande disponibilité et une aptitude au management.

Si votre ambition est celle d'évoluer à court terme vers un poste de responsable régional, écrivez avec C.V. complet à notre Conseil Monique Lagon

9-13 rue Bel Air
13006 MARSEILLE qui garantit réponse et discrétion.

Etablissement enseignement supérieur Lyon recherche ingénieur type A.M., ENSEIM, ENSEM, ENSEM, ou maîtrise sciences et techniques pour travaux d'études et recherche du domaine mécanique appliquée. Compétences indispensables et goût pour la mécanique théorique, informatique et le calcul scientifique. Possibilité de thèse de doctorat.

Écrire sous le n° 8035
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, Paris-7.

CABINET BEAU DE LOMENIE

Conseils en brevets d'invention recherche pour son agence de LYON

INGENIEUR DIPLOME

ELECTRONIQUE ET/OU ELECTRONIQUE PHYSIQUE
- Anglais indispensable,
- Allemand souhaité,
- Perspectives d'avenir.
Adressez lettre manuscrite et C.V. détaillé, 99, rue de la Guillaumière, 69007 LYON.

Valeo

1^{er} Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
32.000 personnes - C.A. 11 Milliards de Francs
recherche pour développer son potentiel humain

Ingénieur Futur Responsable des Achats Généraliste ou Mécanicien Diplômé Grande Ecole

Valeo Embrayages (Amiens - 60)

Placé sous l'autorité du Directeur d'usine, vous valoriserez UNE PREMIERE EXPERIENCE commerciale (achats ou vente) ou technique (méthodes, organisation...) en prenant en charge la responsabilité des achats industriels de matières premières et de frais généraux (C.A. achats 350 M.F. - animation d'une équipe de 20 personnes) : - détermination de la politique achats - Choix des fournisseurs français et étrangers - négociations commerciales - développement des méthodes et de la qualité achats...

Ce poste implique des déplacements de courte durée en France et à l'étranger. La pratique courante de l'anglais est indispensable, l'allemand souhaitée.

A partir de ce poste, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adressez lettre (B/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence 59162/M à :
Valeo Service Recrutement I & C - 43 rue Bayen - 75017 PARIS

Filiale d'un grand groupe industriel intervenant dans les domaines de pointe : systèmes d'information, systèmes militaires, vidéo-communication, informatique technique et industrielle, intelligence artificielle, recherche :

RESPONSABLE COMMERCIAL DU DEVELOPPEMENT (Affaires nouvelles)

De formation Ingénieur ou similaire, il est devenu un généraliste de l'informatique par une expérience de 5 années minimum acquise en participant à l'élaboration de projets et études divers (architecture de systèmes, projets à caractère technique ou industriel, aéronautique, production, distribution...).

Il aura pour objectif d'apporter de nouveaux marchés à l'équipe régionale et de promouvoir l'image du groupe dans le Sud-Est.

Réf. 8542

INGENIEUR CONSULTANT

Il est diplômé d'une grande école et a acquis une expérience d'environ 3 années de présence en Cabinet. Cette expérience lui permet aujourd'hui de maîtriser la fonction ORGANISATION et de participer à des actions du type schéma directeur, audit ou diagnostics informatiques mettant en œuvre de gros systèmes.

Un sens du contact lié à une expérience de l'analyse fonctionnelle lui seront indispensables pour prendre en charge des projets «systèmes d'informations». Réf. 8543

Ces deux postes sont à pourvoir à TOULON.

Adressez CV, photo et salaire actuel au Cabinet Claude VITET, 6, rue Lauriston, 75016 PARIS en indiquant la référence.

Participez à la réussite de nos projets

MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques «clés en mains».

17 000 personnes - 56 filiales et participations en France et dans le monde - 6,2 milliards de chiffre d'affaires en 1984 dont environ 50% à l'exportation.

recherche pour son Département Réalisations d'Ensembles

Ingénieur chef de projet logiciel

Mission : Responsable de l'atelier logiciel, vous assurerez la mise en place de méthodes et de procédures pour améliorer la productivité et la capacité d'évolution des logiciels standards développés.

Responsable du développement de produits logiciels, vous animerez une équipe d'ingénieurs et/ou techniciens de développement de logiciel pour la réalisation de systèmes de conduites de processus industriels.

Formation :
• Ingénieurs Grandes Ecoles type IEG, INSA option informatique
• Anglais courant indispensable.

Connaissances :
• Calculateurs PDP, VAX, SOLAR
• Systèmes à microprocesseurs 8085 - 8086 - 6809
• Langage PLM - PASCAL - FORTRAN.

Expérience :
• 4 à 5 années dans la conduite de Projets Informatiques destinés à des applications temps réel. Réf. CFR 255.

Ingénieurs chefs de projets en informatique et automatique industrielle

Mission : Vous dirigerez des projets dans le domaine de l'automatisme et de l'informatique pour la conduite de processus industriels et dans le domaine de l'énergie.

Intégrés à l'équipe de projet en vue de réaliser les tâches d'analyse, programmation et tests fonctionnels, vous dirigerez la réalisation de grands projets à dominante TEMPS REEL.

Formation :
• Ingénieurs Grandes Ecoles, type IEG, INSA option Automatique ou Informatique.
• Anglais courant indispensable.

Connaissances :
• Calculateur PDP, VAX et SOLAR
• Systèmes à microprocesseurs 8085 - 8086 - 6809
• Automates programmables
• Instrumentation
• Langage PASCAL et FORTRAN 77.

Expérience nécessaire :
3 à 4 années d'expérience dans la mise en œuvre de systèmes de conduite de procédés industriels.

Possibilités d'évoluer vers la fonction de Chef de Groupe si vous possédez une bonne capacité de management. Réf. CFR 256.

Ecrire avec C.V., prétentions en précisant la référence du poste choisi à Collette FUSIER au Service Recrutement Ingénieurs et Cadres MERLIN GERIN - 38050 GRENOBLE Cedex.

Mercuri Urval aujourd'hui à Lyon...

Après 5 ans de présence en France, notre Groupe International de Conseil, plus de 200 Consultants répartis dans 19 filiales (Europe et Etats-Unis), est heureux de pouvoir apporter la QUALITE DE SES SERVICES (Optimisation des Ressources Humaines, recrutement, sélection, évaluation de potentiels...) auprès des Entreprises de la région RHONE-ALPES.

Nous vous proposons de nous rejoindre à l'Agence de LYON comme :

Consultants

VOUS ETES JEUNE : la trentaine.

VOUS AVEZ :

- une formation supérieure (Grande Ecole, Université) valorisée par les fonctions opérationnelles en Entreprise,
- de l'humour,
- le goût des contacts,
- une grande ouverture d'esprit.

Vos capacités de contact à tous niveaux, votre relationnel, votre énergie, vous permettront de secondier efficacement notre Responsable.

VOUS RECHERCHEZ :

un style de vie différent de celui de l'Entreprise.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- un plan de formation personnalisé sur 3 ans en France, à l'Etranger,
- un climat de travail jeune, efficace basé sur une METHODOLOGIE RIGOREUSE, une possibilité de développement au sein d'une structure souple non hiérarchisée, tournée vers l'efficacité et le service Clients,
- un système de rémunération très stimulant.

NOUS RECHERCHONS EGALEMENT UN CONSULTANT POUR PARIS.

En savoir davantage ? Venez nous rencontrer en adressant votre C.V., photo et rémunération actuelle à
MERCURI URVAL, 14 bis, rue Daru, 75008 PARIS, en précisant bien la référence 561048 sur l'enveloppe et sur la lettre.

Mercuri Urval

Entreprise de taille humaine recherche FRANCHE COMTE CHEF COMPTABLE (200 000 Fian)

Chargé :
- de présenter les résultats (bilan, compte de résultat et annexes)
- d'établir les déclarations fiscales.

Il devra :
- maîtriser la pratique de la gestion totale d'un service de comptabilité générale incluant la comptabilité tiers.
- posséder le D.E.C.S. complet + 5 ans d'expérience dans une PME d'un CA de 200 à 400 M. de francs,
- créer et animer une nouvelle équipe.
- être âgé de 35 à 45 ans.

Veuillez adresser rapidement CV détaillé, photo et prix sous réf. 81249 à Contesse Publicité 5, Place du Corbeau 70000 Strasbourg, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressants et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Notre Société de produits cosmétiques, implantée dans 40 pays, recherche pour renforcer son équipe :

INGENIEUR
CHEMISTE

dont le rôle principal consistera auprès de nos marchés étrangers à apporter une aide à la mise en forme des procédés de fabrication, en respectant nos normes de qualité et de conformité.

Ingénieur Grande Ecole, vous avez une expérience du packaging, si possible dans notre domaine, mais une formation à nos produits vous est assurée.

Votre disponibilité, votre ouverture d'esprit, votre talent au dialogue, sont nécessaires pour réussir dans cette fonction qui vous fera voyager 50% de votre temps, dans tous les pays d'Europe, Moyen-Orient, Afrique.

Bien entendu, il est impératif de s'exprimer couramment en langue anglaise.

La rémunération attractive sera fonction de votre expérience.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. 61525 à CONTESSA PUBLICITE, 16, place du G^{al}-de-Gaulle, 59800 Lille qui transmettra.

فكرنا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Consultants

- Nous sommes une Société de Conseil en Organisation (groupe IECI Développement) intervenant depuis 8 ans dans des entreprises (F, CEE, Afr.) qui investissent et/ou transforment leur organisation.
- Pour réunir nos interventions, notre équipe (13 p.) recrutée en 1986, 2 consultants ayant :
 - une culture élevée + une spécialité technique, économique ou sociale ;
 - une autorité reconnue faite d'une grande capacité d'écoute, de synthèse, d'innovation, de réalisation ;
 - une expérience renouvelée de conduite de changements importants dans les entreprises et/ou dans les structures économiques.
- Notre créneau : « la conduite des changements lourds » dans les entreprises, à l'aide de méthodes novatrices. En particulier, 3 terrains d'action privilégiés :
 - l'allongement du temps d'utilisation des équipements et l'aménagement du temps de travail (R&D, Kronenbourg, Superba, PUK. Ouvrage publié : « Investir dans le temps de travail », éd. ANACT 85) ;
 - la conception et la mise en œuvre de nouvelles organisations de la production, suite à des mutations technologiques (Peugeot Mulhouse, Rhénalu, Mines de Mauritanie) ;
 - la préparation et l'accompagnement des investissements techniques sur le plan de l'organisation et des hommes (Gervais Danone, Glaceries St-Roch (Belgique), Telle Alcatel. Ouvrage publié : « Réussir l'investissement productif », Ed. Orga. 85).

Sur ces terrains, en associant les acteurs de l'entreprise, nous mettons en œuvre des solutions qui allient gain de productivité et satisfaction des personnes.

Nous vous proposons :

- un travail en équipe pluridisciplinaire sur tout contrat réalisé ;
- la responsabilité globale du contrat (chef de projet) ;
- une rémunération annuelle (260-330) + participation aux bénéfices + 6 semaines congés.

Si vous êtes intéressés, écrivez-nous (lettre man. + photo récente + C.V. + prétentions) :

ied développement

Conseil en Organisation

30 rue Helder - 67000 Strasbourg

Si vous le souhaitez, nous pouvons vous adresser une documentation de présentation de notre entreprise.



groupe IECI

CONTROLEUR DE GESTION

VOSGES Agro-alimentaire

Un Groupe Coopératif français (530 personnes - C.A. 700 M.F.), leader sur certaines gammes de fromages, accordant grande importance lancement produits nouveaux, recherche UN CONTROLEUR DE GESTION. Il sera chargé de préparer les budgets et d'en assurer le suivi. Dans un second temps, il sera responsable des services comptable et gestion du Groupe, pour en devenir, à terme de 5 ans, d'un manifeste les compétences, le Directeur Administratif et Financier. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation ESC option Finances-Gestion, et possédant une première expérience de 2 à 4 ans acquise dans une fonction semblable au sein d'une Société industrielle. Ce poste est à pourvoir dans une région agréable des Vosges, dotée de tous les équipements scolaires, sportifs et culturels. Ecrire sous référence 786/M à :

GRH conseils

3, avenue du Ségur 75007 PARIS. Discretion assurée.

AFCEM 88

SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE
travaillant dans le secteur des
« LOISIRS ET DE L'AMÉNAGEMENT »
RÉGION SUD-EST
recherche

UN(E) RESPONSABLE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

IL(ELLE) aura pour tâche :

- L'établissement des différents documents comptables et fiscaux en coordonnant une équipe de 4 personnes ;
- Le suivi de la gestion administrative.

La rémunération sera fonction de l'expérience professionnelle et des capacités du candidat.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite sous n° 314 334 M
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

Industrie Moderne Sud Bas-Pyr
Produits techniques 400 personnes,
en expansion recherche

JEUNE CONTRÔLEUR

FINANCIER
ECS-IECS option
finances-comptabilité.
et/ou IECES 2 à 3 ans
d'expérience
(comptabilité générale,
analytique, contrôle
budgétaire, utilisant
l'informatique).
Anglais courant
indispensable.

Mission : il sera le collaborateur
direct du Directeur financier pour
la supervision de la comptabilité
générale, du reporting, et le suivi
des dossiers fiscaux.
Une première expérience du
contrôle financier en milieu
industriel performant, de solides
connaissances de la comptabilité
française, un intérêt pour la
comptabilité et les méthodes de
contrôle (anglais, allemand, espagnol,
russe) sont nécessaires.
Poste d'avenir stable, rémunération
stimulante.
Acr. C.V. dat. n° 1154 à
SELETEC Conseil
67000 STRASBOURG CEDEX

L'I.N.R.A.

INSTITUT NATIONAL
DE LA RECHERCHE
AGRONOMIQUE

ouvre un poste de

CHARGÉ DE RECHERCHES

pour un laboratoire de
méthodes physiques d'étude
des fruits et légumes.
Métier : 10 ans 3 cycles.

Envoyer C.V. man. et dipl. à :
DR. LAMPE-TECHNO INRA
B.P. 91 - 84140 MONTPEYET.

LA VILLE
DE SAINT-ÉTIENNE
laire - 15.000 habitants
proche de Grenoble
recherche un

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Chargé de la coordination des
services sociaux, sports, scolarité,
culture, affaires économiques,
emploi, état civil, et
affaires intercommunales.

Candidatures à adresser à :
M. le Maire
au plus tard
le 29 novembre
38120 SAINT-ÉTIENNE.

Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance de
répondre à toutes les lettres qu'ils
reçoivent et de restituer aux
intéressés les documents qui leur
ont été confiés.



ROCKWELL COLLINS FRANCE

recherche

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

Il sera responsable de la commercialisation des produits dans un secteur géographique déterminé, et devra, par son expérience propre, développer l'activité de la société dans l'un ou les deux domaines suivants : EMP, SPATIAL, LOGICIEL.

UN INGÉNIEUR PROGRAMME

Il sera responsable vis à vis de sa hiérarchie de la bonne exécution des commandes en carnet et devra, par sa créativité, assurer le développement du secteur d'affaire dont il aura la charge. Les deux postes nécessitent de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Les candidats auront une formation supérieure, Grande École à orientation électronique/informatique et devront faire état d'une expérience réussie d'au moins 3 ans dans un domaine similaire. Une grande autonomie, une parfaite maîtrise de l'anglais ainsi que des qualités de rigueur et d'animation seront des atouts supplémentaires pour réussir dans ces postes. Basés à Toulouse, ils sont à pourvoir au 1er Janvier 1986.

Ecrire avec C.V. et prétentions

R.C.F. Service Personnel
6, Avenue Didier Daurat - 31701 BLAGNAC CEDEX

Tioxide

FRANCE

Filiale de TIOXIDE GROUP

1er producteur européen d'oxyde de titane recherche pour son service Assistance à la Clientèle :

INGENIEUR CHIMISTE

Ayant si possible quelques années d'expérience dans l'industrie des peintures et/ou des matières plastiques.

La fonction implique : des responsabilités techniques vis-à-vis d'une clientèle européenne, de fréquents déplacements de courte durée après une période d'adaptation, la pratique courante de l'anglais et de l'allemand.

Si vous êtes intéressés, envoyez votre C.V. manuscrit avec photo et prétentions à TIOXIDE FRANCE - Direction des Relations Sociales B.P. 89 - 62102 CALAIS Cedex.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GRANDES ECOLES DE COMMERCE (HEC, ESSEC, ESCP...)

DEBUTEZ PAR LE MARKETING

V.P.C.

CARDIF, spécialiste de produits d'épargne, est une filiale de la COMPAGNIE BANCAIRE, l'un des plus importants groupes financiers privés européens. Grâce à la qualité de ses produits, sa gestion financière, sa forte capacité d'adaptation à l'évolution des marchés, elle a pu se hisser, en quelques années, dans le peloton de tête des sociétés privées d'assurance-vie et de capitalisation. Les 200 collaborateurs de CARDIF (80 cadres dont la moitié a moins de 32 ans) ont à leur disposition une structure informatique et télématique en constant développement. CARDIF propose à un jeune diplômé de rejoindre



CARDIF

l'équipe marketing/VPC chargée de développer des études de marketing direct de produits financiers (relations avec les partenaires, mise sur pied de campagnes VPC, analyses de résultats).

Ce poste s'adresse à un candidat de formation HEC, ESSEC, ESCP...

Si vous voulez prendre le parti d'un grand groupe et d'une filiale performante, si vous voulez opter pour une carrière évolutive, adressez votre candidature sous la référence 312, à M. C. BARJOUIN - COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation-Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

groupe de la compagnie bancaire

INGENIEUR

RESPONSABLE BUREAU D'ETUDES
P A R I S

Groupe industriel français, nous recherchons un ingénieur :

- âgé d'environ 32 ans ;
- ayant acquis une première et solide expérience industrielle dans le domaine mécanique ;
- possédant de bonnes notions de base en électricité, électronique et automatisme ;
- ayant le goût du calcul et du dessin industriel ;
- souhaitant allier la conception au suivi de la réalisation et donner une nouvelle orientation à sa

carrière au sein d'une équipe dynamique ;

- pour lui confier, après formation aux techniques du Groupe, la responsabilité d'un bureau d'études.

Ce poste, basé à Paris, implique de très fréquents déplacements sur la France entière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo (exigée) et prétentions, sous la référence 3852, à

Communiqué
8, Bd des Italiens, 75002 PARIS
qui transmettra

VOUS,

vous avez obtenu un diplôme commercial et vous ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau, vous voulez éviter la filière "classique" : Assistant Chef de produit ou Auditeur Junior, vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation, vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités de commandement.

NOUS, nous recherchons plusieurs

JEUNES DIPLOMÉS ÉCOLE DE COMMERCE (HEC, ESSEC, ESCP, ...)

débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux de valoriser leurs talents de commerçants et capables de prendre rapidement en charge

LA DIRECTION COMMERCIALE

d'une de nos filiales étrangères après une période de formation en France d'environ 2 ans.

Nous sommes un Grand Groupe
Industriel et Commercial français,
leader mondial sur son marché.

Tous renseignements complémentaires seront fournis au cours d'entretiens individuels et la plus grande discrétion est assurée.

Adresser votre candidature à

INTERMEDIA N° 595

9 bis, rue Labie - 75017 PARIS

qui transmettra.

مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mercredi 20 novembre 1985 - Page 35

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Formation de Cadres et Dirigeants Le Développement de la Personne, via la Communication

Paris

Filiale du Groupe ALGOE, équipe pluridisciplinaire de Consultants, notre vocation est la Conseil et la Formation pour le Développement de la Personne. Les plus grandes entreprises font appel à nous pour former leur Encadrement à la Communication et organiser des sessions d'entraînement à l'expression verbale.

Pour faire face à une demande croissante, nous souhaitons élargir notre équipe en intégrant un Consultant qui partage nos savoir-faire, bien sûr, mais surtout notre philosophie.

Professionnel(le) de la Communication, maîtrisant bien les techniques d'animation, vous avez une expérience confirmée (5 à 10 ans au moins) dans un métier proche du nôtre : psychologie, psycho-sociologie, Formateur en entreprise ou dans un Cabinet Conseil ; ou encore, pourquoi pas, acteur de métier, à condition d'être doublé d'une réelle nature de pédagogue.

Nous aimerions vous rencontrer. Carole de CHILLY est chargée d'établir les premiers contacts, merci de lui écrire sous réf. 935 M.



ALGOE

24 rue Bonaparte, 75006 PARIS.

MEMBRE DE SYNTIC



renforce sa Direction du Développement de l'Informatique par un poste d'

ORGANISATEUR CONFIRME H/F

En collaboration avec notre équipe d'Organisateurs Informaticiens, il se verra confier des missions d'expertises du système d'information de nos directions régionales.

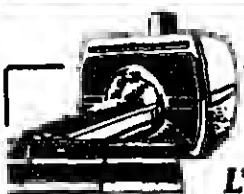
En vue d'en optimiser l'organisation, il proposera des solutions de nature informatique OU AUTRE, en évaluera les coûts et coordonnera leur mise en place et leur suivi.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier à Serge TACCHIL, Service du Recrutement HAVAS, 136, avenue Charles de Gaulle 92522 NEUILLY SUR SEINE, qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

Création de poste

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des candidats d'environ 35 ans, de formation supérieure scientifique ou gestion, pouvant justifier d'une bonne expérience en organisation dans un Cabinet et/ou de gestion informatisée dans une entreprise de service (presse, publicité...).

Outre son expérience, ce sont le potentiel intellectuel et la disponibilité physique (déplacements) qui nous paraissent être les atouts majeurs à une réussite dans ce poste.



THOMSON CGR L'ELECTRONIQUE AU SERVICE DE LA SANTÉ

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur stratégique, nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie.

Nous recherchons notre

RESPONSABLE DE GESTION H/F.

Au sein du Département Logistique, vous prenez en charge la gestion comptable des stocks au niveau comptabilité générale et analytique.

Avec une équipe de 4 personnes, vous assurez l'établissement et le suivi des budgets, élaborez et commentez les tableaux de bord mensuels.

Outre votre formation type Ecole de Commerce, vous justifiez d'une expérience similaire d'au moins 5 ans et vous êtes familiarisé avec l'outil informatique.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (C.V. + photo + prétentions) au Service du Personnel - THOMSON CGR - 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.

THOMSON
EQUIPEMENTS MEDICAUX

NOTRE MISSION : L'ENTREPRISE

AGEFOS PME Ile de France se développe et recherche conseillers en formation

ESCAE, ESCP, SC. ECO, I.A.E., ...

Vous avez la réputation d'être curieux et votre ouverture, vos qualités d'écoute, vous ont déjà façonné aux dialogues constructifs et à la négociation.

Jeune Cadre Diplômé d'Etudes Supérieures, vous avez déjà une première expérience de l'entreprise et votre ambition est d'intégrer une équipe dynamique. Notre mission est de promouvoir la formation et l'emploi des Jeunes auprès des PME et de leur apporter les solutions nécessaires à leur développement économique.

Le terrain des Entreprises d'Ile-de-France vous permettra de mesurer vos capacités, et vos performances seront reconnues.

Envoyer, en précisant vos motivations, lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à AGEFOS/FORMADIS-SELECTION - 11, rue Hélène 75009 PARIS

Société d'Ingénierie
recherche
pour ses missions de maîtrise d'œuvre
en région parisienne

DES JEUNES INGÉNIEURS (H. ou F.) diplômé(e)s (E.T.P., I.N.S.A., ...)

Ces ingénieurs auront pour tâches d'assurer, pendant la phase de conception, la coordination TCE d'opérations de bâtiment et l'essentiel des contacts avec les maîtres d'ouvrages et architectes.

Suivant la taille et la complexité des opérations le poste peut convenir à un(e) ingénieur débutant(e) ou à un(e) ingénieur ayant quelques années de pratique professionnelle dans le domaine de la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage.

Adresser candidature avec prétentions et c.v. au : Moude - Publicité, n° 314 336 M, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.



Assistante du Directeur Financier

Filiale d'un groupe suédois de dimension internationale (8000 personnes en France), nous fabriquons et commercialisons des produits de marque renommés dans le domaine des biens d'équipements ménagers : Electrolux, Arthur-Martin, Faure, Tornado, Oceanic...

Basée à Senlis, vous intégrerez un département important du siège (180 personnes) pour y assurer le secrétariat de son directeur. Elément de liaison entre les services de la direction financière, vous aurez un rôle à jouer sur le plan de l'organisation administrative, assurerez les contacts avec les unités opérationnelles et la maison-mère en Suède. Pour les travaux de secrétariat courant, vous pourrez vous appuyer sur une cellule "bureautique".

Une parfaite maîtrise de l'anglais ainsi qu'une première expérience similaire au sein d'une direction administrative ou financière étoffée, nous semblent indispensables pour réussir dans ce poste situé dans une structure internationale relativement complexe.

Merci d'adresser votre candidature (CV + prétentions) sous réf. EJ/05 à notre conseil : INFRAPLAN - 83 Bd Raspail 75006 Paris

INFRAPLAN

MEMBRE DE SYNTIC

ESPACE EXPANSION PROMOTION Société de promotion de centres commerciaux, recherche

Assistant du responsable des études H/F

FONCTIONS : mener à bien des études économiques de nouveaux projets, des études de marché et de faisabilité ; et en outre participer à la conception des projets, en liaison avec les architectes et les équipes techniques et commerciales.

PROFIL : Formation supérieure (HEC, Sciences Po, ESCP, licence Sciences Eco...) Organisation et efficacité, sens du concret, esprit d'analyse et de synthèse, autonomie et sens des contacts, qualités de rédaction, 13ème mois - Avantages sociaux - Restaurant d'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à : ESPACE EXPANSION PROMOTION - Direction du Personnel - 63, rue La Boétie, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ DE NEGOCÉ INTERNATIONAL recherche pour intégrer son équipe de

STATISTIQUES COMMERCIALES

JEUNE DIPLOMÉ H/F

3 ans d'études supérieures minimum

- Débutant ou première expérience.
- Connaissances en micro-informatique.
- Anglais indispensable.

Adresser CV, lettre manuscrite et photo sous référence 6690 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Banque, filiale d'un important groupe financier, nous recherchons un chargé d'études apte à élaborer des montages financiers diversifiés, possédant un solide sens du risque sur des opérations de montants unitaires importants, et faisant preuve d'un fort dynamisme commercial. Une formation Grande Ecole confirmée par 5 ans d'expérience professionnelle est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV manuscrit, prétentions, photo) sous réf. 4906 à l'agence DESEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

**PARIS 8^e
CHARGE
D'AFFAIRES**

OFFRES D'EMPLOIS

Une MAISON D'ÉDITION spécialisée et réputée (PARIS-9) recherche pour son département LIVRES ET REVUES SCIENTIFIQUES un

**INGENIEUR
REDACTEUR**

Il aura à valider la traduction d'articles étrangers, à en rédiger lui-même pour nos publications et à rechercher des auteurs en France.

De formation scientifique supérieure pluridisciplinaire, de préférence Ingénieur Diplômé, vous démontrerez : ouverture d'esprit, goût pour l'écriture et sens des contacts pour faciliter votre intégration dans une équipe d'une dizaine de personnes. Vous avez naturellement une connaissance parfaite de l'ANGLAIS écrit.

Envoyer votre C.V. avec lettre, prétentions, sous la référence LP/LMI, avec une enveloppe à votre adresse, à

micel joughannaud conseils
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

Editeur scolaire
JEUNE ÉQUIPE DYNAMIQUE DE 30 PERSONNES recherche

Un Diplômé d'École Supérieure de Commerce ayant 5 ans d'expérience commerciale et gestion pour être :

**L'ADJOINT
DU DIRECTEUR**

En liaison constante avec celui-ci

- Il sera chargé :
- De la gestion financière et comptable ;
- De l'étude des marchés et de l'adaptation des produits (déplacements réguliers en Province à prévoir) ;
- De la mise en œuvre du service commercial (service promotion, administration commerciale).

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions aux ÉDITIONS DIDIER
13, rue de Poitou - 75006 PARIS
à l'attention de M^{me} DAUVILLIERS.

Poursuivant son expansion
FLOATING POINT SYSTEMS
leader dans le domaine des processeurs vectoriels et des ordinateurs scientifiques, recherche

**INGENIEURS
COMMERCIAUX**

EXPERIMENTÉS dans le domaine de l'informatique scientifique.

Basés à PARIS pour :
Région FRANCE NORD/BELGIQUE
Basé à MADRID pour :
ESPAGNE.

Rémunération motivante + commissions + voiture

Adresser C.V. et photo à M. JEAN VILLENEUVE
F.P.S. - 3 bis, rue Le Corbusier - Silic 243
94568 RUNGIS CEDEX

LABORATOIRE LURE
Centre universitaire, b/c 208,
91405 ORSAY Cedex
recrute sur
POSTES TEMPORAIRES

**3 TECHNICIENS
SUPERIEURS**

débroussailler ou posséder quel-
ques années d'expérience, trau-
ma d'un DUT BTES.

1°) en « ÉLECTROTECHNI-
QUE » ou « ELECTROMECANI-
QUE » pour réalisation, mise au
point et exploitation d'appareils
de mesures magnétiques très
précises. Envoyer C.V., diplôme,
photo et prêt. à M. A. DUEL.

2°) en « ELECTRONIQUE » ou
« MESURES PHYSIQUES » (op-
tique technique instrumentale ou
électronique) pour le contrôle
des anneaux DCI et des améri-
ciens techniques, consail-
sances en informatique appli-
cées (travail horaire normal ou
décalé en alternance) y compris
week-end.

3°) en « MESURES PHYSI-
QUES » avec expérience sou-
haitée en construction de
chambres à vide.
Envoyer à M. R. Souchet.

Recherche sur Paris, prof., pour
cours particuliers de compte.
Tél. : 16 98-44-39-08.

Recherche sur Paris, prof., pour
cours particuliers d'anglais des
affaires.
Tél. : 16 98-44-39-08.

L'IFEC
Institut Français
des Experts Comptables
Importante association
de professionnels libéraux
recherche

**RESPONSABLE
DE LA COMMUNICATION
ET DES RELATIONS
PUBLIQUES**

Disponible rapidement.

— Edition.

— Organisation de manifesta-
tions.

— Conception des supports et
outils de communication in-
terne et externe.

— Suivi des relations.

Une expérience de 3 ans en
association, en entreprise ou en
agence est indispensable.

Env. C.V., photo et lettre man-
scrite n° 314, 189 M
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessy, Paris-7.

**travail
à domicile**

Secrétaire très expérim. effec-
tive TS TRAVX SECRETARIAT,
frappe, dactylo, retranscrip-
tion, etc. Tél. : 43-23-00-03.

Jeune femme cherche
EMPLOI COUTURE, CROCHET
à domicile.
Envoyer sous n° 5 832
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessy, Paris-7.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

R 5 Alpine Turbo modèle 83,
55 000 km, radio-cassette,
climat, très bon état. Argus,
débourse. Tél. : 38-05-08-45
de 9 h à 12 h et 16 h à 19 h.

Particulier vend Super 6 TL
novembre 94, modèle 83,
35 000 km, 4e rap. 28 000 F.
Tél. bur. : 30-37-35-44,
dom. : 38-78-81-53.

secrétaires

Important groupe industriel
Secteur public
recherche

SECRÉTAIRE

Ayant expérience d'un secrétariat général.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prêt. s/n° 314 242 M
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessy, 75007 PARIS.

Organisme de formation
Boulogne-Billancourt
recherche

**SECRÉTAIRE
STENO-DACTYLO**

Expérimentée, niveau BTS.
Adr. C.V., photo et lettre man-
scrite, n° M 001-255, B&B,
17, r. Label, 94307 Vincennes,
Cedex, qui transmettra.

**capitales
propositions
commerciales**

JURISTE SUISSE
Domiciliation - gestion - sur-
veillance, CP 283, CH 1211
Genève 1
Tél. : 1941.22/618023.

DEMAIN

**Emplois
Cadres**

CHAQUE MERCREDI
LE PANORAMA
DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres »
publie une sélection des offres d'emplois
destinées aux cadres, parues la semaine
écoulée dans le Monde, plus une sélection
d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable
aux cadres qui voyagent et aux entreprises
nationales ou internationales qui les
recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 10 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Nombre d'exemplaires _____ x 11 F (tels de port incl.)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75477 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

formation professionnelle

**Formation Professionnelle
d'Analyste-Programmeur
en 7 mois = 1000 h.**

sur 30 micros et gros système IBM. Niveau requis :
BAC et assimilés. Assistance au placement
Entretien et sélection sur R.D.V. Crédit étudiant 100 %

Centre agréé par EPICSSON
Centre International d'Études
et Formation Professionnelle en Informatique
11, r. de la Gare - 94230 CACHAN
Tél. (1) 740.1222
N° Accusé-Cachan - 10' des Halles

DEMANDES D'EMPLOIS

chef du personnel

Femme 40 ans, formation supérieure, 15 ans d'ex-
périence dans la fonction Personnel dans groupes
multinationaux des secteurs Agro-alimentaire et
bâtiment (ressources humaines, recrutement,
gestion administrative, relations sociales...) ;
recherche poste équivalent dans entreprise de taille
moyenne des secteurs Agro-alimentaire, services
ou autres en région Parisienne. Disponibilité sous
3 mois.

Ecrire sous référence 9001M
à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue
Robert Estienne - 75008 PARIS

HOMME 29 ANS
diplômé enseignement supérieur
économique (option gestion commerciale)

+ D.E.S.S. marketing Nice.

+ D.E.A. communication et information Nice.

+ 3 langues étrangères (anglais, allemand, italien).

+ plusieurs années d'expérience dans diverses
entreprises.

Je désire exprimer mon dynamisme, mon expérience,
mes connaissances dans votre service.

MARKETING/CCIAL/EXPORTATION/PUB

Étudie toutes propositions.
Ecrire sous le n° 6 833 LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessy, PARIS-7.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :

• INGENIEURS toutes spécialisations

• CADRES administratifs, commerciaux

• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE - 43 ans. Ingénieur. Licence sciences
humaines. Esprit ouvert. Grande capacité d'adap-
tation. Exp. : groupe industriel, formateur, entre-
prise culturelle.

CHERCHE situation Paris-R.P. Poste à responsa-
bilité demandant qualités de contact. Animation.
Négociation. Perception de l'environnement, des
courants et des modes. Libre rapidement. (BCO/VJ/745.)

INGENIEUR MECANICIEN. - 50 ans.
Grande expérience sidérurgie. Confection pneus.
Machines spéciales. Traitement de surfaces.

RECHERCHE poste Direction Technique même
secteur ou missions postérieures. (BCO/VJ/MS.)

ASSISTANTE COMMERCIALE. - 36 ans.
Formation commerce extérieur. Relations interna-
tionales. BTS. Secrétaire de direction. Anglais,
espagnol, 15 ans exp. dans un groupe. Habitué
relations avec niveau international.

RECHERCHE poste Assistant Export base
Paris. Grande disponibilité. (BCO/MS/747.)

JEUNE DIPLOMÉ ESSEC. - Dynamique et
créatif. Expérience marketing, gestion publici-
taire et communication acquises au cours de stages
probants effectués dans des entreprises de dimen-
sion internationale.

RECHERCHE un poste sur Toulouse et sa ré-
gion. Étudie toutes propositions. (BCO/VJ/748.)

ANPE

ECRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, postes 33 et 34.

J.P. 20 ans, 2 ans exp., t. b.
dactylo (chiffres et lettres), or-
thographe, saute informatique
(Rank Xerox), traitement texte,
habitudes téléphoniques, etc., etc.
emploi débutant, 56, barrière
Ouest. Tél. : 38-05-08-45

CADRE FINANCIER
possédant solide expérience
comptabilité, gestion fiscale.
Ancien audit auprès groupes
ESOP anglais, 55 ans,
marié, deux enfants, barrière
ouest, cherche poste
temps complet ou partiel.
Ecrire sous n° 3 198
LE MONDE PUBLICITE
5, rue des Italiens, Paris-9.

DIR. DE PERSONNEL
préf. av. usine banlieue par-
isienne ou province
recherché par
Inventaire, chef de produit
ingénieur - gestion, expé-
riente de la fonction personnel
acquise en entreprises et ca-
binet réputé : recrutement, for-
mation, gestion des carrières,
évaluation du potentiel, pré-
sélection des équipes pour déma-
rage d'unités de production. Fi-
gures, dynamiq., animateur
d'équipe, esprit négociateur.
Mandat d'été sous n° 43 332
COFAP, 38, rue de l'Arcade,
75006 PARIS qui transmettra.

Jeune femme, 25 ans, 3^e cycle
biologie, DESS d'administration
des entreprises, expérience
dans publicité médicale, cher-
che poste à responsabilité
dans industrie pharmaceutique
ou parapharmaceutique.
Patrick GLERNEAU, rue
Guy-Moguet, 75017 PARIS.
Tél. : 42-28-85-85

Responsable base loisirs du
Parc des Volcans depuis 78,
rech. responsabilité active dans
centre d'accueil, associat.,
commune. Pariss C.D., 32 a.
format. techn. Très intéressé
par développ. rural. Pinaud,
16270 Talmade, 61-69-30-55.

J.H. GESS prévision éco-
nomique, informatique, ch. em-
ploi dom. Libre de sta. Gilles
Beynaud. Tél. : 84-87-84-27.

**représentation
demandes**

REPRESENTANTE
55 ans, sérieuses références
cherche place stable, V.R.P.
qualifiée, région parisienne.
Ecrire s/n° 6 826 LE MONDE
PUBLICITE, service annonces
classées, rue des Italiens,
75008 Paris.

**propositions
diverses**

CHEFS D'ENTREPRISE
VOUS RECRUTEZ ?
APPELÉZ-NOUS.
ROCKWELL 42-26-73-60.

L'est offre des emplois
stables, bien rémunérés,
à tous les Français avec ou
sans diplôme. Commandez une
documentation gratuite sur la re-
vue spécialisée MIGRATIONS
(N° 1) - 08 PARIS.

Les possibilités d'emplois à
l'étranger sont nombreuses et
variées. Demandez une docu-
mentation gratuite sur la re-
vue spécialisée MIGRATIONS
(N° 1) - 08 PARIS.

Étude cherche pour CADRES
villes très bel. Loyer garanti.
(1) 48-88-88-06, 42-83-57-02.

L'immobilier

**appartements
ventes**

1^{er} arrdt
FOUR (n°1) MAGNIFIQUE
DUPLEX, Répart. 3 ch., 165 m².
3.400.000 F. 46-24-83-33.

3^e arrdt
TEMPLE - SAINT-MERRE
Dernier hôtel 17^e. Duplex 6 p.,
180 m². Tél. : 46-24-83-33.

4^e arrdt
St-Croix-Brettonnière, 76 m²
gdt. b'vnt, 1 chbr., 2 chbr.,
1.000.000 F. 43-26-73-14.

5^e arrdt
St-Mary, rare, imm., 18^e
m², b'vnt de l'imm., 1.800.000 F.
Téléphone : 46-44-88-07.

6^e arrdt
RUE LOMOND
Beau 2 p., cuis., bain, bel
int., 550.000 F.
GARAGE - 46-67-22-96.

7^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

8^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

9^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

10^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

11^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

12^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

13^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

14^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

15^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

16^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

17^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

18^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

19^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

20^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

21^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

22^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

23^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

24^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

25^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

26^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

27^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

28^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

29^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

30^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

31^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

32^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

33^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

34^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

35^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

36^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

37^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

38^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

39^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

40^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

41^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

42^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

43^e arrdt
RUE SAINT-SULPICE
CHARMANT DUPLEX 2-3 p.
68 m². Tél. : 42-96-83-33.

économie

... LE MONDE - Mercredi 20 novembre 1985 - Page 39

REPÈRES

Dollar : net repli à 7,94 F

Sur des marchés des changes pesamment nerveux, les cours du dollar ont marqué un net repli mardi 19 novembre, revenant, à Paris, de 7,99 F à 7,94 F environ, à Francfort, de 2,6125 DM à 2,6075 DM, et, à Tokyo, de 204 yens à 202,60 yens. Le repli a été provoqué par de nouvelles rumeurs, très insistantes, d'une baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis que légitimeraient les maigres performances de l'économie américaine en fin d'année.

Conjoncture : Moins de défaillances d'entreprises en octobre

Le nombre des défaillances d'entreprises a diminué en octobre, pour la quatrième fois consécutive, selon l'INSEE : 1854 (en données corrigées des variations saisonnières), contre 2023 en septembre. Toutefois, ces chiffres portent le bilan des dix premiers mois de l'année à 21 443, soit 5,1 % de plus que pendant la période correspondante de 1984. On note une décroissance du nombre des défaillances dans le bâtiment-génie civil, l'industrie (hors biens de consommation) et le commerce. Dans le secteur des services, la vive croissance enregistrée depuis le début de l'année fait place à une « stabilisation à niveau élevé ». Cependant, un sensible accroissement du nombre de jugements prononcés par plusieurs tribunaux de commerce « rend vraisemblable, pour les mois à venir, une nouvelle augmentation des défaillances », note l'INSEE.

Investissements : + 13 % en Allemagne fédérale

Même si elle devrait ralentir quelque peu l'an prochain, la poussée des investissements reste forte en RFA et assure favorablement d'une reprise de l'économie, dont la croissance pourrait atteindre 3 % cette année. Selon l'Institut de conjoncture de Munich, IFO, l'industrie a investi cette année 13 % de plus que l'an dernier. Une progression qui pourrait être de 7 % en 1986. L'augmentation des derniers mois a été particulièrement sensible dans le secteur des matières premières (+ 25 %) et des biens d'équipement (+ 18 %). Pour leur part, les producteurs de biens de consommation ont limité la hausse de leurs dépenses d'équipement à 7 %. La situation est, en revanche, stagnante dans l'agro-alimentaire et reste préoccupante dans la construction, qui a connu, en 1984, une chute de 15 % des investissements sans rattrapage cette année.

Crédit : « Ma Tante » abaisse ses taux

Le Crédit municipal de Paris (ancien Mont-de-Piété) a décidé, le 15 novembre, d'abaisser de 2 points les loyers de ses prêts sur gages. Ces taux s'établissent désormais ainsi : 11,5 % pour les prêts de 50 F à 999 F ; 14,5 % pour les prêts de 1 000 F à 4 999 F ; 15 % pour les prêts de 5 000 F à 9 999 F ; 15,5 % pour les prêts supérieurs à 10 000 F. Pour les prêts sur salaires, les frais de dossiers diminuent également de 2 points pour passer à 1,5 %.

MALGRÉ LEUR MODERNISATION

Les banques françaises sont devenues fragiles, affirme un rapport officiel

Paradoxalement, c'est au moment où l'économie française commence à donner des signes de reprise que les banques, après avoir aidé cette économie à supporter la crise, deviennent dangereusement fragiles, constituent « le maillon faible de la chaîne déflationniste ». Tel est le constat alarmant dressé par un rapport très complet sur la modernisation du secteur bancaire, établi, à la demande du Trésor, par M. Olivier Pastre, professeur à l'université de Paris-VIII. Ce rapport est le deuxième de la série, après celui de M. Jacques Mayoux 1979, qui traitait du rôle des banques dans l'économie. Le rapport sur l'intermédiaire bancaire, rédigé, en 1982, pour le compte du Commissariat au Plan, sous l'égide de M. François Bloch-Lainé.

Il se livre à une analyse inhabituellement complète de la situation des banques françaises face à la crise, décrivant l'état de leurs clients, de leurs marchés, et esquissant les enjeux de l'avenir, les défis à relever et les évolutions indispensables.

M. Pastre constate que les banques ont amorcé le choc de la crise d'abord pour elles-mêmes, jusqu'à présent, du moins, avec des créations d'emplois ou des augmentations de salaires supérieures à la moyenne.

Elles l'ont amorti, ensuite, pour les entreprises, contribuant, jusqu'en 1979, tout au moins, à « adoucir la crise ». L'auteur du rapport, qualifiant de « faux » les chiffres et le raisonnement de M. Michel Albert dans son livre *Le Paris français*, qui qualifie de « deux fois plus élevé » en France qu'aux Etats-Unis, le *prélèvement opéré par le système bancaire sur l'ensemble de ses clients sur la période 1972-1980*.

L'année 1979, en revanche, marque, suivant l'auteur, « le véritable tournant de la crise » pour les banques qui, jusqu'alors, « ne paraissent pas vraiment souffrir, comme si les difficultés des entreprises ne laissaient pas (ou peu) de trace dans leurs bilans ». Les comptes de résultats se « fragilisent », les « non-banques » (grandes entreprises ou grands distributeurs) viennent faire concurrence et, surtout, comme cela a été relevé souvent dans ces colonnes, la baisse des taux défructe, très coûteux, « présente

aujourd'hui plus d'avantages que d'inconvénients ».

Traitant, enfin, des « évolutions indispensables », M. Pastre évoque le problème des fonds propres des banques, « qui n'a pas, en France, la place qu'il devrait avoir ». Dans ce domaine, les banques françaises, à quelques nuances près, sont au dernier rang des pays développés, la faiblesse de leurs fonds propres « ne permet pas en aucun cas d'être comparées par la qualité de l'actionnaire à l'Etat ». Voilà un constat qui vaut son poids d'or en plein débat sur les nationalisations !

Pour combler ce retard, les banques françaises peuvent faire appel à l'épargne, mais c'est onéreux, et, surtout, doivent améliorer sensiblement leur rentabilité. Sur ce dernier point, l'auteur dénonce la situation « complètement atypique » de la France, pays développé dans lequel la part des commissions sur services dans le produit net bancaire est la plus faible (14 %), contre 20 % à 40 % ailleurs, ce qui entraîne de graves conséquences, et pèse, finalement, sur le coût du crédit. Relevant que la « gratuité des moyens de paiement n'existe nulle part ailleurs » que dans notre pays, l'auteur estime que le problème de la facilitation des moyens de paiement, notamment, est « incontournable ».

mais l'esquisse très prudemment : le sujet est « explosif ». Quant au sujet, non moins explosif, des sureffectifs dans les banques, M. Pastre porte un diagnostic plus sévère que celui qui est généralement avancé. Il souligne une évolution du pouvoir d'achat des salariés « très privilégiée », avec une stabilité de l'emploi « exceptionnelle, mais aussi une crise du travail », caractérisée par un désintérêt croissant d'une partie de ces salariés. Soulignant la gravité extrême du problème des sureffectifs, il estime qu'une réduction des effectifs, très difficile, « ne constitue pas une solution en soi », mais plaide pour un « nouveau contrat social », avec une redéfinition de la formation et une réduction de la durée du travail.

L'auteur, qui déclare « n'être pas hostile au gouvernement actuel », prend bien soin d'indiquer qu'il « garde, seul, l'entière responsabilité du contenu de ce rapport ». Ledit rapport qui, tout de même, va être utilisé par M. Bérégovoy dans le débat sur les nationalisations, dresse, néanmoins, un constat, une vérité incontestable : les banques françaises s'engagent les dernières dans la crise, et elles vont devoir y faire face, quel que soit leur statut, public ou privé.

FRANÇOIS RENARD.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

| | COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS |
|------------|---------------|------------------|------------------|------------------|
| | + bas + haut | Rep. + ou dép. - | Rep. + ou dép. - | Rep. + ou dép. - |
| SE-IL | 7,940 | + 45 + 48 | + 90 + 120 | + 280 + 380 |
| DM | 5,774 | + 1 + 1 | + 3 + 33 | + 23 + 79 |
| Yen (100) | 2,921 | + 20 + 33 | + 20 + 33 | + 156 + 215 |
| DM | 3,472 | + 105 + 117 | + 203 + 220 | + 584 + 636 |
| Paris | 2,707 | + 66 + 75 | + 126 + 141 | + 362 + 406 |
| F.R. (100) | 15,873 | + 28 + 78 | + 71 + 163 | + 188 + 492 |
| F.S. | 3,765 | + 178 + 194 | + 284 + 318 | + 830 + 896 |
| L (100) | 4,585 | + 204 + 177 | + 368 + 325 | + 1010 + 928 |
| L | 11,394 | + 262 + 224 | + 598 + 436 | + 1386 + 1198 |

TAUX DES EUROMONNAIES

| | 7 7/8 | 8 1/8 | 8 1/2 | 8 3/4 | 8 1/2 | 8 1/8 | 8 3/4 | 8 1/8 |
|------------|--------|--------|---------|---------|---------|--------|--------|--------|
| SE-IL | 7 7/8 | 8 1/8 | 8 1/2 | 8 3/4 | 8 1/2 | 8 1/8 | 8 3/4 | 8 1/8 |
| DM | 4 3/8 | 4 5/8 | 4 1/2 | 4 1/2 | 4 5/8 | 4 3/8 | 4 1/2 | 4 1/8 |
| Paris | 5 1/2 | 5 3/4 | 5 7/8 | 6 | 5 7/8 | 5 3/8 | 5 1/2 | 5 1/8 |
| F.R. (100) | 8 | 9 | 8 3/8 | 8 5/8 | 8 3/8 | 8 3/8 | 8 3/8 | 8 3/8 |
| F.S. | 8 1/4 | 1 1/4 | 3 1/16 | 3 1/16 | 3 7/16 | 4 | 4 1/8 | 4 1/4 |
| L (100) | 12 7/8 | 14 1/8 | 13 1/4 | 13 1/8 | 13 1/4 | 13 3/8 | 13 3/4 | 13 3/4 |
| L | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 9/16 | 11 9/16 | 11 9/16 | 11 3/8 | 11 3/8 | 11 3/8 |
| L Swap | 8 3/4 | 9 | 8 3/4 | 9 | 1 1/8 | 9 3/8 | 9 7/8 | 10 1/4 |

AFGHANISTAN

Monsieur le Secrétaire Général du Comité Central du Parti Communiste de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques
Mikhail Sergeïevitch Gorbachev
Moscou/MSS

Très cher Monsieur le Secrétaire Général,

44 années à peine se sont écoulées depuis que les troupes allemandes ont envahi votre territoire. 4 années plus tard 15 millions d'hommes avaient laissé leurs vies, survivants ou défunts de cette opération. Nous sommes conscients de votre responsabilité morale à l'égard de votre Nation, première victime de la terrible catastrophe avec 20 millions de morts parmi vos compatriotes. D'un côté, le désir de sauvegarder la paix dans toute la mesure de nos possibilités.

Beaucoup d'entre nous fondent sur votre personne de grands espoirs pour que se modifie la caractéristique des relations Est-Ouest. Nous avons la certitude que vous imaginez les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes responsabilités qu'assument les hommes d'état à votre niveau se situent bien au-delà de notre champ d'expérience.

L'entrée de cette violence de paix nécessiterait, de part et d'autre, de nouvelles générations, animées par des idées et une foi nouvelles et capables d'imaginer les solutions appropriées, réussies à surmonter les problèmes qui se posent à votre Nation. Le phénomène de la « guerre froide » en une réelle coexistence, d'une longue marche vers la paix dans le monde, ardemment désirée par l'humanité. Certes, les lourdes respons

L'aménagement du temps de travail

**LA CGT ANNONCE UNE JOURNÉE
D'ACTIONS CONTRE
LE PROJET GOUVERNEMENTAL**

La consultation sur le projet de loi concernant l'aménagement du temps de travail, qui doit être présenté au conseil des ministres du 20 novembre, s'achève ce mardi 19 novembre avec la réception du CNFP. Lundi, M. Jean-Cyril Spietta, directeur de cabinet du ministre du travail, a rencontré les cinq organisations syndicales représentatives et la CGPME. Pour M. Bergeron, peu favorable au projet, « il est épuisant tous les jours que le gouvernement ait abandonné l'article du projet de loi qui facilitait le travail du week-end ».

M. Drilleaud, pour la CFTC, a demandé que le projet « soit soigneusement abordé à la négociation entre partenaires sociaux ». Pour M. Paul Marchelli, ce projet « va dans le bon sens », mais le préambule est « trop long », et il a souligné que « les entreprises ont subi un coup dur d'épée dans l'eau ». M. Jean Kasabian, pour la CFDT, n'a souligné que le texte « est un élément très positif », mais il devrait faire plus sur les « contreparties offertes aux salariés, notamment en matière de formation et de temps de travail ». Tandis qu'une des collaboratrices était repue au ministère, le bureau confédéral de la CGT a condamné ce projet, « formellement recul social », qui « remet en cause des pans entiers du droit du travail », et a demandé que le débat à l'Assemblée nationale, « une journée nationale d'initiatives et d'actions de grande ampleur ».

**SIGNATURE
DE LA NOUVELLE CONVENTION
D'ASSURANCE-CHOMAGE**

Le CNPF, la CGPME, la CFDT, la CFDT, la CGC et FO devaient se retrouver, dans l'après-midi du mardi 9 novembre, pour signer la nouvelle convention d'assurance-omnibus, qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} avril 1986 jusqu'au 31 décembre 1987. Pour la durée de cette convention, la direction de l'UNEDIC et le pool bancaire composé du Crédit du Nord, du Crédit lyonnais et d'autres banques) sont parvenus à un accord, le 8 novembre, sur le rééchelonnement de la dette.

centre de promotion industrielle avec les Européens afin de faciliter leurs investissements au Japon et de développer les transferts de technologie japonaise vers l'Europe, deux points pour lesquels les Européens estiment qu'il existe un grand déséquilibre en faveur du Japon. Cette initiative suffira-t-elle à éviter un durcissement des relations Europe-Japon ? Ou peut-on douter.

Si le scénario se répète, la situation ne s'est pas améliorée : en 1984 le déficit commercial européen avec le Japon a atteint 12,2 milliards de dollars selon la CEE, dont les statistiques diffèrent de celles du Japon. Il a augmenté au rythme de 2,7 % au cours des neuf premiers mois de l'année. A cela s'ajoute une détérioration constante des termes de l'échange : les importations japonaises en Europe sont constituées de produits élaborés, celles du Japon en provenance de l'Europe de produits semi-finis, de matières premières ou de produits de luxe.

Les Japonais reconnaissent désormais volontiers, comme d'ailleurs ils l'ont fait au cours de leurs entretiens avec la mission de la CEE, qu'il conviendrait de procéder à des ajustements structurels de leur économie.

Le gouvernement s'y emploie, mais cela prendra du temps. En d'autres termes, les Japonais sont d'accord pour le diagnostic, mais pas pour la « thérapie », commente un membre de la mission européenne. En attendant ces restructurations, les Japonais ont pris des mesures d'ouverture de leur marché aux produits étrangers : « Vous nous avez offert les opportunités réelles, c'est à vous de les obtenir », font-ils valoir.

Japonais ont commencé, ces dernières années, à prendre la Communauté plus au sérieux. Ils ont vu le dessinateur de la machine européenne, ses difficultés à définir une politique commune — et encore plus prendre des mesures de rétorsion — les incitent plutôt à traiter sur un niveau bilatéral, en faisant s'il le faut des concessions. Mais là encore, ils se trouvent confrontés à des politiques européennes pour le moins de constante : ainsi, la France considère il y a quelques années les investissements japonais comme le « cheval d'Inde » et de Troie introduit dans son économie ; aujourd'hui, elle les réclame.

La presse japonaise, qui, ce mardi 9 novembre, ne consacre que de petits articles d'information aux entretiens Europe-Japon, souligne la proposition japonaise d'établir un

De notre correspondant

estime qu'elle ne devrait pas supporter les frais de l'assainissement. Le Royaume-Uni, parce que, sa production céréalière étant le fait d'exportations importantes et spécialisées fournissant surtout des blés fourragers, les amortisseurs que constituent la franchise et l'exonération pour l'autoconsommation ne jouent pas en sa faveur.

Bruxelles (Communautés européennes). — Les réactions des ministères de l'Agriculture des Dix au projet de réforme de la réglementation relative mis au point par la Commission européenne ont été pratiquement toutes négatives. M. Frans Andriessen, le commissaire chargé des affaires agricoles, propose la combinaison de quatre actions : 1) la mise en œuvre d'une taxe de corresponsabilité avec franchise pour les vingt-cinq premières tonnes produites et dispense pour les quantités consommées à la ferme ; 2) l'application plus sévère de l'intervention au seuil de 5 % pour les blés fourragers ; 3) des achats d'intervention limités à une certaine période de l'année ; 4) une politique de prix réaliste.

Pour la France, il est important que la Commission ait tourné le dos à une politique fondée sur l'application de quotas ou bien encore sur une banne brutale des prix. H. Neill Nallet a donc exprimé un vœu très favorable, tout en refusant à l'étape de se prononcer sur la taxe de corresponsabilité, car il souhaite connaître avec plus de précision ses modalités.

Le débat sur la réforme du marché du sucre évolue dans un sens favorable aux thèses françaises. L'avis de relever les cotisations aux quelles sont assujettis les producteurs nous paraît prendre en charge le problème des excédents. La Commission propose de faire porter l'essentiel de la charge supplémentaire sur le quota B, c'est-à-dire sur le sucre que les entreprises sont autorisées à produire pour l'exportation au-delà des quantités nécessaires (quota A) pour satisfaire les besoins internes du Communauté. Charger davantage le sucre B aurait pour conséquence de rendre les exportations moins compétitives. Les Français ont suggéré de laisser les cotisations frappant les sucres A et B à leur niveau actuel, mais de prévoir une cotisation supplémentaire exceptionnelle frappant de manière annuelle les quotas A et B. La Commission semble décidée à modifier ses propositions dans ce sens.

Un bon pain, un bon dîner, un bon café et le sucre typique, les choses simples, nécessaires à nos quotidiens.

Par exemple, le sucre.

Le sucre, si familier, si utile, si agréable était, il y a seulement quelques années, complètement inconnu en Chine.

Le sucre du sucre est, en fait, largement méconnu en Chine.

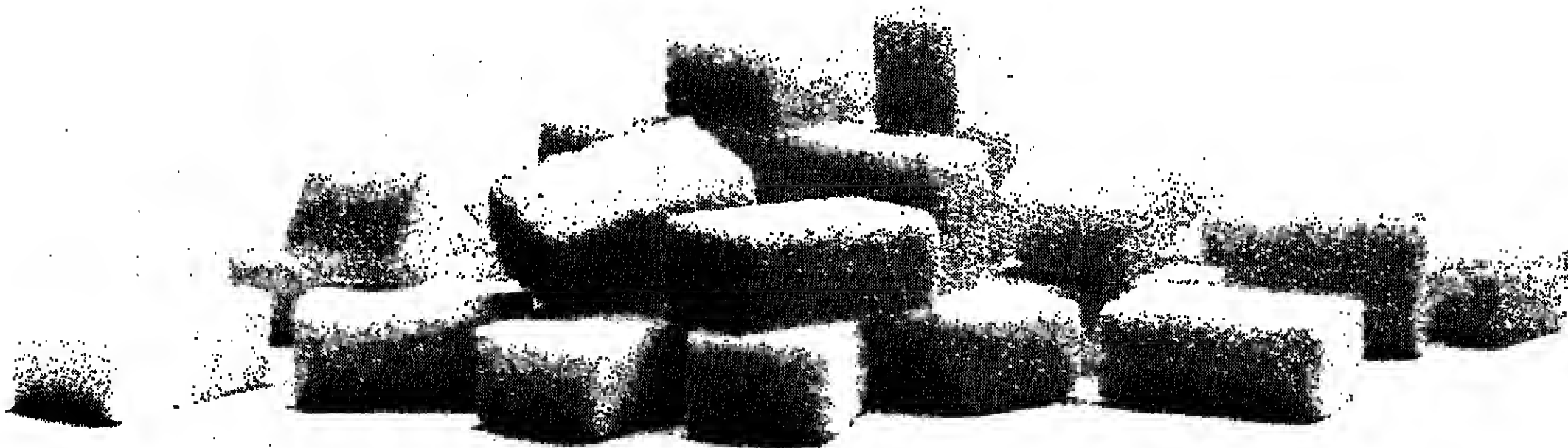
Surtout qu'en Europe, pour le bon ménager, le sucre est une quasi-totalité de la belle vie, une branche pour la confiserie, la fabrication de très nombreux produits alimentaires. Il est également extrême.

Sur 980.000 tonnes de sucre par l'industrie chimique.

Notre propos sera complet si vous voulez en savoir plus si vous pouvez écrire à Roquette.

Beaucoup plus qu'un simple morceau de sucre...

La biotechnologie connaît une croissance spectaculaire. Essentielle à l'essor industriel de la France, elle a été désignée comme l'un des cinq secteurs stratégiques de développement. Les produits amylacés y jouent déjà un rôle majeur. Mais l'avenir de la production des amidons, féculés et de leurs dérivés, soit très directement celui de la biotechnologie nationale, est menacé.



Un verre d'eau, un bol d'air, une tasse de café et le sucre que l'on y met : agréables, simples, nécessaires à chacun de nous, quotidiens mais peu connus.

Parlons sucre.

Le petit morceau si familier, si naturel, si ordinaire était, il y a seulement quelques siècles, complètement inconnu en Occident.

La réalité du sucre est encore aujourd'hui largement méconnue de l'opinion courante.

Sait-on qu'en Europe, pour la consommation ménagère, le sucre est extrait en quasi-totalité de la betterave, mais qu'en revanche pour la confiserie et la fabrication de très nombreux produits alimentaires, il est également extrait des céréales.

Sait-on que sur 980.000 tonnes de sucre utilisées par l'industrie chimique

européenne, 380.000 seulement proviennent de la betterave, soit sous une forme pure (8 %), soit sous forme de mélasses ? Que les autres 600.000 tonnes proviennent des céréales, soit plus de 60 % des utilisations ?

Eh oui ! Le glucose est au blé, au maïs et à la pomme de terre, ce que le saccharose est à la canne ou à la betterave : du sucre.

Notre industrie ne se contente pas en effet d'extraire l'amidon mais fabrique également une grande variété de produits parmi lesquels le sucre d'amidon tient une place importante.

Nos coproduits entrent aussi bien dans l'alimentation des animaux (drêches, protéines, tourteaux) que dans l'alimentation humaine (huile de maïs, gluten de blé).

Nos amidons interviennent dans des secteurs aussi divers que l'alimentation,

les produits pharmaceutiques, les cosmétiques, le papier, le carton, les adhésifs ou le textile.

60 % des activités de Roquette sont réalisées dans les industries non-alimentaires les plus variées.

Mais revenons au sucre.

Le sucre n'est pas que du sucre. C'est, plus largement, un assemblage spécifique de molécules. Bouleversez cet assemblage, vous pouvez reconstruire du pétrole ; modifiez-en quelques aspects, vous obtenez "des" sucres ou des dérivés. Ces produits ont à nouveau des propriétés et des utilisations incroyablement variées.

Grâce à notre technologie, chez Roquette, nous transformons le sucre de l'amidon en dextrose, en sorbitol (nous en sommes le principal producteur mondial), en isoglucose, en fructose, en lévulose, en mannitol, en acide gluconique,

en gluconate de sodium... et avons d'autres projets.

Les clients de notre industrie transforment le sucre en vitamines, en acides organiques, en amino-acides... et en d'autres dérivés encore, tous à haute valeur ajoutée.

L'importance du rôle du sucre et de ses dérivés dans les bio-conversions, le génie enzymatique et la production des métabolites, explique pourquoi nous sommes présents dans le développement de la biotechnologie et profondément concernés par l'avenir des bio-industries en France et dans la Communauté.

Cet avenir est aujourd'hui menacé.


ROQUETTE

Le bon sens d'abord

Notre propos sera complété dans les prochains communiqués.
Si vous voulez en savoir plus sur les menaces qui pèsent sur l'avenir,
vous pouvez écrire à Roquette Frères, 4 rue Patou, 59022 Lille Cedex.

هكذا من الأصل

CONJONCTURE

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE SE PORTE MIEUX

Le temps des aubaines et celui du mérite

(Suite de la première page.)

C'est ainsi que depuis la fin de septembre les gouvernements des banques centrales des grands pays industrialisés interviennent pour maintenir la monnaie américaine à des niveaux nettement inférieurs à ce qu'ils étaient au début de l'année, c'est-à-dire plus de 10 F. Leurs interventions seront longtemps nécessaires, puisque les causes de la hausse du dollar - le besoin de capitaux extérieurs pour financer les déficits publics - n'ont pas du tout disparu. Cette obligation d'intervenir nous met d'une certaine façon à l'abri d'une remontée du billet vert. Tant mieux.

Matières premières : le déclin des prix

La baisse des prix des matières premières est une deuxième aubaine d'autant mieux venue qu'elle est en partie surprenante. La reprise de la croissance dans le monde - et d'abord aux États-Unis à partir de 1983 - aurait dû provoquer une hausse des cours. C'est, en tous les cas, ce que l'expérience des années 70 avait enseigné. Or si une forte hausse des prix des matières premières industrielles s'est bien produite à la mi-1978, si une forte baisse a suivi au début de 1980 précédant le déclin d'activité lié au deuxième choc pétrolier, il n'en a pas été de même en 1983, lorsque l'économie américaine a connu sa flamboyante expansion au rythme rarement vu de 9 % l'an. Ou plus exactement le mouvement de hausse des cours qui s'était amorcé s'est éteint presque aussitôt.

On explique maintenant cette évolution déconcertante : apparition de nouveaux producteurs de biens intermédiaires, comme les Sud-Coréens avec leur acier ; nouvelles technologies modifiant les processus de fabrication ou permettant des substitutions (plastiques contre cuivre, fibres synthétiques contre fibres naturelles) ; niveau élevé des taux d'intérêt réel incitant les industriels à réduire leurs stocks au minimum.

Ces évolutions semblent tellement fondamentales qu'on peut se demander si les rapports observés dans le passé entre activité industrielle et hausse des cours sont encore valables. L'important recul de l'inflation dans le monde et la volonté quasi générale de ne pas retomber dans les erreurs passées pourraient ramener l'évolution des prix des matières premières industrielles sur la tendance à la baisse qui était fondamentalement la leur avant les années 70. Beaucoup de produits se retrouvent maintenant à des niveaux nettement inférieurs à ceux de 1980, comme cela est le cas pour le plomb, le caoutchouc, l'aluminium, le cuivre (2). Quel qu'il arrive, l'économie française profite largement du mouvement actuel, on ne peut pas le nier, par la baisse du dollar. En octobre, les prix de l'ensemble des matières premières importées par la France étaient - en francs - inférieurs de 21 % à leur niveau d'octobre 1984...

Les cours du pétrole sont eux aussi orientés à la baisse et cela depuis 1981. Plus que les tarifs officiels, qui correspondent mal aux prix réellement pratiqués, l'évolution des cours du brut de haute qualité vendus sur le marché libre montre bien le mouvement engagé à partir des niveaux-reports (44 dollars le baril) atteints fin 1980 : 35,3 dollars fin 1981, 33,4 dollars fin 1982, 30,9 dollars fin 1983, 28 dollars fin 1984.

La remontée des cours qui s'est produite à partir du mois d'août 1985 peut s'expliquer par les achats effectués en vue de l'hiver, achats probablement très importants, beaucoup de pays européens - et notamment la France - ayant largement déstocké. Mais cette hausse ressemble plus à un accident de parcours qu'à un véritable renversement de tendance.

La baisse des taux d'intérêt dans les pays industrialisés est une autre aubaine (voir graphique). Elle est rendue possible par le mouvement de désinflation et par l'assainissement quasi général des comptes publics (budgets des États mais aussi systèmes de protection sociale). Les taux baissent en RFA

depuis avril dernier et, aux États-Unis depuis octobre 1984. La France, qui a accumulé d'abondantes réserves de devises et réduit ses déficits extérieurs en même temps que son taux d'inflation, a pu à partir de juillet 1985 faire repasser ses taux d'intérêt à moins de 10 % sur le marché monétaire, alors que ceux-ci se situaient à presque 17 % en avril 1982. En moyenne annuelle, le taux de l'argent au jour le jour, qui avait atteint 15,3 % en 1981 et encore 14,9 % en 1982, est redescendu à 12,5 % en 1983 et à 11,7 % en 1984. Au premier semestre 1985, il aura été de 10,46 % et au second semestre en dessous de 10 %.

Considérer cette amélioration comme une aubaine reviendrait à dire que la politique gouvernementale n'est pour rien dans cette baisse, ce qui serait injuste. La baisse du prix de l'argent en France est en partie l'une des retombées de la politique de rigueur. Mais il est vrai aussi qu'elle suit un mouvement mondial de déescalade.

C'est enfin le ciel qui a permis d'excellentes récoltes en 1984. Celles-ci ont contribué à stabiliser les prix à la production. L'été 1985 a permis une abondante production

de fruits et de légumes. Le ralentissement de l'inflation n'aurait probablement pas été aussi ostensible sans ces facteurs climatiques qui font échouer ou réussir les plus belles politiques comme le gouvernement socialiste de Guy Mollet en avait fait l'expérience après le terrible hiver 1955-1956.

De main de maître

La modération des hausses salariales est un autre atout pour l'économie française, mais un atout d'origine différente dans la mesure où il est le produit d'une politique volontaire. Le blocage des salaires décidé par Pierre Mauroy au printemps 1982, la politique de désindexation partielle conduite de main de maître par Jacques Delors, ont en des résultats d'autant plus spectaculaires que les Français, habitués par la menace du chômage, se sont bien gardés de revendiquer.

Toujours est-il que la progression du taux de salaire horaire, qui dépassait encore les 15 % l'an en 1980, 1981, 1982, s'est très fortement ralentie avec le plan de rigueur Mauroy-Delors : + 11,2 %

en 1983, + 7,6 % en 1984. Les comptes officiels tablent sur la poursuite de ce mouvement : + 5,6 % cette année, + 3,4 % l'année prochaine.

Ce formidable freinage ne porte pas seulement sur les évolutions nominales mais aussi sur le pouvoir d'achat. Attentif aux variations d'impôts et de cotisations sociales, on a guère remarqué que le pouvoir d'achat du salaire moyen par tête - qui tient compte de la durée du travail - sagne pratiquement depuis trois ans : 0,4 % en 1983, 0,1 % en 1984, probablement 0 % cette année et encore l'année prochaine, selon les prévisions officielles.

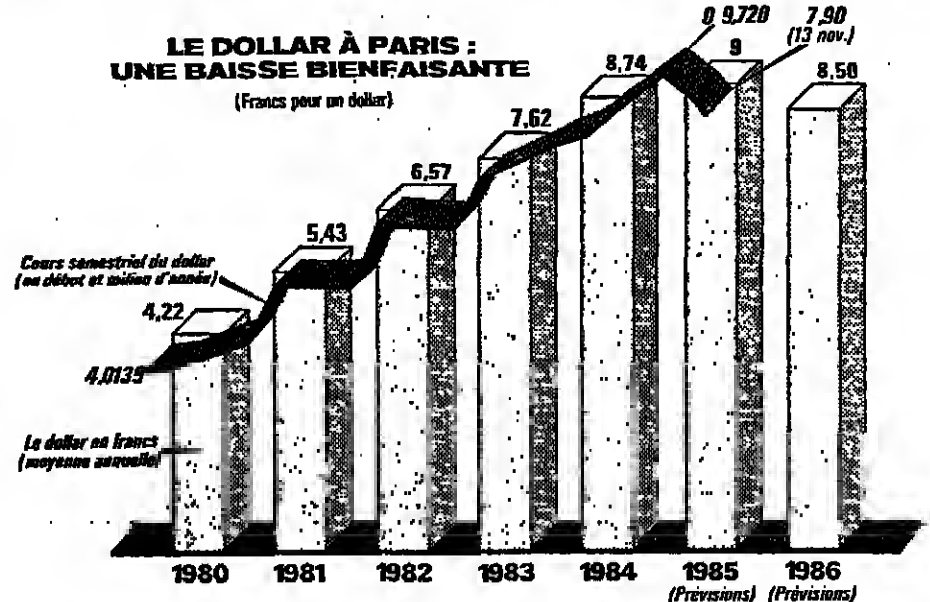
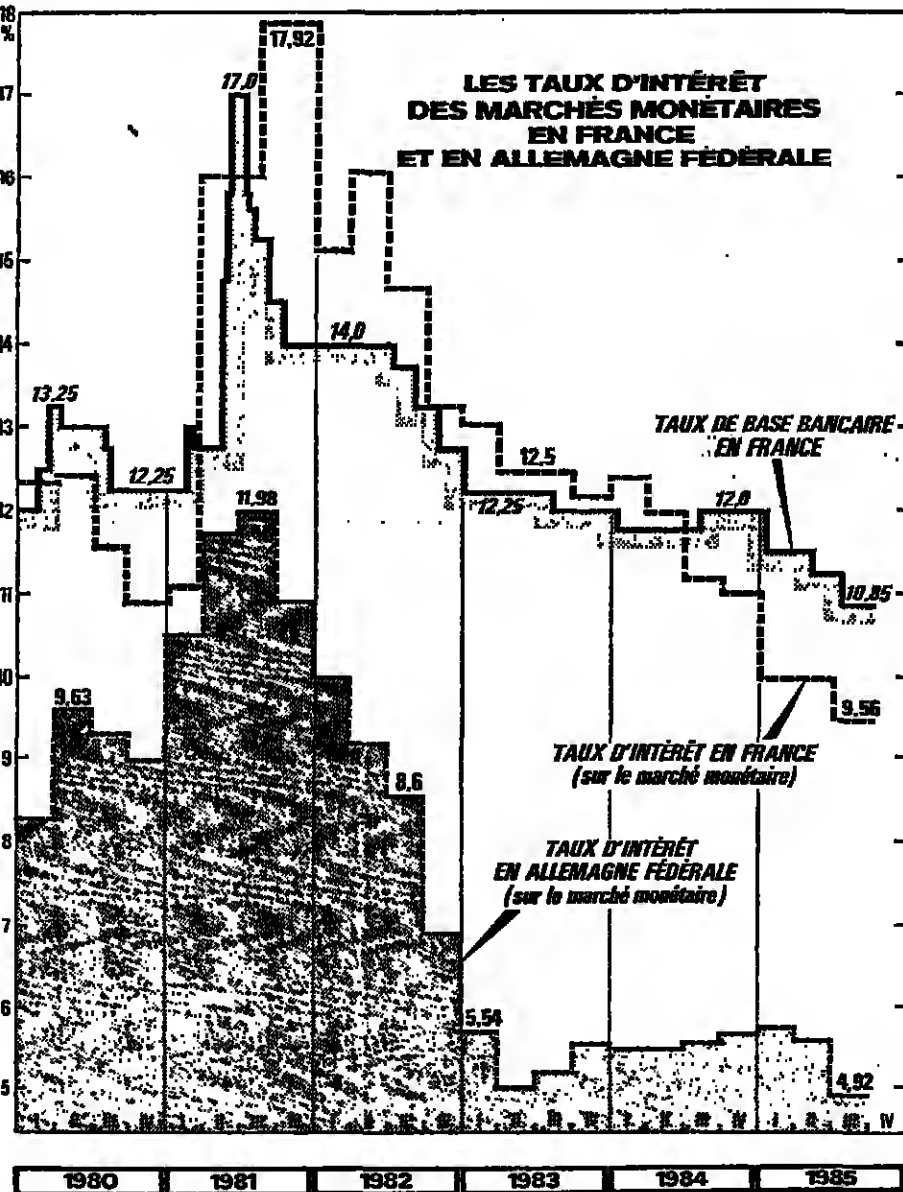
Dans le même temps, les coûts salariaux par unité produite - rapport du salaire horaire à la productivité - se sont eux aussi considérablement ralentis revenant de taux supérieurs à 10 % pendant les années 1979 à 1982 à 5 % l'année dernière et peut-être à 3 % cette année.

En même temps que les salariés faisaient les frais de l'assainissement de la politique de rigueur, les entreprises voyaient leurs comptes s'améliorer - ils en avaient bien besoin - aux termes d'un nouveau

interieur ? Toujours est-il que les pertes de part de marché auront été sanglantes cette année.

La demande mondiale a progressé d'à peu près 3 % en 1985 pour des exportations françaises qui n'auraient augmenté que de 1,5 % environ. Un recul inquiétant. Le danger existe pourtant d'en minimiser les conséquences : les termes de l'échange évoluent actuellement en notre faveur (les prix à l'exportation augmentent nettement plus vite que les prix à l'importation), l'ampleur de nos déficits réels est dissimulée. Un véritable pont de neige.

Autre motif d'inquiétude : les investissements. Ceux-ci ne repartent pas aussi franchement que les prévisions officielles pourraient le faire croire. Les projections de la CEE publiées en octobre et qui concernent les dépenses en matériels pour l'ensemble de l'économie (industrie, services, commerce) montrent que sur les deux années 1984 et 1985 la France fait nettement moins que ses partenaires avec une progression en volume de seulement 1 % contre 5 % pour la RFA, et 5,7 % en moyenne pour les pays de la CEE. Comme pour le commerce extérieur, il y a là



partage de la valeur ajoutée (3).

La plupart des économistes pensent maintenant - après l'avoir nié pendant longtemps ou en avoir fortement douté - que les hausses excessives des salaires qu'a connues la France depuis le début des années 70 expliquent notre inflation chronique. Si cette nouvelle vision des choses - maintenant partagée par beaucoup de socialistes - rend bien compte de la réalité, alors la France a accompli depuis deux ans des progrès très importants et peut-être durables. Le freinage des hausses de salaires serait en effet le gage de la poursuite du mouvement de désinflation qui se confirme mois après mois, comme vient de le montrer le bon indice d'octobre.

Ajoutons pour être complet qu'aux effets bénéfiques de la modération salariale s'ajoutent ceux d'une politique intelligente de l'épargne. Intelligente parce que finalement assez efficace pour dissuader les Français de trop consommer en tirant sur leurs économies au moment même où leur pouvoir d'achat baissait. Le risque existait d'autant plus que l'épargne avait en grande partie cessé de s'investir massivement dans le logement et que la pratique des marchés financiers n'était pas entrée - c'est le moins qu'on puisse dire - dans les habitudes des Français.

Rétablissement durable ou...

On n'a évidemment pas tout dit en décrivant la bonne conjonction astrale dans laquelle se trouve l'économie française. Car, au-delà même du risque d'un déphasage d'éléments évoluant actuellement au même pas, subsistent des problèmes non résolus qui pour être cachés n'en sont pas moins importants.

La première raison d'inquiétude vient du commerce extérieur, qui reste obscurément déficitaire deux ans et demi après un plan de rigueur imposé par Pierre Mauroy et Jacques Delors pour, précisément, faire disparaître ce déséquilibre. Franc surévalué (freinant les exportations), relance imprudente de la demande intérieure par baisse d'impôts (stimulant beaucoup plus les importations que la production française), erreur stratégique monumentale des chefs d'entreprise gonflant leurs marges avec excès ou misant encore une fois beaucoup trop sur le marché

avec l'investissement - un blocage qui reste assez inexplicable et somme toute inquiétant après plusieurs années de recul de l'effort d'équipement. Un blocage qui laisse mal augurer d'une véritable reprise de la croissance et d'une stabilisation du chômage.

Troisième motif de doute : la persistance de déficits publics importants. Les comptes officiels indiquent que « le besoin de financement des administrations » (État, Sécurité sociale et collectivités locales), c'est-à-dire leur déficit, ne se réduit pas : 2,8 % du PIB en 1984, 3,2 % en 1985. Pour 1986, un pourcentage de 3,2 % est encore affiché dans les comptes officiels, ce qui en dit long sur la capacité de notre économie à assumer une baisse durable des impôts et des cotisations. Comme vient de le déclarer l'ancien gouverneur de la Banque de France - Renaud de la Genière, - « d'une manière ou d'une autre les ménages paieront plus d'impôts ». Dans le même temps le déficit allemand se réduit, revenant de 4 % du PIB en 1981 à 1,7 % cette année. Un résultat qui permettra à la RFA de réduire ses impôts sur le revenu l'année prochaine.

Il est probable d'autre part que la nécessité pour l'État français de se porter emprunteur sur le marché obligataire pour financer son déficit maintient des taux d'intérêt réels très élevés. Ce qui pourrait bien expliquer la médiocrité des investissements.

Embelle passage ou amélioration durable ? La période fautive nous traverse durera au moins quelques mois. Elle fournira - non sans raisons - de bons arguments aux socialistes lors de la prochaine campagne électorale.

Des doutes importants subsistent néanmoins. Ils pourraient nourrir de bons débats et d'utiles résolutions. Mais il est vrai que la politique fait mauvais ménage avec les vrais problèmes.

ALAIN VERNOLES.

(2) Cela pour les prix en valeur courante. En valeur constante - c'est-à-dire inflation déduite - les prix de nombreuses matières premières industrielles se retrouvent aux très bas niveaux atteints à la fin des années 60.

(3) Part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises : 57,4 % en 1980, 55,6 % prévus pour 1985. Cette réduction s'accompagne d'un mouvement inverse des profits, qui, eux, augmentent.

la légère internationale...

PETER STUYVESANT

ULTRA

goudrons 1,4 mg nicotine 0,16 mg

Stuyvesant
ULTRA MILD 20
ULTRA LÉGER
MILD CHOICE TOBACCO

La vraie vie

Qui a dit
Petit Papa

Un Apple IIc + un
importantes réductions su

CONJONCTURE

mérite

POINT DE VUE

La vraie vie de la jungle c'est le droit

par JEAN-JACQUES DELORT (*)

Le libéralisme prend des allures de vague déferlante. Au niveau des intentions s'entend. Tous les jours, des voix s'élèvent pour vanter les mérites du marché et stigmatiser la main trop visible de l'Etat sur l'économie. Les gouvernants ayant découvert les entreprises, les Français se sont réconciliés avec elles.

Les chefs d'entreprise, qui se méfient des vocations tardives, savent souvent que la question de leur avenir restera posée en termes manichéens : despotisme d'Etat ou loi de la jungle, et que le national-cohébisme fait partie de la culture commune aux néo-dirigistes et aux néo-libéraux. Les de réclamer, il s'ensuivent des débats d'idées qui sont étrangers à leurs compétences, ils demandent que l'économie française soit régie par une législation économique adaptée à notre temps, permettant de réconcilier son droit et leurs entreprises. C'est notre devoir à nous commerçants (1) d'être une force de proposition dans un domaine qui aurait dû être, depuis longtemps, celui des organisations professionnelles, si trop de « patrons » ne s'étaient pas laissés pervertir par les poisons et les délices de l'économie administrée et pérorer par « l'ENA-NOSTRA ».

Le contrôle des prix ne trouve plus guère de défenseurs convaincus. Quelles que soient les échéances électorales, dans quelques mois sans doute, il aura vécu. En sera-t-il de même des autres dispositions pécuniaires des ordonnances de 1945 ? Déjà les opinions divergent. Mais qui sait — en dehors des spécialistes — que ces ordonnances vont bien au-delà du simple contrôle des prix ? Qu'elles sont les fondations de l'économie administrée, et d'un droit de la concurrence conçu dans son optique ? Les ordonnances de 1945 ont non seulement survécu à la situation exceptionnelle (pénurie, marché noir, etc.) qui les avait justifiées, mais ont été consommées enrichies, et encore aujourd'hui en 1985. Cela s'explique par une option précise de politique économique : celle du dirigisme.

Les ordonnances privent les entreprises de la liberté de fixer leur prix, leur première responsabilité en économie de marché. Elles leur interdisent de déterminer leurs stratégies, en les plaçant sous la tutelle de la censure de l'administration. Elles créent une économie dualiste, l'Etat s'étant donné la latitude de soustraire le secteur public aux lois du marché.

En un mot, les ordonnances tuent la concurrence. Mais leur nocivité va encore plus loin. Filles du droit pénal, qui ne reconnaît pas la responsabilité de la personne morale, elles entretiennent une monstruosité juridique : la responsabilité personnelle du dirigeant pour les délits commis par son entreprise (ceux-là se souviennent longtemps de l'année 1981 dont bénéficieront les délinquants toutes catégories confondues, sauf eux). Elles ignorent les garanties élémentaires accordées au prévenu et ont institué des procédures d'exception dérogatoires du droit commun, qui en font les dernières tentatives inquisitoriales de tout notre arsenal pénal.

Leur abrogation est donc un impératif. Le gros trait de plume ainsi tracé sur cinquante ans d'économie administrée aura valeur de symbole. Mais la vraie question est moins celle de leur abrogation que celle des dispositions nouvelles à leur substituer, c'est-à-dire d'un droit de la concurrence adapté à cette fin de siècle au fonctionnement du marché. Car dire le droit ne devrait plus être l'apanage des politiques ou de l'administration.

Le droit repose parfois sur des idéologies, toujours sur des principes. Un premier principe d'un droit moderne de la concurrence sera de reconnaître que la prospérité des entreprises est une condition nécessaire de la prospérité générale. Un second, que la recherche du profit est légitime. Elle est le moteur de la concurrence et, sans elle, il n'y a pas de marché. Un troisième, que la compétition s'exprime en rapports

de force qui doivent pouvoir se développer normalement, le défi pour les entreprises étant de gagner ou de disparaître, la protection des uns et des autres étant anticoncurrentielle. Certes, un Etat fort doit assumer son rôle pour la sécurité, la justice et l'indispensable solidarité. Mais l'erreur pour y arriver est de vouloir utiliser les entreprises, qu'on affaiblit, sans garantir pour autant la protection des hommes.

Un droit de la concurrence qui méconnaîtrait ces réalités se condamnerait au mieux à l'impuissance, au pire à entraver le fonctionnement du marché. Comme l'a toujours fait un Etat dirigiste qui, sous prétexte de protéger la concurrence, organise dans les affaires des entreprises, les interventions d'une administration, toujours financièrement irresponsable des décisions qu'elle impose et souvent incompétente en matière de micro-économie.

Comme voudraient le faire, demain, certains, qui se trompent d'époque lorsqu'ils prévoient de substituer aux lois et règlements actuels des « codes de bonne conduite ». Car le corporatisme contraindrait l'esprit d'entreprise au moins autant, et de façon peut-être plus insidieuse que l'emprise de l'Etat.

Pour autant, ce serait verser dans l'angélisme de penser que l'addition des comportements des entreprises fasse naturellement l'intérêt général ; si leurs pratiques sont licites, elles ont cependant tendance à abuser de leur liberté d'action.

Ce sont ces abus qui doivent être contrôlés et, le cas échéant, sanctionnés. Des lois sont nécessaires pour préserver l'efficacité du marché. Mais des lois qui tournent le dos à la régulation de l'économie par l'Etat leur substituent son autorégulation par le droit. Le nouveau « code de la concurrence » qui se substituerait aux lois d'exception actuelles doit redéfinir l'ensemble des rapports entre entreprises et les rô-

(*) Président du directeur du Printemps.

gles à respecter. Il doit dire également quelles seront les instances qui auront à se saisir des litiges entre tous les opérateurs économiques, sans aucune exception, comme des antennes illicites et des abus de position dominante.

L'impossibilité d'enfermer la réalité économique dans des textes d'interprétation stricte incite de préférence, comme dans la plupart des pays évolués, à confier la répression des infractions à une instance spécialisée plutôt qu'aux tribunaux de droit commun. Car plus que les pratiques elles-mêmes, ce sont leurs effets sur tel ou tel particulier qui sont à juger.

Ce choix justifierait pleinement que la commission de la concurrence devienne la « haute autorité du marché ».

Véritable juridiction, totalement indépendante à l'égard du ministre de l'économie, dotée de règles de procédure garantissant pleinement les droits de la défense, disposant des moyens des anciens services des prix, agissant sous le contrôle de l'autorité judiciaire, elle serait le juge de paix du marché, mais aussi détenteur d'avis pour l'Etat et les entreprises.

Au cours de ces dernières années un consensus national s'est formé sur la place de l'économie française dans le monde, puis sur l'incontournable nécessité de compétitivité, et, enfin, sur le rôle des entreprises dans ce combat. Et, pourtant, lorsqu'elles demandent qu'on mette en place de nouveaux espaces de liberté, le vieux mythe de la crainte du « retard dans le poulailler » resurgit. Mais où et quand a-t-on vu des poules gagner des compétitions ? Ce n'est plus de volatiles caquetant sous la férule de l'administration que nous avons besoin, mais de fauves conquérants, après au gain, durs à la souffrance, sur un marché où règne la loi. Loin du capitalisme sauvage, qui n'existe dans aucun pays, cette loi serait celle du droit.

(1) Les Ordonnances du 30 juin 1945, la nécessité de leur abrogation et les voies d'une réforme du droit de la concurrence. (Publication de l'Institut du commerce et de la consommation).

ENTREPRISES

BSN contrôle le numéro quatre des pâtes italiennes

Le numéro un de l'alimentation italienne, Buitoni lui ayant échappé au profit de M. de Benedetti en février dernier, le groupe BSN acquiert la majorité du numéro quatre des pâtes italiennes, la société familiale Porta, qui produit chaque année, près de Pérouse, 45 000 tonnes de pâtes et réalise un chiffre d'affaires de 400 millions de francs. C'est la société Panzani-Milliet frères, filiale de BSN, qui réalise l'opération en prenant une participation majoritaire.

Panzani est le premier fabricant français (et le deuxième dans le monde avec 140 000 tonnes, devant le groupe Lustrucci-Rivoire et Carret (110 000 tonnes)). Son chiffre d'affaires s'élève à 1,8 milliard de francs. Panzani exploite deux semouleries et deux usines de pâtes à Marseille et à Nanterre. Il doit contrôler d'ici à la fin de l'année la semoulerie de Gennevilliers cédée par les Coop.

Une boutique Dior à Prague

La société française Christian Dior a inauguré, le 18 novembre, une boutique de parfums et de produits de beauté à Prague, dans la rue de Perizka (Paris), une des artères élégantes de la ville. La nouvelle boutique propose plus de cent cinquante produits payables en couronnes tchécoslovaques, et donc accessibles à la clientèle locale. Dior, qui exporte depuis une dizaine d'années dans ce pays, réalisera, en 1985, un chiffre d'affaires d'environ 5 millions de francs. — (AFP.)

Concentration dans les casinos américains

La société Bally Manufacturing de Chicago, qui possède un ensemble de parcs d'attractions, de clubs de mise en condition physique et de casinos, va racheter MGM Grand Hotels pour 550 millions de dollars (4,4 milliards de francs). Cette transaction permet à Bally de réorienter ses activités en abandonnant le secteur des jeux vidéo, qui lui ont valu un déficit de 100 millions de dollars (800 millions de francs) en 1984, pour un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de dollars (10,4 milliards de francs). Avec MGM Grand Hotels, Bally prend pied dans l'hôtellerie et les jeux (deux hôtels-casinos à Las-Vegas et Reno), ainsi que dans l'industrie agro-alimentaire. Au terme de

Les cycles Mercier ont déposé leur bilan

La Société nouvelle Cycles Mercier a déposé son bilan le 19 novembre (le Monde du 19 novembre) dans l'après-midi. Elle avait été créée en septembre 1984 par un industriel, M. Axel Ruckert, qui avait racheté pour 2 millions de francs les restes de la célèbre société, fondée par Emile Mercier au début du siècle, après sa mise en liquidation. M. Ruckert s'était engagé à conserver une cinquantaine d'employés et à relancer la production. Incapable de réaliser ses objectifs, il avait démissionné en octobre dernier et avait été remplacé par un administrateur provisoire.

Hongkong : difficultés du groupe maritime Tung

Le groupe Tung, l'un des plus importants armateurs de Hongkong, qui traverse actuellement de graves difficultés financières, a annoncé, le 18 novembre, un plan de réorganisation pour honorer la paiement de ses dettes. A travers sa filiale Orient Overseas Containers Line, il possède une flotte de quelque cinquante-cinq navires. Environ soixante-dix banques — japonaises, américaines et européennes — sont créancières du groupe qui leur devrait plus de 1 milliard de dollars.

Qui a dit
petit Papa Noël!

L'Apple IIc.



Un Apple IIc + un moniteur + une souris + un sac de transport + 3 logiciels pour 9990 F TTC (prix conseillé)
et d'importantes réductions sur l'achat de 17 logiciels. Apple et la Sovac vous proposent une formule de crédit 12 mois au taux de 12 %*.
Chez votre concessionnaire agréé Apple.

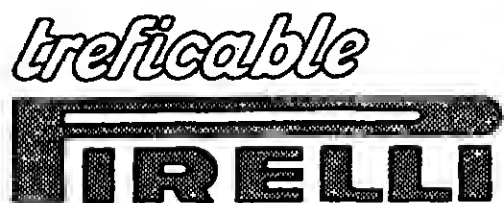
(*) sous réserve d'acceptation du dossier par Sovac-Credit. Du 25 septembre 1985 au 31 janvier 1986. Exemple : Apple IIc, prix 9990 F TTC (prix conseillé), versement comptant 1490 F. Crédit 8500 F en 12 mensualités de 755,28 F. Coût total du crédit 962,62 F TTC 12 %.



هكذا من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'Emprunt étant souscrit, la présente insertion est publiée à titre d'information.



Emprunt de F 200 000 000

garanti par

Pirelli Société Générale S.A., (Bâle)
avec bons de souscription

• soit d'actions ordinaires

• soit de bons de participation ou d'actions

Pirelli S.p.A., (Milan)

Société Internationale Pirelli S.A. (Bâle)

sociétés holdings du groupe international Pirelli

BANQUE PARIBAS

MM. LAZARD FRÈRES ET CIE

CRÉDIT DU NORD

MORGAN ET CIE S.A.

Octobre 1985



CAISSE DE REFINANCEMENT HYPOTHÉCAIRE

Premier Emprunt en Continu Garanti par l'Etat

Caractéristiques Faciales

Montant nominal de l'obligation : F 10.000.
Date de lancement de la 1^{re} Série : 18 novembre 1985.
Date de jouissance : 30 décembre 1985.
Taux d'intérêt nominal : 10,90 %
soit F 1.090 par obligation payable le 30 décembre de chaque année.
Durée : 12 ans.
Amortissement : en totalité le 30 décembre 1997.
Cotation : Bourse de Paris le 31 décembre 1985.

Caractéristiques Actuarielles

Prix d'émission : F 9.627.
Date de règlement : 2 décembre 1985.
Taux actuariel brut : 11,36 %.
Ces modalités actuarielles sont valables pour la 1^{re} tranche démarrant le 18 novembre 1985.
Celles des tranches suivantes seront publiées au B.A.L.O. au début de la période de souscription de chacune d'entre elles.

Les Emprunts en Continu

La Caisse intervient à plusieurs reprises sur le marché obligataire au cours d'une même année. Chaque émission (3 ou 4 par an) s'appelle une Série.
Chaque Série est divisée en tranches. Les tranches se succèdent de quinzaine en quinzaine. Leurs modalités sont adaptées pour répondre à l'évolution des conditions du marché et font l'objet d'une publication au B.A.L.O.

B.A.L.O. du 18 novembre 1985. Une Note d'information qui a obtenu le visa C.O.B. n° 85-336 en date du 29.10.1985 peut être obtenue sur simple demande au Siège Social et auprès des Etablissements chargés de recevoir les souscriptions.



CAISSE DE REFINANCEMENT HYPOTHÉCAIRE

41, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris

UIF

Le conseil d'administration s'est réuni le 15 novembre 1985, sous la présidence de M. Michel Caldagues. Il a procédé à l'examen de la situation au 30 juin 1985 et du compte rendu d'activité de la société.

A la suite de la fusion décidée fin juin 1985 par les assemblées générales extraordinaires d'UIF et d'UGIMO, l'opération d'échange des titres UGIMO a commencé le 30 septembre 1985, à raison de cinq actions UIF contre six actions UGIMO. Depuis cette même date, les actions nouvelles sont admises au marché officiel de la Bourse de Paris, avec jouissance au 1^{er} janvier 1986.

Après la vente en bloc, le 1^{er} octobre dernier, de l'immeuble d'habitation d'Aulnay-sous-Bois, le conseil a décidé de réinvestir le produit de cette cession dans la construction d'un lot de maisons individuelles à Saint-Germain-en-Laye, cette opération bénéficiant d'un excellent emplacement, face à la sous-préfecture et à proximité des deux immeubles déjà exploités par la société dans cette localité. La mise en location est prévue à l'automne 1986.

Poursuivant sa politique de renouveau du patrimoine, le conseil a décidé la mise à l'étude d'autres opérations d'investissement, dont l'aboutissement devrait d'ailleurs permettre d'accentuer encore la configuration géographique du patrimoine, dont les fruits proviennent déjà à 90 % de la région parisienne et à près de 70 % de Paris, Neuilly-sur-Seine et Boulogne.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence téléx
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/296-41-12 68 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

ANGLAIS COVENT GARDEN LONDRES
Débutants à élèves avancés. Cours longs et courts
Nous nous occupons de l'hébergement
Sels College
Londres
Agrité par le British Council
84-85 Long Acre, London WC2E 9JH (Angleterre)
Tél. : (44) 1-240 2681, Téléc. : 268312 Wescom Selscol
6 A 9 ETUDIANTS PAR CLASSE COURS INDIVIDUELS

banque centrale des coopératives et des mutuelles

Les résultats du troisième trimestre montrent, par rapport au même trimestre de l'année 1984, une croissance en capitaux moyens de 11,7 % des dépôts non rémunérés, de 70,2 % des dépôts en fonds communs et SICAV, de 26,4 % des crédits, ce qui caractérise la poursuite d'un vif développement des opérations. Le produit net s'est accru de 20,1 %, les frais généraux de 14,7 % et le résultat avant provisions et impôt de 53 %; malgré d'importantes charges de provision, le résultat après provisions a crû de 24,9 % et à nouveau dépassé les objectifs du budget annuel.

En cumul sur neuf mois, par rapport à la même période précédente, la croissance s'est élevée à 23,2 % pour le produit net, à 66,4 % pour le résultat avant provisions et impôt, à 161 % pour le résultat après provisions.

La BCCM a complété la panoplie des placements offerts à sa clientèle, en mettant en place deux nouveaux fonds communs de placements, l'un réservé aux associations et entreprises désirant des placements en obligations dites de première catégorie, l'autre adapté aux entreprises souhaitant bénéficier des avantages correspondant à un rendement en capital.

bccm
Siège Social
12, place de la Bourse
75002 PARIS
Tél. (1) 42.33.44.71

Ariana Import-Export
TAPIS FAITS MAIN D'ORIGINE
CREVETTES, PRODUITS ALIMENTAIRES, etc.
Vente en gros pour tous pays :
86, avenue Habib-Bourguiba, Ariana (Tunis)
Tél. : (1) 711020 et (1) 710174

GRUPE DES BANQUES POPULAIRES

(SICAV)
Le groupe des Banques populaires procède à l'abaissement des droits d'entrée des principales SICAV actions qu'il propose à sa clientèle.
Ces mesures, détaillées ci-dessous, ont pour objet de mieux satisfaire les épargnants en ramenant le droit d'entrée maximum de 4,75 % à 2,50 %. La prise d'effet est prévue le 2 décembre prochain.

FRUCTIFRANCE
Le conseil d'administration, réuni le 12 septembre 1985, a décidé de réduire le droit d'entrée à 2,50 % pour la tranche des souscriptions inférieure à deux mille titres, et à 2 % pour la tranche des souscriptions égale ou supérieure à ce nombre, un pourcentage de 1,50 % étant dans tous les cas conservé par la SICAV.

FRUCTIVALOR
Le conseil d'administration, réuni le 25 juin 1985, a décidé de réduire le droit d'entrée à 2,50 % pour la tranche des souscriptions inférieure à deux mille cinq cents titres, et à 2 % pour la tranche des souscriptions égale ou supérieure à ce nombre, un pourcentage de 1,50 % étant dans tous les cas conservé par la SICAV.

PLANINTER
Le conseil d'administration, réuni le 10 octobre 1985, a décidé de réduire le droit d'entrée à 2,50 % pour la tranche des souscriptions inférieure à deux mille cinq cents titres, et à 2 % pour la tranche des souscriptions égale ou supérieure à ce nombre, un pourcentage de 1,50 % étant dans tous les cas conservé par la SICAV.

VALOREM
Le conseil d'administration, réuni le 21 octobre 1985, a décidé de réduire le droit d'entrée à 2,50 % pour la tranche des souscriptions inférieure à deux mille cinq cents titres, et à 2 % pour la tranche des souscriptions égale ou supérieure à ce nombre, un pourcentage de 1,50 % étant dans tous les cas conservé par la SICAV.

FLASH BANQUE

A noter dans notre situation au 1^{er} octobre 1985:
Un total de bilan non consolidé de 87,4 milliards de francs (+9 % en un an).
A l'actif: 41,4 milliards de francs de crédits à la clientèle soit 47,4 % du total du bilan.
Au passif: 6,6 milliards pour les comptes à vue particuliers (+8,4 %). Les dépôts à vue des entreprises (71 milliards) progressent de 10,6 %. Les CERS grevés de 10,6 % s'élèvent à 6,9 milliards (+10,8 %). Les dépôts éparpillés augmentent de 18,5 %. Les capitaux permanents passent de 5,2 milliards à 7,1 milliards de francs (+37 %).

Crédit du Nord

هكذا من الأصل

Le Monde

DANS L'ESPOIR D'UN COMPROMIS AVEC L'ALGÉRIE

Les mères d'enfants enlevés vont rentrer en France

De notre correspondant

Alger. - « La patience est la clé du paradis », dit le proverbe arabe. Cinq mois après le début de leur action, les quatre mères qui occupent encore l'ambassade de France à Alger ont décidé de rentrer en France. Elles ont décidé de mettre fin à leur mouvement et de regagner la France samedi prochain. « Rester plus longtemps ne nous ferait pas obtenir plus », constatent calmement l'une d'entre elles, alors que nous leur demandons si elles avaient reçu des assurances.

Elles s'en remettent maintenant à la justice algérienne qui doit statuer sur trois « demandes de droit de garde à la mère sur le territoire français », ce qu'elles avaient au moment où leurs enfants ont été enlevés, et un droit de visite transfrontières. A propos de ce dernier point, les deux médiateurs, M^{rs} Bouchet et Belloula, qui se sont rencontrés samedi 16 novembre à Alger, soulignent dans un communiqué commun « la nécessité de faire progresser le droit de visite transfrontières pour la libre circulation des enfants entre les deux pays et la mise au point de garanties des Etats ».

Evolution des négociations franco-algériennes pour la signature d'une convention bilatérale, M^{rs} Bouchet a annoncé qu'une nouvelle réunion, qui devrait être « conclusive » selon ses termes, aura lieu à Alger au début du mois de décembre. Si cette

signature intervient le 10 du mois prochain comme on le laisse entendre ici, les quatre mères, à défaut d'avoir pu résoudre leur problème personnel, auront, grâce à leur détermination, suffisamment sensibilisé les opinions publiques et les autorités des deux pays pour que les négociations en panne depuis un an débouchent sur un cadre législatif d'intérêt général.

La volonté politique d'aboutir à un accord est très sensible des deux côtés depuis que M. Laurent Fabius, a annoncé, à la fin du mois de juin lors de sa visite à Alger, la nomination de M^{rs} Bouchet comme médiateur du côté français. On remarque également du côté algérien que, si la convention est effectivement signée en décembre, ce sera avant le congrès du parti FLN qui doit se prononcer sur l'enrichissement de la charte nationale et avant que la campagne pour les élections législatives de mars en France, dont on sait que l'immigration sera l'un des thèmes, ne batte son plein et en tout cas largement avant un éventuel changement de majorité à l'Assemblée nationale.

Reste à savoir comment et quand cette convention s'appliquera une fois signée. « Nous ne regretterons jamais notre action, disent les quatre mères. Nous avons appris à vivre ensemble au cours de ces cinq mois. Nous avons été soutenues, on s'est occupé de nous ici, et il y a des gens que nous n'oublierons jamais. »

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Le crédit du Nord ramène son taux de base de 10,85 % à 10,60 %

Le Crédit du Nord, banque nationalisée présidée par M. David Dauterme, ramène son taux de base (TBB) de 10,85 % à 10,60 % dès le 20 novembre, soit une diminution d'un quart de point. Le TBB était fixé à 10,85 % depuis le 19 juillet 1985, contre 11,25 % auparavant.

Cette diminution, qui devrait être imitée par les autres établissements dans les jours qui viennent, était attendue depuis un mois, plus précisément après la baisse des loyers de l'argent sur le marché monétaire, ramené le 17 octobre à 9 1/8 % contre 9 3/8 % à l'initiative de la Banque de France (et de 9 5/8 % le 19 septembre) vendredi 15 novembre, la Banque de France avait, à nouveau, réduit son taux

d'intervention de trois huitièmes de point à 8 3/4 %.

Dans ces conditions, il était difficile aux banques de résister aux pressions des pouvoirs publics qui leur demandaient de répercuter sur la clientèle la dérive des taux d'intérêt. On remarquera la modicité de la diminution du taux de base : un quart de point, soit deux huitièmes, par rapport aux sept huitièmes de baisse du taux du marché monétaire.

Cette modification est le signe d'une résistance accrue des banques à une diminution des taux de leurs crédits, cela afin de préserver des marges devenues fragiles.

A POINTE-À-PITRE

Un jeune Guadeloupéen tué par un gendarme

De notre correspondant

Pointhe-à-Pitre. - Un jeune Guadeloupéen a été tué, lundi soir 18 novembre, aux abords du bidonville de Boissard, à l'entrée du Pointhe-à-Pitre, au cours d'un contrôle d'identité effectué par la gendarmerie, dans le cadre de l'enquête ouverte après le meurtre d'un gendarme, tué le 13 novembre de deux coups de fusil tirés à bout portant par un repris de justice en cavale (le Monde du 15 novembre).

Dans un communiqué, le procureur général a précisé : « Une patrouille de gendarmerie procédant à des recherches en vue d'interpellation du nommé Patrick Thimol, meurtrier du gendarme Guy Haussay, a invité le nommé Charles-Henri Salun, domicilié à Baillif, à justifier de son identité. Celui-ci a refusé de se soumettre aux vérifications et a tenté de fuir. Alors que le sous-officier effectuait le contrôle tantôt de la retenue, le jeune homme a plongé le bras dans

le sac dont il était porteur. L'un des gendarmes, croyant son collègue menacé, a ouvert le feu, blessant mortellement le jeune homme. Une enquête judiciaire a été ordonnée afin d'établir les responsabilités. »

Après ce drame, la cérémonie religieuse prévue mardi après-midi pour les obsèques du gendarme Guy Haussay a été maintenue, mais la prise d'armes prévue sur la place de l'église de Pointhe-à-Pitre a été annulée et reportée dans l'enceinte d'une caserne de gendarmerie mobile des environs de la ville, par crainte d'incidents.

NOUVELLES BRÈVES

Le dossier « Nouvelle-Calédonie » va être confié à M. Pierre Joxe. - A la suite du départ du gouvernement de M. Edgar Pisani, un décret définissant les nouvelles attributions de M. Joxe en la matière doit être pris mercredi 20 novembre en conseil des ministres et être publié au Journal officiel jeudi.

Ce sera la cinquième fois en un an que le dossier calédonien change de titulaire. En effet, M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, en avait été démis au lendemain des élections du 18 novembre 1984, boycottées par les indépendantistes.

La crise avait ensuite été gérée par M. Joxe avant que ce dossier ne soit pris en main par M. Laurent Fabius au mois de décembre. Celui-ci avait alors confié à M. Pisani, nommé délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, la tâche de proposer un nouveau projet d'avenir pour le territoire. Nommé ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie le 21 mai 1985, M. Pisani a abandonné sa charge le 15 novembre, estimant sa mission terminée avec la publication des ordonnances.

M. Laignel félicite M. Barre. - M. André Laignel, trésorier du PS et directeur de campagne socialiste pour les élections de mars 1986, a indiqué, lundi 18 novembre, avoir « apprécié » les prises de position de M. Raymond Barre sur l'immigration. « Je me réjouis », a-t-il souligné, que M. Barre et d'autres hommes politiques de droite aient enfin entendu notre appel pour que l'immigration ne soit pas un enjeu électoral. »

Les socialistes, selon M. Laignel, veulent mener une « campagne innovante, au plus proche des Français, au porte-à-porte », campagne pour laquelle le PS va essayer de rassembler 50 millions de francs. Une souscription nationale devrait être ouverte.

Sur le vif

Occasions

J'ai reçu un truc fabuleux : les dépêches les plus abracadabrantes tombées au cours des dernières années sur le fil de l'AFP et recueillies par Michel Vergès sous le titre - bien trouvé - de « Un monde fou, fou, fou ». Une mine d'histoires marrantes dont je compte bien vous faire profiter quand je serai en panne d'inspiration. En voici déjà une pour commencer. C'est une annonce parue dans un journal du Minnesota, un hebdo, je crois : « Mari à vendre pour pas cher. Avec équipement complet de chasse et de pêche, un jean, deux chemises, un labrador et douze kilos de viande de chevreuil. »

C'est pas génial, ça ? Votre jules, quand vous en aurez marre, faites comme cette jeune Américaine trompée avec une carabine à plomb : au lieu de le jeter, vendez-le. Elle a eu des offres en pagaille, cette fille. Son téléphone n'arrêtait pas de sonner. Normal, en ces temps de pénurie, un homme, c'est très demandé. Ça peut même aller chercher un bon prix. Et attendez, c'est pas fini. Ça vous vendra des offres de service après-vente de la part de messieurs qui se proposent de meubler vos soirées de célibataire. Pour pas un rond.

C'est une idée à creuser. D'ailleurs, il va y avoir aussi sous peu,

une de mes amies est sur le coup, un locamac calqué sur le local, au lieu de vous en offrir un neuf ou un d'occasion, vous le louez à la semaine, au mois ou à l'année. Avec la possibilité de le rendre pendant les mois de vacances - vous n'en aurez aucun besoin au Club Med - et de le reprendre à la rentrée. A moins que vous ne préfériez un modèle plus récent, plus perfectionné. En cas de panne, pas de problème, on vient vous le réparer le jour même - Darty, c'est rien à côté - ou on vous le change, s'il est vraiment hors d'usage.

Je vous vote venir, vous allez me dire : elle est fourue d'avance votre agence. Il n'y aura pas une cliente. On ne vous a pas attendu pour faire des échanges. Pas seulement de mecs, de nenas. On passe sa vie à ça, à emprunter celui ou celle des copains. Ouais, mais ils ne sont pas toujours d'accord. Ils font des histoires. Ils ont pour qu'on leur sienne, qu'on leur sienne, ils tiennent absolument à ce qu'on leur rende le plus vite possible. Moi, par exemple, j'ai horreur de prêter une de mes affaires. Si elle est bonne, on ne vous la rendra pas, c'est pas vrai, vous ne la reverrez jamais. Et si elle ne l'est pas, vive le marché aux puces !

CLAUDE SARRAUTE.

MORT DU POÈTE ANTILLAIS

GILBERT GRATIANT

Gilbert Gratiant, le plus éminent des écrivains antillais - avec Aimé Césaire, qui fut son élève, - est mort le lundi 18 novembre à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans.

[Né à Saint-Pierre à la fin du siècle dernier, le poète et fabuliste martiniquais avait été l'élève d'Aimé Césaire, qui avait obtenu son agrégation d'anglais en 1923. Il avait jusqu'à sa retraite enseigné dans les lycées Charlemagne et Claude-Bernard à Paris.]

C'est en 1976 que Gilbert Gratiant avait publié son œuvre capitale, *Fab camp Zicque* (la Fable du camp Zicque), qui a donné ses véritables lettres de noblesse à la langue créole. Gilbert Gratiant était également l'auteur d'une pièce de théâtre consacrée au héros antillais Toussaint Louverture, qui tenta, à l'époque de la Révolution, de créer une république noire à Saint-Domingue.

L'inhumation de Gilbert Gratiant aura lieu jeudi à 11 heures au cimetière du Montparnasse. Le Centre d'étude et d'entraide des Antillais, Guyanais et Réunionnais annonce qu'il consacra prochainement, à la Sorbonne, une soirée d'hommage au poète disparu.]

Le numéro du « Monde » daté 19 novembre 1985 a été tiré à 513 979 exemplaires

A B C D E F G H

SUR CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à St-Nazaire-La Boule (94,8 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)

MARDI 19 NOVEMBRE
« le Monde » reçoit
HUBERT LANDAIS
directeur des Musées de France
avec **PHILIPPE BOUCHER**

MERCREDI 20 NOVEMBRE
Aïé « le Monde »
47-20-52-97
préparé par **FRANÇOIS KOCH**
La conférence Est-Ouest
de Genève
imposée ou détentée ?
avec **MICHEL TATU**

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS 590 F
A partir de
COSTUMES ET PARDESSUS 1 750 F
A partir de
NOUVELLE COLLECTION 3 000 items
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
SUR MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

En Pologne

LIBÉRATION DE SOIXANTE-QUINZE DÉTENUX POLITIQUES

Soixante-quinze détenus politiques ont été libérés dans le cadre des mesures de « clémence » décidées par les autorités de Varsovie, a annoncé, lundi 18 novembre, l'agence PAP. Neuf femmes figurent parmi les personnes libérées, dont l'identité n'est pas précisée.

Avant les élections de la mi-octobre, le général Jaruzelski avait laissé entendre que les chances d'une amnistie seraient d'autant plus grandes que la participation aux élections serait élevée. Après le vote, les autorités avaient fait savoir qu'il n'y aurait pas de véritable amnistie dans un avenir proche, mais que des mesures de caractère « humanitaire » seraient prises à l'égard de certains prisonniers politiques, à l'exclusion des récidivistes, de ceux qui ont déjà bénéficié dans le passé d'une amnistie ou d'une grâce, et aussi de ceux « dont le délit est particulièrement dangereux du point de vue social ». Selon Solidarité, quatre cent trente-sept personnes étaient détenues en Pologne au début novembre pour des motifs politiques - tandis que les autorités donnaient le chiffre de trois cent soixante-huit.

(Publicité)

20^e la copie/Minicopieur Chez Duriez

JUSQU'ICI POUR copier à mini-prix il fallait un copieur à + de 20.000 F.
• Chez Duriez ce nouveau copieur tous papiers s'alimente automatiquement • Copies à répétition jusqu'à 20 ex.
• Mini-marge (3 mm) • Cœur interchangeable. • Prix Duriez : 7.500 F. etc.
• Aussi chez Duriez : Tons copieurs personnels. C'est une de 7 spécialités Duriez • 112, Bd. St. Germain • M^{rs} Odéon, St. Michel.

relaxo
La relaxation totale
CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
37, Av. de la République 75011 PARIS
Tél. 43.57.46.35 - Métro : PARMENTIER

A l'occasion de la visite de
Son Altesse
Cheikh Khalifa Bin Hamad Al Thani
Emir de l'Etat du Qatar
RADIO ORIENT - PARIS &
RADIO QATAR - DOHA
présentent
RADIO QATAR - ORIENT
à PARIS
de 12 h à 24 h le 20, 21 et 22 Novembre 1985
Programme commun occasionnel par satellite à
partir des studios de Doha
assuré par le Centre de Modulation
SULTAN bin SALMAN
FM 104.30 MHz
La Fréquence de la Communauté
Musulmane de Paris.
et
AM 999 Mètres
La Fréquence de l'Etat du Qatar

VALEURS
ACTUELLES
L'HEBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE
en kiosque ou par abonnement
SPECIMEN SUR DEMANDE
écrite 6, rue d'Uzès, 75081 Paris cedex 02

Disparait
APRES 30 ANS D'EXISTENCE
par autorisation préfectorale
LIQUIDATION TOTALE
Emanuel UNGARO
Giorgio ARMANI
Van LAACK
prêt à porter masculin de luxe
2, boulevard de la Madeleine
261, rue Saint Honoré

PROMOTION NOEL
CONDITIONS EXCEPTIONNELLES
sur tous les instruments en stock
du samedi 16 Novembre au samedi 7 Décembre.
hamm
135-139 rue de Rennes Paris 6^e. Tél. 45.44.38.66. Parking à proximité.